

Constantine, Centre Economique

Marché de Grains et de Tissus

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 15 Mai 1930

PAR

M. ANTOINE (Laurent Félix)

Né à ALGER, le 26 Novembre 1903

JURY DE LA THÈSE :

MM. GAFFIOT	PRÉSIDENT
CHAUVEAU	} SUFFRAGANTS
BOUSQUET	

TOULOUSE

IMPRIMERIE DU CENTRE

1930

Constantine, Centre Economique

Marché de Grains et de Tissus

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 15 Mai 1930

PAR

M. ANTOINE (Laurent-Félix)

Né à ALGER, le 26 Novembre 1903

JURY DE LA THÈSE :

MM. GAFFIOT	PRÉSIDENT
CHAUVEAU	} SUFFRAGANTS
BOUSQUET	

TOULOUSE

IMPRIMERIE DU CENTRE

1930

UNIVERSITE D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

MM. MORAND, O. ✱, I. ✂	Doyen, Professeur de Droit musulman.
THOMAS, ✱, I. ✂....	Assesseur du Doyen, Professeur de Droit romain.
PELTIER, I. ✂.....	Professeur d'Histoire générale du Droit français.
MALLARMÉ, I. ✂.....	Professeur de Droit administratif, en congé.
CHAUVIN	Professeur d'Economie politique, en congé.
MILLIOT, I. ✂.....	Professeur de Législation algérienne, tunisienne et marocaine.
BIENVENÛE, ✂.....	Professeur de Droit public.
CHAUVEAU	Professeur de Droit Commercial.
GAFFIOT	Professeur d'Economie politique.
STÉFANI	Agrégé.
VIARD	Agrégé.
BRETON	Agrégé.
FRÉJAVILLE	Agrégé.
FAURE DE CÉRIS, I. ✂	Chargé des fonctions d'agrégé.
DUPOND, ✂.....	Chargé des fonctions d'agrégé.
BOUSQUET	Chargé des fonctions d'agrégé.
BERGER-VACHON.....	Chargé des fonctions d'agrégé.
GÉRARD, I. ✂.....	Professeur honoraire.
TESTAUD, I. ✂.....	Professeur honoraire.



JURY DE LA THÈSE :

MM. GAFFIOT.....	Président.
CHAUVEAU.....	} Suffragants
BOUSQUET.....	

NOTA. — La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Pieusement, à la mémoire de mon père.

PROPOS LIMINAIRES

Depuis un siècle et depuis bien avant encore, on a beaucoup écrit sur l'Algérie. Les luttes séculaires qui se sont acharnées sur le Maghreb, tant de problèmes posés par l'influence contradictoire de l'Islam et de l'esprit chrétien, le spectacle d'une race neuve en plein travail de conception, ce sont là, cités au hasard de la plume, autant de sujets qui sollicitent l'observation et l'étude.

De son côté, la nature conserve trop de charme dans la brutalité même de ses expressions, l'horizon dessine des lignes trop pures, pour ne pas émouvoir le peintre et le poète. Le folklore de la matière et de la race, l'âme des choses, l'intimité des êtres, infiniment variée sous l'uniformité du costume, en éveillant l'inquiétude de la pensée ont donné le jour à des œuvres plus riches encore d'interrogations que de certitudes. Aussi bien, les arts et les lettres demeurent les sujets de prédilection de l'Algérie intellectuelle.

Mais, dans le domaine économique, les efforts sont rares. L'âpre désir du mieux être, l'insatiable appétit d'argent — le progrès, modernement parlant — mérite cependant son analyse. Et son roman, c'est en chiffres qu'il faudrait l'écrire.

*
**

« Cent dates ne valent pas une idée », écrivait Taine. En économie politique, les théories les plus habiles ne valent pas une statistique fidèle. L'horizon s'éclaire de l'apparente aridité du chiffre. Bien mieux, dans le domaine des affaires, où, selon tel mot célèbre, l'impossible est aussi dangereux que l'imprévu, l'idée engendre trop souvent de funestes mésaventures. Au demeurant, il est vrai, les deux points ne doivent pas se contredire outre mesure: l'induction se complète de la déduction, et, au surplus, la conception de son sujet dicte à l'auteur sa ligne de conduite.

Certes, nous étions mal renseignés au seuil du xix^e siècle, sur la valeur exacte d'un pays où l'on abordait — et où l'on débarque encore quelquefois — avec les illusions d'un Tarta-

rin, et, trop souvent, avec de l'ironie facile au coin des lèvres. Aucun document, point d'archives qui pussent fournir des indications précises. Le mal s'aggravait d'une fièvre de jouissance et d'espérance.

Cette absence de données économiques positives explique sans doute bien des erreurs et des hésitations. Hypertrophiée jusqu'à la légende par la faconde méridionale, la fécondité du grenier latin a provoqué trop d'amères déceptions.

Par bonheur, le cortège désolé des deuils et des désillusions, les échecs, les déboires, pour aussi acerbés qu'ils fussent, les ruines, les faillites, la mort qui décimait, ne mirent jamais au désespoir les premiers occupants. Les résultats acquis attestent du labeur séculaire. Mais l'œuvre s'ébauche à peine. Il faut la terminer.

C'est à la persévérance réfléchie que l'avenir appartient et, dans cette voie, nos maîtres ont raison de nous conduire.

Ici, rendons hommage à l'œuvre la plus vaste qu'ait inspirée l'économie algérienne. *L'Algérie Economique*, de M. Demontès, ce livre à peu près inconnu du grand public, intéresse par sa forme élégante et surprend par son érudition. Mais cette érudition, qui possède le rare privilège de ne pas rebuter le lecteur, ne répond plus entièrement aux besoins actuels. Il faut savoir gré à l'auteur d'avoir tracé les lignes essentielles du tableau. Surtout, il convient de retenir l'idée maîtresse qui le conduit.

« Partout, dans cette Afrique du Nord, il serait dangereux de s'en tenir à des idées générales; cette généralisation conduirait à des erreurs. A qui veut s'approcher de la réalité, il convient de regarder les détails, d'envisager la diversité des régions plutôt que leur unité ».

Il reste donc à démembrer le corps compact de l'économie algérienne « en général » en autant de monographies qu'il existe de centres doués de vitalité profonde.

Bien entendu, il ne saurait être question de particularisme, cette manifestation du plus funeste égoïsme dont il reste aux hommes de ce pays de se défendre. Nous pensons simplement que tout organisme appelle la dissection, comme l'analyse réclame la synthèse.

*
**

La présente étude concerne Constantine. Elle a pour objet de dégager l'évolution économique de la vieille cité berbère. En outre, elle examine les éléments essentiels de son commerce et de son industrie. C'est plus une esquisse qu'une monographie complète.

Sans doute, avons-nous ressenti pour notre sujet une complaisance indiscreète. Peut-être la description prend-elle trop de place. Mais pouvait-il en aller différemment ?

Toute étude économique a besoin du nombre qui mesure, d'un solde ou d'une addition qui concluent. Or, à cet égard, la documentation dont nous avons pu disposer est nulle en ce qui concerne la période antérieure à la conquête.

Par contre, les ouvrages d'histoire pure ne font pas défaut. Il reste beaucoup de la Constantine romaine et musulmane. On peut aller jusqu'à dire qu'il reste trop. L'histoire politique de l'antique métropole numide est touffue à l'extrême. Sur l'Afrique du Nord tout entière, d'ailleurs, ont déferlé tant d'invasions ! Ce pays a nourri un si grand nombre de rois, sultans, beys, princes et principicules que, pour cela seulement, sa réputation de fertilité ne paraît pas surfaite. On a peine à se reconnaître dans l'amas de chroniques léguées par les auteurs musulmans. Leurs fastidieux récits, enluminés par l'amour du merveilleux, s'encombrent de détails et de dates, dans lesquels on se perdrait sans rémission, si quelques traits de lumière, événement capital ou nom illustre, ne venaient enfin éclairer, comme des rais de soleil, la multitude obscure des faits divers et des hommes. Cependant, bien que la mémoire s'embrouille étrangement dans ce désordre d'éphémérides jetés à tous les vents, le lecteur patient parvient à saisir l'essentiel.

Dans le domaine archéologique, les résultats acquis sont, d'ores et déjà, brillants. Cette province est parsemée de monuments, éloquents malgré l'âge, prestigieux malgré la ruine et la moisissure, et des savants leur ont rendu la vie que le profane le moins sensible perçoit obscurément en eux.

Mais, au point de vue économique, l'antiquité et les temps modernes n'ont rien transmis qui puisse permettre autre chose qu'une théorie d'ensemble, et il faut renoncer à suivre pas à pas, dans son évolution, l'histoire économique constantinoise. Pour la période française seulement, les éléments ne font pas défaut. La source principale est représentée par le « Tableau des Etablissements Français dans l'Algérie », les « Comptes rendus de la Chambre de Commerce de Constantine » et les « Comptes rendus de la Banque de l'Algérie ». On compulse encore avec fruit le *Moniteur Algérien*, les *Annales de la Colonisation Algérienne*. Les archives municipales seraient évidemment très précieuses. Mais, dit-on, elles sont tombées en poussière, dans leur masse la plus importante, sous les coups redoutables du temps et sous la dent

patiente d'hôtes obscurs. Nous n'avons pu utiliser que des épaves. Il nous reste enfin à remercier toutes les personnes qui, par leur compétence éprouvée des choses du commerce, et leur connaissance fidèle des annales locales, ont contribué directement à notre étude.

*
**

En cette ville, il n'est rien qui ne séduise, car toute chose comporte intensément de la lumière, du rêve, de la poésie. L'image de Constantine est patinée par des siècles d'histoire, histoire impétueuse qu'à l'instar des flots tragiques de Hugo, le torrent ne cesse de rouler au fond de berges éternelles.

Agressive et mercantile, Constantine a groupé, en une saisissante synthèse, les éléments les plus divers, les plus contradictoires. Peut-être fût-ce un repaire de brigands avant de devenir un comptoir. Forteresse naturelle, cette ville doit certainement son origine à l'exceptionnelle position qu'elle occupe; mais il nous paraît hors de doute que les lignes de force de l'économique Nord-Africaine, flux et reflux du nomadisme, autant que les richesses de hautes plaines qui l'environnent, ne soient les raisons essentielles de sa survivance. Sans doute, la nature l'a-t-elle armée contre les fléaux où sombrèrent tant de cités prospères. Mais surtout, en plaçant à ses pieds des pâturages abondants et des terres fécondes, elle devait lui assurer, mieux que la vertu stérile du Rocher, les éléments inépuisables de sa puissance. Aussi bien, pourrait-on concevoir Constantine et les plaines immédiates qu'elle commande, bassin du Bou Merzoug et cours moyen du Rhummel, comme une sorte de pays fermé, d'île fortifiée se suffisant à elle-même.

Ces idées constituent le fond de la première partie de notre étude.

La seconde partie est consacrée à l'examen succinct de l'évolution économique locale depuis la conquête française.

Il nous a paru bon, ensuite, de donner un aperçu général du développement du réseau ferré constantinois, et de déterminer le ressort économique de la ville actuelle au moyen des statistiques de la Banque de l'Algérie.

La quatrième partie procède à l'étude des éléments essentiels du négoce local : Constantine, marché de grains et de tissus.

*
**

Avant de mettre un terme à ces propos liminaires, une remarque s'impose.

Constantine, forteresse opulente qui put survivre à des siècles de paix publique, est restée liée aux vicissitudes de la politique. Ce caractère de citadelle simplifie singulièrement son histoire économique. On pourrait, très largement, dessiner la courbe de sa prospérité et de sa décadence à la seule lumière des faits de guerre.

D'autre part, en cette terre d'Islam où le passé se perpétue avec une singulière persistance, un changement d'autorité ne saurait bouleverser les courants commerciaux établis. On peut penser que la domination française, en dépit des crises inévitables provoquées par l'introduction d'un mode économique nouveau, les a éminemment amplifiés.

Et l'assaut d'octobre 1837 n'aura pas seulement immortalisé le Rocher de Constantine, mais encore suscité l'éclosion totale de ses forces latentes.

PREMIÈRE PARTIE

GÉOGRAPHIE et HISTOIRE



Aspect général de Constantine

Sa Situation géographique dans la Province

CETTE SITUATION N'APPELLE PAS D'OBSERVATION SPÉCIALE ET N'EXPLIQUE PAS, A ELLE SEULE, L'IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DE CONSTANTINE. COMME SÉTIF, SOUK AHRAS OU TÉBESSA, CETTE VILLE N'AURAIT ÉTÉ QU'UN MARCHÉ LOCAL, UNE SORTE D'ÎLE FORTIFIÉE SE SUFFISANT A ELLE-MÊME, SI ELLE N'AVAIT JOUI PRÉCISÉMENT D'UNE POSITION MILITAIRE PRIVILÉGIÉE. CETTE POSITION, RENFORCÉE PAR DES AVANTAGES ÉCONOMIQUES PROPRES, EST A L'ORIGINE DE SA LONGUE HISTOIRE.

« Nid d'aigle », « rocher cyclopéen », « forteresse inexpugnable », les termes n'abondent pas, qui veulent dépeindre Constantine. Artiste, homme d'affaires ou soldat, le voyageur qui parvient sous ses murs reste confondu devant l'extraordinaire vision d'une ville suspendue dans les airs, comme soulevée par quelque formidable coup de bélier porté des entrailles du sol. Isolée vers le Nord par une falaise vertigineuse, vers le Sud-Est par les gorges du Rhummel sans cesse creusées par le patient labeur du torrent, Constantine, sauvage et aérienne, persiste à être la plus farouche « Guelâa » que Chaouïa ait jamais rêvée.

Capable de satisfaire le besoin de conquête le plus aigu dont pouvait frémir l'âme primitive, elle inspire encore de nos jours d'héroïques enthousiasmes. Un moment, le souvenir des burgs féodaux traverse l'esprit. Mais on ne s'arrête pas longtemps à l'évocation du passé. Rien, ici, de désolé et d'archaïque; on ne retrouve ni créneaux aveuglés, ni écroulement inachevé de murailles. Jaloux de sa forme originale, le Rocher a bouleversé l'œuvre de ses maîtres successifs. A travers les siècles, lavée, polie, purifiée par les âges, la roche a gardé une jeunesse brutale, et, malgré l'effort de l'homme pour vaincre son isolement, elle précise et perpétue, à la manière d'un monument monstrueusement symbolique, la violence orgueilleuse et la véhémence agressive des époques révolues.

Cependant, la nature a permis à l'homme de dominer Constantine. Mais, en masquant la ligne Est de croupes montagneuses fauves et désolées, elle l'a fait avec inélegance. Se soulevant pesamment au-dessus de la ville, ruiné dans ses formes, d'aspect confus et massif, le Djebel Ouach monte péniblement jusqu'à treize cents mètres d'altitude. De si haut, le Rocher légendaire déçoit quelque peu l'imagination. Ce n'est plus la magie d'un décor plaqué en pleine lumière. Le regard, étonné, ne découvre qu'un mouvement obscur de tuiles verdâtres d'où émerge seulement le geste certain des minarets coiffés de gris. Loin « d'escalader le ciel », Cirta, la fière Cirta des Rois Numides, gît au fond d'une cuvette.

Dans l'immensité du paysage, la ville n'est plus qu'une expression topographique, un point de chute débordé par l'assaut de massifs elliptiques. C'est une poussée que l'on sent vers le Nord, un écroulement de coteaux en coteaux, de plaines en plaines, avec des hérissements soudains, des vagues à demi-affaissées qui s'en vont, de chute en chute, jusqu'à l'apaisement final.

Loin, au Sud-Ouest, des crêtes aiguës déterminent l'horizon. Le plus souvent, on perçoit la limpidité de l'atmosphère. Des vallonements courent, largement ondulés. Ce serait, jusqu'au pied du socle fameux, une apparence de steppe, si le Bou Merzoug ne vivifiait la terre de ses canaux entrelacés.

A l'Ouest, arrêté dans sa course vers la ville, s'étire, comme un monstre curieux, le massif du Chettaba. Brutalement, la montagne se casse. Il semble que la crainte de s'écrouler dans un abîme l'ait surprise dans son élan. L'abîme existe, en effet, mais large comme une plaine, fertile comme une vallée. C'est l'oasis du Hamma dont les jardins se multiplient au gré des méandres du Rhummel.

Tout au fond, limitant l'horizon Nord, pittoresque et coloré, une ligne de montagnes d'une étonnante jeunesse, dont les forêts s'illuminent avec éclat dans la magie souveraine des couchants. Et, avide du tableau, entre l'écroulement du Chettaba et les dernières pentes du Djebel Ouach, la ville s'est tant bien que mal hissée.

■
* *

Les premiers documents officiels réunis dans les *Etablissements Français d'Algérie*, glissent avec désinvolture sur la force émotive de Constantine. Ils se bornent à une descrip-

tion qui veut être précise et qui frise le ridicule : « Constantine est placée entre Tunis et Bône... Le Rhummel est un profond ravin... un immense fossé » (1). La puérilité de ces expressions est, en l'occurrence, savoureusement originale.

On connaissait bien mal la ville, il est vrai, au moment de la conquérir. Lorsqu'il l'aperçoit, Changarnier s'étonne

« Le 21, enfin, après avoir passé trois rivières à gué, nous arrivâmes à 3 heures devant cette ville « mystérieuse », moins considérable, à mon avis, qu'Alger, mais très supérieure à l'idée que je m'en étais faite. Il y a trente établissements, je ne sais lesquels, mais vastes et imposants; les maisons, entassées sans intervalles, n'ont pas les toits à l'italienne, mais à l'européenne; les rues semblent être aussi étroites qu'à Alger... » (2).

Il est regrettable que les rigueurs du siège et les heures funestes de la retraite n'aient pas permis à l'illustre soldat une expansion plus complète. Les publications officielles, dans leur correction toute administrative, n'ont pas suppléé à la plume sincère du héros de la première campagne. Sur la foi de documents erronés, les *Etablissements Français* répètent que :

L'on ne trouve pas de boulangeries à Constantine et qu'il y a peu de citernes; que les habitants, suivant un usage immémorial qui remonte aux temps bibliques, préparent le pain et les autres aliments dans la maison et aux heures des repas... (3).

Ces premières notes, toutefois, ne vont pas sans intérêt. L'extrême concision avec laquelle on les a rédigées ne révèle pas un ardent enthousiasme. Il n'est pas douteux qu'en 1836 les armes françaises se sont trouvées en présence d'une cité considérablement amoindrie.

Cependant, la tradition historique a fait d'elle une des plus brillantes métropoles de la Numidie. Ce que l'archéologie restitue de son histoire laisse deviner une réelle splendeur. Mais, de ce passé lointain, nous ne savons rien de précis. Constantine a pu s'épanouir dans le luxe, abriter des schismes sanglants, se relever de ses ruines, briser le flot vandale, conquérir l'Arabe et séduire le Turc, ses premières

(1) *Etablissements français*, 1838. Notice sur Constantine.

(2) *Recueil de lettres au maréchal de Castellane. Campagnes d'Afrique*. Plon, 1898. Lettre 20 bis, p. 85.

(3) *Voyages de Tunis et d'Alger*. PEYSSONNEL et DESFONTAINES. Publiés par M. Dureau de La Malle. Paris, librairie de Gide, 1833, *in fine*.

Annales n'en demeurent pas moins obscures, dans une obscurité si inquiétante que son passé semble recouvert par l'ombre écrasante du Rocher.

*
* *

N'est-ce pas une étonnante constatation que cette survivance aux tempêtes de l'histoire, en cette Afrique du Nord où tant de cités connurent une gloire éphémère ?

Alors que des considérations géographiques générales constituent une excellente explication de la longévité de certaines villes européennes, ces mêmes considérations demeurent vaines pour Constantine. Bien mieux, non seulement la situation géographique de cette ville n'appelle aucune remarque spéciale, mais encore elle ne permet pas de conclure a priori à la nécessité d'un groupement urbain aussi important en ce point particulier de l'Afrique du Nord.

Sur la lisière orientale des Hauts-Plateaux, Constantine communique difficilement avec le Nord. Sa vue sur le littoral se trouve bouchée à l'Ouest par les âpres montagnes de la Petite Kabylie d'El Milia, et aveuglée au Nord et à l'Est par la chaîne des Mouias et l'arête des Beni Ouelban franchie par la route actuelle du col d'El Kantour. Vers le Nord-Est se déroulent des vallonnements tourmentés, parfois très rudes, dévalant vers le bassin de la Seybouse, région qui, par exception, possède un rare caractère d'homogénéité. Vers l'Est et le Sud-Est, s'étendent des cuvettes à haute altitude, d'une valeur économique très inégale. Vers l'Ouest, c'est une succession de plaines favorables à l'agriculture, susceptibles de nourrir une population nombreuse et de favoriser le développement de la vie sédentaire en des villages ou des bourgs — véritables « souks » satisfaisant à l'économie spéciale du pays, subissant la dynamique économique du Maghreb, c'est-à-dire le flux et le reflux du nomadisme. Car le désert et les oasis ne sont guère éloignés.

Débordant la formidable barrière aurasiennne, le souffle du Sud parcourt les Hauts-Plateaux dès le premier mois de printemps et vient en rafales sous les murs de Constantine. A la même époque, les caravanes fuient la désolation du Sahara.

Notons bien que les tribus migratrices n'accèdent pas au Tell par un large conduit naturel, fleuve ou vallée profonde. La voie du Nord est barrée par des chaînes montagneuses mal aérées. Aussi, les Nomades chameliers parviennent au seuil des terres de labour tant par l'Est (Tébessa), que par

l'Ouest (Medjana) et par le Centre (Batna). Les vagues les plus profondes empruntent cette dernière route. Mais le flot humain, après avoir franchi la barrière montagneuse, semble devoir s'épancher rapidement dans sa course vers la zone des greniers, se disséminer de l'Ouest à l'Est sur une immense étendue.

Les Nomades suivant des lignes de force sensiblement méridiennes, les marchés des diverses tribus telliennes, qui offrent tous les mêmes ressources, paraissent devoir bénéficier également de leur présence.

Mais ce n'est là qu'un tableau schématique qui ne saurait aller sans correctif. Qu'un marché déterminé, à la suite de circonstances particulières, ait pris une grande importance et qu'il draine déjà une forte part des transactions du Tell; qu'il offre des ressources variées et la certitude de son débouché au commerce du nomade et la fraîcheur de son hinterland à ses troupeaux; il est évident que les caravanes auront tendance à le fréquenter en masse, voire même à entretenir avec lui des relations régulières au cours des différentes saisons.

C'est précisément le cas de Constantine.

*
* *

Au premier abord, Constantine paraît isolée, comme le sont les marchés des différentes tribus, et, loin de surveiller le croisement de voies naturelles capables de créer de vastes courants commerciaux, son isolement se trouve aggravé par la physionomie de son « hinterland » immédiat : relief compliqué, territoire morcelé, ensemble géologique en bosses et en étages hostile à l'unité et à la pénétration.

La « Haute région de Constantine » (4) reste sans limites précises. Tout au plus, peut-on se risquer à déterminer son arête centrale et son noyau : la première se confondrait avec le cours moyen de l'Oued el Kébir, le second avec le confluent de cette rivière et du Bou Merzoug (5). Le cœur de cette région serait alors la ville de Constantine elle-même.

(4) M. DEMONTÈS (*Algérie Economique*, t. I, p. 85 et suiv.) groupe sous l'expression « bassin de Constantine », « trois bassins de valeur économique fort inégale »... A l'ouest, le bassin de l'Oued El Kébir, puis le Redjas au centre, puis « le bassin de Constantine à l'Est ».

(5) « Avant tout, ce qui donne une unité aux éléments en apparence disparate de cette région, c'est son système hydrographique ». DEMONTÈS, *loc. cit.*

Dès lors, on peut admettre que Constantine réponde bien à un besoin économique local; mais ces considérations toutes particulières ne suffisent pas à expliquer le rôle capital qu'elle joue depuis des siècles.

Sa fonction se serait limitée à la satisfaction du minimum de besoins d'échanges d'une population arriérée; en un mot, elle n'aurait été qu'un « souk »; semblable, en cela, à d'autres villes de l'Afrique du Nord si elle n'avait bénéficié d'une position militaire privilégiée qui l'imposait au choix des premiers hommes et qui, en faisant d'elle un des pivots des royaumes indigènes, lui donna la suprématie politique et, du même coup, une grande importance économique.

*
**

Certains auteurs autorisés laissent entendre que Constantine doit le jour à la seule valeur militaire de sa position (6). Leur opinion est incontestable si l'on ne considère que « l'emplacement » même de la ville. Cirta, dans la langue numidique, aurait désigné en effet un « rocher isolé ». Ce serait le synonyme de « Kaf » ou « Kef » (7).

Les nécessités des époques primitives en avaient fait une forteresse, et c'est au même besoin de sécurité que d'autres villes de la Numidie doivent d'avoir vécu (8).

Aussi loin que l'on puisse remonter dans le passé, le rocher de Constantine a toujours été habité. Les nombreuses grottes qui percent le flanc de la falaise le désignaient pour être un excellent foyer de stations préhistoriques. Il présentait tous les avantages d'un asile difficilement abordable, parfaitement salubre et à l'abri des furieuses inondations qui désolent parfois la vallée. Son isolement ne calmait pas seulement l'inquiétude de l'homme primitif. De bonne heure, le rocher de Constantine servit de magasin. Ce fut certainement une des premières et la plus redoutable guelâa du monde berbère.

(6) GSELL : « Constantine a survécu aux raisons de son existence ». (*Hist. Anc. Afr. du Nord*, T. V, p. 272). — E. F. GAUTIER : « La situation de Constantine lui a toujours interdit de devenir une grande cité : elle n'est forte que militairement ». La ville doit sa longue durée au choix initial de l'emplacement. (*Les siècles obscurs du Maghreb*, p. 287).

(7) (8) CHERBONNEAU. *Recueils de la Société Arch. de Constantine*, 1856. A quelques lieues au Nord de Constantine, une autre forteresse naturelle défendait l'accès des hautes plaines intérieures. Tidde, ou Tiddis, bâtie à l'entrée des gorges du Kheneg. Elle rappelait si bien Constantine que les indigènes l'ont appelée « Ksentina El Kdima », l'ancienne Constantine. Elle n'a pas survécu aux seules raisons de son existence.

Ainsi, en ces époques de la préhistoire où le germe de la société future procédait de la force, la ville a choisi l'emplacement propre à la défense; mais elle ne doit pas seulement le jour aux ferments de lutte et d'anarchie qui furent le ressort du progrès. Si l'opinion de MM. Gsell et Gauthier est vraie en soi, il convient de ne pas en induire que sans le rocher de Constantine une ville ne devait pas se former dans la vallée moyenne de l'Oued el Kébir.

On comprend difficilement qu'une ville puisse « survivre aux raisons de son existence »: La vie d'un centre urbain se perpétuerait-elle si rien ne la soutenait, à l'origine, que la splendeur éphémère d'un trône ou d'un empire ? Trop de villes en cette Afrique du Nord n'ont pas survécu à la ruine de leur prince. Pense-t-on qu'Alger, atteinte par la conquête française dans la source essentielle de ses richesses, aurait pris cet aspect de capitale si elle n'avait tiré un immense bénéfice de la colonisation de son hinterland immédiat ? S'il est donc permis à une ville de s'adapter à de nouvelles conditions économiques et politiques, c'est grâce à la possession de tous les éléments nécessaires à cette adaptation. Or, si Constantine est une puissante forteresse, elle dispose, de plus, de richesses inépuisables.

L'homme primitif qui fit son repaire des cavernes de Cirta, imita inconsciemment la bête fauve qui se gîte à proximité de sa nourriture quotidienne.

N'avait-il pas, au pied de sa retraite, pour y conduire ses troupeaux, des terres fécondes, largement arrosées par les pluies de l'hiver et, en été, par des cours d'eau et des sources qui ne tarissent pas ? Ces mêmes terres qui nourrissent aujourd'hui les prairies des Ouled Rahmoun et les vergers du Hamma attachèrent à demeure le berger des premiers âges par la permanence du pâturage.

Pour cette seule raison, la formation d'une cité était normale même en l'absence de forteresse naturelle et, s'il est exact de dire que Cirta doit le jour au rocher qui la supporte (ce qui risque bien de n'être qu'une pure tautologie), il faudrait se garder de conclure que, dépourvue d'un tel château-fort, la vallée moyenne du Rhummel, telle que nous l'avons déterminée, n'était pas susceptible de favoriser le développement de la vie urbaine. Soit à l'emplacement du Kroubs, soit dans la vallée du Hamma, soit encore au confluent du Rhummel et du Bou Merzoug, tous les éléments paraissaient réunis pour favoriser l'éclosion d'un gros marché.

En définitive, en dotant cette région du Rocher de Constantine la nature ne fit que compléter son œuvre et elle la compléta admirablement.

*
* *

Le Rocher de Constantine et les riches terres qui l'environnent comportant les principes essentiels de la vie sédentaire, la formation d'une société fut facile. Berceau de civilisation, Cirta put s'organiser rapidement et, dominant l'anarchie des peuplades voisines, elle les groupa sous sa puissante autorité. Sur la falaise, à l'abri du torrent, l'industrie et le commerce prospérèrent. Plus que la nature et mieux que l'arbre, le comptoir attacha l'individu au sol. Avec la richesse locale, le besoin de plus vastes débouchés s'imposa, et, bénéficiant de son prestige, Cirta sut drainer les lents courants commerciaux du Sud et s'ouvrir à l'industrie laborieuse des Montagnards du Nord.

La gloire de ses princes lui vaut la fréquentation habituelle de tous ces gens que l'aridité du désert et l'inclémence de la montagne rabattent périodiquement vers les greniers intérieurs.

A tout nouvel éclat de sa fortune politique — partant, à tout accroissement de son activité commerciale et de sa prospérité agricole, — correspond une vitalité nouvelle. Aux époques de paix publique, la ville oublie sa prudence : elle gravit les pentes voisines, s'étale le long du torrent. Inversement, elle retombe au rang de marché strictement local lorsque la guerre ou l'anarchie la privent de sa clientèle lointaine.

A la longue, les souks de Constantine deviennent un confluent de races...

Toutes les races s'y sont abattues, chantait le poète. En elle ont pullulé les gens bas et turpides; les idiomes divers y sont fort parlés...; les Bédouins y sont survenus...; elle a été envahie par les variétés de population qui y ont (temporairement) séjourné. Celui-ci vient ! Celui-là s'en va !

Par les Kabyles elle a été remplie, tous les chaouïas y sont venus; — les Souafa, gens méprisables, et même les M'Zita, y sont aussi. Gens de l'Ouest et gens de l'Est, accourus en foule, y ont pullulé. Vermine qui l'a rongée comme rongent les criquets ! Les Mozabites y ont accumulé leurs marchandises; les Khoums, honte et excrément des populations; (ces Khoums) qui laissent (dans leur

pays) leurs femmes et leurs filles ! Après l'éloignement des hommes, elles enfantent... (9).

Ces exclamations indignées n'ajoutent qu'une pittoresque illustration au phénomène sociologique dont Constantine est depuis des siècles le théâtre. -

En somme, dit M. Cour, notre chanson prouve que le problème ethnique était à Constantine, avant l'occupation française, ce qu'il est aujourd'hui. Les conditions économiques ou plutôt sociologiques n'ont pas changé; elles se sont seulement développées en intensité. Cette ville est toujours le creuset où viennent se fondre comme jadis les populations diverses de l'antique Numidie...

*
**

L'histoire ne retient le nom de Cirta pour la première fois que vers la fin de la seconde guerre punique. Mais bien avant elle s'était ouverte au négoce phénicien (10).

Le touchant épisode de Sophonisbe s'y déroule. Massinissa, à qui Rome confia la capitale de Syphax, s'attacha à l'embellir. Désormais, elle restera la capitale des Rois Numides. Attirée par le prince et son entourage, une population nombreuse s'y fixa.

L'archéologie n'a rien révélé qui puisse permettre une reconstitution de la ville numide. Mais, à en juger d'après les rares monuments de l'époque qui nous sont parvenus, tel le Médracen et le Mausolée du Kroubs, on peut croire qu'elle fut riche et luxueuse. Quant à l'étendue du commerce local, nous l'ignorons. L'hypothèse est permise cependant d'une grande activité.

Avec la paix romaine, Cirta devait toucher au plus haut de sa splendeur.

L'archéologie n'a restitué que des vestiges, et il est malheureusement certain que les traces d'un passé brillant ne se retrouveront plus qu'au hasard de la pioche des démolisseurs.

On doit à la Société Archéologique de Constantine des études extrêmement intéressantes qui permettent d'imaginer aisément l'aspect général de la ville.

(9) *Constantine en 1802*, d'après une chanson populaire du cheikh Belgâsem Er Rahmouni El Haddad. A. COUR, Alger. Jules Carboneil, 1919.

(10) L'importance des relations punico-cirtéennes est très imprécise. GSELL, *Hist. Anc.*, t. V, p. 274. — Conf. également pages suivantes relatives au territoire de Cirta. — Voir aussi p. 9, t. V.

Foyer de culture latine, elle est, en quelque sorte, une place de guerre déclassée. Elle continue de s'enrichir par le commerce et l'industrie.

Sous les rois berbères, la richesse agricole de la Numidie était déjà grande. Pays essentiellement producteur de blé, elle tirait de ses récoltes le meilleur de ses ressources.

Les nombreux négociants italiens qui fréquentaient ou même habitaient Vaga et Cirta devaient surtout traiter des affaires de grains. Par l'impôt et les revenus de leurs domaines, les rois disposaient de beaucoup de blé et d'orge : ils étaient, sans doute, ceux qui en vendaient le plus à ces étrangers. Mais, évidemment, leurs sujets suivaient leur exemple. Ce trafic exigeait des intermédiaires, des lieux de vente, marchés et foires dans les campagnes et aux portes des villes, une organisation des transports, qui, en l'absence de routes, avait recours au bât beaucoup plus qu'au chariot, des mesures de précaution, voire même des contrats de sauvegarde, pour échapper au brigandage... (11).

Les Romains, bien entendu, organisèrent ce commerce, qui devait présenter à Constantine une vie intense. Comme de nos jours, la mise en valeur du pays imprimait une grande activité aux transactions locales. Les environs immédiats de la ville sont alors habités par des populations laborieuses, notamment les pentes du Chettaba, sur lesquelles on ne voyait naguère que quelques ruines.

Lorsqu'on y rencontre, sur une étendue de huit lieues, écrivait Cherbonneau, quelques gourbis en pierres sèches ou en pisée, on a peine à se figurer que Cérès et Mercure y avaient eu leurs prêtres, leurs autels et leurs fêtes (12).

La vallée du Bou Merzoug, les plaines de Texas et de Sigus, les vallonnements de Mila et de Bizot, toutes ces riches terres à céréales font à Cirta une ceinture opulente,

La ville s'étend, à l'Ouest, en un vaste faubourg, et sur les rives de l'Amsaga, à l'entrée des gorges, elle abrite ses maisons dans des jardins.

*
* *

Ce fut un siècle de vergers et de villas, l'âge d'or de Cirta, dont le génie conçut d'admirables mosaïques. Rome n'y

(11) GSELL. *Hist. Anc. Afrique du Nord*, t. V, p. 199.

(12) CHERBONNEAU, *loc cit.* Voir également, MERCIER, *Histoire de Constantine*, p. 69 à 80.

porta pas seulement les jeux du cirque et son paganisme avide de réalisations et d'images concrètes. Elle n'y laissa pas que des temples et des statues. Dans le domaine économique, ce besoin de réalisation s'éleva jusqu'au merveilleux.

De nombreux ponts franchissaient l'abîme du Rhummel; un aqueduc, long de plusieurs kilomètres, captait les eaux du Bou Merzoug à leurs sources mêmes et les distribuait aux citadins.

Les communications avec le reste du pays étaient assurées par des voies importantes : l'artère principale, venant de Carthage, draine Théveste, Sigus, Cirta, Milevum et gagne l'Ouest par Sitifis et Auzia. Des voies secondaires relient directement Cirta aux principaux centres agricoles (13). Enfin, la voie d'accès à la mer se distingue entre toutes par sa solidité. Pavée de pierres noires comme les voies impériales d'Italie, sa solidité même démontre son utilité. Elle permettait l'acheminement facile vers Rusicade des abondants approvisionnements en blés, vins et huiles prélevés par Rome.

Des villes luxueuses, éphémères, mais dont l'éclat atteste d'une singulière prospérité, s'élevaient aux pieds de l'Aurès.

La Numidie ressemblait alors à la Normandie contemporaine.

Les cités et les campagnes sont alors les clientes de la mercantile Cirta dont le romancier a saisi le rôle essentiel :

Des contrées avoisinantes et même de la région montagneuse de l'Atlas, dit-il, les paysans et les petits propriétaires affluaient à Cirta. Ils venaient faire leurs achats pour la moisson (15).

Quinze siècles ont passé. Le spectacle dépeint par Louis Bertrand se déroule toujours dans les rues de Constantine avec autant d'ampleur, d'activité contenue et fébrile. Quant à la civitas, elle a disparu. Mais la souvenance de sa splendeur éteinte semble sommeiller dans le subconscient des indigènes. Cherbonneau pouvait écrire, séduit par la plus vraisemblable des légendes. (16) ;

(13) DUREAU DE LA MALLE. *Recueil de renseignements pour l'établissement des Français dans cette province*. Paris, 1837, p. 237 et suiv. Extraits de l'*Itinéraire d'Antonin* et de la *Table de Peutinger*.

(14) MASQUERAY. *Formation des Cités*, p. 10.

(15) LOUIS BERTRAND, *Sanguis Martyrum*.

(16) CHERBONNEAU, *loc. cit.*

« Il y a une Constantine visible et une Constantine invisible. Celle qui dort sous le sol, quelquefois même dix mètres plus bas que la rue où vous marchez, celle-là reste à découvrir... Je connais des Arabes qui prétendent que Constantine tout entière est bâtie sur des arceaux artistement maçonnés, depuis la Casbah jusqu'à la porte Valée. Quelques-uns même prétendent qu'ils ont pénétré dans une de ces galeries souterraines... Dans ce récit, il y a tous les éléments de la certitude et si les exhalaisons méphitiques qui s'échappent de ces cavités profondes n'ont pas permis de les sonder, il est constant qu'on en a retrouvé les orifices...

Nous avons jeté bas les derniers vestiges que le Turc avait laissés debout. Seules subsistent aujourd'hui dans leur cadre original, les ruines mutilées de l'aqueduc. Dans les squares publics sont rangés des stèles, cipes, colonnes et portiques, témoins pieusement conservés d'une civilisation éteinte, savamment catalogués, mais désolés comme un cimetière mort.

■
* *

Quelle est cette rage de destruction qui put anéantir l'œuvre du Romain ? A l'image de la nature qui stratifia la terre, les diverses civilisations dont fleurit Hippone laissèrent sur le sol les témoignages de leur œuvre éphémère. Comme autant de couches sédimentaires, chacune d'elles se superpose. Ici, le minaret semble avoir jailli brutalement du roc. Simple impression, d'ailleurs, car Constantine comme le reste du Maghreb, traversa des « siècles obscurs » de décadence avant de se soumettre définitivement à l'Islam.

Il ne nous appartient pas de suivre Constantine au jour le jour dans la mêlée des faits historiques. Du reste, au point de vue qui nous intéresse, les renseignements sont pour ainsi dire inexistant. Ruinée en 311 par Maxence, l'ère de stagnation s'était déjà ouverte pour Cirta avec les premières fureurs du donatisme. Son isolement devint plus lourd à mesure que s'appauvrissaient ses débouchés extérieurs. On pense que, évitée par Sidi Okba, après avoir résisté aux Vandales, elle échappa vraisemblablement à l'autorité des derniers rois berbères et qu'elle vécut dans une sorte d'autonomie communale (17).

Après les glorieux épisodes de Kocéïla et de La Kahéna, une grande période est close dans l'histoire de la conquête arabe. Il y a quelque chose de définitivement acquis, c'est la conquête totale,

(17) MERCIER. *Histoire de Constantine*, p. 85-86.

jusqu'au fond de l'âme, de l'Ifrikia, c'est-à-dire des citadins latinisés. Ceux-là ont accepté sans réserve la domination, la langue et la religion des Kalifes... Désormais, tout ce qui a, au Maghreb, un cerveau cultivé, tout ce qui sent le besoin impérieux d'une langue écrite, d'une littérature, tout cela, en totalité, a passé à l'Islam (18).

Constantine n'en reste pas moins avide d'indépendance; son histoire est essentiellement guerrière, et, tout en appartenant au royaume hafside (1230-1500) elle doit subir en rongéant son frein la brutale suzeraineté de tribus arabes et berbères qui, cependant, ne cessent de puiser au réservoir de son industrie (19). Mais quelle était l'étendue et la nature des relations que pouvait entretenir Constantine avec les pays d'outre-mer ? On est en droit de penser qu'elle bénéficia indirectement du régime des traités qui caractérise la vie économique du Maghreb au moyen âge. Sans doute, par Bougie, Collo et Bône, Constantine est en relations suivies avec l'Espagne (20). Avec les Pisans et les Gênois, dès le xi^e siècle. A la fin du xv^e siècle, après la chute des Maures d'Espagne, les marchands catalans et aragonnais abandonnèrent les comptoirs qu'ils occupaient à Bône, à Stora et à Collo, au grand bénéfice des Gênois et des Marseillais. Dans ce commerce, les tribus du territoire de Constantine prenaient une part active, livrant des grains et des cuirs, et recevant en échange surtout des cotonnades. En fait, le mouvement des échanges s'analysait essentiellement en importations d'objets manufacturés et en exportations de produits bruts du sol. Mais il y avait une organisation commerciale vraisemblablement assez complexe sur laquelle des renseignements peu précis nous sont parvenus (21).

Au commencement du xvi^e siècle, la France s'assure une place prépondérante dans le mouvement des échanges extérieurs des Etats barbaresques. Des négociants marseillais forment la Compagnie d'Afrique.

(18) H. F. GAUTIER, *op. cit.*

(19) MERCIER, *Histoire de Constantine*, p. 176 et suiv.

(20) Un consul pisan fut établi à Bougie en 1230, selon un traité passé avec « l'Emir El Moueïdin de Maroc », renouvelé en 1251, 1265, confirmé en 1374, 1378. Voir, outre la thèse de M. Raoul MESSERSCHMITT (*Le Régime Douanier et le commerce extérieur de l'Algérie*, Alger 1927). *Etablissements Français...*, 1840. — On lira avec le plus vif intérêt l'étude de M. GAFFIOT, professeur d'économie politique à la Faculté de Droit d'Alger, sur *Le Régime Douanier de l'Algérie avant l'occupation française*.

(21) Voir deuxième partie, p. 46 et 47.

Par malheur, les Turcs prendront possession du pays. A Constantine, l'œuvre anéantissante de cette puissante oligarchie commence dès la seconde moitié du xvi^e siècle. Histoire navrante dans son ensemble, qui s'éclaire à peine de quelques règnes brillants. Le Bey se préoccupe, au premier chef, de ses plaisirs personnels et de ses petits défauts particuliers. Il n'a guère de politique à longue portée et lorsque, par exception, il se préoccupe du bien public, le Turc d'Alger l'accuse de trahison et voit en lui un ennemi mortel. De fait, un Bey est à lui seul toute sa dynastie. Son premier geste d'autorité s'achève à peine qu'il périt, étranglé par le lacet du chaouch, au fond d'un obscur cachot (22). La belle intelligence d'un Salah Bey sombre elle-même dans la folie du meurtre. Ses successeurs ne sont, pour la plupart, que des brutes rusées et sanguinaires qui possèdent tout juste l'originalité répugnante du vice et du crime.

Quelle peut être, avec de tels chefs, la valeur économique de ces derniers siècles d'asservissement ? A tous égards, un seul mot permet de caractériser l'époque : l'isolement, isolement politique, isolement économique, l'un et l'autre mal tempérés par des essais de relations internationales, bien définis sur le papier des contrats, mais aussi éphémères que leur signataire. On sait à quelles vicissitudes furent exposées les exploitations françaises établies sur la côte du Beylick de Constantine. C'est toute l'histoire mouvementée du Bastion de France.

De 1628 à 1690, cinq traités intervinrent, types de ces contrats à la faveur desquels l'Angleterre, la France, l'Espagne cherchèrent un abri qui fut toujours précaire, ces arrangements étant souvent violés avant que l'encre n'en fut séchée. (MESSERSCHMITT).

Notons bien toutefois les efforts éclairés de Salah Bey. Il envisageait avec faveur d'asseoir sur des bases solides et durables les relations avec l'étranger. Il plaça notamment des agents commerciaux auprès des négociants européens fixés à Collo, à Stora, à Bône et à La Calle. Le commerce constantinois aurait retiré le plus grand bénéfice de la sûreté des relations, comme au moyen âge Tlemcen, grâce au négoce que faisait Oran avec Marseille.

(22). Sur les 41 beys qui se sont succédé à Constantine de 1647 à 1837, 17 périrent de mort violente. Voir VAYSETTES. *Histoire des Beys de Constantine* (Recueil de la Société Arch.). *in fine*.

L'instabilité du Gouvernement beylical, autant que sa tyrannique oppression, en provoquant un appauvrissement général de la circulation, précipite la disparition définitive des grandes voies romaines. La vie pastorale dans l'intérieur du pays se substitue progressivement à la vie sédentaire.

La situation d'ensemble au seuil du XIX^e siècle est bien celle-ci :

Un peuple qui n'avait avec les autres que de rares communications, qui demeurerait systématiquement étranger aux arts et aux sciences jadis cultivés par lui avec tant d'éclat; dont le Gouvernement, autant par sa nature propre que par les ressources qui le faisaient vivre, devait demeurer isolé au milieu des Etats qu'il mettait à rançon; ne pouvait jouir d'une grande prospérité commerciale et industrielle; la race turque à qui appartenait le pouvoir ne manifestait pas sur les côtes plus de tendance au progrès que partout ailleurs; les Arabes divisés, travaillés par des querelles intestines, rendus depuis longtemps aux habitudes de la vie agricole et pastorale, n'étaient point conviés par leurs maîtres à prendre part au mouvement des nations européennes. Dans un tel état des sociétés africaines, leurs rapports avec l'étranger étaient forcément limités et parmi les produits qu'ils empruntaient aux autres pays, on pouvait presque compter au premier rang les instruments de guerre et les moyens de destruction. (*Etablissements français*, 1840) (23).

(23) A noter que les importations de fer, de planches, d'armes, de munitions de guerre étaient exemptes de droits de douane. Voir M. GAFFIOT, *op. cit.*

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE
DE
CONSTANTINE



CHAPITRE PREMIER

La Ville et ses Organes

SECTION I : *Les Souks de Constantine*

En ces années de décadence et désolées par l'anarchie que l'autorité beylicale entretient à dessein, Constantine, résidence de despotes cruels, conserve toute son importance politique et économique. Rivale de Tunis, tour à tour elle subit les injures du siège et porte le fer et le feu chez sa voisine. Dans le secret des Palais, au sein des familles glorieuses par une généalogie qu'illustrent les fastes guerriers du moyen âge, s'ourdissent l'intrigue, les complots, les trahisons.

Par bonheur, les mœurs industrieuses du Constantinois et ses goûts mercantiles se sont perpétués. La masse populaire reste fidèle aux traditions laborieuses du passé. Simple nécessité, il est vrai. Car l'organisme urbain est à l'image de la famille primitive où la division du travail procède plus du besoin de satisfaire aux exigences de la vie commune que du désir de multiplier des relations d'échange lointaines. Toutefois, Constantine rayonne alentour. Marché permanent, où la plèbe et les grands des tribus viennent chercher quelques éléments de confort et de luxe, elle est devenue le cœur du Beylick de l'Est. La fonction économique à laquelle elle s'est depuis longtemps adaptée égale sa fonction politique et militaire.

A ce moment, du reste, la vie économique s'accroche désespérément aux greniers intérieurs. Elle se fixe le long de cette ligne fertile qui court d'Est en Ouest et que convoite, dans sa pauvreté industrielle, l'orgueil rebelle du Kabyle. C'est à la limite Nord des Hauts-Plateaux que s'allonge l'épine dorsale de l'économie maghrébine, que se déroule le réseau central auquel aboutissent les routes du Sud, les longs courants migrants qui coulent périodiquement vers la fraîcheur du Tell. Le flux et le reflux du nomadisme, telle

est la loi géographique fondamentale à laquelle les transactions empruntent leurs éléments les plus riches et les plus durables.

S'il est établi qu'une nécessité impérieuse pousse chaque année la population mobile des oasis algériennes dans la zone des terres de labour, les points où s'arrête cette marée annuelle deviennent des centres d'action dont l'importance est incontestable. C'est là que, comme autant de fils, les intérêts du Sud viennent se rattacher aux intérêts du Nord; c'est de là que l'Algérie méridionale peut se conduire à longues guides.

Les points où ces fils viennent aboutir sont situés, les uns dans le Gouvernement de l'Ouest : Tlemcen, les autres dans le Gouvernement du Centre : Médéah, les autres dans le Gouvernement de l'Ouest : Constantine (1).

Ces réflexions situent exactement Constantine dans le milieu économique, social et politique de l'époque.

*
* *

Alors que la vie urbaine disparaît de la province, sur le Rocher de Cirta se réfugient les débris d'une civilisation mourante. L'histoire ne subsiste que par le silence prestigieux des cités englouties. Le marais, la fièvre, le brigandage ont désolé le littoral. Chullu est éteinte. Dans le désordre des ruines de Rusicade, la misérable tribu des Beni Melek poursuit une existence précaire. Saldæ et Hippo sont des mortes en sursis; sous le coup d'une effrayante anémie, Bône, à la veille d'être conquise par les armes françaises, compte à peine quatre mille habitants, Bougie, deux mille.

Aux dires des indigènes les plus éclairés de l'époque, quarante mille âmes peuplent alors Constantine (2). Animée par le travail bruyant des souks, dans l'atmosphère religieuse des mosquées et des zaouïas (3), la vieille cité berbère ne manque pas de prospérité ni de distinction.

(1) CARETTE. *Exploration scientifique de l'Algérie*. Recherches sur la géographie et le commerce, p. 192-193.

(2) *Établissements français*, 1838. Étude sur Constantine.

(3) « Avant l'arrivée des Français à Constantine, on comptait environ 100 mosquées, chapelles ou établissements religieux ». VAYSETTES. *Histoire des Beys de Constantine*, p. 17. Dans le « registre servant à l'inscription des arrêtés pris par le Maire des Indigènes », on trouve une liste de mosquées et zaouïas avec les nominations de fonctionnaires y rattachés. Ce registre a fait l'objet d'une intéressante étude éditée chez Braham, Constantine, 1928, sous la signature de M. Me-naoua Chérif.

Toutefois, qu'on ne se méprenne pas sur le titre de capitale dont elle se pare. C'est une Métropole, certes, mais à l'image du monde qu'elle domine. Amas anarchique de maisons aux teintes sales, d'une architecture rudimentaire, frappées d'un déséquilibre congénital; ruelles étroites, raides, tourmentées, chaotiques comme le lit d'un torrent, fangeuses sous le ciel de janvier; boyaux arides où s'attarde, comme en des ruines désertes, toute la désolation du Sud, la configuration de Constantine est celle d'un ghetto pittoresque et répugnant.

Les palais eux-mêmes dissimulent jalousement leur intimité fastueuse et fraîche sous une décevante façade. Les minarets s'arrêtent court dans leur élan, comme si, après avoir reçu la charge de surveiller l'horizon, ils en avaient laissé tout le soin à la citadelle.

Faute de place, et par atavisme, maisons d'habitation, demeures consacrées, édifices princiers et magasins, s'entassent pêle-mêle en une déconcertante confusion. Le geste des mécènes de l'époque est plus pieux que discipliné. Par exception, il tempère un incorrigible désordre. Par accès, il profite à l'hygiène publique. C'est aux tempêtes de l'hiver et aux orages torrentiels de juin de nettoyer, d'un coup de balai radical, le cloaque commun. La peste et le choléra ont cependant des assauts terrifiants qui auraient bien valu ici, à ces fléaux monstrueux, quelque temple précieux — comme il en fut dédié, sur les bords du Gange, à la toute puissance de Sitala, déesse de la petite vérole (3).

Dans la topographie turbulente de la vieille Constantine on distingue cependant quatre percées principales qui permettent de traverser la ville dans le sens Sud-Ouest-Nord-Est.

(3) Encore la physionomie de Constantine avait-elle été profondément modifiée par les soins éclairés de certains beys, tels Ahmed El Colli et Salah Bey. Ce dernier « amoureux du faste et de la magnificence », fit édifier notamment la mosquée et la Mederça de Sidi El Kettani (1775) et il concéda aux Juifs, jusqu'alors disséminés dans la masse de la population musulmane, le quartier du Chara, désolé et du plus lamentable aspect, à la condition d'y bâtir des maisons. « C'est ainsi, dit Vayssettes, que se constitua le quartier juif, à la grande satisfaction des uns et des autres ». A la plus grande satisfaction des Israélites, pensons-nous, qui purent s'organiser dans un isolement propice. De cette époque paraît dater le rapide développement de leur influence, influence qu'ils durent sans doute en grande partie aux richesses qu'ils amassèrent plus confortablement et grâce auxquelles ils purent répondre aux caprices redoutables des maîtres de l'heure.

L'une d'elles aère toute la ville basse : c'est notre rue Perrégaux. Une autre crève toute la ville haute, suivant à peu près le tracé des rues Brunache et Damrémont. La troisième rue prend naissance à l'entrée de la rue Caraman actuelle, passe devant Dar El Bey, puis, en dessous de la Mosquée de Souk el Rezel (notre cathédrale), traverse le marché de la laine filée, remonte un peu en côtoyant les écuries du Palais (Derb), traverse le carrefour d'El Blate (entre la rue du 26° de ligne et celle des Cigognes), passe devant la Mosquée d'El Djouza et, franchissant la voûte de Salah Bey, débouche enfin sur la place de Souk el Acer, appelée autrefois Souk El Djemaâ (du vendredi), devant la Mosquée et la Médersa de Sidi El Kettani (place Négrier).

La quatrième rue nous intéresse tout particulièrement. Elle franchit le Rocher par le milieu et forme le centre commercial et industriel de la ville. C'est essentiellement le quartier des Souks. Au cœur de la cité se sont groupés, selon une formule toute médiévale, les principaux marchés; chaque corporation donne son nom au lieu qu'elle occupe.

Cette rue, entièrement bordée de boutiques, part de Bab el Oued (devant notre Théâtre municipal) passe à El Mouffock (angle des rues Cahoreau et Nationale) et se prolonge par la rue Combes actuelle jusqu'à Rhabet es Souf. On rencontre successivement :

1° Fondouck ez Zit : occupés par les marchands d'huile (rue Nationale, emplacement du commissariat du 1^{er} arrondissement). C'est là qu'en 1858 fut cédé à la commune de Constantine un local domanial qui servit de marché aux huiles jusqu'à l'aménagement de la Halle aux grains (4).

2° Sabbat el Koura (voûte du Boulet), rue Combes.

3° Souk el Serradjine, marché des selliers.

4° Souk el Kharezin, marché des cordonniers, étendu et coquet, dont le point de départ (Ras el Kharezin) était la Mosquée des Ben el Fegoun, et qui rejoignait « Sar'a » (les orfèvres) au bas de la rue du 23° de ligne.

5° Souk el Khelek, le marché populaire, occupé par des marchands d'étoffes et d'objets divers, venait à la suite.

6° Souk el Kazzazin, les passementiers, à la suite du précédent.

7° Souk el Haddadin, le marché des forgerons, occupant quelques boutiques jusqu'à la mosquée de Sidi Lakdar.

(4) Décret du 2 janvier 1858.

8° Enfin s'étendait jusqu'à Rhabet es Souf, le « Grand Bazar », Souk el Kebir, actuellement rue Combes, depuis la rue Sérigny jusqu'à la place des Galettes (Rhabet es Souf).

De Ras el Kharezin, partait un autre marché fort vivant, suivant la rue Rouaud, puis rejoignant la rue Vieux pour se jeter, comme la rue Combes, dans la place des Galettes. On y trouvait successivement les tamisiers (Rerabline), les chaudronniers (Kzadriin), les menuisiers (Nedjarin), les parchemineurs (Rekkakine).

Enfin, pour être complet, il convient d'ajouter à cette liste : le marché du petit lait (Souk el Lebenin), occupant l'emplacement de notre future université populaire; le « café des Mouches », Souk Kaouat el Deben (vers la place des Galettes, rues Combes et Charles-Floquet); le marché des brodeurs (Souk Sarradjin), passage Crémieux; le marché des parfumeurs et droguistes (Souk el Attarin), sis à l'angle des rues Casanova et Rouaud, et le marché des parfumeurs de la place de la Brèche (Souk el Attarin de Bab el Ouad); un marché assez important occupant la place des Chameaux (Souk Rhabet el Djemel), où les Souafa tenaient fondouks et boutiques pour la vente des produits du Sud (burnous et tapis notamment) et qui était l'un des marchés aux grains du vieux Constantine; le marché des teinturiers (Souk el Sbagin), rue Charles-Floquet; le marché de la quatrième prière (Souk el Assar), place Négrier.

Les documents font encore mention d'un centre d'affaires dont l'emplacement est resté inconnu : « Kaouat Bel Hadj Khlil », un « café », soit dit sans anachronisme, où, comme dans celui des Mouches, on devait discuter et marchander. *Nihil novi...*

A l'entrée du grand pont de Sidi Rached, se tenait un marché dit « Souka mta Bab Djabia ». Sous la porte Bal el Ouad, en dehors de la ville, s'étendait un faubourg spécialement assigné aux ouvriers et aux marchands kabyles, tels que tailleurs, tisserands, huiliers et fabricants de nattes. En 1836, le Bey Hadj Ahmed fit raser ce faubourg, ne laissant debout que le minaret de Sidi Bou Kocéïa et la Sebbala (Fontaine publique), au pied de laquelle furent enterrés, en 1837, les officiers français tués sur la brèche (5). Enfin, au pied de la

(5) CHERBONNEAU, Société Arch. de Constantine. *Recueil des travaux*, 1856. Notre étude s'inspire également de : MERCIER. *Constantine avant la conquête française*. Société Arch.. 1878. — MERCIER. *Histoire de Constantine*, p. 437-440. — MEGNAOUA CHÉRIF. *Le registre du Caïd El Blad*, op. cit.

Colline du Koudiat-Aty, au point même où devaient se grouper, après la conquête, les négociants en céréales, et, en 1860, s'élever la « Halle aux grains », se trouvait « Rhabet ez Zra », la place des Blés, le principal lieu d'arrivée des grains.

*
* *

Les Souks de Constantine ont transmis dans leur ensemble la physionomie du passé. Ils sont restés le grand marché indigène de la ville. La grande percée de la rue Nationale a coupé en deux tronçons la Constantine musulmane sans lui ravir son caractère. La vie de la vieille société berbère s'est réfugiée dans la rue Perrégaux, tout encombrée du pas lourd des ménagères, de tas de bois qui s'amoncellent aux portes des boulangeries, et de l'étonnante quiétude des buveurs de thé et de café maure. On y vend de tout, en des magasins généralement pauvres d'aspect. On y fabrique, dans des sortes d'officines empuanties par l'huile fumante, et noires d'une suie centenaire, des montagnes de beignets au miel.

Les marchés de la rue Combes, ceux de la rue Rouaud, de la rue Vieux et de la place des Galettes sont l'apanage du gros commerce de tissus, de la droguerie indigène et de l'épicerie. Cependant, la rue Vieux retentit encore du martellement sonore des chaudronniers. Les boutiques de la rue Combes, avenantes et distinguées, offrent à l'envi les guirlandes de babouches et les sandales rangées en ordre de parade. C'est l'image exacte du passé parfumé de jasmin et de basilic. Dans un silence austère, se transmet le geste patient des passementiers. Mais, envahissants et tenaces, Mozabites, Djerbiens, Israélites se sont installés en maîtres, transformant le vieux quartier industriel en entrepôt d'épicerie, de denrées coloniales, de droguerie, et déroulant, mesurant, pesant, emballant d'inépuisables cotonnades.

SECTION II : *L'élément humain.*

Les Corporations. — Haddars et Berranis

La communauté juive de Constantine, son rôle économique

On comptait à Constantine une vingtaine de corporations ayant chacune à leur tête un amin chargé de surveiller les ouvriers et de régler les contestations qui s'élevaient entre eux. Nul ne pouvait exercer un état qu'avec l'autorisation de l'amin. Parmi ces amins,

celui des boulangers et l'amin El Fodda (syndic de l'argent) étaient les plus importants (6).

Les amins étaient placés sous l'autorité du Caïd El Blad.

Le Caïd Ed dar, « préposé à la Porte », percevait les droits d'octroi et de douane sur les denrées et les marchandises qui entraient en ville. Il avait sous ses ordres un Khodja, ou secrétaire, et dix employés. Il se tenait avec son secrétaire dans une boutique située à l'extrémité de la rue Combes, du côté de Bal el Ouad, qui était la porte principale. Les portes de Djabia et d'El Kantara étaient surveillées par ses agents.

Cette place s'affermait moyennant une somme annuelle de 10.000 réaux, environ 25.000 francs (7).

La place, évidemment, devait laisser de gros bénéfices pour être payée si cher.

Le Caïd El Blad était secondé par le Caïd Es Souk (inspecteur des marchés) et le Caïd Es Zebel, chargé de la propreté des rues et marchés (8).

Les corporations indigènes restent mal connues et dans leur origine et dans leur évolution. Elles sont de source purement coutumière et leur rôle a été grand dans la vie économique du passé. Elles paraissent s'être tenues à l'écart de la vie politique. Tout récemment, la Chambre de Commerce de Constantine pouvait dire : « Toute corporation qui ne possède pas d'amin est destinée à périr ».

A Constantine, les corporations réunissaient un grand nombre d'individus. Aussi bien les artisans citadins, had-dars, que les berranis, ou gens du dehors, étaient incorporés dans des groupes distincts. Les berranis, par leur masse et leur activité laborieuse, occupaient une large place dans le monde des travailleurs. Ils vivaient exclusivement du produit de leur industrie, et,

afin d'économiser plus promptement le pécule qui devait leur donner l'aisance dans leur pays natal, vivaient sans résidence fixe, allaient chaque soir chercher un abri pour la nuit dans les cafés,

dans les fondouks et, plus tard « sous les arcades de nos places publiques » (9). Cette population flottante comprenait des

(6) (7) (8) VAYSETTES, *Histoire des Beys*, op. cit. — CHERBONNEAU, Société Arch., 1856-1857.

(9) *Moniteur Algérien*, 20 septembre 1850. Rapport du Ministre de la Guerre d'Hautpoul.

Kabyles — après au gain, se chargeant des besognes les plus pénibles, et monopolisant l'industrie de la préparation des cuirs — des Biskris (portefaix), des Mozabites, habiles commerçants et usuriers de grand talent, des Nègres enfin qui, par un goût bizarre ou par la malice du sort, étaient alors, comme aujourd'hui, blanchisseurs de maisons.

En 1845, des chiffres officiels précisent le mouvement des Berranis (10).

Constantine comptait :

	an 1 ^{er} Janvier 1845	Arrivés et partis pendant l'année			au 31 Décembre 1845
Kabyles	3.210	550	646		3.114
Mozabites	360	70	74		356
Biskris	296	60	64		292
Nègres	570	12	18		564

Il était prudent, au lendemain de la conquête, de surveiller une population aux éléments si divers.

Le soin en fut laissé d'abord au Caïd El Blad. Après sa destitution, Constantine bénéficia de l'arrêté du 31 janvier 1838. Ce texte conservait la plupart des usages anciens et conférait une nouvelle force à l'autorité traditionnelle des amins. Malheureusement, une trop facile liberté leur fut laissée dans l'exercice de leurs fonctions (il n'y avait pas d'agents français qui les surveillassent), et ils abusèrent de leurs prérogatives. C'est ainsi que, pour « stimuler leur vigilance », les amins étant rétribués avec le produit des amendes, on n'avait fait que stimuler leur cupidité. Les plaintes et les réclamations furent telles qu'à Alger la révocation en masse de tous les amins fut prononcée. Il y eut très certainement des troubles aussi graves à Constantine, à en juger par l'échec de diverses initiatives qui furent prises beaucoup plus tard dans le domaine corporatif (11). Mais, à cet égard, nous n'avons pas de renseignements précis. Quoi qu'il en soit, l'important décret du 3 septembre 1850 fut appliqué à Constantine, où les berranis et leurs amins subirent vingt ans durant une surveillance très étroite et particulièrement utile.

(10) *Etablissements français.*

(11) Voir au chapitre IV, la stérilité des efforts entrepris pour régénérer l'industrie du cuir.

Après l'abrogation des décrets du 3 septembre 1850 sur les bureaux arabes départementaux et du 8 août 1854 sur les berranis, le maire de Constantine dut prendre un arrêté, en date du 15 avril 1872, dont les principales dispositions sont calquées sur celle du décret du 3 septembre 1850 :

* ARTICLE PREMIER. — La population indigène flottante de la commune de Constantine Soufis (lire Souafa), Cherguis, Tunisiens, Beni Abbès, Kabyles, M'Zitis, Mogarbis et Marocains) formera deux corporations placées sous la surveillance du commissaire, chef du service de la police, et dont la police intérieure sera confiée à deux agents qui prendront le titre d'amins ou de syndics.

Ces amins ou syndics, sous la surveillance du commissaire chef de la police, sont chargés de la surveillance et de la police des membres de leur corporation. Ils reçoivent un traitement fixe et ne pourront, sous peine de concussion, accepter aucun salaire ou traitement ou gratification particulière.

L'un de ces agents réunira sous sa surveillance les Soufis, les Cherguis et les Tunisiens. L'autre, les Beni Abbès, les Kabyles, les M'Zitis, les Mogharbis et les Marocains.

Les Mozabites et les nègres formeront des corporations séparées, s'administrant par leurs djemaas ou leurs cheikhs, sous la surveillance du commissaire chef du Service de la Police.

Les articles 2 et suivants précisent les règles que doivent observer les Berranis arrivant à Constantine : se rendre au commissariat, se faire inscrire sur un registre spécial, recevoir une plaque et un livret (prix : 2 francs).

Cette réglementation est sans intérêt aujourd'hui.

Quant aux corporations, après avoir joué un certain rôle à l'époque du « Caïd El Blad », leurs fonctions ont été absorbées par la municipalité française de Constantine. Elles sont rapidement tombées en décadence. Au seuil du xx^e siècle, la corporation des savetiers et tanneurs, une des plus nombreuses, devait succomber définitivement.

*
* *

Pour aussi intéressantes qu'elles puissent être, les corporations indigènes ne jouent pas le premier rôle dans la vie des échanges. Leur fonction est plus industrielle que mercantile. En fait,

le commerce de toute l'Afrique Septentrionale était presque exclusivement entre les mains des Juifs (12). De tous temps, ils

(12) A. CAHEN, grand rabbin de Constantine. *Les Juifs dans l'Afrique septentrionale*. Société Archéologique de Constantine, 1867.

étaient en relations avec les pays de l'Europe les plus éloignés et y faisaient des achats et des échanges fort importants. Marseille, Livourne, Gênes et les ports de l'Angleterre avaient de continuel rapports avec les villes de la côte d'Afrique. Les voyages des Juifs pour ces différentes places étaient assez fréquents; ils y avaient même des représentants originaires d'Afrique et qui s'étaient en quelque sorte naturalisés dans ces villes européennes. (12 bis).

Aucune branche de commerce ne leur était interdite, si ce n'est l'usure, et ils ne connaissaient pas de concurrents sérieux; seuls les Beni Mzab et les Souafa étaient d'habiles commerçants, mais ils s'approvisionnaient généralement chez les Juifs.

Bien que ces derniers pussent exercer toutes les professions, certaines branches restaient à peu près fermées à leur initiative par suite du manque de clientèle (13). Ferblantiers, chaussetiers, teinturiers, cardeurs, menuisiers, « peintres ou plutôt badigeonneurs », ils excellaient dans les métiers les plus divers et particulièrement comme tailleurs, passementiers, brodeurs et couturiers. Ils servaient aussi comme Khodjas dans presque toutes les Administrations, sauf dans les douanes;

où ils n'étaient admis ni comme vérificateurs de monnaies ni comme commis, parce que l'on craignait qu'ils ne s'entendissent avec les commerçants, qui étaient tous leurs coreligionnaires » (14).

L'Israélite seul exerçait à Constantine le colportage de maison à maison, car seul il était admis à franchir le seuil des foyers musulmans. Cette tolérance procédait du mépris dans lequel on les tenait. Le colportage à l'intérieur du pays leur était plus difficile, sinon interdit, par suite de la concurrence jalouse de tribus kabyles.

Toute l'industrie des métaux précieux était entre leurs mains (15). Ils

(12 bis) *Ibid.*

(13) La profession de sellier et de cordonnier n'était exercée par les Juifs que pour leur usage personnel, car les Arabes ne voulaient pas utiliser de bâts, de selles ou de souliers fabriqués par les Juifs. Voilà qui éclaire d'un jour nouveau l'importance de la corporation des cordonniers musulmans.

(14) CAHEN.

(15) CAHEN. *Etablissements français*, 1838.

battaient les monnaies des Beys à la Dar Sekkah, et se trouvaient sous la direction nominale, mais illusoire, d'un chef musulman, appelé Amin Sekkah, qui n'avait aucune notion de fabrication des monnaies. C'étaient eux qui, dans toutes les Administrations, étaient chargés de vérifier, peser et évaluer les monnaies et les bijoux. Ils accompagnaient dans ce but le Saïdji (trésorier comptable), qui allait percevoir les impôts dans les tribus (16).

Il est assurément très regrettable que, hormis ces notes générales et les quelques observations qui suivront au cours de cette étude, nous ne sachions rien de précis sur les Juifs de Constantine.

Pour les Arabes comme pour les Chrétiens, en Afrique aussi bien qu'en Europe, les Juifs n'avaient pas assez d'importance pour qu'on relevât tous les événements qui les concernaient. Les histoires et les chroniques n'auraient eu à enregistrer que quelques persécutions, quelques éclaircies de beaux jours de paix, de tranquillité et de tolérance (CAHEN).

Consciente du mépris qu'elle inspirait, fortifiée dans son instinct profond de solidarité et sa mystique par les mesures vexatoires qu'on lui infligeait, la communauté juive de Constantine réussit à accumuler dans son sein les richesses et à s'attacher des maîtres redoutables. Le génie mercantile d'Israël constitue en définitive le ressort le plus nerveux de la vie économique constantinoise.

*
* *

La statistique ci-dessous, tirée des *Etablissements français d'Algérie*, donne des renseignements précieux sur la composition de la population commerçante de Constantine en 1840.

Trois années se sont à peine écoulées depuis la conquête; les négociants européens, dont la plupart traitent d'importantes affaires, ne constituent encore qu'une faible minorité. Tout le commerce de détail reste entre les mains des Musulmans et des Juifs.

Ces chiffres constituent la meilleure conclusion et une argumentation précise en faveur de nos développements antérieurs.

CONSTANTINE EN 1840

	Européens	Musulmans	Juifs
Négociants et marchands en gros.	15	20	7
Marchands d'étoffes.....	4	45	106
Quincailliers, droguistes.....	4	46	13
Epiciers	9	22	»
Marchands de grains.....	»	15	»
— de tabacs	3	43	1
— de fruits, lait, beurre, miel	»	72	3
Tailleurs	2	16	23
Orfèvres	»	»	17
	37	279	170
Divers	79	982	28
	116	1.261	198

CHAPITRE II

Etat du Commerce au seuil du XIX^e siècle

SA PROSPÉRITÉ DÉPEND DE LA PROSPÉRITÉ GÉNÉRALE, C'EST-À-DIRE DE LA SITUATION AGRICOLE. — LE COMMERCE LOCAL EST ALIMENTÉ EN GRANDE PARTIE PAR L'INDUSTRIE INDIGÈNE ET IL S'EFFECTUE SURTOUT AVEC LES RÉGIONS VOISINES DE LA VILLE. — RELATIONS AVEC LE LITTORAL ET LE SUD.

Le tableau des souks de Constantine donne une idée précise du commerce de cette ville au seuil du XIX^e siècle. Au point de vue relations avec l'étranger, il est peu de chose à ajouter à nos observations antérieures. Autant qu'on puisse en juger, le commerce d'importation de Constantine n'était pas très considérable (2).

Le Bey tirait de Livourne, par Bône, des tissus de coton, des soieries, draps, marbres, des denrées coloniales et de la droguerie. L'ensemble de ce commerce pouvait s'élever, année moyenne, à un million. Le Bey prohibait ordinairement la sortie de l'or et de l'argent, en sorte que les retours de Constantine sur Bône consistaient en grains, en haïks, en ouvrages de peaux, très rarement en numéraire (1).

Comme tous les centres urbains importants, Constantine exerce une forte attraction sur les territoires qui l'entourent. Les indigènes de la province fréquentent assidûment ses souks et viennent y effectuer la plupart de leurs échanges, vendant leurs produits, céréales, laines, moutons, fruits et légumes, pour acheter ces multiples objets manufacturés, quelques épices, quelques denrées rares, sucres et cafés notamment, qui porteront quelque bien-être à leur pauvre existence.

Evidemment, l'activité des transactions dépend en ce pays essentiellement agricole des résultats obtenus par les fellahs

(1) *Etablissements français*, 1838.

(2) Voir quatrième partie, *Aperçu rétrospectif sur le commerce des grains*.

et les pasteurs. Or, quelle était la situation agricole ? Il n'est pas possible de donner une réponse assurée. Tout ce que l'on sait, c'est que les tribus de l'Ouest du Beylick étaient imposées, à la veille de la conquête, pour 4.800 djebdahs, celles de l'Est pour 3.500. Sur ces chiffres, on s'est livré à d'habiles calculs pour essayer de déterminer la superficie des emblavures et les quantités de céréales récoltées. Les résultats obtenus ont laissé leurs auteurs fort perplexes. On doit donc s'en tenir à des considérations très générales. On peut admettre que l'alimentation des tribus et des citadins était assurée en temps normal, et que rarement les récoltes étaient supérieures aux besoins de la consommation indigène (3). Comme de nos jours, les superficies emblavées devaient varier beaucoup d'une campagne agricole à l'autre. Les rendements, fort irréguliers dans le temps et dans l'espace, n'ont de caractéristique que leur irrégularité et leur faiblesse. Cela ne tient pas exclusivement au climat et à l'inégale valeur des terres. Les méthodes culturales, s'il est permis de désigner ainsi les pratiques déplorables du fellah, en sont la cause principale. Dans l'incertitude du lendemain, le souci menaçant de la razzia, la crainte des sauterelles et autres plaies du pays, l'indigène déchire à peine la lande. Le caprice de l'araire n'obéit qu'à la loi du moindre effort : éviter les buissons de jujubier, les touffes de diss et les rocs. Subissant l'injure du climat, enveloppé de fatalisme, pauvre par prudence, il sème peu pour risquer moins. Par une contradiction singulière, ce dilettante de l'usure ne demande pas beaucoup au sol. Sobre, par nécessité, routine, avare, indolence, il s'en remet à la volonté d'Allah. Sa prévoyance ne dépasse pas les bornes de ses besoins essentiels. Si la récolte le permet, les silos se garnissent et la subsistance d'une année, rarement plus, se trouve assurée.

Riche le plus souvent de troupeaux nombreux, l'indigène les préserve mal des rigueurs de l'hiver. En un mot, c'est le hasard, Dieu si l'on veut, qui préside aux destinées de la famille.

La région de Constantine n'en reste pas moins, dans cette partie orientale du Maghreb, l'une des plus favorables au développement de la vie humaine et à la continuité des transactions commerciales. Elle ne doit pas sa richesse à la seule valeur des terres dont le profil tourmenté est très favorable à la conservation des eaux du ciel. Certes, la vallée du

(3) DEMONTÈS. *L'Algérie Economique*, t. III. p. 85. — GSELL, *op. cit.*, t. V, p. 191.

Bou Merzoug constitue, par excellence, un centre naturel d'élevage, l'oasis du Hamma se prête admirablement au jardinage, les coteaux de Mila Grarem, Fedj M'Zala sont d'excellentes terres à blé. Mais il est indéniable que tant de richesses agricoles bénéficièrent du labeur du Khammès grâce à la sollicitude des propriétaires opulents vivant à la ville et grâce encore à l'attention même des princes — attention tout à la turque, mais réelle et féconde, parce qu'elle naissait des impérieuses nécessités du ventre et de la politique. C'est dans la vallée du Rhummel, en effet, que se fondirent les éléments hétérogènes de la Zmala des Beys de Constantine. De pérégrination en pérégrination, la tribu des Zmouls fut cantonnée dans la plaine de M'Lila.

Comblée de prérogatives, exempte d'impôts, enrichie du bien capturé sur les tribus en révolte, elle avait vu peu à peu les richesses affluer dans son sein... Bientôt, à côté de la tente mobile du guerrier (était venue) s'installer la tente plus stable du raï ou berger et celle du khammès... Sans rien perdre de cette humeur belliqueuse qui avait présidé à sa première formation et qu'entretenaient sans cesse les nouvelles recrues admises dans son sein, elle n'en chercha pas moins à tirer le meilleur parti possible des terres que le Beylick mettait à sa disposition, en confiant à des mains étrangères le soin de faire paître ses nombreux troupeaux et de féconder ses champs par les labours... (4).

La soldatesque des Zmouls, attachée au sol par la volonté des Beys, réalisa, en somme, par la mise en valeur des territoires qui s'étendent à l'Ouest et au Sud de Constantine, la seule idée de colonisation que l'on ait pu prêter sans ironie aux Turcs. Du même coup, il est vrai, la Zmala servait leurs fins politiques autrement que par la violence, car il suffisait de déplacer cette puissante tribu pour remettre des terres défrichées à de nouveaux occupants ou pour constituer au profit de serviteurs ou de favoris de beaux domaines aux portes de la ville.

Le bien public y trouva, par un hasard heureux, largement son compte, et il est réconfortant de constater que, de tous temps, sous tous les climats, l'intérêt particulier a pu souffrir de s'accorder, à l'occasion, avec l'intérêt général...

D'autres tribus gravitant autour du chef-lieu possédaient un certain renom de richesse, tout au moins d'aisance (5).

(4) VAYSSETTES. *Histoire des Beys de Constantine*.

(5) *Etablissements français*, 1838.

Tels étaient les Ouléd Abd En Nour, les Ameur Cheragah, les Segniia, les Telarma, dont les terres à blé et les troupeaux ont conservé une légitime réputation. Sans doute, les cultures rapportaient peu. Mais la bienveillance avec laquelle la nature répondait au travail nonchalant de l'homme suffisait pour assurer à l'élément ethnique un remarquable caractère de fixité.

Sur la situation matérielle de ces tribus, nous sommes très mal renseignés. Certains voyageurs font de l'individu une peinture navrante, et il y a lieu de penser que la capacité de consommation de chaque personne n'était guère considérable (6). Cependant, on ne doit pas se fier entièrement aux signes extérieurs de la richesse, en ce pays où il était dangereux de paraître posséder beaucoup. En définitive, il est impossible de dresser un tableau exact, même approchant, des richesses constantinoises avant 1830 (7).

A en juger d'après un document paru en 1855 (8), les marchés du Beylick de l'Est ne sont guère actifs. Quelques vingt ans après la conquête, on évalue à 8.000 francs le montant des transactions mensuelles effectuées sur le marché d'Aïn Mila, à 18.000 francs l'ensemble des échanges mensuels effectués à Mila, marché bi-hebdomadaire (9) cependant (lundi et mardi). Sur tous les marchés on trouve du blé et de l'orge, de la laine, diverses denrées : huile, savon, goudron, figues sèches, dattes, de la binbeloterie, des cotonnades colportées par les Kabyles et par les Juifs. On peut penser que la proximité du chef-lieu nuit à l'activité des transactions sur les localités secondaires.

A Constantine même, en 1839, on évalue à cinq cents le nombre d'individus qui se présentent chaque jour au marché pour repartir dans les vingt-quatre heures, à cinquante seulement le nombre de ceux qui, venant de loin en loin, séjournent deux ou trois jours pour la vente de leurs marchandises (10). Les statistiques postérieures à 1839 font ressortir entre 400 et 500.000 individus le nombre d'indigènes fréquentant le marché de Constantine.

En somme, on peut conclure à un état de moyenne prospérité, du moins pour ce qui est du chef-lieu.

(6) *Voyages de Peyssonel et Desfontaines*. Edition BUREAU DE LA MALLE.

(7) DEMONTÈS. *Algérie Economique*, t. III, p. 76 et suiv.

(8) *Etablissements français*, 1856. Subdivision de Constantine. Mouvement des marchés.

(9) Les marchés sont en principe hebdomadaires.

(10) *Etablissements français*, 1840.

Les relations de Constantine avec le littoral algérien ont forcément évolué avec les circonstances politiques. En 1837, elles étaient à peu près nulles avec Djidjelli dont la population était tombée à 600 habitants environ.

La conquête suspendit d'une manière à peu près complète les rapports avec Bougie. Les Kabyles des Babors apportaient à Constantine du savon, des huiles, du miel, de la cire, des fruits, du fer et des armes. Ils venaient y chercher des céréales, des tissus et des calottes de Tunis.

Avec Alger, on ne connaît rien de très remarquable. Les rapports de ces deux villes, avant la conquête, n'ont jamais eu une grande valeur. Nuls avant la possession d'Alger par les Turcs, ils se formèrent au moment de leur prise de possession du Maghreb Central; mais ils ne devinrent jamais ni bien suivis ni très productifs. Des caravanes de douze à vingt-cinq mulets se transportaient, le plus souvent par les Hauts-Plateaux, le Hodna, Aumale, chargées notamment de grains, de savon noir et de dattes. On évalue à environ 700.000 francs la valeur annuelle de ces transactions.

Peut-être pourrait-on considérer comme une source d'échanges périodiques effectués entre les deux pays, les voyages que tous les six mois, le Bey ou le Khalifa de Constantine faisait à Alger avec une quantité considérable de présents en nature et en produits du sol de la province de Constantine destinés au Dey et aux grands fonctionnaires de la Régence. Des spéculateurs profitaient de ces envois diplomatiques (11) pour venir acheter à Alger de l'or et des tissus de coton d'Angleterre... (*Etablissements français*, 1839).

Du côté de la Tunisie, bien que fréquemment suspendu par de violentes hostilités, le commerce fut relativement actif jusqu'à la prise de Constantine. Il était alimenté :

(11) En réalité, il ne s'agissait pas d'envois diplomatiques, mais du versement du « denouche ». Le denouche consistait en une lourde contribution pesant sur l'ensemble des populations du Beylick, comportant le versement d'espèces et des prestations en nature. Le paiement du denouche s'effectuait en deux fractions, l'une au printemps, l'autre à l'automne. Le denouche ordinaire porté à Alger par le Khalifa comprenait : 100.000 réaux bacita en espèces, soit 250.000 francs, 50 juments, 100 mulets, 300 bœufs, 3.000 moutons, 20 outres de beurre fondu, 20 charges de couscous fin, du blé moissonné encore vert et concassé, des dattes, des olives, des peaux de bêtes féroces, des burnous et haïks du Djérid, des calottes de Tunis, divers autres produits de toute nature. Voir MERCIER, *op. cit.*, p. 211. — VAYSSETTES, *op. cit.*, p. 20 et 21.

1° par les produits de l'industrie tunisienne : objets de luxe, vêtements brodés, châles pour turbans, ceintures de laine et de soie, haïks et burnous fabriqués en grande partie à Djerba, divers produits en provenance du Levant, tels que piments et épices, et surtout les chéchias et bonnets de laine dont Tunis s'était fait une spécialité réputée dans tout le Maghreb (12); 2° par les produits de l'industrie locale (peaux ouvrées ou préparées notamment), par les produits tirés du Sud Constantinois (burnous fins, couvertures, haïks, henné), par les produits d'Europe (tissus de coton, soie, laine, denrées coloniales), enfin par les produits même du sol (bétail et céréales). Mais cette dernière branche était plus le fait des tribus que celui de commerçants professionnels.

Dans la nomenclature ci-dessus, on retiendra la place occupée par les catégories de tissus. La valeur des objets que l'industrie tunisienne était en possession presque exclusive de fournir à Constantine pouvait s'élever chaque année à 2.500.000 francs. En retour, on expédiait chaque mois de Constantine pour Tunis une caravane de deux cents à trois cents mulets, laquelle conduisait également des bestiaux et des bêtes de somme. L'ensemble des marchandises exportées à Tunis présentait une valeur d'environ 1.000.000 de francs qui, par la vente à Tunis, s'élevait à 2.500.000 francs, employés à acheter les objets de retour dont il a été question (13).

Une lettre insérée au *Moniteur Algérien* (14) vient confirmer ce tableau et donne des précisions sur l'arrêt des relations entre le Beylick de l'Est et Tunis, après la prise de Constantine par nos armes :

Depuis la prise de Constantine, les routes entre cette ville et le Kef n'offrent plus aucune sécurité; les rapports qui existaient avec Tunis ont totalement cessé. Ce fâcheux état de choses, en interrompant le commerce de transit des denrées européennes, a encore eu pour résultat de priver la Régence de produits qui étaient pour elle très importants, car, en échange de son exportation, Tunis recevait de Constantine des cuirs, de la cir, une espèce de couscouss nommé m'honar, des capotes en laine grise, et ces burnous rayés, fabriqués par les Bnïanes, qui sont très

(12) *Voyages de Peyssonnel*. Ed. DUREAU DE LA MALLE, *op. cit.* — Voir lettre IV, p. 76 et 77.

(13) *Etablissements français*, 1840. En 1837, on évalue, à Tunis même à 437.000 francs les expéditions de Tunis sur Bône et Alger. *Moniteur Algérien*, 8 septembre 1837, p. 3.

(14) 5 octobre 1838, p. 3.

recherchés ici et qui, manquant totalement, ont doublé de valeur, ainsi que les burnous noirs d'Oran. Les tribus de la Province de Constantine étaient aussi dans l'habitude d'amener à Tunis, vers la Pâque, une grande quantité de bestiaux; mais, soit la difficulté des communications, soit que les Arabes aient trouvé à les vendre avantageusement dans leur pays, on a remarqué l'absence sur les marchés de leurs bœufs et de leurs moutons. (Tunis, 18 avril 1838).

Nécessairement, les relations des deux pays devaient se rétablir et, avec le temps, devenir plus étroites. Elles sont, aujourd'hui, extrêmement fécondes.

En dehors des transactions sur les grains, (15) il est assez malaisé de déterminer les rapports commerciaux de Constantine et de Bône. Généralement, les caravanes dirigées sur Tunis relayaient Bône et il est difficile de savoir quelles marchandises étaient spécialement destinées à cette dernière ville. En 1837, on évalue à 500.000 francs les envois de Bône à Constantine (tissus, droguerie, denrées coloniales), et à 300.000 francs environ les retours sur Bône (laines, cuirs et peaux) (*Etablissements français*).

Avec Stora, le commerce constantinois était fort limité (16).

*
**

Les rapports de Constantine avec le Désert ne furent jamais interrompus; ils sont les plus anciens, les mieux établis et ceux qui se maintiendront sans doute le plus longtemps (17).

L'extrême Sud constantinois est parsemé d'oasis riches et célèbres dont les produits ont toujours occupé une place importante dans l'économie indigène. Les transactions commerciales avec le Sud n'étaient pas toutefois aussi prospères qu'on serait tenté de l'admettre. Les dissensions intestines des grandes familles sahariennes, autant que l'état de lutte chronique avec l'autorité beylicale, paralysaient les initiatives les plus hardies. De même que les riches greniers de la Medjanah sont désolés par la guerre civile, de même les oasis du Zab abritent des çofs sanglants. Plus au Sud, Touggourt s'efforce de se soustraire à la domination turque. Vainement assiégée au cours de l'hiver de 1788 par Salah Bey, elle ne

(15) Voir p. 137 et suiv.

(16) Voir p. 137 et suiv.

(17) *Etablissements français en Algérie*, 1840.

succomba qu'en 1822, lors de la fameuse expédition d'Ahmed Bey el Mamelouk. On conçoit aisément que le commerce fût stationnaire. Mais cet état maladif d'un négoce qui se perpétue malgré toutes les vicissitudes de l'époque, établit le caractère naturel du courant d'échanges du Sud vers le Nord. Ce n'est que la manifestation même de la dynamique économique du Maghreb (18).

Biskra, située à environ sept jours de marche de Constantine, y envoyait chaque année, au printemps, une caravane de 200 à 300 chameaux chargés de dattes, de tabacs en feuilles, d'objets de teinture, de burnous, de henné, de plumes d'autruche, de gommes, de tapis fabriqués dans les villes du Zab. Ce commerce pouvait aller à 200.000 francs par an. Les habitants de Constantine n'envoyaient jamais de ces caravanes à Biskra, mais, lors du départ de la colonne chargée du recouvrement de l'impôt, les soldats emportaient quelques objets de l'industrie de Constantine pour faire des échanges contre des produits du pays. Ces expéditions avaient lieu au moment de la récolte des dattes et la colonne était de retour à la fin de l'hiver. Le même commerce d'échange des mêmes produits avait lieu entre Constantine et Touggourt, qui est à vingt-cinq jours de Constantine (19).

Très certainement, les échanges étaient plus actifs et plus soutenus que le laisse entrevoir le tableau ci-dessus. Cahen, qui paraît bien renseigné, assure que

d'Alger au Maroc, de Constantine à Tunis et de toutes les villes du littoral à celles du desert, il y avait continuellement des échanges par l'intermédiaire des Juifs » (20).

Qu'il y eut des rapports constants entre Constantine et les oasis, cela est certain. Les produits du Sud étaient trop recherchés pour qu'il en allât autrement. D'autre part, malgré certaines circonstances qui les éloignaient de Constantine (21), les gens du Souf avaient établi dans cette ville

(18) Voir DEMONTÈS. *Algérie Economique*, t. III, p. 176 et suiv. — Lieuten.-colon. VILLOT. *Mœurs, coutumes et institutions des indigènes de l'Algérie*, Alger, 1888. Voir le chapitre consacré au commerce, p. 379 et suiv. — Dans A.-G.-P. MARTIN, *Précis de Sociologie Nord-Africaine*, la XXI^e leçon.

(19) *Etablissements français en Algérie*, 1840.

(20) CAHEN, *op. cit.*

(21) Les oasis du Souf échappaient en partie à l'attraction de Constantine. Leurs rapports avec Tunis étaient plus étroits, El Oued se trouvant à mi-chemin de l'importante voie reliant les oasis du Mزاب au Tell tunisien (Ghardaïa, Guerrara, Ouargla, El Oued, Nefta, Gafsa.

d'importantes succursales. Leur quartier général se tenait à « la place des Chameaux », dont l'appellation est par elle-même fort significative. Cette place était le terme du voyage entrepris par de longues caravanes de chameaux dirigées sur Constantine pour alimenter les boutiques des souafa en produits sahariens : henné, tabac de Guemar et burnous. Par la même occasion, comme la place des Chameaux était un important marché aux grains de l'ancienne Constantine, les bêtes devaient être chargées de céréales au moment du retour pour les oasis. Un autre fait à retenir, c'est qu'après la conquête, le Souf et l'Oued Rhir s'adonnèrent à une contrebande lucrative, en introduisant frauduleusement dans le Tell, et à Constantine même, les produits tunisiens d'origine indigène ou étrangère.

*
**

Au terme de ce chapitre, on reste surpris par la pauvreté et l'imprécision des renseignements recueillis. Tout ce qui vient d'être dit constitue vraiment peu de choses pour une ville aussi commerçante et aussi peuplée que Constantine. Même au point de vue relations d'affaires avec le Sud, l'insuffisance des sources est flagrante, et cette insuffisance est d'autant plus pénible à constater que de tous les courants commerciaux qui subsistent en Algérie au seuil du XIX^e siècle, celui du Sud reste le plus considérable.

La connaissance la plus superficielle de l'histoire politique de ce pays fait surgir un doute sur l'activité de la vie économique au seuil du XIX^e siècle. Les grandes routes sont battues par le brigandage. On ne peut emprunter la route directe qui conduit à Alger par les Bibans ou Portes de Fer sans

Kairouan, Tunis). Les tribus de l'Oued Souf, d'autre part, alimentées en grains par les gens de la plaine d'El Fid (au pied Sud de l'Aurès) échangeaient en partie à la nécessité d'émigration. Leur tempérament mercantile et, de plus, le besoin de pâturages, les poussaient cependant vers les marchés du Nord. Sur le courant général de l'extrême Sud, d'Ouest en Est, et inversement, elles greffaient des rameaux vigoureux atteignant le cœur de l'ancienne Numidie. On fabriquait dans les villages du Souf, pour la consommation locale et pour l'exportation, deux espèces de haïks d'un usage excellent, vêtements très appréciés par les marchés de Constantine et de Tunis. Cf. CARETTE, *op. cit.*, notamment la carte et les tableaux qui sont annexés à l'ouvrage. *Moniteur Algérien*, 20 mars 1855. « Sur le Souf et ses relations commerciales ». — Voir encore *Annales de la Colonisation Algérienne*, t. III, 1853, p. 219 à 224. « Constantine comme Alger et Oran, était un bazar toujours ouvert et continuellement visité par les nomades ou par leurs commissionnaires répandus dans l'Algérie. Par eux, elle était en relation avec le Soudan ».

payer tribut aux Oulad Mokrane. La route de Constantine à Tunis par le Kef est pleine de dangers. Les voyageurs qui la suivent « à leurs risques et périls », se voient obligés de marcher la nuit et de se cacher pendant le jour. Les échanges entre Constantine et Tunis se font par Bône et

sont gravés d'une double servitude, le droit de brigandage qu'il fallait acquitter à la frontière (à la tribu des Rezoân : 25 francs par mulet) et l'allongement considérable du chemin (22).

Le mode économique de cette époque ne peut être évidemment qu'un mode primitif, car l'incertitude du lendemain, l'avidité du Turc et la défiance avertie que chacun a de son semblable, n'en autorisent pas d'autre. Ce mode ne s'accommode nullement des procédés d'Europe.

N'anticipant pas sur l'avenir, la vie économique poursuit une course pénible. Atrophiée dans la source la plus féconde d'énergie par l'interdiction religieuse du prêt à intérêt, par les entraves portées à la circulation du signe monétaire, par cette recherche, qui touche à la casuistique la plus subtile, de l'équilibre rigoureux des transactions, la pratique commerciale s'est écartée de la ligne normale. En faisant du *do ut des* des Romains un principe d'une rigidité absolue, analogue à l'équilibre tout physique d'une balance, le législateur musulman a manqué le but supérieur qu'il se proposait. Aussi bien, les moyens mis en œuvre par ses adeptes, que ces moyens découlent de la loi écrite ou de la coutume, ont abouti à l'usure par les voies les plus détournées, sous les formes les plus insaisissables. Commandite, rhaniat, tse-niat, khamessat, telles sont les pratiques courantes.

Ces observations, certes, intéressent la communauté maghrébine entière, et elles ne sauraient être spéciales à Constantine. Mais, en raison de leur généralité même, et en l'absence de documents précis, ce sont les seules que nous puissions faire.

On ne pratiquait alors l'échange que sous la forme plus moins altérée du troc primitif, car le capital monnaie était pauvre. La rareté du métal avait conduit les Beys à interdire la sortie du signe monétaire à l'étranger (23). La balance du commerce est alors un concept purement objectif : une

(22) CARETTE, *op. cit.* — Les routes.

(23) *Etablissements français*, 1840.

grosse part des importations se règle en nature (24). De même, à l'intérieur des terres, on échange produit contre produit.

Dans le Sahara au moment de la cueillette et dans le Tell au moment de la moisson, écrivait Carette, les transactions sont basées sur une règle générale qui varie peu et qui détermine le cours moyen des grains et des dattes. Cette règle est celle-ci : dans le Sahara, au moment de la cueillette, la charge de blé vaut deux charges de dattes et dans le Tell, au moment de la moisson, la charge de dattes vaut deux charges de blé. Le producteur qui fait l'échange sans intermédiaire réalise donc par une double opération un bénéfice annuel de 300 % sur le produit de sa récolte (25).

Evidemment, l'œuvre patiente de Sidi-Khalil restait vaine.

Dans les oasis constantinoises, la *hatia* de dattes était une espèce de monnaie.

Du moins, était-ce un terme de comparaison usuel pour estimer la valeur des marchandises » (26).

La situation des récoltes provoquait dans l'économie de ces régions des perturbations considérables. Les classes aisées, les négociants, alléchés par les bénéfices à réaliser dans le Tell, devaient se livrer à de scandaleux accaparements; les pauvres, jardiniers et khamès, étaient condamnés à vivre au jour le jour et leur condition devenait plus misérable à mesure que l'on s'éloignait de l'automne.

Le seul organisme commercial qui peut présenter quelque complexité est celui de la communauté israélite, ce qui n'est pas seulement le fruit de goûts mercantiles très vifs, mais sûrement aussi une conséquence de leur situation sociale. Surchargés de contributions extraordinaires plus lourdes que les impôts ordinaires, les Juifs avaient à fournir à la Maison du Prince, du blé, des étoffes précieuses, des drogueries fines qu'il fallait faire venir de l'étranger. Et comment régler ces

(24) En échange des divers produits exportés, « les compagnies concessionnaires importaient principalement en Algérie des espèces monnayées qui étaient presque seules recherchées par les Barbaresques ». (M. GAFFIOT, *op. cit.* La monnaie métallique était, en quelque sorte, le nerf du pouvoir des Turcs, puisque les Janissaires étaient payés en espèces. Ceci suffirait à expliquer que les Deys et les Beys aient pratiqué un farouche mercantilisme.

(25) CARETTE, *op. cit.*

(26) *Ibid.*

derniers achats, sinon en denrées du pays, puisque la sortie du métal était en état chronique de prohibition ? Ces exigences des Beys constituaient de rudes épreuves pour le génie d'Israël. Elles auraient nécessité à elles seules cette organisation commerciale que laisse entrevoir Cahen, organisation mal connue, mais que l'on devine souple et touffue.

En somme, on est réduit, là encore, à laisser déborder son imagination. Et, une fois de plus, on se heurte à une impression de malaise, tant la vie économique du temps respire l'oppression, se débat dans la défiance et l'incertitude.

L'anémie est si réelle, si profonde, que de longues années de tâtonnements, de souffrances et d'expériences maladroites passeront avec leur cortège de désillusions, avant d'ébaucher la nouvelle société nord-africaine. Des années de famine bouleverseront les espoirs qu'inspirait la fécondité du sol algérien. L'usure anéantira, ou menacera de ruine la propriété, alors qu'on s'efforce d'en faire le fondement de la prospérité familiale.

CHAPITRE III

Le lendemain de la Conquête

LES PREMIÈRES ANNÉES DE LA CONQUÊTE N'APPORTENT QUE DES MODIFICATIONS INSIGNIFIANTES A L'ÉTAT DE CHOSES CI-DESSUS.
— RÉGIME SPÉCIAL DE CONSTANTINE. — CETTE SITUATION EST BOULEVERSEE LORSQUE, LOIN D'ÊTRE TRAITÉE EN « MINUS HABENS » DU DROIT PUBLIC, CONSTANTINE DEVIENT LE CENTRE ADMINISTRATIF DU DÉPARTEMENT. — LA VILLE SE PEUPLE ET SA BANLIÈRE SE COLONISE. — ACTIVITÉ DES TRANSACTIONS. — LE MARCHÉ DE CONSTANTINE.

La chute du Bey El Hadj Ahmed n'entraîna pas la prise de possession totale par l'autorité française de la ville de Constantine. Justifiées en partie par l'importance de la population indigène, certaines mesures administratives intervinrent qui devaient retarder l'évolution économique de la vieille cité.

Le soin des affaires civiles fut abandonné, en fait, à des personnalités indigènes, le « Caïd de la Ville » et son « Conseil municipal ». Le « Caïd El Blad », le cheikh Hammouda el Fegoun, jouissait d'une grande confiance auprès du Gouverneur général. Le colonel Bernelle voyait ses pouvoirs restreints aux affaires strictement militaires et à la police générale de la ville.

Deux arrêtés pris le 30 septembre 1838 remettaient « le gouvernement de la partie de la province de Constantine » dont la France ne se réservait pas l'administration directe, à des kalifas qui relevaient immédiatement du commandant supérieur. C'était un essai de royaume arabe conçu à la turque (1).

(1) « La tribu des Hennenchas, celle des Haraktas, celle des Amer Cheragas seront placées sous l'autorité de caïds qui auront le rang et les attributions accordés aux chefs de ces tribus sous le gouverne-

Pour ce qui est de Constantine même, on a peine à croire que de telles prérogatives, consistant pour El Fegoun, jeune homme sans expérience et sans prestige, en un pouvoir d'administration quasi absolu sur toutes les affaires indigènes, aient échappé à l'initiative du conquérant. Le Caïd El Blad ne correspondait-il pas directement avec le maréchal Valée ? N'avait-il pas été chargé du soin de recouvrer l'achour sur les tribus soumises et sur celles qui se soumettraient ? N'avait-il pas enfin reçu le titre de « Caïd de l'Outon de Constantine », ce qui revenait à faire de lui le « Bey de la Province » ? (2).

La confiance du Gouverneur général fut d'ailleurs mal récompensée. Mais, loin d'inciter le maréchal Valée à soustraire purement et simplement la ville de Constantine à l'influence indigène, la conduite cauteleuse et les véritables trahisons du cheikh Hammouda n'empêchèrent pas ce dernier de conserver son titre de « Hakem ayant rang de kalifa ». Mieux encore, le Conseil municipal de la ville fut maintenu, dans ses attributions et dans sa composition, tel qu'il avait été fixé en octobre 1837. « Ce Conseil municipal n'est composé que d'indigènes musulmans, plus ou moins notables choisis par le hakem ».

Dans ces arrêtés de septembre 1838 « aucune disposition n'est prise à l'égard des Européens et il est facile de comprendre qu'on n'en veut pas » (3) (MERCIER).

Cependant, Philippeville naissait des ruines de Skikda. Dix mois après sa création, en août 1839, elle comptait dix-

ment des Beys. Ils seront en relations directes avec le commandant supérieur de la province. Le Djerid et la partie du désert qui y est annexée resteront sous l'administration du Cheikh El Arab, lequel conservera les honneurs qui lui étaient précédemment attribués et aura le rang de Khalifa... Les Kalifas, le Hakem, le Cheikh El Arab et les caïds des Hennenchas, des Haraktas et des Amer seront indépendants les uns des autres » (ar. du 30 sept. 1838).

(2) Pour tous ces développements, conf. MERCIER. *Histoire de Constantine*, p. 453-458 notamment. *Id.* PÉLISSIER DE REYNAUD, *Annales Algériennes*, t. II, p. 230-288 et suiv., 299 et suiv.

(3) En définitive, voici à grands traits l'administration de la Province fin 1838 : la province proprement dite est administrée par des Kalifas, chefs directs des tribus principales, la ville par un hakem (ou caïd El Blad) et des conseillers musulmans. Enfin, au chef-lieu, était constitué un conseil d'administration réunissant les Kalifas et principaux chefs de la Province, sous la présidence du commandant supérieur; le hakem de la ville et l'intendant militaire en faisaient partie; le Payeur de la Division en était le secrétaire. Ce conseil avait pour fonction essentielle de surveiller la rentrée des impôts et de dresser procès-verbal des versements effectués par les chefs arabes.

sept cents Européens; Constantine, « camp français dans une ville arabe », en comptait à peine deux cents.

Par une décision demeurée secrète, dit E. Mercier, le maréchal Valée interdit aux Européens de s'installer à Constantine. Par exception, on pouvait permettre à certaines industries nécessaires à l'armée de s'y établir; mais l'autorité conservait le droit, *hic et nunc*, de les expulser.

La question de la propriété immobilière n'était pas faite, de son côté, pour favoriser le développement des affaires. L'arrêté du 28 octobre 1836, par lequel toutes transactions immobilières furent interdites dans la province de Constantine, conservait sa rigueur à l'égard du chef-lieu. Mais l'inévitable se produisit : la mesure ne semblait avoir été prise que pour être élégamment évitée; au lieu d'aliéner en bonnes et dues formes, les indigènes consentirent des baux à très long terme, jusqu'à cinquante ans, touchant, dès la conclusion du contrat de bail, le montant de plusieurs annuités. Beaucoup plus tard, les locataires forcèrent les bailleurs à recevoir le capital de ces rentes.

Telle fut la source des fortunes réalisées par les premiers habitants de Constantine (E. MERCIER) (5).

*
**

Au maréchal Valée succéda le principal artisan de la colonisation française en Algérie. Le maréchal Bugeaud, cependant, tout à la pacification du pays, ne modifia pas le statut

(5) Voir *Annales de la colonisation algérienne*, t. I, p. 14 et 15, 1852. Sous la signature d'Hippolyte PETT :

« Le système administratif et politique qui prévalut (à Constantine) fut encore plus exclusif que celui qui était mis en pratique à Bône. Ici, on ne se contenta pas d'interdire aux Européens toute espèce de transactions immobilières avec les indigènes; on leur interdit même l'entrée de la ville, de telle sorte que les habitants devaient nous croire seulement campés dans leurs murs et que les progrès de l'agriculture, de l'industrie et du commerce... furent complètement nuls pendant plusieurs années. Les partisans de ce système, qui, du reste, étaient de très bonne foi, croyaient pouvoir assurer l'avenir de notre établissement par la seule influence de la population indigène et rêvaient une sorte de gouvernement féodal franco-arabe, dans lequel le dernier élément se serait conservé pur de tout contact européen, sous la protection de l'autorité militaire française, de laquelle seraient relevés les chefs indigènes, comme, dans le moyen âge, les feudataires relevaient de l'autorité seigneuriale ».

politique de Constantine (6). Plusieurs années passèrent avant que d'indispensables réformes y fussent portées. Par arrêté du 19 mars 1841, toutes les localités occupées par nos troupes ayant été placées sous l'état de siège, le général Négrier, alors commandant de la province pour la seconde fois, s'appliqua à diminuer la toute puissance du hakem et de son corps municipal. De sérieuses opérations de police pacifièrent le pays. Mais Constantine, ville de soldats, demeurait toujours à l'écart de la vie civile. Tandis que Philippeville recevait par l'ordonnance du 18 mai 1841 une justice de paix, Constantine, hors du droit commun, ne devait bénéficier d'une mesure semblable que par l'arrêté du 21 décembre 1842. En vertu de l'arrêté du 3 février 1841, d'autre part, furent créés sur la rive gauche du Bou Merzoug et route de Sétif les « jardins militaires » et les « fermes de garnison ». Ce fut le premier essai de colonisation.

Par arrêté du 11 janvier 1842, furent abrogées les dispositions de l'arrêté d'octobre 1836, relatif aux transactions immobilières. Alors purent s'effectuer librement, entre musulmans indigènes, toutes transactions de cette nature, mais entre eux seulement. Tout contrat du genre mettant en présence des Musulmans et des Européens, ou des Musulmans et des Israélites indigènes, n'était pas seulement nul de droit, mais il plaçait encore les délinquants sous le coup d'un arrêté d'expulsion.

L'année 1843 apporta cependant des réformes heureuses. Outre la création d'une justice de paix connaissant des litiges entre Européens et Israélites et entre Israélites et Musulmans, le Hakem et sa commission municipale cessèrent d'avoir existence légale. Mais, de municipalité française, il n'en était pas encore question. La ville de Constantine ressortissait, « en tout ce qui a rapport à l'administration civile, de la Sous-Direction de l'Intérieur, à Philippeville ».

(6) On se rend compte cependant, en haut lieu, de l'urgente nécessité « d'introduire sans secousse l'élément civil et de travailler à la résurrection commerciale de cette pauvre province que le système du général Bugeaud a réellement mise à l'agonie... En expulsant les négociants, en interdisant les exportations, on a jeté la misère partout... » *Recueil de lettres au maréchal de Castellane*, op. cit., p. 314. (DUSSERT, sous-directeur de la Province de Castellane, 15 mai 1843). De même, lettre n° 122, de l'intendant militaire Dagnan : « Constantine est horrible à voir : toutes les constructions tombent en ruines, la moitié des maisons qui existaient il y a cinq ans se sont écroulées : la population indigène est dans un état affreux de misère et de privation ». (Constantine, 24 avril 1843).

Dès lors, Constantine évoluera lentement vers le droit commun, sous la tutelle de Philippeville, née d'hier, sans grandes richesses immédiates, pour la prospérité de laquelle on avait entrepris une œuvre de colonisation cruelle. L'avenir devait faire justice des errements des premiers jours et laisser à Philippeville le seul rôle d'importance qu'elle jouera jamais : celui de servir de port au chef-lieu politique et économique du cœur de la province.

Toujours est-il qu'en 1842, Constantine compte à peine 615 habitants européens. Evidemment, il y a progrès sur 1839, et, par ailleurs, la situation générale de la cité inspire confiance.

A cette époque, une réelle intimité existait entre les citadins et leurs hôtes européens. Des relations s'étaient nouées par le voisinage et les affaires; on échangeait des services mutuels et l'on s'efforçait d'apprendre la langue que l'on ne connaissait pas. Plus d'une union mixte fut la conséquence de ce rapprochement. Cette disposition n'a cessé d'aller en s'affaiblissant des deux côtés, chez les enfants et les petits-enfants des concitoyens de ce temps-là. Actuellement, tous rapports intimes ont cessé entre Français et Musulmans, sans qu'aucune antipathie soit née; au contraire, bien des préjugés sont tombés, mais chacun vit dans son milieu et l'on ne se rencontre que sur le terrain des affaires et des intérêts économiques (7).

Ces réflexions, quelque peu désabusées, ne sont que trop justifiées, par la réglementation née de l'ordonnance du 9 juin 1844, de laquelle il ressortait :

1° Que la ville de Constantine était divisée en deux quartiers : un quartier indigène et un quartier européen.

2° Que, dans la zone sise hors le quartier indigène, dans laquelle toutes transactions immobilières étaient désormais autorisées entre toutes personnes, nul établissement, à titre définitif ou temporaire, d'Européen ou Israélite étranger n'était permis. Seules étaient autorisées « toutes transactions immobilières à titre définitif ou temporaire de la part des Israélites indigènes en faveur des Musulmans, sans réciprocité ». Enfin, s'inspirant de l'expérience du passé, le législateur précisait que « les Israélites indigènes pourraient recevoir des Musulmans, à titre de bail, pour un temps qui n'excéderait pas neuf ans, les immeubles nécessaires à leur logement ou à l'exploitation de leur commerce ».

(7) E. MERCIER, *Histoire de Constantine*, p. 499.

On a critiqué ces prescriptions. Mais, bien qu'elles alassent contre les lois économiques, elles étaient assez justifiées par les précédents. Il n'en est pas moins vrai qu'elles contrariaient l'essor de la cité, et que ses conséquences morales furent bien différentes de celles qu'on en attendait.

*
**

Pour aussi préconçue qu'ait été cette réglementation, le régime mixte auquel Constantine restait soumise (des maires étaient déjà nommés à Bougie, Bône, Philippeville et Djidjelli), semble avoir provoqué une activité nouvelle sur son rocher. La population civile européenne passe de 963 personnes en 1843, à 1.478 l'année suivante; sur ces 1.478 individus, les Français sont au nombre de 1.083. Le développement de la population civile s'accroît par la suite et se fixe, fin 1846, à 1.915 Européens dont 1.274 Français et 215 Maltais, à 2.190 en 1847, et, en 1852, à 3.874, chiffre qui, s'ajoutant à la population européenne de la banlieue, donne un groupement européen de 4.462 individus. Quant aux indigènes, israélites compris, on en compte 31.400.

Ces progrès du peuplement ne s'arrêteront plus désormais. Constantine, érigée en préfecture par l'arrêté du 8 février 1849, se pare d'un prestige nouveau. La même année voit la création d'un tribunal civil. L'accession à la vie municipale ne saurait tarder.

Autour de la cité, la colonisation se développe avec vigueur. Jusqu'en 1846, on ne voyait dans la banlieue que de rares maisons isolées. Les fermes militaires établies sur la rive gauche du Rhummel restaient les seuls témoignages de la colonisation officielle (8).

En 1848, seulement, fut créé le premier village, Condé Smendou, à 28 kilomètres du chef-lieu. Encore n'était-ce qu'un centre roulier sur la route de Philippeville, fonction qui devait, du reste, lui assurer des années de prospérité.

A ce moment, on a admis qu'il était nécessaire d'établir notre domination par le commerce et l'agriculture. On s'intéresse à Mila, qui groupe alors quelque 1.600 âmes, à Aïn Beïda, à Tébessa. Du haut du rocher, on fouille l'horizon.

(8) Ces fermes, d'une étendue totale de 182 hectares 47 ares, étaient exploitées par les 22^e et 32^e de ligne et le 3^e chasseurs. On y cultivait surtout l'orge et le blé. Elles furent aliénées par le Domaine de 1843 à 1850. « Justifiées au début par le manque de bras, elles ne l'étaient plus depuis l'afflux de la population dans les villes ». (*Etablissements français 1847-1850*).

La vallée du Bou Merzoug surtout s'imposait à l'attention des pouvoirs publics. La colonisation libre, « celle qui est due exclusivement aux efforts de l'industrie privée », y avait pris une grande développement au cours des années 1850 et 1851 (9). A la fin de 1851, on y compte :

44 fermes ou maisons achevées; il a été planté plus de 250.000 arbres, et, au moins, 80.000 pieds de vigne. Les colons ont établi à leurs frais une quantité considérable de canaux secondaires d'irrigation, qui se rattachent aux grands canaux que l'Administration a ouverts pour faire dévier les eaux du Bou Merzoug. Cette contrée, naguère déserte ou abandonnée à la vaine pâture, ou livrée à la culture des céréales par les indigènes, constituera la fortune d'une nombreuse population (10).

Les efforts des premiers colons s'étaient donc portés en territoire militaire (11). Car, le service des Domaines, par la rigueur de ses formes, les conditions onéreuses de ses aliénations, rendait à peu près impossible la colonisation du territoire le plus rapproché de la ville. « La banlieue de Constantine ne fut ouverte à la culture au moyen de concessions directes émanées de la Préfecture qu'en avril 1852 (12) ». On ne réservait aux Domaines qu'un espace restreint et circonscrit par le pont d'Aumale, Coudiat Aty, Mansourah et Sidi M'Cid. Par ailleurs, un décret du 20 mars 1849 avait doté Constantine d'un territoire de culture de 14.000 hectares dont le périmètre fut bientôt agrandi (décret du 10 septembre 1850). Cinq groupes d'habitations se formèrent spontanément autour de la ville : en 1853, on comptait dans la banlieue de Constantine, une centaine de concessionnaires et 2.800 hectares ensemencés (13).

Les progrès de la colonisation dans la Vallée du Bou Merzoug inspirèrent de vastes projets à l'Administration, qu'elle résuma dans cette note (14) :

L'Oued Bou Merzoug, utilisé dès à présent pour alimenter un grand système d'irrigation, ainsi que ses affluents doivent servir à favoriser la création de nouveaux centres. Un projet de colonisation, qui comprend une superficie d'environ 20.000 hectares, a

(9) (10) *Etablissements français*. 1851. Colonisation.

(11) *Annales de la colonisation algérienne*. t. I, 1852, p. 249.

(12) On distribua notamment, dans la vallée du Hamma, des lots de jardins de 14 hectares.

(13) (14) *Etablissement français*, 1850-1852. Colonisation. Notons, de plus, qu'une commission avait été chargée, par arrêté du 30 juillet 1847, d'étudier la création de villages.

été soumis à l'approbation de l'Administration supérieure. Il y aura, d'après ce projet, deux villages principaux : l'un sur la rive droite de la rivière au lieu dit « Summa » (15), sur l'Oued Fétaria, constitué par décret du 5 mars 1852, pour recevoir 44 familles et posséder un territoire de 2.340 hectares; l'autre, sur la rive gauche du Bou Merzoug, à Chabet el Korchef... En outre, plusieurs hameaux de huit à dix feux chacun, relèveront de ces centres principaux, six sur la rive droite, et trois sur la rive gauche. Tous ces centres seront reliés entre eux par un réseau de communications qui se rattachera à une artère principale, c'est-à-dire à la route de la vallée du Bou Merzoug, destinée, suivant le projet, à devenir la grande route de Constantine à Guelma, à M'Daourouch et à Aïn Beïda. Les terrains laissés disponibles dans l'intervalle de ces centres seront allotis en concessions de grande et moyenne étendue (16) et accordées à des propriétaires ou à des colons qui justifieront de moyens d'action suffisants. Déjà de nombreuses concessions sont en pleine exploitation...

Ce système, dont on prévoyait l'extension au delà des sources du Bou Merzoug et dans lequel on incorporait le territoire d'El Aria, devait comporter 11 centres urbains :

Ouled Rahmoun	(50 familles, 1.170 hectares).
Ras Bou Merzoug	(40 familles, 1.253 hectares).
Aïn el Bey	(50 feux, 1.411 hectares).
Aïn Guerfa	(Annexe du précédent, 22 lots, 581 ha).
Kroubs	(50 feux, 1.122 hectares).
Fornier	(Annexe du précédent, 20 feux, 524 ha).
Ouled Beurda	(Annexe du Kroubs, 28 feux, 810 ha).
Lamblèche	(44 feux, 1.091 hectares).
L'Oued Massine	(20 feux, 553 hectares).
L'Oued Tarf	(50 familles, 1.033 hectares).
El Aria	(40 feux, 1.038 hectares).

Les espoirs officiels se sont-ils entièrement réalisés ? A-t-on « peuplé », a-t-on « rapproché la grande et la petite propriété » ? Non. Mais on a colonisé admirablement.

La vallée du Bou Merzoug, berceau de la colonisation libre, est restée le domaine par excellence de l'initiative privée. Dès 1856, on dut reconnaître que le village de Fornier n'était pas viable. Le district de Constantine ne comprenait à cette époque que 179 ménages, groupant 934 individus, alors que le programme de peuplement prévu pour la seule

(15) Emplacement du Mausolée, dit « Mausolée du Kroubs ».

(16) « Pour favoriser les rapports de la grande et de la petite propriété ».

vallée du Bou Merzoug envisageait l'installation de 414 familles. Au 31 décembre 1856, avaient été distribuées 226 concessions s'étendant sur 12.000 hectares environ, mais sur lesquelles ne vivaient que 207 Européens. Le village du Kroubs, au moment même de sa formation, était entouré de grands propriétaires, déjà fortunés, qui faisaient exécuter d'importants travaux sur leurs domaines. « Dans les moments de chômage, écrivait l'Administration, les petits colons trouveront chez les grands propriétaires de l'occupation. La grande propriété, de son côté, utilisera les bras qui lui font défaut ».

Les intentions de l'Administration étaient excellentes. Mais que pouvaient-elles contre les conditions économiques du milieu ? Les rendements en céréales, culture très en faveur dans la région, ne sont pas suffisants pour qu'une famille puisse vivre et surtout prospérer sur un lot d'une trentaine d'hectares. La grande propriété est une morphologie agraire inhérente à l'irrégularité et à la faiblesse relative des récoltes. D'ailleurs, sous forme de latifundia, d'azels ou d'apanages dévolus à des tribus guerrières, tels les Zmouls, les territoires que commande Constantine se sont toujours prêtés à la formation de vastes domaines. Grande propriété et culture essentiellement extensive, tels sont les caractères dominants de la colonisation autour de la Constantine française. Pour mieux accuser la survivance de ce mode économique, le domaine actuel de la Compagnie Algérienne ne semble-t-il pas un « lointain héritier des antiques Saltus » ? (17).

Aussi bien, les vastes projets de l'Administration ont avorté. Très heureusement, fut créé et prospéra le village du Kroubs, dont le marché aux bestiaux prit rapidement la tête des marchés similaires de la province. Encore la population française reste-t-elle stationnaire. Ouled Rahmoun, tête de ligne de l'embranchement ferré sur Aïn Béïda, ne doit de posséder quelques 400 habitants européens qu'à cette situation. Un avantage analogue, d'ailleurs, favorise le Kroubs. Quant aux autres villages projetés par l'Administration, la plupart ne virent pas le jour. L'un d'eux, El Aria, créé seulement en 1874, végéta misérablement; tel autre, Guettar el Aïech, non prévu au programme, du reste, n'a de

(17) René PASSERON : *Les grandes sociétés et la colonisation dans l'Afrique du Nord*. Alger, 1925.

village que le nom, bien qu'il possède un maire et une municipalité (18).

La formation des groupements urbains autour de Constantine n'a pas été rapide ni brillante (19). Notons la création de Bizot, le 15 janvier 1846, autre centre roulier sur la route de Philippeville, puis, environ vingt-cinq ans plus tard, vers le Nord-Ouest du chef-lieu, Rouffach, Sidi Kalifa, Bled Youssef, Bou Malek, Aïn Melouk, Chateaudun, Zéraïa, Aïn Tinn; Aïn M'Lila au Sud. Mais là encore, la colonisation privée s'était déjà solidement implantée, et de tous les villages établis par l'Administration, quelques-uns seulement ont vraiment prospéré. Le plus important aujourd'hui, celui dont l'avenir comporte le plus de promesses, est Chateaudun.

*
**

Tandis que la colonisation officielle en était encore à l'expectative, l'activité commerciale de Constantine s'affirmait comme l'une des plus vivantes et des plus originales de l'Algérie. La densité de la population indigène, les richesses réelles de l'arrière-pays, l'attraction des souks, la persistance des courants commerciaux établis au cours d'une longue histoire, assurent aux transactions une cadence soutenue.

(18) On lit avec intérêt les « Notices concernant les communes du département de Constantine ». Rédigées par M. Alquier, archiviste départemental (extrait du *Recueil officiel des actes de la Préfecture de Constantine*, n° 2, 1927). Voici quelques conclusions de M. Alquier : 1. La population totale a augmenté dans toutes les communes (sauf celle de Rouffach... 3. Dans les chefs-lieux, la population européenne a partout augmenté. Elle est à Constantine huit fois ce qu'elle était primitivement (trois fois pour la population indigène).

« Population européenne par arrondissements : Constantine, plein exercice : 7 communes ont augmenté, 15 ont diminué. Presque tous les centres des environs de Constantine voient leur population européenne diminuer et (sauf à Condé Smendou et à Grarem) sans qu'il y ait augmentation sensible de la population indigène... La plupart des centres de colonisation créés jadis sont destinés à disparaître au profit soit des villes, soit de certains d'entre eux particulièrement bien placés ».

(19) Surtout si l'on met en parallèle la floraison de groupements urbains autour de Bône et de Philippeville au cours des premières années de la conquête. Autour de Bône, fin 1853, on note Penthèvre, Nechmaya, Duzerville, l'Halélick, Bugeaud, El Hadjar, Mondovi, Barral... Les fermes isolées, par contre, étaient rares. Autour de Philippeville, fin 1853 : Valée, Saint-Antoine, Damrémont, Saint-Charles, El Arrouch, Gastonville, Robertville, Jemmapes. Mais la colonisation libre restait stationnaire. On trouvera dans le « Tableau des Etablissements français... ». 1847-1850, 1850-1852, 1852-1854, 1855, 1856, 1864, au chapitre « Colonisation », des rapports fort documentés sur la mise en valeur de la banlieue constantinoise. Les efforts de l'initiative privée s'imposent à l'attention. Les documents officiels, en citant les noms des premiers colons, souches de vieilles familles locales, ont rendu un hommage anticipé à leur énergie.

Le tableau comparatif suivant retient l'attention.

ANNÉE 1845

Apports sur les marchés

	Blé	Orge	Moutons	Beufs	Laines	TISSUS de laine	PEAUX de Boeufs	NOMBRE d'Arabes venus sur le marché
	hectol.	hectol.	têtes	têtes	kgs	kgs		
Constantine.	40.039	31.193	87.909	24.284	498.911	190.577	22.087	495.899
Bône	92.754	26.029	27.693	12.181	138.000	37.700	9.062	76.575
Alger	4.698	3.996	54.900	22.072	450	»	»	76.040
Oran	9.536	20.207	20.215	26.657	17.344	2.334	752	70.537
Sétif	2.036	4.922	20.939	7.860	12.940	14.603	4.487	118.590

Ce qui frappe le plus l'esprit, c'est assurément le grand nombre d'indigènes qui fréquentent le marché de Constantine.

En 1855, on évalue à près de 16.000.000 la valeur des apports effectués par les indigènes. Comme par le passé, Constantine draine dans ses magasins les produits les plus divers de la région. Les vendeurs sont exclusivement indigènes, les acheteurs surtout européens. Les chiffres qui figurent à la statistique suivante

ne disent pas toute l'importance du commerce de Constantine à l'époque, car l'Administration militaire achète directement dans les tribus, sans passer par l'intermédiaire du marché, de fortes quantités de grains. Les négociants vont aussi acheter à Tébessa beaucoup de laines qui, par le fait, échappent au contrôle du mouvement du marché. Les sommes que les Arabes retirent de leurs apports rentrent en grande partie dans la caisse des boutiquiers indigènes ou des négociants européens en se transformant en étoffes, objets de sellerie, denrées coloniales, bijoux, etc. Ces échanges, qui ne peuvent que se développer successivement avec l'élargissement de l'assimilation douanière entre la France et l'Algérie et l'abaissement des droits imposés à l'entrée des marchandises par la frontière de terre, assignent à Constantine un rôle de premier ordre dans les destinées commerciales du pays... » (*Etablissements français, 1855*).

CONSTANTINE. — MOUVEMENT DU MARCHÉ
AU COURS DE L'ANNÉE 1855
D'APRÈS LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS

Denrées principales

	Valeur frs.
4.938 charges de dattes.....	197.520
6.742 » fruits divers.....	134.840
6.551 outres de beurre.....	196.530
2.655 charges de sel.....	15.930
122.560 peaux	256.562
30 outres de miel.....	35.940
12 tapis	900
11.684 quintaux de laines.....	1.402.080
22.325 charges de plâtre	11.163
40.671 » de bois	183.020
19.596 » de paille	58.788
25.665 » de charbon	256.650
413 kilogs de savon noir.....	1.000
73 charges de bois de construct..	730
2.511 » de tan	50.220
739 » de tabac	92.375
417.720 hectolitres de céréales.....	7.000.000
40.000 poules	32.000
400.000 œufs	12.000
417.225 litres d'huile.....	542.395
3.847 chevaux	1.538.800
6.407 mulets	1.601.750
8.044 bœufs et taurillons.....	804.400
1.935 vaches	145.125
1.086 veaux	32.580
64.229 moutons et brebis.....	963.435
1.259 boucs et chèvres.....	2.570
1.514 agneaux et chevreaux.....	18.583
4.645 ânes	139.350
TOTAL EN FRANCS.....	15.727.236

Dès l'année 1845, de sérieuses maisons s'étaient établies à Constantine, qui purent fournir à une caravane de Souafa, venue dans le cours de l'automne, plus de 20.000 francs de tissus français. Un an plus tard — la date est soigneusement notée par E. Mercier — le 10 décembre 1846, un négociant français, M. Garcin, prenait la route du Sud avec un im-

portant convoi de marchandises qu'il vendit à Touggourt (20).

La ville de Constantine devait bénéficier, par décret des 23 juin et 1^{er} juillet 1854, de l'ordonnance de 1847. Elle était enfin dotée d'organes municipaux. « Constantine, chef-lieu de la Province, dit le rapport du maréchal Vaillant, est, par sa population, la seconde ville de l'Algérie. Son chiffre dépasse 31.000 âmes... Quant à ses revenus assurés, ils dépassent 300.000 francs dont plus des deux tiers sont produits par les droits de mesurage des céréales et sont susceptibles d'augmentation... »

Quelques années plus tard, lorsque l'on constate les progrès accomplis depuis 1849, on ne peut retenir un sentiment de réprobation contre ceux qui avaient voulu, dans l'étroitesse de leur esprit, fermer Constantine à l'action civilisatrice de la France (21). Largement ouverte à cette action bienfaisante, dotée d'organes économiques vigoureux, une banque, la Banque de l'Algérie (décret du 3 décembre 1856) et d'une Chambre de Commerce (décret du 22 mars 1856), la commune de Constantine s'engageait avec ardeur vers de nouvelles destinées.

(20) L'oasis de Touggourt ne fut conquise qu'en décembre 1854. En même temps, le Souf se soumettait. Voir MERCIER, p. 515.

(21) MERCIER, *op. cit.*, p. 551.

CHAPITRE IV

L'Evolution vers la Fonction commerciale

ON ASSISTE A UNE TRANSFORMATION PROFONDE DES CONDITIONS PRIMITIVES DE L'ÉCONOMIE LOCALE. — DÉCLIN PROGRESSIF DE L'INDUSTRIE INDIGÈNE. — LE PRODUIT MANUFACTURÉ MÉ-PROPOLITAIN L'EMPORTE A PEU PRÈS DANS TOUS LES DOMAINES. — L'INDUSTRIE MEUNIÈRE TOUTEFOIS DOIT ÊTRE MISE A PART. — LA PLACE DE CONSTANTINE DEVIENT ESSENTIELLEMENT COMMERCIALE.

Les industries du cuir

Parmi les principales industries indigènes que la conquête française surprit en pleine activité, il convient de réserver une place spéciale à celles du cuir (1).

La corporation des tanneurs comprenait à elle seule trente-trois établissements et groupait environ cent cinquante individus.

Les cuirs étaient ouverts par les selliers et les cordonniers. Les premiers, au nombre de deux cent dix, travaillaient dans soixante-quinze boutiques. Les seconds, au nombre de quatre cent quatre-vingts, occupaient plus de cent soixante boutiques (2).

Les tanneries étaient abondamment alimentées par les produits de toute la région, très favorable à l'élevage des ovins et des caprins.

(1) M. Marcel DELRIEU a consacré une thèse intéressante à l'*Industrie du cuir à Constantine* (Alger, 1924). On y trouvera des renseignements très précis sur les modes de fabrication des divers articles indigènes, et sur ces articles eux-mêmes. Nous avons cru devoir insister, pour notre part, sur l'histoire.

(2) *Etablissements français*, 1840.

Malheureusement, cette industrie, florissante au moment de notre arrivée, et qui détenait en quelque sorte le monopole de la fabrication des chaussures indigènes pour la province entière, se mit à péricliter dès la seconde moitié du XIX^e siècle, par suite, surtout, de l'insuffisance de son organisation (3). Mal outillée, purement empirique, trop divisée et se subdivisant sans cesse en entreprises médiocres, sans moyens techniques et financiers suffisants, elle ne put soutenir la concurrence d'Alger, de Tlemcen et de Tunis, ni celle, bien plus efficace, de la Métropole.

Certaines fraudes, auxquelles elle s'abandonna, précipitèrent sa décadence, à un point tel que l'Administration française dut intervenir.

Les considérants d'un arrêté pris le 12 mai 1894 par M. Casanova, maire de Constantine, dépeignent fidèlement la situation :

Depuis quelques années, disent-ils, l'importante industrie des cuirs ouvrés et des peaux, autrefois prospère à Constantine, a périclité; certaines fraudes pratiquées dans la qualité des matières premières, jointes à une défectuosité de la fabrication, ont jeté le discrédit notamment sur le commerce des chaussures arabes; les membres de la corporation des cordonniers et des tanneurs, justement soucieux de leurs intérêts, se sont entendus pour moraliser les transactions et rendre à cette principale branche de l'industrie locale son ancienne réputation... Il y a lieu de favoriser ce mouvement en réglementant, selon les usages indigènes, le colportage et la vente sur place de ces marchandises, en limitant le nombre aujourd'hui excessif des intermédiaires (4) entre le fabricant et le consommateur.

(3) « Les tanneurs ont une organisation spéciale. L'ouvrier travaille en compte à demi avec le patron. Il aspire à devenir patron lui-même au plus tôt. Aucun enseignement technique en dehors de l'établissement. Aucun encouragement officiel; aucune statistique et l'expérience prouve qu'il est difficile de tirer des renseignements précis des industriels indigènes... Le lien corporatif est très relâché; et cependant toute corporation qui ne possède pas d'amin est destinée à péricliter ». *Comptes rendus des travaux de la Chambre de Commerce de Constantine*, 1916, t. IX de la collection. — Voir également, pour tous les développements concernant les cuirs, les t. VI (année 1906), p. 133 et suiv.; VIII (année 1912), p. 65 et suiv. — Dans *L'Histoire des travaux*, rédigé à l'occasion du Centenaire, p. 112 et suiv. (année 1903).

(4) Ces intermédiaires « encanteurs » offraient, dans les rues de la ville, les chaussures fabriquées par les artisans habitant les fondouks du quartier indigène et n'ayant pas de rapports directs avec la clientèle. — V. DELRIEU, *op. cit.*, p. 62. On en rencontre peu, aujourd'hui, dans les rues de Constantine. Ils sont nombreux à Alger.

On institua alors un groupe spécial de « dellals » (5), pouvant inspirer toute confiance, placés sous la direction d'un amin désigné par l'Administration municipale sur la proposition des intéressés.

Ces dellals, au nombre de seize, avaient seuls le soin de vendre aux enchères publiques, au détail ou en gros, les cuirs, tous produits fabriqués de l'industrie locale.

La mesure était énergique; elle supprimait radicalement des intermédiaires parasites, et les dellals eux-mêmes, tels des courtiers assermentés, se voyaient refuser le droit de pratiquer aucun commerce ayant un rapport quelconque avec les fonctions qu'on leur attribuait.

Leur rôle devait se borner — et il restait bien périlleux — à présenter la marchandise aux négociants intéressés dont ils auraient reçu les enchères. L'adjudication, de son côté, ne pouvait avoir lieu qu'à certaines heures de la journée, en des endroits déterminés. Le tenue d'un registre spécial, confié à l'amin seul, devait permettre, en principe, de suivre la marchandise depuis le dépôt au magasin du dellal jusqu'à la vente, à travers les diverses transactions dont elle pouvait être l'objet.

Réglementation bien fragile, trop conçue à la française ! Elle exigeait beaucoup trop de soins et de scrupuleuse attention de la part de ces nouveaux appelés aux règles rigides de l'Administration. Surtout, elle dépassait, de loin, les limites de la vertu humaine.

Aussi bien, les diverses stipulations de l'arrêté du 12 mai 1894 furent purement et simplement rapportées après 398 jours d'expériences fort concluantes...

Vu la réclamation qui nous a été adressée par un très grand nombre de cordonniers indigènes, relative aux difficultés auxquelles a donné lieu le fonctionnement des dellals affectés à cette industrie, et à des abus qui se seraient glissés sous le couvert de cette institution (6).

Onze ans après, alors que cette tentative, louable en soi, était à peu près oubliée, la crise prit une nouvelle acuité. Les fabricants de chaussures de femmes, au nombre de cinquante-six, réunis dans une fête qui eut lieu au tombeau de « Sidi Mohamed El Ghorab » (Salah Bey) adressèrent une pétition solennelle à « Messieurs les représentants de l'auto-

(5) Littéralement : revendeurs.

(6) Arrêté du maire de Constantine du 14 mars 1895.

rité ». Ces honnêtes commerçants, après s'être gravement concertés sur les moyens à prendre pour améliorer leur situation, décidèrent qu'il convenait de « faire disparaître les sujets d'irritation, de conflit ou de fraude qui existaient entre eux » ; ils ne se risquèrent pas à préconiser tel programme de réforme, mais ils sollicitèrent, du « Gouvernement de la République » l'autorisation de se constituer en syndicat ou le bénéfice de toute autre mesure... En somme, la requête méritait considération. Mais, cette fois, contrairement aux mesures prises en 1893, dans un cas analogue, il ne fut pas ouvert de chantiers de charité. On transmit la requête, « à toutes fins utiles », à la Chambre de Commerce qui, après avoir rappelé les arrêtés de 1894 et de 1895, désigna une commission d'études.

Sur les conseils de cette compagnie, fut pris l'arrêté du 12 septembre 1908, aux termes duquel étaient interdits, dans les rues et lieux publics de Constantine, le colportage et la mise en vente des chaussures, des cuirs et peaux, ouvrés ou non ouvrés. Ce texte ne reconnaissait qu'un seul marché aux cuirs : celui de la rue Rouaud.

Ces prescriptions contrariaient manifestement les errements établis. Le 3 septembre 1909, un nouvel arrêté devait apporter « certains tempéraments » aux décisions municipales. Les chaussures, cuirs et peaux ouvrés et non ouvrés apportés sur le marché de la rue Rouaud devaient y rester exposés vingt-quatre heures. Mais, à l'expiration de ce délai, les marchandises devenaient « libres » et pouvaient être mises aux enchères publiques dans les quartiers de la ville, par l'intermédiaire de dellals choisis par le syndicat des cordonniers et agréés par le maire.

Peu à peu le silence se fit. Les essais de syndicat de 1894 et de 1908 sont donc restés infructueux.

En 1912, ne végétaient plus à Constantine qu'une demi-douzaine de tanneries, sur les cinquante à soixante entreprises qui y prospéraient jadis. Un moment, au cours de la guerre, on se reprit à espérer la renaissance des industries du cuir locales, le marché allemand, sur lequel était dirigée la plus grosse partie des peaux de la province, se trouvant fermé.

Les espérances que la guerre put faire naître ne se sont pas réalisées, quant à Constantine du moins.. (7).

(7) Chambre de Commerce. 1916. Ceci laisse entendre que la crise avait également sévi ailleurs. En 1916, le nombre total des ouvriers travaillant le cuir à Constantine (tanneurs, selliers, cordonniers,

M. Delrieu note qu'en 1920, l'amin des patrons s'est efforcé de rapprocher sur le terrain économique les chefs d'entreprises et, de plus, de provoquer une certaine solidarité en vue de prêts aux membres besogneux. C'était, en quelque sorte, un syndicat de production. L'entente n'a pu se faire : « Crainte de l'inconnu, confiance dans leurs facultés personnelles et leur chance, résistance à tout ce qui est changement ont enrayé cette initiative qui, par le groupement et l'entr'aide de ces petites énergies, aurait pu avoir des conséquences heureuses ».

La cordonnerie indigène ne se relèvera pas du discrédit auquel elle s'est condamnée elle-même par ses malfaçons et ses fraudes grossières. Seuls, certains artisans, pratiquant le métier de père en fils, ont conservé quelque renom. Mais, depuis ces dernières années, ils ont tendance à rompre définitivement avec les traditions familiales pour exploiter des branches plus lucratives. D'une façon générale, la corporation résiste mal à la concurrence des « objets arabes » de Paris.

Quant à la sellerie, réputée jadis entre toutes les industries du cuir constantinoises, elle a à peu près disparu (8), en même temps que le luxe déployé autrefois par les fils de grande tente.

Dans ses *Notes sur l'industrie en Algérie*, M. Simon Labouée, directeur de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord, signalait, en 1917, pour le département de Constantine, une quinzaine de tanneries indigènes. Les affaires les plus importantes qui prospèrent dans la colonie sont des entreprises françaises établies à Alger.

Industries textiles

On ne doit retenir que le tissage de la laine, industrie qui donnait lieu, jadis, à une fabrication familiale active de burnous et de haïks, tant à Constantine que dans le Sud et dans les principales tribus des Hauts-Plateaux. D'après les *Annales de la Colonisation algérienne*, le commerce français se plaignait, avant la conquête, qu'une grande partie des laines indigènes fût détournée sur Tunis ou le Maroc, ou absorbée

bourrelliers, etc.) était d'environ 3.000. Le salaire journalier variait de 1 fr. 50 à 2 francs. En 1903, le nombre des ouvriers en cuirs était, d'après la Chambre de Commerce, de 2.600 (*Historique des travaux*, p. 113). La tannerie elle-même n'accuse pas de progrès. La sellerie est une industrie morte. La cordonnerie elle-même paraît stationnaire. Les chiffres donnés par la Chambre de Commerce seraient à vérifier de très près.

(8) Le souk des selliers n'est plus qu'un souvenir.

par l'immense fabrication d'une tribu kabyle située, disait-on, entre Alger et Constantine. Ceci s'appliquait aux Beni Abbès, qui se livrent encore à la même industrie (9).

Les principaux ateliers se trouvaient dans les territoires de Sétif, Batna, Tébessa (tapis, burnous et haïks); le Sud constantinois surtout (et notamment le Souf) se distinguait par une production abondante et soignée de tissus de laine et soie (haoulis). Le Souf avait la spécialité de burnous fort recherchés dans le Tell. De cet article, il existe, de nos jours, des stocks assez importants chez les négociants souafa établis à Constantine (place des Chameaux) (10).

Partout, la matière première était abondante (11), la main-d'œuvre exercée à cette industrie nationale dont le produit type est le burnous, vêtement traditionnel de nos indigènes musulmans. Le tissage, confié aux femmes et aux jeunes filles, s'effectuait le plus souvent à domicile. Il ne saurait être question, par conséquent, de statistiques précises (12).

Les industries indigènes du tissage sont rapidement entrées en décadence. Le burnous paraît devoir résister le mieux aux fantaisies de la mode; mais il est concurrencé avec avantage par le burnous de drap confectionné dans les passementeries de la ville. La fabrication des burnous de Tébessa, autrefois très renommée, ne présente guère d'intérêt aujourd'hui.

La hausse constante du cours des laines a provoqué, d'autre part, le déclin, et, dans certaines régions, la disparition à peu près complète de l'industrie familiale du tapis. Des essais de rénovation intéressants ont été tentés à Constantine. Des résultats encourageants ont été obtenus.

(9) T. II, *Notes sur le commerce des laines en Algérie*.

(10) Se reporter à nos développements antérieurs, p. 27 et 44. — V. CARETTE, *op. cit.*, p. 218. « Il est certain que, dans le Sahara, le mérite d'une femme se mesure surtout à son talent pour le tissage de la laine et non pas seulement à ses charmes ».

(11) Dès les premières années de la conquête, la campagne des laines fut particulièrement active dans la région de Tébessa. Voir au *Moniteur Algérien* du 25 juin 1852. En 1876, le Département de Constantine fournit à lui seul 33.700 quintaux de laines à l'exportation algérienne. A l'exposition de Lyon de 1872, les plus belles laines indigènes d'Algérie provenaient des bergeries de M. Bonifay, un Constantinois...

(12) « L'industrie du tissage, essentiellement familiale, très prospère au moment de la conquête, nécessitait pour les haïks seulement et à Constantine, la mise en œuvre de 195 métiers, produisant 40.000 article l'an » (*Etablissements français*, 1838). Ces chiffres nous surprennent par leur précision. — « La fabrication des burnous ne manque pas d'importance si l'on considère que chaque famille en fabrique de 10 à 20 par an ». Chambre de Commerce, 1916.

Considérée d'un point de vue purement spéculatif, la décadence de l'industrie indigène ne constitue qu'un phénomène normalement constaté, toutes les fois qu'un pays à civilisation avancée impose le contact de ses mœurs à une population enlisée dans l'indolence d'habitudes routinières. Après la conquête militaire, cette décadence exprime d'une manière sensible, positive, immédiate, la possession définitive de Constantine par la France.

Malgré la violence de notre assaut, les indigènes reprirent le cours de leurs occupations. De la prière du matin à celle du soir, les souks poursuivirent, dans une atmosphère sereine, leur laborieuse et mercantile agitation. « Le système d'organisation administrative établie dans la ville, en ne froissant aucune des habitudes des indigènes, fit peu à peu renaître la confiance » (13). Appartenant à une population éminemment consciente de ses intérêts, le Constantinois mit à profit l'autorité protectrice de notre drapeau.

L'anémie de l'industrie locale n'est donc pas imputable aux faits de guerre. Elle est la conséquence d'une orientation nouvelle dans l'activité économique de la cité.

Constantine s'est, en effet, spécialisée avec fièvre, de toute la jeune vigueur d'un instinct trop longtemps contenu, dans des opérations commerciales massives qui devaient faire de l'antique Cirta un des entrepôts les plus vivants de l'Algérie française et, surtout, le « port » du Sahara Oriental. Dans les entreprises manufacturières locales, l'élimination des plus faibles s'est opérée. Seules ont puissamment résisté, mais en s'organisant à l'européenne et sous la direction des Européens certaines industries favorisées par la nature ou par des circonstances particulières. Tel est le cas de l'industrie meunière et des manufactures de tabacs. Mais encore, existe-t-il un point de comparaison quelconque entre nos puissantes usines modernes et ces moulins d'un âge à jamais révolu, et cependant si près de nous, qu'actionnait cahin-caha le pas lent d'un âne ou la marche éreintée d'un esclave !

Dans le domaine économique, la loi du progrès est inéluctable. Le principe de la sélection se manifeste avec une brutale autorité. En face de la Métropole en plein épanouissement industriel, la Colonie, débouché largement ouvert à l'initiative d'outre-mer, marché aux promesses multiples

(13) *Etablissements français*, 1840.

mais inapte à la concurrence, jette dans la balance économique les seuls produits de son agriculture. Ce n'est, à l'origine, que le « stade agricole mercantile ». Longtemps après seulement, lorsque se trouvent constitués les indispensables capitaux, la Colonie s'ouvre au stade industriel (14).

Cette spécialisation des fonctions, en ce qui concerne Constantine, s'est encore accentuée sous l'influence directe de l'élément ethnique. On ne saurait passer sous silence les étonnantes facultés du groupe israélite local. D'un esprit fertile, apte à saisir les besoins les plus subtils du pays, faisant marché de tout et de rien, intelligent, pratique, économe, laborieux, patient au point d'orienter et de modifier les goûts d'une clientèle difficile dont une longue expérience lui révéla l'âme puérile et têtue, l'Israélite a présidé aux destinées de la Constantine française. Tout ce que cette ville a conservé d'original au point de vue mercantile, c'est à lui qu'elle le doit. Sans doute, les services rendus à la cause de la civilisation ne vont pas sans critiques. Le moins qu'on puisse dire n'est pas que la grande masse ignore son rôle bienfaisant dans l'œuvre d'adaptation (ce sentiment, il faut bien en convenir, appartient plus au domaine supérieur de l'idéal qu'à celui des affaires), mais, dans les progrès ininterrompus de sa situation matérielle, morale et sociale, de s'être trop souvent égaré dans les sentiers périlleux de l'usure. Cette observation, toutefois, ne va pas sans correctifs. On ne

(14) Chambre de Commerce, année 1903 : *Essais d'industries nouvelles*. « On a quelquefois reproché aux industriels et commerçants du Département de Constantine de manquer un peu d'initiative et même de montrer une certaine indifférence pour la création d'industries nouvelles destinées à utiliser les produits naturels du pays... Dans notre contrée, l'initiative n'a pas fait défaut autant qu'on pourrait le croire; mais elle s'est exercée dans des conditions défavorables; elle s'est heurtée à des obstacles en quelque sorte inhérents à la situation du pays et on a peut-être trop vite cédé au découragement, comme on a pu le voir dans les essais entrepris pour la sériciculture, pour le travail de la laine, pour les tanneries... »

La tannerie française, notamment, n'a guère réussi à Constantine. Vers 1890, une importante affaire avait été créée sur la place, pour la préparation des peaux. Après des débuts prometteurs, cette affaire dut cesser ses opérations, faute de capitaux. Elle se heurta, de plus, à la cherté du loyer de l'argent, à la nécessité de faire appel, à grands frais, à des ouvriers européens spécialisés, à la cherté de l'outillage. En définitive, il était plus avantageux d'exporter les cuirs verts et les peaux séchées. Quant à la sériciculture, elle fut particulièrement encouragée par la Chambre de Commerce (*Compte rendu*, t. I, p. 24, 3^e fasc., p. 14. *Historique*, p. 6, 114 et suiv.). Après des débuts heureux, il y eut des mécomptes dans le placement des cocons; la gâtine et la muscatine désolèrent les magnaneries. La filature créée par la Chambre de Commerce dut être arrêtée. On abandonna bientôt définitivement la sériciculture.

saurait l'ériger en système. Outre qu'elle serait viciée d'une évidente partialité, les risques commerciaux, l'amoralité des affaires, et les traditions séculaires du pays, permettent de comprendre certaines pratiques. L'usure, qu'un sentiment bien naturel de réprobation condamne, ne procède pas seulement d'un appétit féroce. Bien souvent, elle reste l'expression des craintes qu'inspirent les habitudes d'une clientèle toute spéciale. L'organisation du crédit n'est, du reste, que le produit des conditions économiques générales et les vices qui l'affectaient jadis ne font qu'éclairer, d'une lumière crue et inélégante, la précarité même des transactions. Au surplus, en plein *xx^e* siècle, il est de règle élémentaire, en ce pays, de conduire ses affaires avec la plus habile prudence et, trop souvent, de s'entourer des plus sévères garanties.

*
* *

Aux causes d'ordre général qui ont agi sur la décadence de l'industrie indigène, s'ajoutent des considérations plus objectives. Quelques-unes sont nettement caractéristiques. Elles concernent les industries du cuir.

Cette branche de l'activité indigène a été profondément affectée dans sa prospérité par la hausse sur les peaux brutes, provoquée elle-même par la demande croissante de l'Europe. En 1883, les peaux de chèvre valaient 150 francs le quintal; en 1906, le prix du quintal passe à 220 francs et cinq ans après à 250 francs; la demande ne cesse de se faire plus pressante; alors que le cheptel, de son côté, est en voie de diminution. Les exportations suivent une progression parallèle aux prix et de 125 tonnes de peaux brutes exportées en 1883 les expéditions sur la Métropole, effectuées par le port de Philippeville, s'élèvent, en 1910, à 770 tonnes.

Une autre cause vient précipiter le déclin de la mégisserie et de la corroierie indigènes. Elle appartient aux méthodes administratives françaises : la mise en adjudication, par lots trop considérables pour être achetés par le petit patron, des écorces à tan. L'artisan ne pouvant soumissionner achète le tannin d'Algérie de 30 à 45 francs le quintal, alors qu'il le payait, autrefois, dix francs tout au plus.

Dans le domaine de l'industrie textile, la transformation radicale du marché tient à l'initiative d'un seul homme.

Vers 1844, David Schraeder, persuadé que l'industrie indigène ne pourrait lutter contre la fabrication mécanique, réunit tous les échantillons qu'il put trouver et les soumit à quelques industriels de la Seine-Inférieure. Le Chef de l'Etat appuya les démar-

ches de M. Schraeder qui fit une première commande de 5.000.000 de francs. Elle trouva placement immédiat. Vingt-cinq ans plus tard, c'était vingt usines qui se faisaient concurrence pour fournir aux consommateurs indigènes les calicots, madapolams, rouenneries, etc..., et les affaires conclues se chiffraient par 500.000.000 de francs (15).

Pour l'industrie des tissus indigènes, l'Administration essaya en 1848 de venir en aide aux producteurs. Le Conseil d'administration du régiment des spahis de Constantine passa des marchés avec des négociants arabes du Sud pour l'achat de burnous blancs. Le même corps avait également encouragé les selliers en leur commandant 500 chemises de selles toutes fabriquées avec des peaux indigènes (16).

Etouffée par un mouvement d'importation qui n'a cessé de s'accroître, l'industrie indigène ne reviendra pas à son ancienne prospérité. Nos sujets musulmans ont pris grand goût aux tissus de coton. Les étoffes imprimées à bon marché ont remplacé dans l'usage courant les produits de l'industrie familiale. Rouen, Roubaix, Tourcoing, Sedan expédient même des draps destinés à la confection des burnous, voire encore des burnous que l'Arabe paie moitié moins cher que les articles d'origine locale (17).

Quelques pièces de vêtement toutefois, d'un caractère particulier, et qui nécessitent une grande habileté, ont donné lieu, naguère, à d'intéressants profits. Au début de ce siècle,

tel négociant israélite employait des centaines de femmes ou jeunes filles indigènes à la confection d'écharpes ou burnous de mousseline de soie lamés d'or et d'argent (18).

Cet article de luxe eut son heure de vogue en France. Mais la mode l'a délaissé. Il s'écoule encore en Asie Mineure, sans que l'on puisse retenir cette exportation dans le mouvement général du commerce extérieur.

(15) Chambre de Commerce, 1916.

(16) *Etablissements français*, 1846-1849, p. 731.

(17) Voir dans notre étude des tissus, la passementerie. D'autre part, la Chambre de Commerce signalait en 1903 qu'après avoir sollicité l'activité et l'esprit d'entreprise des négociants et colons, l'industrie des laines s'était heurtée de bonne heure « aux conditions défectueuses ou insuffisantes d'outillage, au prix de la main-d'œuvre, aux exigences des fabriques françaises pour le choix, la qualité des laines et leur triage ». Il est impossible de concurrencer l'industrie du Nord de la France... » maisons colossales, qui ont tout centralisé, capitaux, main-d'œuvre, approvisionnements, débouchés, maisons où s'opèrent à la fois le lavage, le triage, le peignage, le filage, le tissage.

(18) Chambre de Commerce, 1916.

Il n'en est pas moins intéressant de noter qu'en 1906, les broderies en fil de métal, dites broderies de Constantine, ont été très demandées par les grands magasins de Paris. Et le nombre des écharpes expédiées, bien qu'elles fussent d'un travail assez grossier, a dépassé 60.000. A noter toutefois, également, que les gazes et autres matières premières provenaient des fabriques de Lyon, déjà ouvrées, et que le travail des 1.200 femmes que, dit-on, employait cette industrie, se réduisait à peu de chose au point de vue local.

La passementerie mise à part, les industries textiles sont sans importance, à l'heure actuelle, sur la place de Constantine (19).

Autre exemple d'industrie indigène en pleine voie de disparition, celle des matériaux de construction. Les temps sont révolus où les beys faisaient bâtir leurs palais avec la chaux, les briques et le plâtre fabriqués autour de leur capitale. Désormais, l'entreprise du bâtiment s'adressera à l'industriel européen, dans la Métropole ou en Algérie.

Bientôt, le consommateur indigène n'hésite plus à faire appel à l'étranger, même pour certains objets qui portent la marque de son génie national et de ses aspirations intimes. On l'a vu pour les vêtements. Le phénomène intéresse au même titre la bijouterie et l'ameublement. Au point de vue bijouterie et orfèvrerie, « tous les modèles orientaux, dignes d'être reproduit, l'ont été par l'industrie européenne... L'imitation est parfaite; le bijoutier indigène en arrive à devenir simplement un dépositaire de produits étrangers ». Le musulman, naguère avide de bijoux, place volontiers ses capitaux dans l'achat de machines agricoles, automobiles, meubles français, auxquels il ne cesse de prendre un goût de plus en plus vif, ce qui ouvre un large débouché aux maisons du genre qui se créent de plus en plus nombreuses dans toutes les villes importantes d'Algérie. L'indigène utilise également ses capitaux en prêts hypothécaires. Il « fait la banque » lui-même. Autrefois, il considérait l'achat de bijoux comme un placement de tout repos; actuellement, il préfère se constituer de vastes domaines fonciers.

(19) Chambre de Commerce, 1916. « Il y a peu de choses à tenter pour les tissus de laine. La hausse actuelle du coton a amené la mise en activité d'un certain nombre de métiers abandonnés. Mais ce mouvement ne paraît guère devoir durer... » La Chambre de Commerce s'est entièrement ralliée aux intéressantes conclusions de MM. BEL et RICARD, dans leur ouvrage. *Le travail de la laine à Tlemcen* (Alger, 1913, p. 265 et suiv.). V. notre étude de la passementerie.

Cependant, la bijouterie indigène, que d'aucuns considéraient en 1912 en pleine voie de disparition (20), résiste avec succès. Elle doit son heureuse survivance aux efforts et aux qualités d'adaptation de ses artisans. Déjà, au moment de la conquête, les Israélites

courtiers habituels de toutes les affaires d'argent, intermédiaires de presque toutes les transactions, travaillaient à peu près seuls les métaux précieux (21).

Leur antique réputation était assise sur une compétence indiscutable (22), laquelle, d'ailleurs, ne conférait aucun titre de considération publique, le Musulman jugeant assez peu orthodoxes toutes les pratiques en faveur dans la corporation et les taxant volontiers d'usuraires. Cette branche de l'industrie possède, il est vrai, des caractères spéciaux et sa survivance prospère, qu'elle doit en grande partie aux moyens financiers de firmes bien organisées et, de plus, aux circonstances économiques nées de la guerre, ne saurait contredire la loi générale d'évolution (23).

Si l'on passait en revue les diverses branches de l'industrie locale, partout l'on constaterait une décadence certaine. Simultanément, ont été atteintes les industries du fer et du bois, celles de la savonnerie, de la poterie (24). La rue Vieux, la « grande artère » industrielle de l'ancienne Constantine, conserve sans doute une physionomie savoureusement archaïque, mais de leur labeur écrasant les quelques petits chaudronniers indigènes ne tirent qu'un maigre profit (25).

Du côté commercial proprement dit,

le point important à noter, c'est que les Européens se substituent vile aux indigènes dans certaines branches du négoce, grâce

(20) Victor MARTIN, Chambre de Commerce, 1912.

(21) *Etablissements français*, 1838.

(22) Réputation générale en Afrique du Nord. Le bijou de Constantine se distingue par sa finesse, la délicatesse de la ciselure. On confia, dans diverses villes, après leur occupation, le poste d'essayeur de matières d'or et d'argent (Amin El Sekka) à des indigènes israélites, notamment à Mostaganem (ar. 17 mars 1853), à Tiaret (ar. 6 juillet 1853)...

(23) En 1840, d'après les *Etablissements français*, Constantine possédait 17 orfèvres, tous israélites; aujourd'hui, leur nombre est supérieur à trente. A signaler trois firmes importantes, pratiquant aussi bien le commerce des métaux précieux que leur transformation.

(24) Chambre de Commerce, 1912.

(25) S'ils modifiaient leur méthode, et en s'organisant commercialement, ces artisans pourraient étendre leurs affaires. l'intérieur de la province constituant un vaste débouché à leur industrie.

à leur activité plus grande. Les produits exportés sont amenés à la condition marchande par les commerçants européens. Ainsi les blés durs d'Afrique n'ont été admis sur les marchés d'Europe que lorsque leur mérite réel a été prouvé par les colons. Ainsi, les huiles ne furent recherchées que si elles étaient de fabrication française (26).

Le commerce métropolitain a toujours protesté contre la mauvaise foi du négociant indigène.

En parcourant les archives de l'ancienne Compagnie d'Afrique on se croit souvent transporté à l'époque actuelle. Mêmes ruses, mêmes fraudes de la part des vendeurs, mêmes doléances de la part des acheteurs. Alors, comme aujourd'hui, les Arabes mouillaient les toisons et les chargeaient de substances étrangères, en faisant, avant de les tondre, courir leurs moutons dans des terrains sablonneux afin d'augmenter le poids de la laine par la combinaison de la sueur et de la poussière (27).

On a eu longtemps à déplorer également le degré d'impuretés contenues dans les orges et les blés indigènes. Dans ces conditions, on conçoit aisément que « les laines et les grains n'aient été exportés avec bénéfices qu'après avoir passé par les mains des Européens » (28).

Le commerce des bestiaux (ovins) est cependant pratiqué avec succès par de gros négociants indigènes, spécialisés dans ce genre d'affaires et qui joignent, à une pratique très sûre de l'élevage, un sens aigu des possibilités et de l'état du marché marseillais, principal port d'importation du cheptel algérien.

Mais ce n'est là qu'une exception. D'une manière absolue, on doit constater que le commerce d'exportation est entre les mains des Européens. Ces derniers, bien entendu, se sont fait de l'indigène un auxiliaire précieux. Chaque maison possède de nombreux agents arabes qui parcourent, au moment de la campagne, les centres de production. La mar-

(26) Les huiles vendues au consommateur indigène par des marchands Kabyles groupés dans un angle de l'actuelle « Halle aux grains » sont fabriquées par les producteurs de la région d'El Milia et de Djidjelli. Elles sont lourdes, verdâtres, d'un aspect répugnant. Elles sont utilisées surtout par les fabricants de beignets. Les mêmes observations s'appliquent au miel kabyle. Ces produits n'en sont pas moins très appréciés du consommateur. On leur prête d'étonnantes vertus curatives, dépuratives, lubrifiantes...

(27) *Annales de la Colonisation Algérienne*. « Notes sur le commerce des laines en Algérie.

(28) Chambre de Commerce, 1912.

chandise est toujours soigneusement agréée par le négociant européen.

Dans le commerce d'importation, l'indigène ne joue qu'un rôle insignifiant dans la généralité des cas. C'est l'agent par excellence du commerce de détail, notamment pour les tissus (mozabites) et l'épicerie (djerbiens). Les importantes commandes de denrées dites coloniales (sucres et arachides notamment), passées par quelques maisons anciennes, sont réalisées par les firmes métropolitaines, généralement sous forme de chèques documentaires.

*
**

CONCLUSION

Des esprits distingués, touchés dans leur sensibilité par la disparition progressive des produits du crû du pays, se sont efforcés de remédier aux vices profonds de l'industrie locale. L'essentiel paraissait être de discipliner l'artisan, habile aux menus travaux, mais ignorant les bienfaits de la division du travail, la prévoyance, l'association intelligente et raisonnée, l'indispensable évolution des méthodes techniques et, enfin, l'organisation commerciale. En toute logique, l'enseignement professionnel s'imposait (29). Logique trop rigoureuse cependant, inconsciente de la complexité du problème. N'était-ce pas contredire nos efforts d'assimilation que de tenter la rénovation de certaines industries « tarées par la marque indélébile de l'Islam » ? L'industrie indigène pouvait-elle seulement espérer s'approprier les principes de la technique européenne, se réorganiser sur des bases neuves, scientifiques ? Organisme débile, ne vivant que de la vie primitive d'une cité engourdie par des siècles de paralysie sociale, l'industrie indigène ne pouvait supporter une thérapeutique aussi radicale. L'immixtion des Européens dans certaines branches a provoqué un tel bouleversement que toute comparaison avec les entreprises d'avant la conquête paraîtrait aussi incompréhensible qu'inattendue.

En 1848, l'Administration avait préconisé la fondation d'écoles d'arts et métiers, « pour enseigner aux ouvriers indi-

(29) Voir Chambre de Commerce, 1912. Notes de M. Victor MARTIN sur les industries locales et ses conclusions. — Voir également *Histoire de travaux*, 1903, p. 113.

gènes des procédés de travail et un mode de fabrication en harmonie avec les progrès que la Société arabe accomplirait d'autre part » (30). L'autorité militaire recherchait, de son côté, les moyens d'admettre des ouvriers musulmans dans les ateliers des différents corps de l'armée, génie, trains des parcs et trains des équipages notamment. Mais, consciente de la réalité, l'Administration ne craignait pas d'écrire :

Quelles que soient nos dispositions bienveillantes en faveur de l'industrie indigène, nous ne pouvons provoquer des résultats importants avec autant de facilité que nous l'avons fait pour l'agriculture. (Resterait d'ailleurs à déterminer les réels progrès accomplis par le fellah de l'époque). Le travail exige (dans le domaine industriel) l'emploi de capitaux plus considérables, une certaine somme de connaissances acquises que les Arabes ne possèdent pas. La part d'initiative des intérêts privés doit être beaucoup plus grande. Eux seuls peuvent déterminer entre les Européens et les indigènes des associations où chaque peuple apportera ses ressources et ses aptitudes spéciales. Ce sera, évidemment, un des fruits les plus tardifs de la conquête (31).

Fruit tardif, en effet, que nous n'avons pas encore cueilli. Peut-on retenir en faveur d'une reviviscence générale de l'art indigène les améliorations qu'une collaboration intelligente et particulièrement bienveillante a portées à la fabrication des tapis ? L'artisanat indigène organisé et discipliné, comporte-t-il les germes d'une Renaissance Nord-Africaine où s'affirmeraient, par le geste de génies révélateurs, les aspirations de la race ? A Constantine, les productions de l'école Sidi Djellis sont correctes; et c'est là, pour le présent, un résultat appréciable.

Nous n'irons pas jusqu'à dire que,

tout en tenant compte de cette sensibilité spéciale, de ces aspirations propres à chaque peuple et qui constituent ce qu'il y a de plus profond dans son esprit et de plus indestructible dans son caractère, l'on doive condamner comme indésirables des projets de transformation constituant un « simple retour en arrière » (32).

Qu'il s'agisse d'art proprement dit ou d'industrie, tout effort en vue d'aboutir à la production d'une richesse nouvelle est louable en soi; il n'est nullement question de re-

(30) (31) *Etablissements français*, 1846-1849, p. 732.

(32) Victor MARTIN, Chambre de Commerce, *loc. cit.*

tourner en arrière, mais quelque violent que soit notre désir de créer, il n'est pas dans notre pouvoir de faire naître des artistes des profondeurs de la masse populaire, comme nous avons fait surgir des usines des profondeurs du sol (33). L'art ne mesure pas la cadence d'un peuple en progrès. La race indigène marche de l'avant, certes. Et, cependant, son esprit, peut-être parce qu'il se tourne vers des horizons nouveaux, reste figé dans des expressions immuables et d'une décevante uniformité.

Au point de vue industriel, peut-on envisager la résurrection de l'industrie indigène ? Non seulement certaines branches sont mortes parce qu'il ne pouvait en être autrement, mais encore certaines autres sont destinées à disparaître, à mesure que les besoins de la masse s'identifieront avec les nôtres. C'est le sort qui guette l'industrie du vêtement, celle de la poterie et de l'ameublement. L'évolution est caractéristique dans les grandes villes. Lente encore, elle se précipitera. C'est le point le plus sensible, la manifestation peut-être toute superficielle, de l'assimilation.

L'enseignement professionnel, tel qu'il est conçu, ne saurait guère bénéficier aux industries indigènes. Il procède du reste essentiellement de la volonté de mettre un terme à la crise de la main-d'œuvre qui affecte, à Constantine comme ailleurs, les milieux industriels. L'Ecole d'Apprentissage de Constantine compte de nombreux élèves musulmans. Quelques ouvriers indigènes fréquentent avec assiduité les cours complémentaires dits cours du soir. Mais en inculquant aux uns et aux autres des principes entièrement nouveaux, on les transforme en ouvriers européens. Le phénomène est inévitable et faut-il en déplorer les effets ? Les jeunes ouvriers en métaux et en bois, spécialistes pour la plupart, trouvent un salaire plus abondant dans les usines françaises ou dans les ateliers d'ébénisterie locaux que dans les médiocres entreprises arabes ou kabyles. Leur amour de la mécanique est à signaler. Les indigènes, en général, sont férus d'automobilisme. Bien qu'elle soit encore brutale et primitive, une main-d'œuvre docile se prépare pour l'avenir. Du côté professionnel, par conséquent, nos sujets musulmans ont fait leur choix.

(33) En fait, les élèves de l'Ecole Sidi Djellis (Constantine), ne sont que des exécutants. Aucun travail d'invention. Aucun travail personnel. On répète sans cesse des motifs d'art purement constantinois. Mais on ne crée rien.

Enfin, quand bien même la production indigène, améliorée et d'une valeur marchande considérablement accrue, serait assurée par la rénovation des industries locales, le problème commercial resterait entier. Or, c'est à lui que revient le dernier mot. Rien ne saurait empêcher l'indigène de prendre un goût de plus en plus vif à la consommation du produit français, sortant des fabriques algériennes ou importé de la Métropole.

TROISIÈME PARTIE

**DÉVELOPPEMENT DU RESSORT ÉCONOMIQUE
DE CONSTANTINE**



CHAPITRE PREMIER

Le Chemin de fer

La voie ferrée a fait de Constantine un centre de rayonnement. Toutefois, Constantine n'est pas restée le centre économique de la province de l'Est. La petite Kabylie avec Bougie, le Bassin de la Seybouse et Bône ont échappé à l'attraction du chef-lieu. De vives divergences d'intérêts ont opposé l'Est et le Centre du Département. Ces luttes locales se sont aggravées du fait de la multiplicité des Compagnies exploitantes. Développement des relations ferroviaires avec le Sud.

« Le chemin de fer est le meilleur instrument, pour ne pas dire l'instrument nécessaire de la prospérité d'une colonie. Et ceci est plus vrai en Algérie que partout ailleurs, puisque dans ce pays dépourvu de cours d'eau, les seuls moyens de transport dont on dispose sont la route et la voie ferrée » (1).

Mais si la route constitue aujourd'hui un outil économique puissant, c'est grâce surtout aux progrès de la traction automobile. Et la route elle-même était notoirement insuffisante aux premières années de la colonisation.

Les produits agricoles tendent à s'écouler, dans les années ordinaires, par des lignes perpendiculaires à la mer. Ces lignes perpendiculaires ne sont pas achevées ou sont en mauvais état, disait la Chambre de Commerce de Constantine en 1868. Les routes parallèles n'existent pour ainsi dire pas dans notre province, si l'on

(1) Bernard ANTOINE : *Les Chemins de fer algériens*. Alger, 1913, p. 9. Conf. également Yvan SAURIN : *Les Chemins de fer d'intérêt général de l'Algérie*. Alger, 1927.

excepte celle de Philippeville à Bône par Jemmapes. Ce défaut de viabilité crée des obstacles très graves et apporte la plus grande incertitude dans les affaires. Ne voit-on pas, en ce moment, le blé atteindre le prix de 105 francs la charge à Tébessa, quand il varie de 42 à 46 sur le littoral... La route provinciale qui intéresse le plus le chef-lieu, en le rattachant à Guelma par Oued Zenati, n'est terminée que dans la circonscription de Bône jusqu'à Sidi Tam Tam... »,

de sorte que pour aller de Constantine à Guelma, il fallait faire un détour qui triplait la distance à parcourir (2). La question des grandes voies ferrées s'imposait donc et il convenait de lui porter une solution urgente.

On sait que le programme de travaux publics algériens ne fut arrêté qu'après de longues discussions. Mais le principe fut rapidement admis d'une grande ligne parallèle à la mer, reliant les chefs-lieux des trois provinces et desservant les principales localités.

Dès 1857, il résulte d'études statistiques faites avec soin que, parmi les parcours d'Algérie, il en est trois principaux un par province, sur lesquels les transports en marchandises et en voyageurs paraissent devoir assurer aux voies ferrées des éléments de vie et de succès. Ces parcours sont ceux qui se trouvent : 1° entre Alger, Blida et Amoura, desservant les grands marchés arabes de la plaine du Chélif; 2° Oran et Saint-Denis du Sig, section qui sert à l'écoulement des riches produits des plaines du Sig, du Tlélat et de l'Eghriss; 3° entre Constantine et Philippeville, transit commercial le plus fréquenté de la province. Le mouvement commercial entre ces deux dernières places occupait alors 330 voitures et près de 1.000 chevaux, sans tenir compte des transports faits directement par le génie et l'artillerie, ni des convois indigènes de chevaux et de mulets. A la saison propice, en juillet et en août notamment, les transports se trouvaient facilités par de longues caravanes de chameaux (3). Le charroi civil absorbait annuellement environ deux millions de francs, dont un million cinq cent mille au moins dépensés en frais de toute nature. Trois diligences partaient chaque jour, en même temps, de Constantine et de Philippeville (4).

(2) Voir également Chambre de Commerce, avril 1868, réponse à un questionnaire adressé par le Préfet concernant la situation économique de la Province.

(3) *Annales de la Colonisation Algérienne*, t. V, p. 110 et 111.

(4) Le coût du transport d'un quintal de grains entre Constantine et Philippeville revenait, selon la saison, l'état de la route, la demande, etc. de 4 à 10 francs. (*Annales Col. Alg.*, *ibid.*).

C'est la loi du 20 juin 1860 qui détermina les conditions financières de la ligne de la mer à Constantine. Une joie délirante accueillit au chef-lieu le vote de cette loi. « Lorsqu'en juin 1860, le télégraphe apportait en Algérie le vote du Corps législatif sur les concessions de chemins de fer algériens, le canon tonnait comme aux jours de fête et de victoire... La ville s'illuminait spontanément pour manifester sa joie et sa reconnaissance » (Chambre de Commerce).

En 1862, rien n'était réalisé et l'on désespérait.

*
**

De sérieuses difficultés avaient surgi. Les premiers concessionnaires de la ligne Constantine-Philippeville, malgré une subvention de 6.000.000 de francs et une garantie d'intérêt de 5 % pour un capital de 55.000.000 de francs, ne purent réunir les capitaux nécessaires, de sorte que la substitution de la Compagnie P.-L.-M. à la « Compagnie des Chemins de Fer Algériens » fut décidée (31 mars 1863). Dès lors, la construction de la ligne projetée fut activement conduite. En 1870, elle était ouverte à l'exploitation.

L'enlèvement des produits agricoles du centre de la province par une « voie perpendiculaire à la mer » était donc assuré. Puis, par étapes successives, de 1879 à 1886, le chemin de fer mit Constantine en relations directes avec Alger (5); entre temps, Batna se trouvait relié au Grand Central (Batna-El Guerrah, 1882). La pénétration du Sud-Constantinois se développait avec l'achèvement du tronçon Biskra-Batna (1886-1888). Enfin, le réseau central de la province était complété en 1899 par l'ouverture de la ligne Ouled Rahmoun-Aïn Beïda.

Vers l'Est, la Compagnie du Bône-Guelma avait achevé ses travaux en 1879, réalisant la jonction Bône-Constantine par le Kroubs. Ce dernier centre, d'une incontestable valeur économique, devenait ainsi le nœud de croisements importants (6).

A la fin de l'année 1888, le réseau de l'Est se présentait ainsi :

1.° La portion orientale du Grand Central;

(5) Maison-Carrée-L'Alma (1879), L'Alma-Ménerville (1881), Ménerville-Sétif (1882-1886), Sétif-Constantine (1879).

(6) Le marché aux bestiaux du Kroubs est aujourd'hui un des tout premiers de l'Afrique du Nord.

2° Trois voies perpendiculaires à la mer s'articulant sur le Grand Central : Beni-Mançour-Bougie (1888-1889), Constantine-Philippeville, Duvivier-Bône;

3° Une grande ligne de pénétration vers le Sud : El Guerah, Batna, Biskra;

4° Un réseau de pénétration vers l'Est et les Hauts-Plateaux du Sud-Est de la province : Duvivier-Souk-Ahras-Tébessa, d'une part, Ouled-Rahmoun-Aïn-Beïda, avec prolongement éventuel sur Tébessa, d'autre part.

*
**

PREMIÈRES DIFFICULTÉS

L'ensemble ne manquait pas de grandeur. Tel quel, ce réseau devait pourvoir longtemps à la satisfaction des besoins essentiels de l'économie provinciale, encore que la nécessité de voies d'intérêt local se fût imposée de bonne heure.

Mais si le réseau ainsi construit se présentait sous l'image d'une heureuse homogénéité, son adaptation aux courants économiques établis se trouvait compromise et par la diversité des conventions algériennes de chemins de fer et par les vives divergences d'intérêts de l'Est et du Centre du département.

Point de jonctions de voies ferrées exploitées par trois compagnies différentes : Paris-Lyon-Méditerranée, Est Algérien, Bône-Guelma, ces deux dernières bénéficiant de conventions mettant parfois en contradiction absolue leurs intérêts avec ceux du public, Constantine eut à se débattre contre de sérieuses difficultés. Très fréquemment, la Chambre de Commerce locale eut à protester contre l'application de tarifs, dits « tarifs de détournement », soit que, par d'habiles dispositions, le trafic du Sud fût dirigé sur Alger, soit que, par des barèmes différentiels, ou par la mise en service d'un matériel perfectionné (mesure contre laquelle il était d'ailleurs mal venu de protester), la Compagnie du Bône-Guelma parût vouloir drainer sur le port de Bône les céréales et le bétail, au préjudice évident de Philippeville.

... Les Administrateurs de Bône-Guelma, écrivait la Chambre de Commerce de Constantine, en juillet 1881, s'efforcent d'atteindre un but plus ou moins louable, qui est celui de détourner à leur profit le trafic des lignes P.-L.-M. et de l'Est Algérien, au détriment des intérêts commerciaux des régions voisines et aussi au

détriment de l'Etat, engagé par le revenu qu'il garantit également aux trois lignes. Pour atteindre leur but, ces Administrateurs mettent leur application à établir sans bruit ni publicité, s'il se peut, des tarifs réduits et différentiels, combinés suivant les distances à parcourir...

En 1879, nous avons déjà protesté contre les agissements du Bône-Guelma et demandé que des mesures fussent prises pour faire cesser les manifestations d'une rivalité également préjudiciable aux intérêts de notre commerce et à ceux de l'Etat. Il s'agissait, entre autres mesures, d'un tarif de transport de céréales abaissé de 0 fr. 05 par tonne et par kilomètre, tandis que sur les lignes P.-L.-M. et de l'Est Algérien, le transport des céréales restait fixé à 0 fr. 13, plus du double, presque le triple de celui du Bône-Guelma. Ce tarif spécial devait attirer sur le port de Bône les grains provenant des vastes territoires à céréales de Sétif et de Batna qui ont toujours eu leur débouché sur Philippeville... Les nouveaux tarifs proposés par le Bône-Guelma sont étudiés dans le même esprit que les précédents...

On pourrait, dans ce domaine, se livrer à une débauche de citations : les séances de la Chambre de Commerce de Constantine ne cessent de retentir de protestations (7). Parfois, le ton s'élève, l'irritation dont sont empreints certains rapports trahit l'inquiétude de l'opinion locale. Après la lutte avec l'Est, on entre en conflit avec l'Ouest. Telle homologation de tarifs provoque une véhémence critique...

Cette mesure est absolument déplorable, et, on peut le dire, abusive ; elle complète l'ensemble des dispositions « intelligentes » successivement préparées et appliquées en faveur de leurs réseaux par les administrateurs du Bône-Guelma et de l'Est Algérien. On procéda d'abord timidement, puis résolument, lorsque l'assentiment de l'Etat parut acquis. Ce n'est plus aujourd'hui sur les ports de l'est et de l'ouest du département que s'accomplit le détournement du trafic qui appartient au port central de Philippeville, c'est encore au profit du port d'Alger..... L'injustice est flagrante, les courants commerciaux naturels sont détruits, des intérêts respectables et fort importants sacrifiés. Quant à l'attitude inerte que garde le P. L. M., chacun en connaît la cause... A cette heure, les marchandises importées, ou exportées, à destination ou de provenance des contrées de Sétif, Batna, Biskra, pourront toutes ou presque toutes prendre la voie d'Alger ou celle de Bougie ; il y aura profit pour elles, dans la plupart des cas, à parcourir par exemple 628 km. via Alger, au lieu de 325, via Philippeville, la faible différence de prix étant compensée par les avantages du frêt entre Marseille et Alger (1898).

(7) Cf. notamment les tomes II et III de la Collection des Comptes Rendus de la Ch. de Commerce, notamment t. III, p. 22, 77, 138 et suivantes (fasc. II) et surtout le rapport Cotellet.

Ces paroles s'appuyaient sur des exemples précis. La route étant plus courte de Biskra à Sétif que le chemin de fer, les caravanes faisaient une concurrence redoutable à la voie ferrée. Dans le but de regagner ces transports, un nouveau tarif fut homologué, duquel il résultait que :

1° De Biskra à Alger, les marchandises transportées en trajet direct payaient, pour un parcours de 627 kil., 64 fr. 85 la tonne; mais « avec un peu d'habileté et en les faisant toucher barre à Sétif », elles ne payaient plus que 58 francs;

2° De Biskra à Philippeville, soit 326 kilomètres, le transport s'élevait à 54 fr. 80. Ecart sur le tarif précédent : 3 fr. 20, mais compensé par les avantages de frêt trouvés à Alger;

3° De Bougie à Sétif, 226 kilom., prix ferme de 31 francs sans condition de tonnage, 29 et même 27 francs avec condition, de sorte que de Biskra à Bougie on pouvait ne payer que 59 francs.

La Chambre de Commerce de Constantine concluait au « tarif de détournement » :

Ce n'est pas sans amertume qu'elle enregistrait, en 1902, la progression des exportations de bétail par le port de Bône : 37.000 têtes en 1900, 125.000 en 1901, 188.000 pour les neuf premiers mois de 1902 (190.000 par Philippeville pour l'année entière, 226.757 pour 1900, chiffre le plus élevé pour la période 1900-1914). « Le port de Philippeville, écrit-on en substance, perd chaque année... C'est là une conséquence des tarifs, du prix excessif des transports et des avantages du frêt à Alger et à Bône ».

Le 22 février 1903, la Chambre de Commerce de Constantine joignait ses instances à celles de la Chambre de Philippeville à l'effet d'obtenir :

qu'il ne soit donné aucune suite à la tentative de détournement qui résulterait de l'intention attribuée à la Compagnie de l'Est Algérien d'abaisser à 2 francs par quintal métrique son tarif spécial de transport des céréales entre Sétif et Bougie... à moins qu'un traitement semblable ne soit appliqué par ladite Compagnie au parcours Sétif-Philippeville au moyen d'une réduction analogue introduite après entente avec la Compagnie P. L. M. (8).

(8) Notons que, au point de vue du transport des voyageurs, l'exploitation du réseau par trois Compagnies différentes eut des conséquences « curieuses »... Un voyageur partant d'Aïn Abid pour se rendre à Bizot (50 km. à parcourir) est obligé de prendre un billet d'Aïn Abid au Kroubs, un second billet du Kroubs à Constantine, un troisième de Constantine à Bizot. (Bône-Guelma, Est Algérien, P. L. M.).

Mais les Compagnies pouvaient-elles se mettre d'accord, même sur certains points tout particuliers ? Les conventions qui ont présidé à la construction des grands réseaux algériens s'opposaient par leur incohérence à cette entente (9).

L'attitude de la Compagnie P.-L.-M., prise à partie par Constantine, s'explique par les frais considérables qu'elle a dû couvrir lors de la construction de la voie Philippeville-Constantine. « Cette situation a longtemps pesé sur la façon dont la Compagnie P.-L.-M. conduisait l'exploitation de son réseau algérien (10) ». Ce n'est qu'en 1905 que cette Compagnie étendit à la ligne de Philippeville les tarifs de la ligne d'Alger à Oran, tels qu'ils avaient été homologués en 1899.

D'après les prévisions les plus sérieusement établies, l'application de ces tarifs devait avoir pour conséquence une diminution de recettes d'environ 210.000 francs. Or, cette perte de recette a été immédiatement couverte par les augmentations du trafic qu'ont déterminées les réformes réalisées par la Compagnie (11).

En ce qui concerne le « Bône-Guelma », il est assez délicat d'expliquer l'abaissement des tarifs, cet abaissement contre lequel Constantine protesta si fréquemment. En effet, dans les premières années d'exploitation, la dite Compagnie, en raison même du principe forfaitaire qui présidait aux conventions dont elle avait reçu le bénéfice, n'avait aucun intérêt direct à drainer sur Bône les céréales ou autres produits pondéreux des hautes plaines intérieures. Aucun intérêt direct à abaisser ses tarifs, une telle mesure impliquant une augmentation du trafic, par conséquent une augmentation des dépenses avec une recette brute en régression ou tout au moins stationnaire. Or, on sait que le montant de la dépense kilométrique payée par l'Etat était simplement proportionnel au montant de la recette brute. Donc, s'il y eut abaissement de tarifs, c'est que la mesure ne devait guère influer sur l'importance du trafic. C'est bien d'ailleurs ce qu'exprime M. Antoine Bernard lorsqu'il écrit :

la compagnie n'a aucun motif de s'opposer aux abaissements de tarifs, toutes les fois qu'elle a lieu de penser que ces abaissements n'attireront pas de nouveaux transports car l'Etat supporte seul

(9) V. Antoine BERNARD, op. cit. p. 101 et suiv., p. 55 et suiv.

(10) *Ibid.*, p. 56.

(11) *Ibid.*, p. 222.

la perte qui en résulte. Si, au contraire, il devenait nécessaire d'abaisser les tarifs de transports de matières pondéreuses, transports qui ne peuvent s'effectuer qu'à des prix très bas, le concessionnaire refusera toujours un abaissement de tarif qui, en ne lui allouant qu'une fraction de la recette supplémentaire réalisée, pourrait avoir pour conséquence de le mettre en perte (12). Les recettes de cette Compagnie sont d'ailleurs restées sans variations bien sensibles jusqu'en 1894. Elles présentent même parfois d'inquiétantes régressions, ainsi, en 1890 et en 1891, ces recettes dépassaient 3.000.000 ; en 1893, elles n'atteignaient plus que 2.400.000 francs (13).

Par la suite, l'exploitation des phosphates de Tébessa devait favoriser le développement des recettes, mais cette exploitation seule. Au surplus, le trafic de la ligne P.-L.-M. pour les céréales notamment, est bien soutenu, et les variations qui affectent si brutalement le mouvement des céréales sont dues très certainement plus à l'irrégularité des récoltes qu'à des « tarifs de détournement » appliqués par les Compagnies voisines (14). Il semble que les réclamations de la Chambre de Commerce de Constantine soient l'expression de l'inquiétude locale. Après avoir caressé des rêves d'hégémonie économique, — et, à l'égard de certaines branches commerciales, ces rêves étaient déjà pleinement réalisés, — Constantine ne pouvait pas se résigner sans protestations à la détermination d'un rayon d'action diminué à l'Ouest par l'isolement de Bougie et surtout par l'attraction algéroise, à l'Est par « l'impérialisme » de Bône, si l'on peut dire. Il apparaît cependant que la gestion des Compagnies de chemins de fer précipita la division économique de la Province de Constantine. Incontestablement, la Compagnie de l'Est Algérien, en dehors de toute entente avec la Compagnie P.-L.-M., s'intéressa plus au trafic des ports d'Alger et de Bougie qu'à celui de Philippeville. Il convient de noter d'ailleurs que si l'arbitraire administratif a fait de Bougie une sous-préfecture arrachée à Constantine, la réalité économique est tout autre. Par ses richesses spéciales et à peine exploitées, par sa situation géographique et ses éléments ethniques, Bougie est douée d'une personnalité puissante, et d'une activité, mal éveillée sans doute, mais susceptible, dans un avenir prochain, de gagner en profondeur. Les

(12) Antoine BERNARD, p. 60.

(13) *Ibid.*, p. 225.

(14) Voir tableau, p. 154.

Babors ne constituent pas une infranchissable barrière, et, mieux que Philippeville ou Alger, le port de Sétif et de Bordj bou Arréridj, le point final de la ligne perpendiculaire à la mer reste Bougie, capitale de la petite Kabylie.

LA QUESTION DU CHEMIN DE FER AÏN BEÏDA-TÉBESSA

Le problème si complexe des tarifs laisse apparaître une vive opposition d'intérêts entre l'Est et le Centre du département, mais c'est surtout à l'occasion de la construction des lignes d'Aïn Beïda et de Tébessa que les compétitions de Bône et de Constantine se sont donné libre jeu.

En séance ordinaire, le 7 février 1884, la Chambre de Commerce de Constantine discuta le principe même de la ligne Souk Ahras-Tébessa. Son argumentation ne manquait pas de séduction : difficulté d'exécution, prix de revient fort élevé, eu égard au trafic prévu.

Ce chemin de fer, disait-on à Constantine, traversera un pays où il n'existe encore d'intérêts d'aucune nature, et où sur tout son parcours, il ne trouvera rien qui puisse alimenter son trafic, à l'exception toutefois des produits de la tête de ligne, c'est-à-dire de Tébessa. Or, les produits de cette région se dirigeront-ils vers Souk Ahras ? Il est permis d'en douter, si l'on considère que, de temps immémorial, bien avant l'arrivée des Français en Algérie, tous les produits, peaux, laines, etc... non seulement de Tébessa, mais également de tous les territoires du sud-ouest de la Tunisie se rendaient sur le marché de Constantine par Aïn Béïda. Et cependant, il y a quelques années à peine qu'une route carrossable relie Tébessa à Constantine. Si donc ce courant d'affaires s'est établi, malgré le manque de voies de communication, cela a tenu certainement à la facilité exceptionnelle que présente la situation géographique de ces contrées. Telle est l'explication rationnelle du mouvement commercial qui de tout temps, s'est produit du sud-est de notre Province et d'une partie de la Tunisie vers l'ouest et vers Constantine.

On ajoutait qu'il était difficile et onéreux — l'expérience de la ligne Philippeville-Constantine le prouvait bien — d'établir « ces voies perpendiculaires à la mer ». Mieux valait créer des embranchements d'El Guerrah en direction du Sud... ce qui revenait à faire de Constantine le nœud vital de la province.

Le problème était présenté, certes, sous un jour fort séduisant pour le chef-lieu. Rien ne fut omis dans l'argumentation, pas même le point de vue stratégique. Le 6 avril 1884, cette importante question fut longuement débattue en

présence du Gouverneur général, des Conseils municipaux de Constantine et de Philippeville, des Chambres de Commerce de ces deux villes, etc... Des nombreux discours prononcés à cette occasion et des non moins nombreux rapports qui suivirent, sont à retenir ces paroles de M. Joly de Brésillon :

On a proposé de rattacher Aïn Béïda au Bône-Guelma par l'Oued Cherf, plus tard par Medjez Amar et enfin par Oued Zénati. Ces projets ont été successivement repoussés par le Conseil Général ; en 1882, les Conseillers de la région de Bône mirent en avant le raccordement par Aïn Regada. Proposition repoussée. Il ne reste plus donc que le tracé par Aïn Fourchi ou par les Ouled Rahmoun... Les intérêts d'Aïn Béïda et de Tébessa ont été, de tous temps, communs avec ceux de Constantine et rien ne justifie les prétentions de Bône qui veut se substituer à nous. C'est tout simplement l'intérêt local qui veut l'emporter sur l'intérêt général.

En haut lieu, cependant, l'opinion restait incertaine. Bien mieux, comme le laissent entendre les réflexions amères de M. Joly de Brésillon, le principe de la ligne Ouled Rahmoun-Aïn Béïda, admis dans la loi de classement de 1879, semblait menacé.

Par un télégramme fortement motivé (août 1884) la Chambre de Commerce de Constantine insista auprès des ministères intéressés pour que l'ordre de priorité assuré par la loi de 1879 à la ligne d'Aïn Béïda qui « traverserait à peu de frais des plaines fertiles et peuplées » ne fût en rien modifié. Quant au projet de loi concernant la ligne Souk Ahras-Tébessa, laquelle aurait traversé à grands frais des massifs montagneux « aussi difficiles que déserts », il n'aurait été présenté aux Chambres qu'après adoption du projet de loi d'Aïn Béïda. Et, pour forcer l'opinion, les Chambres de Commerce de Constantine et de Philippeville, en plein accord avec les Conseils municipaux, votaient les fonds nécessaires à l'exécution des études complémentaires de la section Aïn Béïda-Tébessa.

Ainsi engagée, la polémique ne devait pas tarder à aboutir. Des délégués bônois et des délégués constantinois se réunirent à Paris où ils signèrent, en décembre 1884, une sorte de traité de paix dont voici la clause essentielle :

Les représentants de la région de l'Est du département de Constantine et l'ingénieur de la Compagnie Bône-Guelma, au nom de cette Compagnie, acceptent explicitement, en présence de M. le Ministre des Travaux Publics, le raccordement de la ligne Aïn Béïda aux Ouled Rahmoun, pour lequel le sénateur du Département

a déjà fait de nombreuses démarches, ce qui entraînera de leur part une renonciation absolue au rattachement d'Aïn Beïda à aucun point de la ligne Bône-Guelma.... Il est expressément convenu que la présente convention ne sera publiée, dans sa teneur et les noms des signataires, qu'en cas d'inexécution des engagements y contenus.

Cette convention, modèle du genre, justifie à elle seule, ce que M. Doumergue, lors de sa venue à Constantine, le 8 septembre 1895, disait au sujet des projets de pénétration dans le Sud par Biskra et Ouargla :

Le particularisme a déjà fait beaucoup de mal à l'Algérie et lui en causera sans doute encore ; malheureusement, chacun prêche pour son saint. Devant les divisions qui s'accusent, la Chambre ne sait trop à quel parti s'arrêter.

Quoi qu'il en soit, cette convention eut l'avantage de laisser le champ libre aux pouvoirs publics. Conformément aux accords intervenus, le Ministère des Travaux publics faisait connaître, le 18 janvier 1885, que le Ministre de la Guerre déposerait le projet de railway de Tébessa à Souk Ahras, aussitôt que le budget de 1885 serait voté et qu'il hâterait l'exécution de cette ligne, et que, d'autre part, M. Raynal, ministre des Travaux Publics, s'était prononcé pour le tracé d'Aïn Béïda aux Ouled Rahmoun « avec prolongement éventuel sur Tébessa ». Les deux lignes furent livrées à l'exploitation la première en 1888, la seconde en 1889.

*
* *

Ce n'était donner qu'une demi-satisfaction aux prétentions du chef-lieu. Restait à réaliser le « prolongement éventuel sur Tébessa ».

La découverte des puissants gisements de phosphates dans la région de Tébessa mit la question à l'ordre du jour. On put penser que Philippeville reprendrait une partie de son ancienne prépondérance si la voie ferrée rattachait directement Constantine aux lieux d'exploitation.

La Chambre de Commerce estimait en 1897 que la ligne Aïn Beïda-Tébessa permettrait l'écoulement des phosphates en excédent sur Philippeville et que, se rattachant au grand central, elle assurerait, à meilleur compte, le transport du minerai dans les départements de l'Ouest. Elle faisait valoir également la nécessité de tirer profit des richesses agricoles de la plaine, « entièrement irrigable » de la Meskiana. Enfin,

laissant entrevoir un merveilleux avenir économique, elle n'omettait pas dans son argumentation les 50.000 hectares de terres asphaltières à exploiter, ni les lointaines richesses de l'Aurès oriental.

Ces dires s'inspirent d'un rapport présenté par M. Joly de Brésillon, président de la Commission départementale, tendant à la construction de la ligne Aïn Beïda-Tébessa, et contre lequel la Chambre de Commerce de Bône devait s'élever (séances des 18 et 25 juin 1897) en faisant valoir par

« des faits et des chiffres officiels » que la ligne projetée ne donnerait aucun trafic sérieux et coûterait 10 millions au moins; qu'au contraire une simple amélioration de la voie Tébessa Souk-Ahras Bône, qui coûterait à peine 3 millions, permettrait un trafic de 3.000 tonnes par jour et répondrait à tous les besoins du présent et de l'avenir.

Il était évident, d'autre part, que la ligne de Tébessa à Philippeville, comportant 80 kilomètres de plus que celle de Tébessa à Bône, les phosphates ne pouvaient emprunter la voie projetée, à moins que l'on unifiât, non pas les « tarifs » comme disait le président de la Commission départementale, mais le « prix du transport ». C'eût été, certes, un détournement de trafic pur et simple. La Chambre de Commerce bônoise faisait encore observer qu'il n'était pas nécessaire de diriger sur Philippeville les produits de Youks qui ont leur débouché sur Bône, en augmentant le trajet de 80 kilomètres, que les alfas de la Meskiana devaient trouver leur écoulement naturel par la ligne de la Meskiana-Clairfontaine, incorporée dans un programme de chemins de fer départementaux par le Conseil général de Constantine; que les richesses forestières et métallurgiques de tout le versant Est de l'Aurès seraient parfaitement desservies par la future ligne de Khenchela à Aïn Béïda. Au point de vue financier même l'argumentation de la Chambre de Commerce de Bône présentait un vif intérêt :

D'après l'article 6 de la convention du 23 mai 1885, intervenue entre l'Etat et la Compagnie du Bône-Guelma pour la ligne de Souk Ahras à Tébessa, une somme de 2.000.000 de francs est prévue comme devant être ajoutée au capital de premier établissement (garantie par l'Etat à 5 %, amortissement compris, pendant la durée de la concession) pour les agrandissements correspondant à des besoins nés après la mise en exploitation. Tous les agrandissements et achats de matériel nécessités par l'exploitation des phosphates ont été portés à ce compte qui est déjà fortement entamé (plus de 1.200.000 francs). Si l'on détourne le trafic, les

installations et le matériel deviendront inutiles et l'Etat fera une perte sèche correspondante sur la garantie d'intérêt relative à ces travaux complémentaires.

D'après l'article 4 de la Convention du 11 janvier 1877, relative à la ligne de Souk Ahras à Duvivier, l'Etat, dans les calculs concernant la garantie d'intérêt décompte les frais d'exploitation, considérés comme dépensés par la Compagnie, à 7.700 francs par kilomètre, au dessous de 11.000 francs de recette kilométrique brute. Ce chiffre est trop élevé pour des recettes kilométriques faibles et l'Etat perd la différence entre ce chiffre et la dépense d'exploitation réelle.

Pour la ligne Ouled Rahmoun Aïn Béïda, dans la convention du 20 juin 1885, postérieure et mieux faite, le chiffre forfaitaire attribué aux dépenses d'exploitation suit une progression qui part du minimum de 5.000 francs. Par conséquent l'Etat a beaucoup plus d'avantage à voir monter le trafic sur la ligne Souk Ahras Duvivier que sur la ligne Ouled Rahmoun Aïn Béïda, d'autant plus que l'intérêt garanti pour la première ligne est de 6 % et pour la deuxième de 5 % seulement. En somme une augmentation de trafic sur la ligne de Souk Ahras Duvivier atténue l'inconvénient grave de la convention de cette ligne pour les recettes brutes kilométriques faibles. (Rapport VEIL, du 25 juin 1897).

Le 1^{er} août 1900, le Gouvernement général se prononçait contre le prolongement d'Aïn Béïda-Tébessa, la section du Souk Ahras-Tébessa suffisant, à son avis, à l'écoulement des phosphates.

Par la suite, des études devaient amener les ingénieurs des ponts et chaussées « à préconiser le raccordement des deux réseaux Bône-Guelma et Est Algérien par une ligne Aïn Béïda-La Meskiana-Morsott ».

Ce projet, écrivait la Chambre de Commerce de Bône (rapport JOURNET du 29 janvier 1906), a provoqué les protestations des représentants de Constantine et de Philippeville et la constitution de cette fameuse Ligue des Intérêts du Centre. — Nous disons à dessein du Centre — et non pas du Centre et de l'Ouest comme nos voisins l'ont appelée — car nous ne voyons pas trop quel intérêt les régions de l'Ouest du Département peuvent avoir dans cette affaire, pas plus que nous ne devinons les raisons qu'ils auraient à combattre ce qu'on a appelé : l'esprit d'accaparement des régions de l'Est. Répondant aux protestations des régions voisines, le Maire de Bône prit l'initiative d'une réunion de représentants de notre région qui se constituèrent à leur tour en « ligue de défense » de nos intérêts et décidèrent de se rallier au projet Souleyre tendant au raccordement de la Meskiana à Morsott, avec prolongement sur Kalaat Es Senam... La ligne directe d'Aïn Béïda à Tébessa, qui ne présente aucun intérêt économique,

ne ferait qu'accentuer une première injustice, en permettant le détournement vers Philippeville des produits de La Meskiana et de Tébessa après ceux d'Aïn Beïda.

Ce détournement toutefois était assez problématique, car « Aïn Beïda était déjà reliée à la mer et au réseau central par la ligne des Ouled Rahmoun; Tébessa, de son côté, avait son écoulement direct par la ligne de Souk Ahras. Une voie de raccordement entre ces deux centres ne pouvait donc donner aucun trafic ni d'exportation ni d'importation et ne paraissait devoir être utilisée que par quelques voyageurs ». Mais restait à desservir la région de la Meskiana. La Chambre de Commerce de Bône devait-elle « s'associer purement et simplement au projet Souleyre, ou maintenir le projet, déjà étudié et approuvé par le Conseil général, de la Meskiana à Clairfontaine ? »

« Ce dernier projet, disait M. Journet, présente de réels avantages, tant pour la région de la Meskiana que pour le port de Bône, dont les intérêts nous sont confiés. En effet :

1° Cette ligne est déjà concédée par le Département à la Compagnie de Bône-Guelma et Prolongement, à des conditions très avantageuses, et on ne peut expliquer la non réalisation de ce projet, qu'à l'influence prépondérante, au Conseil Général, pendant ces dernières années, des représentants des régions de Constantine et de Philippeville.

2° L'ouvrage d'art le plus important de ce projet, le pont sur l'Oued Mellegue (60 mètres d'ouverture) a déjà été construit par le département..., d'où une économie très importante en faveur de la future ligne.

3° Le tracé suit, sur sa longueur, la vallée de l'Oued Meskiana; il en résulte des avantages de déclivité, d'économie et d'exécution.

4° La distance de La Meskiana à Clairfontaine (30 km.) est inférieure à celle de Meskiana Tébessa (57 km.) et même de Meskiana Morsott (35 km.).

5° Les produits de La Meskiana n'auraient plus que 203 km. à parcourir pour atteindre le port de Bône, tandis qu'il leur faudrait parcourir, par Tébessa 292 km. et par Morsott 237 km.; pour aller à Philippeville par Aïn Beïda, les mêmes produits auraient à faire un parcours de 252 km. Cette différence de distance est de nature à rendre exploitables les gisements phosphatiers et miniers qui sont à proximité de la vallée de La Meskiana, ce qui serait peut-être impossible avec l'augmentation de parcours que donneraient les tracés par Morsott et surtout par Tébessa.

6° Au point de vue des régions traversées et du trafic à espérer en raison directe de la richesse même de ces régions, le tracé par Clairfontaine serait incontestablement plus avantageux que par Morsott Tébessa.

7° Enfin, en considérant la possibilité de raccordement des réseaux algérien et tunisien, il y a lieu de remarquer que le tracé direct de Morsott à Kalaat Es Senam, présenterait des difficultés techniques qui seraient évitées par le tracé Clairfontaine-Kalaat Es Senam, et que tous les avantages recherchés dans la ligne Meskiana-Morsott-Kalaat Es Senam, notamment au point de vue militaire, se retrouveraient dans l'adoption du tracé Meskiana-Clairfontaine-Kalaat Es Senam.

« Pour toutes ces raisons, nous sommes d'avis qu'aux points de vue technique, économique, stratégique et de la dépense d'établissement, le projet de La Meskiana-Clairfontaine doit avoir la préférence sur tous les autres ». Et le rapporteur d'ajouter avec franchise : « En ce qui concerne le port de Bône, il serait de nature à contribuer à son développement en permettant la mise en exploitation de nouvelles régions agricoles et minières ».

On doit reconnaître que la contradiction de la Chambre de Commerce de Constantine présentait moins de force que les remarquables rapports de sa rivale. Le rapport de M. Vallet constitue un excellent historique. Le rapport Martin se heurte à de graves objections. L'affirmation que le territoire de Tébessa était du ressort de la Chambre de Commerce de Constantine ne signifiait rien, car dès l'année 1898, le maire de Tébessa transmettait à la Chambre de Commerce de Bône une délibération du Conseil municipal de Tébessa en faveur du rattachement de la région tébessienne à la circonscription consulaire de Bône. Constantine avait dû reconnaître d'ailleurs, peu de temps auparavant, la connexité des intérêts généraux de Tébessa et de Bône et n'avait pu opposer, en faveur du *statu quo*, qu'une raison très aléatoire : celle du changement que pourrait provoquer dans les courants commerciaux la construction de la ligne Aïn Beïda-Tébessa (Chambre de Commerce de Bône, séance du 2 novembre 1898).

Au point de vue des phosphates, M. Martin Victor arguait encore de l'insuffisance de la ligne Souk Ahras-Tébessa depuis la découverte et l'exploitation des riches gisements du Tabsent susceptibles d'assurer une production annuelle de 600.000 tonnes. « Or, dès 1897, le rapport Veil avait établi que la construction d'une double voie sur Souk Ahras-Tébessa aurait coûté au maximum 6 millions, soit environ 1 million de moins que ce qu'aurait coûté la ligne Aïn Béïda-Tébessa ».

Au surplus, dès 1891, le Ministre des Travaux publics avait chargé une Commission spéciale d'étudier dans quelles conditions les contrats de la Compagnie Bône-Guelma pour-

raient être révisés. La conclusion de M. Victor Martin cependant était à retenir :

Par son heureuse situation et par les circonstances qui l'ont favorisé, le port de Bône a vu ses exportations s'accroître continuellement depuis bien des années. De plus, l'apport des minerais de fer de l'Ouenza et la construction d'un chemin de fer par la puissante société qui doit obtenir bientôt la concession de ces minerais, développera le mouvement considérable du port de Bône dans une mesure telle que son avenir et sa prospérité seront assurés pour longtemps. Le port de Philippeville moins favorisé par le sort, a perdu sa prépondérance ; il s'est vu successivement enlever son ancienne clientèle dans trois directions différentes et n'en a pas gagné une nouvelle. L'établissement de notre réseau de voies ferrées lui a porté les premiers coups en créant de nouveaux courants commerciaux ; puis sont venues les savantes combinaisons de tarifs des compagnies rivales qui lui ont également causé un grand préjudice. Les nombreux millions qui ont été dépensés pour créer ce beau port, ces terres pleines et ces quais spacieux et commodes, ceux que l'on y dépense encore afin de compléter les aménagements et l'outillage ne doivent pas être laissés improductifs... Deux mesures équitables pourraient contribuer au relèvement du port de Philippeville : la ligne Aïn Beïda-Tébessa que nous réclamons toujours et l'uniformité des tarifs.

Constantine gagna la cause, mais si tardivement que les courants commerciaux dont elle revendiquait le bénéfice se sont dirigés définitivement sur Bône. Les phosphates de Tébessa n'ont guère emprunté la route de Philippeville. Et pouvait-il en être autrement ? Leur exportation par ce débouché, est nulle quand elle dépasse par le port de Bône, spécialement outillé, 600.000 tonnes par an (640.000 en 1925, contre 671.000 en 1924). Les exportations de céréales effectuées par le grand port de l'Est l'emportent même parfois sur celles de Philippeville (respectivement 312.752 et 182.556 quintaux de grains et farines en 1925).

D'heureuses prédispositions économiques ont fait de Bône une grande ville. Capitale de l'Est, ville aux lignes sobres et élégantes, épanouissant son exubérance à l'air salubre de la Méditerranée, plus riche encore de possibilités que de réalités, Bône est incontestablement le premier port du département par le tonnage et le mouvement des navires, le premier par l'abondante diversité des produits qui s'y déversent.

Constantine n'est plus le cœur d'une province que les éléments géographiques ont condamnée à la division, pour mieux dire à une sorte de fédéralisme laborieux et fécond.

*
**

LES LIGNES NOUVELLES

Avant d'examiner les efforts de pénétration dans le Sud-Constantinois au moyen de la voie ferrée, il est bon de rechercher les conséquences que peut avoir la réalisation du programme des lignes nouvelles sur l'activité économique de Constantine. Ce programme comporte la construction de trois lignes : Constantine-Oued Athménia, Bizot-Djidjelli, Sétif-Bougie.

En relations ferroviaires avec la riche région d'Oued Athménia, il est à prévoir que le marché aux grains de Constantine — quoique le camion automobile constitue un excellent mode de transport — sera légèrement amplifié. Les centres céréalifères de Grarem, Zéraïa, Mila, Aïn Tinn, Aïn Kerma, Sidi Mérouan et Rouffach seront desservis par le « Bizot Djidjelli », lequel, tout en permettant l'écoulement des produits miniers et forestiers de la petite Kabylie d'El Milia assurera une alimentation moins onéreuse des minoteries du Hamma, la grande industrie constantinoise. Ce programme achevé, Constantine deviendra un des nœuds de voies ferrées le plus important de l'Algérie. A cet égard, la ville restera un des moteurs économiques et stratégiques de la province.

Le Sétif-Bougie ne saurait porter préjudice à l'activité propre du chef-lieu. Cette voie, semble-t-il, répondra essentiellement aux intérêts miniers de la portion centrale de la petite Kabylie. Les minerais exploités dans une région dont les Beni Felkaï occupent le centre de gravité alimenteront les trois cinquièmes de la recette prévue. Toutefois, sur 118 kilomètres de parcours total, la ligne drainera les minerais de fer et de zinc, tout au plus à partir du point kilométrique 60 (Djebel Hanini 60 kilom., Takoucht 55, Drademah 43, Tadergount 43, Beni Felkaï 43, Oued Djemaa 17, Guergour 60). Ainsi, en arrêtant la ligne à mi-parcours, on aurait pu satisfaire les besoins primordiaux du massif à desservir, l'évacuation des céréales des hautes plaines sétifiennes paraissant bien rester au second plan. A ce point de vue, le seul qui pourrait à la rigueur intéresser Constantine, et en tenant compte des distances qui séparent les unes des autres les villes d'Alger, Bougie, Constantine, Philippeville, on peut dire qu'un domaine de 50 kilomètres de rayon dont Sétif serait le centre trouverait dans le Bougie-Sétif la route naturelle à l'exportation de ses produits. Mais ce nouveau

courant commercial aurait quelque peine à s'imposer et il devrait lutter :

1° Contre le courant naturel que les nécessités économiques ont fait naître entre les provinces d'Alger et de Constantine, la première moins riche en céréales faisant appel aux récoltes de l'Ouest Sétifien, sinon de l'Est, voire de plus loin encore;

2° Contre l'habitude, la clientèle déjà établie, bien connue du producteur.

Il reste à savoir cependant si le gros commerce d'exportation de céréales n'aura pas avantage à établir une importante succursale à Bougie. Quoi qu'il en soit, les blés sétifiens continueront de trouver dans la minoterie indigène un de leurs principaux débouchés.

*
**

RELATIONS FERROVIAIRES AVEC LE SUD

Au lendemain de la soumission de l'Oued Rhir et du Souf, le *Moniteur Algérien* rappela au public les ressources de cet important débouché (numéro du 20 mars 1855). Déjà, en 1844, un « Précis de l'histoire et du Commerce de l'Afrique Septentrionale » avait analysé d'une manière remarquable les mouvements commerciaux du Sud et signalé leur détournement vers la Tunisie et le Maroc. Les relations commerciales des Souafa avec Constantine consistaient alors surtout en importations de burnous et de tissus, dont la plus grosse part provenait d'une habile contrebande. Les Souafa se bornaient à acheter quelques cotonnades et divers objets de quincaillerie.

On comprenait l'urgence de régénérer la capacité de production, donc de consommation, de l'Oued Rhir et du Souf. On pensa même à diriger directement sur le Tell algérien les « denrées du Soudan ». Le 5 novembre 1855, *Le Moniteur* insère la note suivante : « On écrit de Tripoli : une grande caravane venant directement de Tombouctou est arrivée à Ghadamès. Le peu de sûreté des routes a engagé les Ghadamésiens à la retenir chez eux jusqu'à nouvel ordre. L'état de la régence de Tripoli est tel que le commerce y végète misérablement. Ce qui vivifie le commerce de Tripoli, ce sont les caravanes venant de l'intérieur... Ces caravanes ne pourraient-elles s'élever jusqu'au Souf ? Ghadamès est à quinze jours du Souf, à 27 de Constantine. Or, la tranquillité est parfaite dans le Sud de Constantine.

En 1849, de judicieux conseils sont prodigués aux commerçants par les *Etablissements français* (1849, p. 730 et 731). Dès 1856, des forages artésiens considérables sont entrepris dans l'Oued Rhir. En cinq ans, 26 puits y sont creusés, dont le débit total dépasse 40.000 litres par minute. On plante 1.027 arbres fruitiers, 31.000 palmiers; on crée 1047 jardins et l'on bâtit 179 maisons. A la fin de la campagne 1887-1888, « le débit des nappes jaillissantes captées dans le Sud du département de Constantine depuis 1856 était de 406.506 mètres cubes par jour, ou de 148.374.777 mètres cubes par an » (*Etablissements français* 1861 et 1888).

On doit encore signaler le « résultat pratique » des voyages de Duveyrier, de Bonnemain et de Bou Derba, à savoir le traité signé à Ghadamès le 26 novembre 1862, consécration de la convention commerciale passée à Alger le 22 septembre 1862 avec les tribus Azgueurs, par laquelle « le Gouvernement général de l'Algérie s'en remettait à la bonne foi et à l'expérience des chefs Touaregs pour la détermination des routes commerciales les plus avantageuses à ouvrir au commerce français vers le Soudan » (15).

Constantine qui, en 1861, avait reçu et fêté la caravane targui venant de Radamès, paraissait devoir profiter de ces conventions pacifiques; malheureusement les circonstances en décidèrent autrement et le traité demeura à l'état de lettre morte (16).

*
**

La Chambre de Commerce de Constantine s'est émue elle aussi de la décadence d'Ouargla en tant que marché de l'extrême-sud. En 1893, notamment, elle insista en faveur du projet de voie ferrée de Biskra à Ouargla...

A une époque qui n'est pas éloignée de nous, les commerçants du département de Constantine expédiaient dans le Sahara une quantité assez considérable de marchandises de provenance française; mais la contrebande, surtout depuis l'occupation de la Tunisie, s'est organisée sur une vaste échelle dans ces régions d'une immense étendue, si difficiles à surveiller avec les moyens dont on dispose. De la Régence de Tunis et de la Tripolitaine, partent des caravanes chargées de marchandises étrangères, qui traversent notre frontière, circulent assez librement sur notre territoire et approvisionnent les habitants des Oasis. Certaines de ces denrées, les plus demandées, les plus chères, sont frappées

(15) (16) V. MERCIER, op. cité, pp. 566 et 600.

en France, de droits de douane et d'octroi considérables : Ce sont les sucres, les cafés, épices, qui procurent aux fraudeurs une prime si élevée qu'elle permet à la marchandise de se répandre jusque dans le Tell algérien et d'y solliciter l'acheteur à des prix avantageux. Rares sont les délits relevés et surtout réprimés.

Il est incontestable que la voie ferrée d'Ouargla paralysera ce commerce illicite, en privant ceux qui s'y livrent de la majeure partie des produits qu'ils en tirent au détriment de l'Etat français. On porterait un dernier coup à la fraude en accordant la franchise douanière à Touggourt dès que la voie ferrée aura été inaugurée. Aussi bien que les indigènes du pays d'Ouargla, ceux de l'Oued Rhir, du Souf et du M'Zab, utiliseront la ligne ferrée pour le transport de leurs personnes et de leurs produits. Les cotonnades françaises, un certain nombre d'articles de quincaillerie et de bazar, trouveront dans l'Extrême Sud un placement presque uniquement réservé aujourd'hui aux produits similaires frauduleusement importés de l'Etranger. Nous avons particulièrement à citer, comme élément sérieux de trafic, le sel de nos montagnes, de nos lacs, les céréales, blé et orge ; dans le mouvement de nos échanges avec le Sud, ces denrées donnent lieu, de nos jours, à un tonnage qui n'est pas à dédaigner : il représente le chargement de milliers de chameaux... une seule maison de notre connaissance livre aux indigènes du Sud plus de cinq mille barils de savon noir par an...

Certaines Chambres de Commerce métropolitaines suivaient le projet avec intérêt. Celle de Paris donna à la question toute l'ampleur désirable. Le rapport Couvreur, du 18 octobre 1893, faisait ressortir la nécessité d'une politique coloniale conforme au protectionnisme, et laissait entrevoir, de plus, l'avantage d'une première percée vers le Soudan.

Peut-on imaginer une grande ligne de chemin de fer traversant ce qui est aujourd'hui le désert et formant l'axe d'une zone qu'on aurait non fertilisée (il faut se garder des idées utopiques), mais amenée à un certain degré de production ? En d'autres termes, peut-on relier l'Algérie au Soudan par une voie de 2.000 km. sur laquelle l'existence serait possible ? C'est une question d'avenir qui n'est pas étroitement liée au projet que nous examinons, mais qu'il faut néanmoins envisager, puisque c'est d'elle qu'il tire son plus grand intérêt.

Une Société s'était alors formée, qui s'assignait pour objet la réalisation de cette œuvre. Elle ne demandait pas de garantie quant aux frais d'exploitation, mais une garantie d'intérêt de 4 % du capital à engager. En outre, elle préconisait la cession de 100.000 hectares de terres dans le Sahara, à titre de subvention...

idée assurément ingénieuse, disait M. Doumergue lors de sa venue à Constantine le 8 septembre 1895, presque toutes ces terres sont actuellement sans valeur, et, cependant il se trouvera peut être des députés qui se demanderont si cette concession de terres sans valeur pour toute subvention, ne cache pas un mystère... (Chambre de Commerce, 1895).

Qu'il y eut mystère ou non, la Société n'aboutit pas. Une fois de plus, le particularisme algérien paraît avoir fait son œuvre. « Cette vaste conception déplaisait à Alger, dont la Commission d'enquête vota en faveur de la première section du trajet, de Biskra à Touggourt (réalisé depuis) et contre la section de Touggourt à Ouargla ». Il ne faut pas, disait-on à Constantine, qu'on aille à Ouargla par Biskra, parce qu'on détournerait d'Alger les courants commerciaux du Sud. Ce n'est là qu'un incident bénin dans l'inépuisable querelle du Transsaharien.

*
* *

En septembre 1895, septembre 1897, avril 1899, la Chambre de Constantine a émis des vœux fortement motivés en faveur de la ligne Biskra-Ouargla. En 1893, elle ne craignait pas de préconiser avec ardeur « d'ouvrir toutes larges les portes de la concurrence », et, mieux, elle proposait l'entière liberté du commerce de la poudre.

Notons, enfin, que, la même année, un « Syndicat commercial du Souf, » créé par le général de La Roque, avait groupé les principaux négociants indigènes du Sud dans le but de faciliter les relations du commerce indigène avec le commerce européen et de servir en même temps nos intérêts dans la pénétration du Haut-Sahara. L'idée de

vouloir donner de l'unité et par suite, de la puissance aux efforts des négociants du Souf ; d'associer ainsi les indigènes d'une manière intime à notre œuvre de pénétration économique ; de diriger les commerçants européens qui désiraient entreprendre des opérations avec le Haut Sahara et de les adresser à une assemblée « capable de les comprendre » et « présentant les garanties nécessaires pour recevoir des avances importantes » ;

une telle idée ne manquait pas de hardiesse ; elle révèle chez son auteur un sens aigu des possibilités de ce vaste marché ; mais elle était, pour le moins, prématurée.

Elle constitue un indice précieux de l'intérêt considérable que les hommes, même étrangers aux affaires, ont porté, en ce pays, à l'exploitation de ces immenses étendues, qui sont devenues un débouché de premier ordre et dont les promesses d'avenir sont loin d'être épuisées (17).

(17) On lit avec intérêt : a) le *Rapport sur la Mission au Niger*, E. VALLET, Constantine, 1927 ; b) *Mission Constantine-Niger*, Chambre de Commerce de Constantine, rapport de M. H. Vincent, Constantine, 1927 ; c) *Mission des Chambres de Commerce d'Alger et Constantine au Soudan*, rapport-conférence de M. L. MOMY, Constantine, 1929. M. Momy y consacre un petit chapitre « aux tissus » et il écrit : « Nos grands commerçants de tissus de Constantine ont là (en A. O. F.) un débouché qui mérite d'être étudié de très près ».

CHAPITRE II

Le Ressort économique de Constantine d'après quelques statistiques de la Banque de l'Algérie

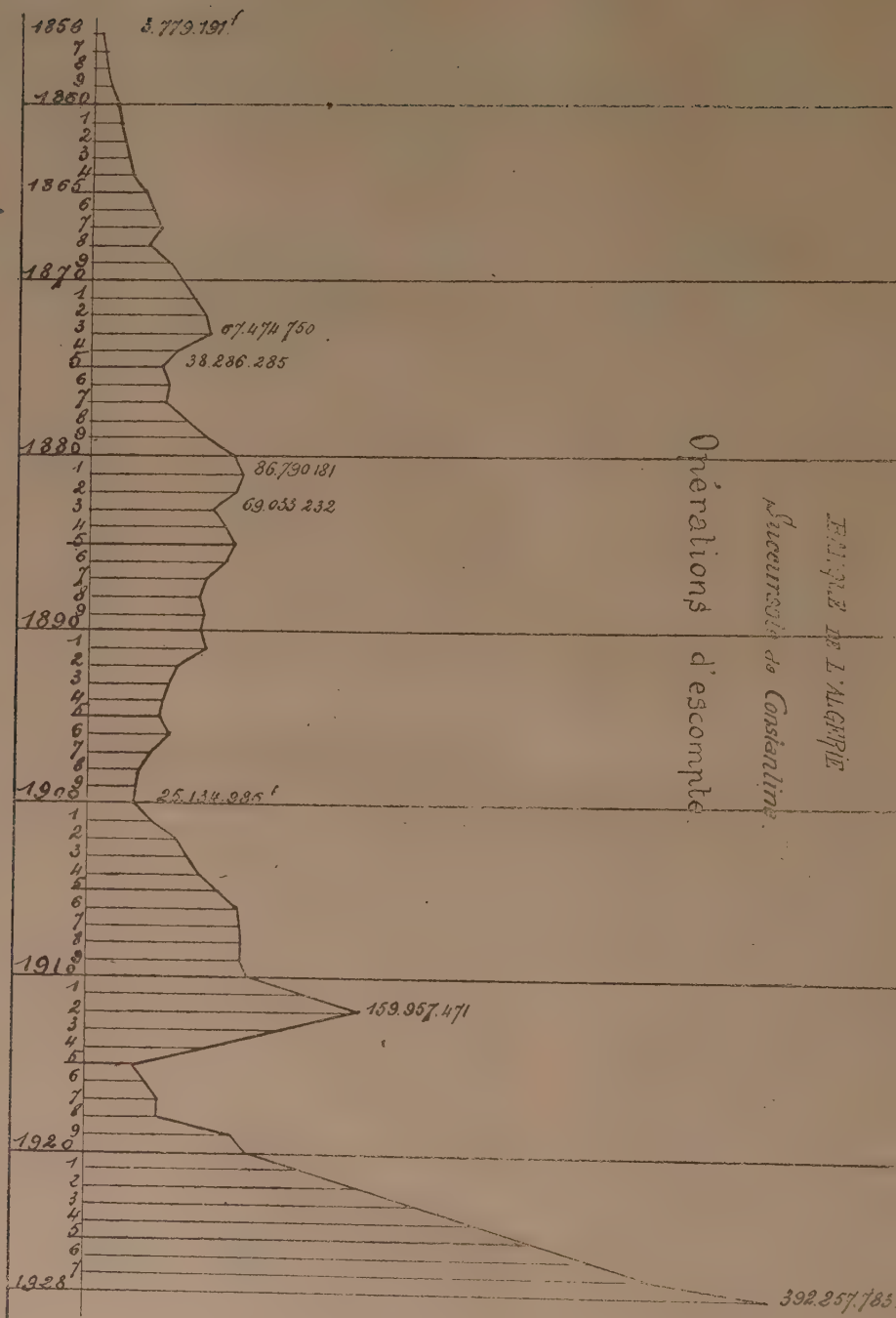
Le présent chapitre a pour objet l'examen succinct de l'action de la Banque de l'Algérie sur la place de Constantine. Il ne saurait contribuer aux ouvrages inspirés par l'œuvre d'un établissement financier dont les « erreurs » mêmes, par un singulier paradoxe, ont surexcité l'œuvre colonisatrice. Nous plaçant à un point de vue purement objectif, nous procéderons à une analyse rapide des opérations d'escompte et des opérations d'encaissement intéressant l'activité propre de Constantine.

§ I. — OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1^{re} *Opérations d'escompte.* — Le mouvement des escomptes appelle les observations suivantes :

a) La progression, dans son ensemble, est discontinue. Très remarquable de 1856 (création de la succursale) à 1873. A ce moment, un fléchissement sensible se produit. De 67.000.000 de francs en 1873, les effets escomptés s'affaissent à 38.000.000 en 1875. Les troubles politiques de 1871 ont eu leur répercussion sur les affaires.

Le relèvement s'opère rapidement. L'exercice 1881-1882 enregistre 86.790.000 francs d'escomptes. A partir de cette date, le maximum paraît atteint. La courbe s'élève légèrement cinq ans après, oscille, et s'infléchit avec une singulière persistance. Evidemment, elle est l'expression d'une situation économique défaillante; il ne s'agit pas, cependant, d'un appauvrissement considérable de la matière escomptable. Le resserrement des affaires est, en effet, provoqué, au premier chef, par un phénomène économique auquel la suc-



curiale de Constantine ne saurait rester insensible : cette fraction décroissante de la courbe exprime la crise du crédit agricole qui devait peser lourdement sur l'ensemble des transactions pendant près de 15 années successives (1885-1900 environ).

Après une progression remarquable, les années de guerre provoquent un ralentissement des affaires. Dès 1915, la reprise est brillante.

b) Deux causes principales paraissent donc à l'origine des restrictions du crédit : les circonstances politiques d'une part, et, d'autre part, un programme économique difficile à adapter au rôle d'un institut d'émission, à une époque où l'agriculture était à son stade d'organisation première.

Les déficits agricoles ne provoquent pas automatiquement un envenîment des négociations. Au contraire, ils peuvent les développer en ce qui concerne les escomptes intérieurs. Le graphique traduit d'une manière insensible les années de famine de 1866-1868. On remarque encore que la courbe s'élève dès l'exercice 1900-1901, alors que la Province vient d'enregistrer une récolte délicate. En somme, parant aux effets d'événements malheureux, la banque, en dispensant le crédit, crée l'équilibre. Elle facilite les importations devenues nécessaires. Sur une période de courte durée, l'augmentation des escomptes ne reflète pas forcément une situation économique prospère. Seul un malaise agricole persistant, prenant tous les caractères d'une crise, peut avoir des repercussions dangereuses. C'est bien ce qui s'est passé de 1885 à 1900. Encore, cette crise était-elle bien particulière dans ses origines, puisqu'elle procédait, avant tout, d'une anticipation trop hardie sur les chances d'avenir; le crédit devenait une formidable immobilisation; il dépassait les limites normales au delà desquelles l'escompte devient une sorte de jeu.

c) La succursale de Constantine a obéi, dans une faible mesure, au mouvement qui porta l'institut d'émission à s'évader de son rôle de pur équilibre. Simple conséquence, d'ailleurs, d'un milieu physique impropre à la culture de la vigne. Alors que les escomptes de Philippeville s'élèvent de 8.898.000 francs en 1878-1879 à 62.600.000 francs en 1885-1886, soit le $\frac{1}{32}$ puis le $\frac{1}{6}$ des escomptes globaux de la banque, les escomptes de Constantine se maintiennent entre le cinquième et le septième environ.

Cependant, l'exploitation des terres à céréales, les récoltes à assurer, l'élevage du bétail et même la création d'importants cheptels, étaient l'objet de crédits de campagne, sus-

ceptibles, dans certains cas, de renouvellements fréquents, dont le volume restait suffisant pour que de gros risques s'en suivissent. Aussi, lorsque la banque dut procéder au retrait progressif des valeurs en souffrance, Constantine subit, pour sa part, les conséquences de cette mesure. Le tableau comparatif des premiers retraits donne une idée précise de la situation respective de Constantine et de Philippeville :

EXERCICES	PHILIPPEVILLE	CONSTANTINE
1887-1888.....	4.184.915 78	»
1888-1889.....	1.668.398 24	168.987 24
1889-1890.....	3.915.311 67	»
1890-1891.....	950.057 11	227.214 03
1891-1892.....	1.292.234 41	489.896 70
1892-1893.....	»	»
1893-1894.....	155.560 94	»
1894-1895.....	256.824 30	1.082.270 02
1895-1896.....	209.824 85	15.192 08
1896-1897.....	79.705 67	»
	12.712.832 97	1.983.560 07

Le 31 octobre 1900, la banque procédait à l'épuration définitive de son portefeuille (retrait de 10.000.000 de valeurs). On sait que l'expérience du crédit agricole lui coûtait 20 millions. En réalité, d'ailleurs, elle lui coûta bien plus : elle devait « supporter les conséquences de son imprudence, de son calcul erroné ». Sa « politique de resserrement, de défiance et d'exécution » succédant « aux encouragements, aux faveurs et aux facilités » (1) accordées naguère, écarta de ses guichets une très forte part de papier de campagne agricole, seules n'étant retenues que les demandes émanant de propriétaires très aisés pouvant se contenter de n'utiliser les avances que pendant la période de quelques mois précédant la récolte.

On peut donc considérer comme étant de source essentiellement commerciale les escomptes de la succursale de Constantine à partir de 1900. Extrêmement rares étaient alors les fiches bénéficiant de cotes de campagne, et encore n'étaient-elles ouvertes qu'avec une prudence vigilante. La plupart concernaient le commerce des grains.

(1) Guy DUMESNIL : *La Banque de l'Algérie*, p. 120.

A l'heure actuelle, la diversité des cotes et l'extension des facilités directes aux branches les plus différentes de l'économie locale, attestent du développement des affaires et de l'évolution de Constantine vers sa fonction d'entrepôt général.

§ II. — LES CRÉDITS DE CAMPAGNE

Le processus des crédits de campagne reflète théoriquement les mouvements généraux des différents marchés.

Céréales

Maximum : octobre, novembre ou décembre. Chez le producteur, réalisation des récoltes; chez les négociants et minotiers, constitution des stocks destinés tant à l'exportation qu'à la consommation locale et à l'alimentation des moulins.

Minimum : juin. Les stocks ont été réalisés. Une campagne nouvelle commence.

Tissus

Maximum : en été (juin-juillet). Dès le début de l'année, au moment où s'élabore la future récolte, le négociant en tissus a passé ses marchés dans la Métropole. Les paiements du stock tissus s'échelonnent sur plusieurs mois. Les tissus sont revendus au commerce de demi-gros et de détail, puis livrés à la consommation, au moment où cette dernière dispose de nouvelles ressources, c'est-à-dire à l'époque des récoltes.

En principe, dès le premier mois d'été, les crédits de campagne tissus subissent un mouvement de régression.

En achetant le grain du fellah, le commerce des céréales assure indirectement le remboursement des crédits de campagne tissus. Ce remboursement s'effectue donc avec un certain automatisme, les fonds mis à la disposition du commerce des grains retournant, en partie, à la banque par le canal du commerce des tissus. Le *minimum* des crédits de campagne tissus doit donc, en thèse générale, se produire au moment où les crédits de campagne céréales toucheront au point maximum, c'est-à-dire en hiver.

Laines

Marché régulier. Les achats s'effectuent dès la tonte. La campagne débute dès la fin des gros froids d'hiver (avril-mai). Les engagements s'éteignent en janvier-mars.

Il convient de souligner le caractère purement théorique de ces observations. En ce qui concerne les grains et les tissus notamment, le marché constantinois, malgré son caractère local, ne saurait échapper aux influences extérieures qui dominent en la matière. Beaucoup d'éléments complexes, où les impondérables jouent un rôle considérable, agissent de leur côté sur les époques d'engagements maxima et minima : précocité des récoltes, besoins de soudure dans la Métropole, élasticité de trésorerie de la clientèle, facilités bancaires, importance des récoltes (locale et mondiale), changes, retard ou amélioration dans la manutention des tissus. En fait, la courbe des crédits de campagne tissus ne saurait s'adapter que dans ses tendances à la courbe idéale.

§ III. — TABLEAU DES OPÉRATIONS D'ESCOMPTE : OBSERVATIONS

1° Escomptes intéressant la ville de Constantine et son ressort administratif.

a) Ce ressort comprend : au Nord, Nord-Ouest, des centres de colonisation d'une grande richesse, mais d'une activité commerciale secondaire. Tels sont Bizot, Fedj M'Zala, Gra-rem, Mila. L'Ouest comprend des centres très prospères, peuplés, greniers abondants mais moins réguliers et marchés fréquentés. Chateaudun du Rhummel notamment. A l'Est, passé Aïn Abid, l'influence du chef-lieu est balancée par l'attraction bônoise. Les Hauts-Plateaux, le Sud et l'Extrême-Sud constantinois dépendent de la succursale.

Les chiffres ci-après font ressortir l'importance respective des principales localités :

Montant des effets remis en recouvrement au cours de l'exercice 1927-1928 sur :

Chateaudun	3.145.000	} Tissus Droguerie indigène Denrées coloniales Machines et instruments agricoles Automobiles Quincaillerie, etc.
Condé Smendou	334.000	
Aïn Abid	466.000	
Aïn Fakroun	448.000	
Aïn M'Lila	2.684.000	
Batna et localités rattachées	17.081.000	
Biskra	20.662.000	
El Kantara	98.000	

L'Administration des Postes a eu, de son côté, à recouvrer 14.291.000 francs.

Les encaissements effectués sur les places de Touggourt, Djamaa et El Oued se sont élevés à 4.341.000 francs (2 mil-

lions 773.000 pour Touggourt seulement). Les plus fortes remises ont lieu au cours de l'automne et de l'hiver. Les engagements se liquident, en effet, au moment de la récolte des dattes.

Les échéances pour Constantine place ont atteint en :

1926-1927 : 157.000.000 de francs.

1927-1928 : 167.000.000 de francs.

b) Dispositions des différentes succursales de la banque sur Constantine.

On remarque la progression des tirages d'Alger sur Constantine. Ces tirages représentent les affaires les plus diverses : ventes de tissus, tabacs, allumettes, anisettes, vins de marques, de machines agricoles, d'articles de bazar, de denrées coloniales (café notamment). A signaler encore certains tirages représentant des opérations bancaires, avances de capitaux consenties par des négociants ou des banquiers algérois à des commerçants de Constantine, réalisés sous forme de billets à ordre ou de papier de change ordinaire réescompté à Alger même. Ce fait ouvrirait d'intéressants développements sur les besoins de capitaux de la place de Constantine.

Les centres de Sidi bel Abbès, Mostaganem, Tlemcen fournissent peu sur Constantine; leurs produits n'intéressent guère que des besoins spéciaux. Notons les confitures de Relizane.

Le papier de Philippeville est sans grand intérêt (vins, produits maraîchers, meubles, machines agricoles). Même observation pour celui de Bône (produits alimentaires, meubles, musique, tabacs manufacturés). Les valeurs escomptées par Bougie représentent des ventes d'huiles, figues, pâtes alimentaires de Sétif, tabacs à priser de Bougie. Oran livre une certaine quantité de denrées coloniales (riz et café notamment). Quant à Tunis, ses rapports avec Constantine se réduisent à des ventes assez peu importantes d'articles de luxe (tapis et burnous, confiserie).

2° *Dispositions de Constantine sur les places d'Algérie et de Tunisie :*

a) Oranie : papier causé surtout par des livraisons de tissus.

b) Même remarque pour le département d'Alger.

c) A l'égard de Bône et de Bougie, le chiffre d'escompte retient l'attention. Il exprime l'importance du rôle joué par

Constantine dans l'activité commerciale, non de Bône et de Bougie même (les dispositions sur ces deux villes sont relativement peu élevées), mais sur les régions de Bordj bou Areridj-Sétif d'une part et de Souk Ahras-Guelma d'autre part. Pour une forte proportion, le papier escompté sur ces localités représente des ventes de tissus indigènes.

d) On remarquera le développement des relations avec la Tunisie, témoignage précis en faveur du commerce des tissus.

*
* *

2° *Opérations d'encaissement.* — Les traites reçues à l'encaissement sont essentiellement d'origine métropolitaine (importations). L'analyse des importations est examinée dans les statistiques figurant ci-après.

Montant des Effets escomptés par les succursales de la Banque de l'Algérie, représentant des dispositions sur le ressort économique de Constantine

Exercices	Constantine	Alger	Bône	Oran	Philippeville	Tlemcen	Tunis	Bougie	Mostaganem	Sidi-Bel-Abbès
1860-1861	11.208.208	1.925.068	»	3.219	»	»	»	»	»	»
1865-1866	20.331.171	1.643.606	»	53.939	»	»	»	»	»	»
1870-1871	54.198.307	1.227.377	1.209.648	182.161	»	»	»	»	»	»
1875-1876	30.994.598	3.900.399	3.647.057	939.083	1.784.320	1.050	»	»	»	»
1880-1885	73.493.142	5.391.649	3.271.380	163.930	4.602.623	10.329	»	»	»	»
1885-1890	73.000.260	4.714.795	20.500.911	23.014	18.539.713	»	»	»	»	»
1890-1891	50.306.837	5.151.796	13.044.204	95.044	4.984.297	163	»	»	»	»
1895-1896	33.835.112	7.841.498	16.706.588	52.764	6.365.743	50	»	»	»	»
1900-1901	15.863.404	10.605.467	123.353	41.084	3.070.415	»	»	»	»	»
1905-1906	61.233.751	3.126.602	161.296	15.584	3.201.574	3.783	46.945	»	»	»
1910-1911	75.071.364	6.082.483	130.688	161.301	3.267.950	7.030	80.422	»	»	»
1915-1916	14.696.401	6.332.077	61.218	4.885	788.655	2.378	53.394	»	»	»
1920-1921	60.556.041	8.426.179	450.561	47.619	4.037.177	»	235.077	»	»	»
1925-1926	124.087.828	37.129.426	2.316.874	768.695	2.132.211	51.568	255.992	768.695	45.028	390
1926-1927	171.124.148	41.020.839	3.005.794	4.515.246	2.640.972	11.335	357.773	1.384.122	120.983	40.985
1927-1928	192.468.250	51.667.912	5.377.279	9.445.586 ⁽¹⁾	3.412.579	20.392	261.076	1.696.889	346.857	13.334

(1) Ce chiffre fausse la réalité. Les Dispositions d'Oran sur Constantine n'ont jamais atteint cette importance. Le chiffre ci-dessus comprend certaines opérations d'escompte dont on a crédité la succursale d'Oran pour des raisons particulières.

Montant des Effets escomptés par la Succursale de Constantine représentant des dispositions sur les places d'Algérie et de Tunisie

Exercices	Constantine	Alger	Bône	Oran	Philippeville	Tiencen	Tunis	Bougie	Mostaganem	Sidi-Bel-Abbès
1860-1861	11.200.208	94.313	»	»	»	»	»	»	»	»
1865-1866	20.331.171	936.632	»	121.943	»	»	»	»	»	»
1870-1871	34.198.307	172.731	501.359	558.846	»	»	»	»	»	»
1875-1876	30.994.398	1.354.847	1.253.471	695.531	3.311.450	»	»	»	»	»
1880-1881	73.435.142	660.024	1.082.255	362.493	2.130.215	7.019	»	»	»	»
1885-1886	73.000.260	109.254	1.087.961	681.038	1.980.104	547	»	»	»	»
1890-1891	50.306.837	585.637	808.570	496.923	1.123.489	175	»	»	»	»
1895-1896	33.835.112	492.285	333.327	333.320	549.386	309	»	»	»	»
1900-1901	15.863.404	461.695	475.352	370.784	423.464	63.840	»	»	»	»
1905-1906	61.233.751	7.300.919	1.090.318	607.047	3.409.214	17.903	509.883	»	»	»
1910-1911	75.071.364	9.663.191	1.537.642	337.148	954.336	10.023	864.001	»	»	»
1915-1916	14.696.401	4.002.270	94.009	3.943	159.388	»	108.411	»	»	»
1920-1921	60.556.941	14.700.236	468.099	191.431	1.510.763	2.477	449.539	»	»	»
1925-1926	124.087.820	8.318.028	7.332.128	283.536	3.417.143	17.229	5.307.010	14.724.548	233.369	128.671
1926-1927	171.424.148	7.008.945	18.408.843	851.701	7.035.435	29.219	8.563.486	21.104.363	317.447	161.532
1927-1928	192.468.250	7.626.835	20.171.000	958.152	7.338.993	36.410	9.046.545	23.342.363	222.108	148.616

CONCLUSIONS

Au moment de mettre un terme à l'étude du développement économique de Constantine, une question se pose : la conquête a-t-elle bouleversé l'économie d'autrefois ? Non, si l'on considère les événements d'un point de vue général. Un moment, on put concevoir que la colonisation, dans cette province de l'Est, partirait de la côte.

Mais on comprit qu'il valait mieux s'adapter sans retard aux courants économiques établis et les amplifier. Ce faisant, le conquérant a largement ouvert les portes que le brigandage et l'anarchie rendaient impraticables ou dangereuses. La grande voie perpendiculaire du Sud, la parallèle des Hauts-Plateaux, l'une et l'autre précisées par la route et le chemin de fer, ont permis l'épanouissement commercial de Constantine. Surtout, s'est éclairé l'horizon nord que le Turc avait aveuglé.

Sans doute, l'adaptation au mode économique nouveau ne s'est pas faite sans surprise; mais, loin d'en souffrir, l'activité locale s'est intensément développée. On en donnera pour dernières preuves quelques statistiques douanières du port de Philippeville, dont les quatre cinquièmes du trafic au moins sont assurés par les seuls besoins du négoce cirtéen.

MOUVEMENT DE LA NAVIGATION DU PORT DE PHILIPPEVILLE

Navires entrés

Années	Bâtiments	Tonneaux de jauge
1860.....	529	79.930
1865.....	433	95.500
1870.....	479	150.183
1875.....	1.123	287.159
1880.....	1.201	466.484
1885.....	1.437	651.681
1890.....	1.153	623.798
1895.....	1.118	454.055
1900.....	1.193	516.024
1905.....	1.268	613.211
1910.....	1.163	739.238
1915.....	1.048	367.724
1920.....	959	330.463
1926.....	1.442	604.376

Pour l'année 1926, 198 navires sont entrés dans le port de Bougie (300.361 tonneaux), 795 dans le port de Bône (979.043 tonneaux).

Les principales marchandises exportées par le port de Philippeville, en provenance pour la plupart de la région de Constantine et du Sud, sont : les bestiaux (ovins), les céréales, les produits de l'industrie meunière (semoules) et les dattes. La majeure partie des exportations est dirigée sur la Métropole, principalement par Marseille. Les exportations sur le marché français se sont élevées, en 1926, à 325 millions 269.000 francs, alors qu'elles n'atteignaient pas 22 millions à l'égard de l'étranger.

De son côté, la Métropole alimente presque à elle seule le marché constantinois. Les importations du port de Philippeville se chiffrent, en 1925, par 330.913.000 francs, se décomposant ainsi :

de France	de l'Etranger	Total	1924
296.812.000 fr.	34.101.000 fr.	330.913.000 fr.	289.147.000

Sur ces chiffres, la meilleure part revient aux importations de tissus et notamment de colonnades destinées à la consommation indigène (tissus dits « tissus indigènes »). Voici la valeur du stock tissus importé par Philippeville en 1925 :

de France	de l'Etranger	Total	1924
107.460.000 fr.	2.813.000 fr.	110.273.000 fr.	83.821.000

Valeur des tissus de coton..... 100.957.000 fr.

En 1926, la valeur des importations de tissus s'est élevée sensiblement : elle a atteint 120.538.000 francs pour 46.337 quintaux.

Entrepôt des Hauts-Plateaux et porte du Sud, Constantine importe une grande quantité de denrées coloniales et d'articles divers, notamment des « poteries indigènes » :

Années	Sucres	Savons	Farineux alimentaires	Poteries, Verres, Cristaux
	tonnes	tonnes	quintaux	quintaux
1905.....	2.662	1.065	1.209	2.205
1910.....	3.504	2.087	2.395	2.627
1915.....	3.064	1.681	411	1.060
1920.....	3.499	1.569	578	1.374
1924.....	3.099	1.763	3.267	1.957
1925.....	3.431	1.709	1.669	1.898
1926.....	3.372	1.342	1.309	2.894

La statistique comparée suivante précise le rôle respectif de Bougie, Philippeville, Bône, dans certains postes des importations algériennes.

		Philippeville	Bône	Bougie
1924	Sucres bruts ou raffinés	30.990	22.133	5.149
	Cafés	5.358	4.455	574
	Bougies	1.650	812	224
	parfumeries, savons..	17.636	10.937	9.075
1925	Cafés	5.808	5.084	871
	Sucres	34.314	28.069	8.864
	Bougies	1.160	961	277
	Savons	17.099	9.038	7.273
1926	Sucres	33.727	32.313	9.537
	Cafés	5.960	4.495	531
	Bougies	1.136	883	299
	Savons	13.426	10.249	8.294

(quantités en quintaux métriques)

Observations : en ce qui concerne ces différents produits, dont la consommation intéresse aussi bien l'Européen que l'indigène, l'importance des importations de Bône n'a rien de surprenant si l'on considère la masse de sa population urbaine et le débouché considérable de grosses agglomérations de Guelma, Souk Ahras et Tébessa. Le commerce des « denrées coloniales » demeure donc pour Constantine sans originalité. Il ne paraît pas devoir, dans l'avenir, se développer beaucoup, en raison de la concurrence bônoise, algéroise et même oranaise. Il y aura donc lieu de l'écarter de nos études ultérieures.

Il est bon de souligner que la balance du port de Philippeville se solde le plus souvent en faveur des importations, ce qui jette une vive lumière sur le rôle commercial de Constantine. La balance du port de Bône est, au contraire, nettement positive.

VALEUR TOTALE DES IMPORTATIONS
DES PORTS DE BÔNE ET DE PHILIPPEVILLE
AU COURS DES ANNÉES 1924-1925-1926

Bône

(Valeur en milliers de francs)

	1924	1925	1926
Exportations.....	246.515	301.239	365.809
Importations.....	197.923	243.374	234.852
En faveur des exportations	48.592	57.865	130.957

Philippeville

Importations.....	289.147	330.913	349.076
Exportations.....	190.259	188.767	347.022
En faveur des importations	98.888	142.146	2.054 (1)

Alors que le trafic de Bône est abondamment alimenté par l'exportation des phosphates (43.575.000 francs en 1925), et des minerais de fer, plomb et zinc (69.000.000 de francs en 1925), alors que les tabacs, les fourrages, alfas, vins, eaux-de-vie, lièges ouvrés, produits chimiques (ensemble 75.000.000 de francs en 1925) contribuent d'une manière régulière à la bonne position de sa balance, le port de Philippeville, dépourvu de la plupart de ces produits, exporte pour une dizaine de millions de vins et pour quelques millions de minerais. En temps normal, ses exportations de dattes, laines, bestiaux, céréales et semoules, produits de la région constantinoise ou de l'extrême-sud, alimentent près de la moitié de son trafic. Or, ce sont là des éléments qui varient beaucoup d'une année à l'autre et dans leur masse et dans leur valeur marchande.

Par contre, alors que le port de Bône n'importe qu'un stock négligeable de tissus de coton et de laine, marchandises chères, Philippeville reçoit, chaque année, pour le compte de Constantine, un stock de cotonnades qui représente à lui seul près du tiers des importations totales. Les autres éléments d'importations sont, pour les deux ports, sensiblement égaux.

*
* *

Que faut-il conclure des statistiques qui précèdent ?

Le voyageur qui ne vient pas à Constantine seulement pour s'émouvoir à la sensation du vertige, apprend à connaître la richesse et les besoins du pays dès qu'il a pénétré au cœur de la ville, — cette ville dont il cherchera vainement à découvrir l'ensemble, tant elle se ramasse sur elle-

(1) Les résultats de 1926 surprennent par leur brutalité. Ils s'expliquent toutefois aisément, si l'on considère la hausse des céréales à cette époque et l'augmentation sensible des exportations de certains produits de grande valeur s'ajoutant à l'augmentation des exportations de grains. C'est ainsi que les envois de semoules sur le marché métropolitain ont atteint 172.000 quintaux en 1926 contre 109.000 quintaux en 1925. Il y eut, d'autre part, 481.444 quintaux de céréales exportés contre 182.556 en 1925.

même et se rive à la forme tourmentée du Rocher, comme pour mieux abriter le pullulement de sa race laborieuse.

L'artère principale, la rue Nationale, et les rues secondaires qui s'y déversent, rue Combes, rue Rouaud, rue Vieux, rue des Zouaves, rue Cahoreau constituent un entrepôt de denrées les plus diverses, et surtout un magasin de tissus indigènes destinés moins à la consommation locale qu'à celle des populations les plus éloignées du chef-lieu.

Et c'est bien là que réside l'originalité profonde de Constantine. « Nid d'aigle », si l'on veut; place de commerce, évidemment; mais, avant tout, marché de tissus. Et cette fonction essentielle mérite bien qu'on s'y attarde quelques instants. Sans doute, son activité participe d'autres facteurs, facteurs secondaires dont elle ne possède pas le Monopole provincial. Les laines, le bétail, les cuirs sont l'objet dans tout le département de transactions fiévreuses. Leur étude ne présenterait que peu d'intérêt au point de vue local et nous ne croyons pas devoir nous y arrêter.

Mais on ne saurait omettre le rôle de premier plan que jouait naguère le marché aux grains de Constantine. De ce côté une transformation radicale s'est opérée, si profonde qu'il est indispensable de lui consacrer quelques développements.

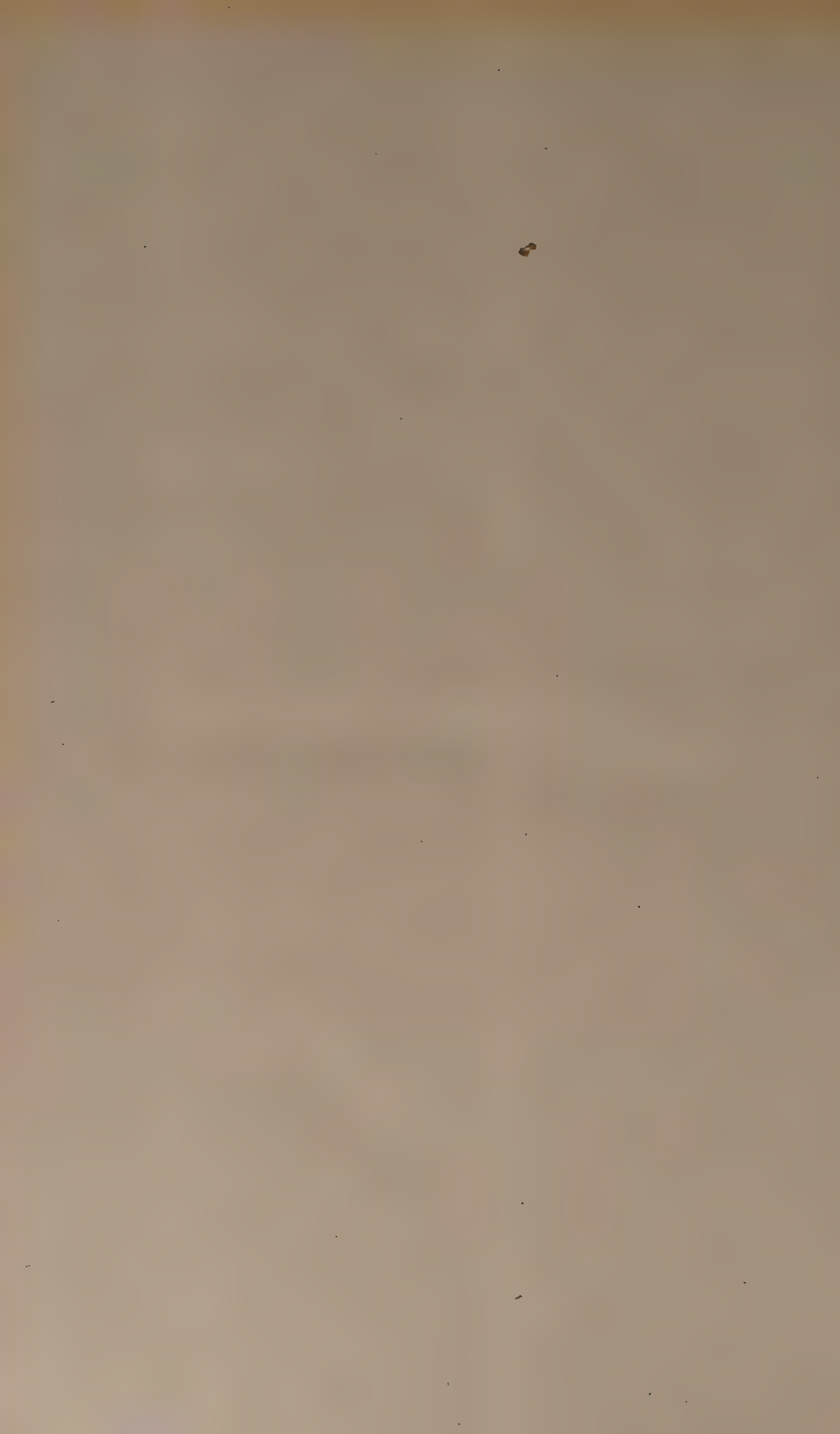
Après cette étude des grains et des tissus, nous aurons en quelque sorte ébauché l'histoire économique contemporaine de la vieille cité berbère et, nous voulons l'espérer, cette certitude s'imposera qu'outre l'attraction singulière de son étonnante histoire et le charme de son échappée limpide sur l'horizon numide, Constantine possède la force qui fut féconde en tous les temps : la force mercantile.

Tableau comparatif des principales marchandises exportées par les ports de Bône et de Philippeville

MARCHANDISES		UNITÉS	BONE				PHILIPPEVILLE			
			1925		1926		1925		1926	
			Quantités	Valeurs (milliers de francs)	Quantités	Valeurs (milliers de francs)	Quantités	Valeurs (milliers de francs)	Quantités	Valeurs (milliers de francs)
Bestiaux	bovins	Tête	3.917	3.604	1.205	1.205	1.195	1.084	4	3
	ovins	—	125.115	18.127	64.182	10.857	170.792	26.987	169.351	29.684
	porcins	—	—	—	551	343	565	274	1.739	1.078
Laines et déchets		Quintal	7.277	6.456	7.004	7.372	12.264	10.258	13.251	13.711
Céréales, grains et farines ..		—	312.752	30.210	303.407	55.120	182.556	17.438	481.444	94.498
Gruaux en semoules		—	26.361	5.031	39.180	10.903	109.112	20.733	172.208	47.706
Dattes de table		—	—	—	—	—	111.065	33.320	107.900	53.951
Bois exotiques		Tonne	2.843	1.153	681	294	3.544	7.549	3.184	7.801
Vins		Hectol.	410.453	30.392	432.699	62.338	141.300	10.457	110.980	15.982
Eaux de vie et esprits		—	11.517	7.035	14.618	9.479	2.134	1.312	3.099	2.758
Liège brut		Tonne	10.107	6.724	7.658	10.160	1.716	1.402	1.209	1.339
Lièges ouvrés		Quintal	6.987	4.375	3.961	3.323	461	308	548	453
Alfa		—	243.995	8.540	167.520	6.701	25.852	905	11.194	448
Fourrages et sons		—	166.292	4.913	93.451	3.580	39.893	2.592	35.392	2.725
Phosphates naturels		Tonne	640.809	43.575	505.518	37.937	—	—	—	—
MINÉRAIS	de fer	—	624.954	37.497	349.808	20.979	19.781	1.187	13.473	808
	de cuivre	—	1.700	1.105	1.191	343	—	—	647	493
	de plomb	—	16.151	21.803	12.678	20.267	4.365	5.893	3.688	5.901
	de zinc	—	13.091	10.080	18.869	18.925	8.987	6.920	10.660	10.693
Produits chimiques		Quintal	178.378	4.628	55.664	1.773	461	91	352	79
Tabac en feuilles		—	61.354	24.541	78.825	40.989	—	—	—	—
				269.789		322.888		148.710		290.111
Valeur totale des Exportations			{	301.239		365.809		188.767		347.222

Tableau comparatif des principales importations effectuées par les ports de Bône et de Philippeville

MARCHANDISES	UNITÉS	BONE				PHILIPPEVILLE			
		1925		1926		1925		1926	
		Quantités	Valeurs (milliers de francs)	Quantités	Valeurs (milliers de francs)	Quantités	Valeurs (milliers de francs)	Quantités	Valeurs (milliers de francs)
Fromages et beurre...	Quintal	3.169	3.479	2 321	2.840	3.240	3.644	1.307	1.738
Semences de terre et farines	—	22.895	1.905	17.703	2.301	16.698	1.637	13.095	1.835
Cafés bruts ou raffinés...	—	28.069	5.505	32.313	9.111	34.314	6.762	33.727	9.549
Préparations sucrées.....	—	3.321	2.097	2 734	3.198	4.575	3.270	3.859	4.511
Cacao.....	—	5.084	5.237	4 495	6.563	5.808	5.990	5.960	8.714
Chocolat.....	—	1.090	1.199	849	1.114	2.448	2.693	1.524	1.997
Thé.....	—	262	388	333	740	380	562	853	1.894
Grains communs.....	Tonne	7.661	4.604	9.138	9.103	6.352	3.562	6.435	4.897
Céréales.....	—	21.011	2.574	20.394	3.451	13.270	1.690	13.496	2.359
Graines.....	—	80.452	9.584	76.415	11.558	45.570	4.957	58.050	8.641
Graines lourdes.....	Quintal	6.069	648	10.976	1.534	5.923	797	7.227	1.557
Fonte, Fer et Acier.....	—	99.773	8.783	46.169	5.313	89.505	7.165	41.318	4.258
Acier.....	—	294	721	1.007	335	626	563	1.145	1.425
Produits chimiques.....	—	79.028	4.428	45.260	5.178	40.373	2.497	41.976	2.596
Parfumeries et savons...	—	9.038	4.782	10.249	6.596	17.099	8.135	13.426	8.985
Verreries, verres et cristaux	—	21.163	4.363	20.984	4.159	18.988	4.395	28.943	6.133
Lin, chanvre.....	—	358	862	308	939	508	1.314	142	387
Jute.....	—	8.938	5.565	8.687	5.385	11.733	6.730	14.913	9.363
Coton.....	—	2.017	5.022	2.318	7.782	36.263	100.937	31.064	108.860
Laine.....	—	93	617	65	342	105	662	113	909
Alpaga.....	—	8	19	9	19	65	129	87	202
Soie.....	—	2	69	1	84	14	481	18	817
Machines et mécaniques...	—	24.785	19.197	26.587	20.036	21.127	16.225	21.073	17.348
Objets et ouvrages en métaux	—	89.648	39.667	33.039	16.920	27.442	15.447	30.189	19.748
Automobiles.....	—	2.350	6.728	2.260	5.140	4.844	14.689	5.866	14.494
Objets en caoutchouc.....	—	371	1.260	273	1.159	1.586	5.998	1.567	7.383
Objets postaux.....	Nombre	124.589	41.440	124.247	41.325	136.702	45.465	134.733	44.810
			180.743		172.225		266.416		295.410
Valeur Totale des Importations			243.374		234.852		330.913		349.076



QUATRIÈME PARTIE

CONSTANTINE
MARCHÉ de GRAINS et de TISSUS



TITRE PREMIER

LES GRAINS

CHAPITRE PREMIER

Généralités géographiques et historiques

§ I. — LA CULTURE DES CÉRÉALES DANS LA PROVINCE DE CONSTANTINE

L'examen de la carte agricole de l'Algérie (1) révèle l'importance considérable du domaine céréalière constantinois.

Le cœur même de la province est consacré à la culture de l'orge et du blé. S'étendant de l'Ouest à l'Est d'une manière assez soutenue, débordant les limites de l'ancienne Numidie pour se développer avec une vigueur nouvelle au sein de la Tunisie actuelle, le flot des moissons vient battre les contreforts amollis de massifs puissants.

C'est à la limite du Tell et des Hauts-Plateaux, le long d'une ligne qui bénéficie très heureusement de l'économie de l'une et l'autre régions, que se sont développés les greniers les plus prospères, aujourd'hui Bordj bou Arréridj, Sétif, Saint-Arnaud, Chateaudun-du-Rhumel, Constantine, Guelma, Souk Ahras et, au Sud de cette zone où mûrissent les plus belles moissons de blé, s'étend le véritable pays de l'orge, dont les principaux marchés actuels sont Batna, Khenchela, Aïn Beïda, Sédrata et Tébessa.

Ces diverses régions se prêtent avec plus ou moins de bonheur à la culture. En principe, la valeur des terres dé-

(1) Publiée par le Gouvernement Général de l'Algérie en 1925.

croît du Nord au Sud. Les parties les mieux arrosées sont les plus fécondes. A cet égard, la zone de Sétif à Souk Ahras est privilégiée. Encore les pluies manquent trop souvent de régularité. Les pluies de printemps, toujours attendues avec anxiété, apparaissent tardivement; parfois, elles se précipitent en orages funestes.

Les récoltes varient beaucoup d'une année à l'autre et dans les rendements et dans les étendues emblavées. Aussi reste-t-il, même pour le présent, très difficile de déterminer pour telle région, une moyenne absolue. Toutefois, le Nord présente une certaine régularité, alors que les Hauts-Plateaux réservent de graves surprises. Enfin, les cultures indigènes révèlent l'insuffisance des moyens mis en œuvre, et les rendements ordinaires moyens ne dépassent guère quatre pour un à l'hectare de blé, six à l'hectare d'orge.

Nous sommes donc bien loin des étonnants témoignages de l'histoire. En vérité, les récits de Strabon ont quelque chose de rabelaisien (2).

D'ailleurs, aux images de moissons fabuleuses auxquelles convie la tradition, s'oppose la sévérité des conditions naturelles. Pays de sel, pays où « le squelette rocheux du sous-sol perce partout, nu, propre et comme épousseté » (3). Quel que soit l'itinéraire que l'on emprunte, la roche et le sel dessèchent le paysage. La fécondité et la stérilité se disputent l'espace. Au sud de Constantine, la contradiction est singulière : des crêtes chauves, rongées, où s'aligne parfois la théorie géométrique des dolmens, des dômes que fleurit seule la lumière des couchants, et, à leur base, des vallées en miniature qui seraient étonnamment fertiles si, trop souvent, ne les appauvrissait la sérénité capricieuse du ciel.

L'empire du sel est vaste. Le chlorure règne en maître le long des Hauts-Plateaux. Non loin d'Aïn Béïda, la Guerrah el Tarf étale d'éblouissants spectacles et la plaine d'Oued Nini qu'elle recouvrait à une époque géologique récente reste rebelle à la culture. L'Aurès baigne ses contreforts dans une inépuisable saumure. Plus vers le Sud-Ouest, le bassin du Hodna s'évase en un chott immense.

Les Hautes Plaines intérieures qui s'adossent à l'Aurès et s'étendent par Aïn Beïda et Tébessa vers la Tunisie, restent difficiles à coloniser. Leur valeur économique est réelle. Mais, à mesure que l'on s'enfonce vers le Sud-Est, une indéfinissable impression de solitude envahit l'esprit. La végé-

(2) Comme l'on sait, l'énorme jument de Gargantua « venait d'Afrique ».

(3) H. F. GAUTIER : *Les Siècles obscurs du Maghreb*, p. 13.

tation peine. La lande alaphatière l'emporte sur la culture de l'orge. Aïn Béïda, la Meskiana, Tébessa s'isolent en de vastes cuvettes que séparent des massifs elliptiques, rocailleux, crevassés par l'été, martelés par l'hiver, où subsistent par miracle de maigres forêts de pins, dévastées par la dent des troupeaux et la hache du Chaouïa, l'une et l'autre plus funestes à l'arbre que le siroco aux cèdres de l'Aurès (4).

On a parfois l'image du désert — d'un désert plus angoissant que le véritable, puisque l'on rencontre la trace stérilisée d'efforts de naguère. La presse algérienne n'a-t-ellë pas récemment jeté ses clameurs sur la « tragédie d'Oued Nini » ? (5). Tel autre village, Youks-les-Bains, semble frappé de mort. Les ruines l'enserrent et le rongent comme une gangrène, ruines toutes neuves qui rappellent d'une façon troublante celles d'autres villages de France.

S'il est vrai que la Numidie ait connu jadis l'alternance propice des forêts et des labours, on n'en déplore que davantage la fureur du vandale et le geste définitif de la Kahéna, dont l'œuvre de mort fut, au surplus, parachèvee par l'errance du pasteur, les siècles d'isolement et les rigueurs du milieu physique, qui purent dès lors sévir sans frein.

Le domaine céréalifère de la province de Constantine est figuré sur la carte par une large tache jaune. Mais le procédé n'exprime qu'une tendance et l'on doit se garder de l'interpréter à la lettre. Les résultats acquis ne nous paraissent devoir progresser que lentement.

Voici quelques chiffres récents :

ARRONDISSEMENT DE BATNA. — ANNÉE 1925

1.440	quintaux	de blé tendre,	pour 525 hectares.
373.298	»	de blé dur,	pour 96.703 hectares.
854.461	»	d'orge	pour 161.097 hectares.

Les cultures sont essentiellement indigènes (orge : 152.463 hectares; blé dur : 86.944 hectares).

La région propre de Constantine reste, sans conteste, l'une des plus fertiles de la province. On y cultive les variétés les plus diverses de blés durs réputés excellents semouliers : le Mahmoudi, le Mohamed ben Bachir, le Tounsi, le Hadjet, le

(4) Cf. Colonel DE LARTIGUES : *Monographie de l'Aurès*. Constantine, 1885.

(5) *La Dépêche de Constantine*, mai 1929 ; *La Presse Libre*, Alger, 27 juin 1929.

Hebda, le Kahla, autant de noms qui sont de savoureux certificats d'origine.

La culture du blé dur en 1925, année déficitaire, a enregistré les résultats suivants :

Superficies (hectares) : Européens.....	53.373
Indigènes	175.478
TOTAL.....	228.851
Productions (quintaux) : Européens.....	395.490
Indigènes	811.878
TOTAL	1.207.368

Cette même année, le département produisait un total de 3.263.000 quintaux de blé dur, pour une étendue cultivée de 625.282 hectares (Guelma, 64.612 hectares, 554.000 quintaux, Sétif 162.000 hectares, 585.357 quintaux) et l'Algérie entière 6.550.000 quintaux. Ces chiffres laissent apparaître le rôle de premier plan qui revient à Constantine dans la production, partant dans le marché des grains.

Les Européens, à l'instar des indigènes, cultivent peu le blé tendre (26.275 hectares pour l'ensemble du département en 1925).

Les orges sont très en faveur dans la province entière.

ANNÉE 1925

Culture de l'Orge	Superficies cultivées (hectares)			Production (quintaux)		
	Européens	Indigènes	TOTAUX	Européens	Indigènes	TOTAUX
Constantine.....	27 743	151 878	179 621	218 779	878 698	1.097.477
Batna	8 634	132.463	161.097	54.960	799.501	854.461
Sétif.....	26 293	154.973	181 266	101.967	271.092	373 039
	62 670	459.314	521.984	375 706	1.949 291	2 324 997
Bône, Bougie, Guelma et Philippeville.	8.557	91.919	100 476	119 858	724.437	844.295
	71.227	551.233	622.460	495.564	2.673.728	3.169.292

En 1929, la récolte de céréales dans le département de Constantine a porté sur 1.553.923 hectares et la production totale s'est élevée à 7.995.000 quintaux. C'est la plus grande surface emblavée et le plus fort rendement obtenu pendant la dernière décade. Les rendements à l'hectare sont de : 4 quintaux 94 pour le blé dur, 5 quintaux 69 pour le blé tendre, 5 quintaux 16 pour l'orge, et 7 quintaux 08 pour l'avoine. (*Dépêche de Constantine* du 20 décembre 1929).

§ II. — APERÇU RÉTROSPECTIF SUR LE COMMERCE DES GRAINS

Alors que l'identité des conditions naturelles et quelques témoignages explicites laissent penser que les territoires consacrés à la culture des céréales n'ont guère varié depuis de longs siècles dans leur étendue, il y a lieu d'estimer que l'activité du marché aux grains de Constantine a présenté des aspects fort variables selon les circonstances politiques. Seule, la paix publique, propice à l'agriculture et au commerce, a pu, dans le passé, conférer quelque éclat à l'activité des transactions sur le marché local, en permettant notamment à de gros négociants de s'y établir à demeure. Et « il est hors de toute discussion que les communications par mer ayant été souvent interrompues par la course entre l'Afrique et l'Europe, durant des siècles, les populations sédentaires et agricoles de la Régence vendirent de préférence aux Sahariens leurs blés et leurs orges. La circulation des denrées était assurée par la transhumance et il s'établissait une sorte d'équilibre matériel entre les productions du Nord réclamées par les Sahariens et les productions du Sud achetées par les Telliens... » (1). Pour les mêmes motifs, un mouvement d'échanges actif mettait en rapport la Kabylie et les régions céréalières. C'est pourquoi les environs de Constantine et la ville elle-même ont toujours été fréquentés par les gens des Bibans et des Babors (2).

Ces circonstances, spéciales au milieu géographique et à l'isolement du Maghreb, font bien des greniers méridiens la ligne de partage des opérations commerciales. Elles contribuent, en outre, à expliquer le goût des affaires qui caractérise l'esprit kabyle et qui domine chez les populations de l'extrême-sud, races qui reçoivent de leurs patries, si dissimilables, des aspirations si communes.

(1) DEMONTÈS : *Algérie Economique*, t. III, p. 77 et suiv.

(2) Les marchés de la Medjana, particulièrement riches en grains, exerçaient aussi une vive attraction sur les Montagnards.

*
* *

De tous temps, le commerce des grains s'est pratiqué dans la province entière. Par la force des circonstances, le marché s'est trouvé-disséminé sur un grand nombre de points dont il est difficile de déterminer l'importance respective. Les caravanes ont une tendance naturelle à s'approvisionner au sein même des tribus. De plus, on sait que les pasteurs, au cours de leurs lentes pérégrinations, glanent autant qu'ils achètent. Ils paient d'ailleurs généralement le droit de glaner.

Toutefois, il paraît certain que Constantine l'ait emporté de bonne heure sur les divers marchés provinciaux. Sous la domination turque, les grains arrivaient à Rhabet ez Zra, venant des diverses régions subconstantinoises, de la grande banlieue plus encore que des Hauts-Plateaux. Sur le mouvement des convois on recueille encore quelques témoignages. Ainsi, d'aucuns affirment que les apports de la région d'Aïn Beïda s'effectuaient en deux étapes : Aïn Beïda-Aïn Fakroun, Aïn-Fakroun-Constantine. Le retour s'opérait dans les mêmes conditions.

Des mulets et des chameaux touchaient également barre à Rhabet el Djemel, y déposaient leurs chargements de céréales, lesquelles étaient plus spécialement destinées, par l'intermédiaire de petits boutiquiers, soit aux boulangers constantinois, soit aux consommateurs locaux.

De son côté, le trafic de Rhabet ez Zra paraît réservé à la clientèle étrangère, surtout kabyle, et aux affaires de gros. C'est là que se rencontrent ces négociants européens, établis à Constantine bien avant la conquête et dont la tradition locale répète encore les noms, et ces négociants musulmans et israélites qui, sous la protection intéressée du Bey, pratiquent le commerce d'exportation.

*
* *

L'activité de ce commerce était évidemment conditionnée par le résultats agricoles et la situation politique. M. Demontès ne lui prête même qu'une importance secondaire. Dans le Beylick de Constantine, comme dans celui d'Oran,

les quantités de blé, étaient parfois supérieures aux besoins des autochtones ; alors des ports de Bône ou de La Calle à l'Est, de ceux d'Arzew ou d'Oran à l'ouest, sortaient des navires chargés à destination de la France ou de l'Angleterre (3).

(2) *L'Algérie Economique*, t. III, p. 78.

Par Bône, la Compagnie Française d'Afrique tirait en moyenne 500 cafiz de blé, soit environ 5.000 quintaux (4), quantité vraiment dérisoire par rapport à nos jours. La maison gênoise Schiaffino, établie à Bône également, paraît avoir connu une situation plus prospère. A Djidjelli, les descendants du duc de Beaufort, les « Bourbon », s'étaient fait une situation enviable au cours d'une longue pratique. Enfin, Collo et Stora effectuaient de leur côté un certain trafic.

Comme l'on sait, les Deys, — à l'instar des rois indigènes, jadis, — furent les grands marchands de grains de la Régence. Les Beys n'étaient que les « courtiers de ce commerce lucratif et les négociants juifs leurs auxiliaires les plus précieux » (5). Les Beys, d'ailleurs, ne figuraient guère en nom dans les transactions. Par scrupule, ils ne voulaient pas passer pour trafiquer de leur autorité. Par souci religieux, ils traitaient directement avec les Israélites plutôt qu'avec les Musulmans. Leur intérêt, dit-on, n'y trouvait pas toujours son compte, quoique par leur influence, leurs interventions et d'habiles mesures (ce qui constituait en somme leur capital d'exploitation), ils pesassent d'un poids énorme dans l'activité et la sécurité des transactions.

Leur sollicitude se manifesta de diverses manières. Pour sa part, afin de faciliter les relations commerciales avec l'étranger, et de plus pour éviter les fraudes dans la perception des droits de douane, Salah Bey plaça, près des comptoirs gérés par des négociants français et italiens, à Collo, Stora, Bône et La Calle des agents ou « oukils », munis de pleins pouvoirs et que les Européens appelèrent « les Merkantis ». Ces fonctionnaires avaient comme attributions particulières la surveillance et le contrôle des exportations de grains, dont une partie provenait des impôts en nature (6). Le surplus représentait l'apport du commerce, sinon celui des razzias.

Il est à noter que l'entrée des grains à Constantine bénéficiait d'une exonération absolue des droits d'octroi (7). Ce n'était certes pas par souci du bien public seulement. Il vaut

(4) *Etablissements Français*, 1840.

(5) DEMONTÈS : op. cit., t. III, p. 81. — D'après M. GAUTHEROT (*La Conquête d'Alger*, Payot, 1929, p. 151) le Bey faisait des avances aux cultivateurs de l'Est. A fortiori, le Bey, propriétaire lui-même et en relations directes avec les fellahs.

(6) On prélevait d'abord ce qui était nécessaire pour la nourriture des troupes. C. MERCIER, *Histoire de Constantine*, p. 297 et 302.

(7) VAYSSETTES, op. cit., chap. I^{er}, p. 19.

mieux penser que la mesure avait été prise — on ne sait par quel Bey — dans le but de favoriser des négociants influents.

L'intervention beylicale était surtout utile à la sécurité des voyageurs. Le Bey, ou son khalifa, mettait en rapport les commerçants avec les chefs de tribus par la délivrance de « faraman », ou laissez passer; ainsi accrédité auprès de personnalités politiques ou religieuses, le négociant jouissait au cours de son voyage d'une tranquillité rarement troublée par la turbulence des pillards, quelles que fussent les richesses transportées par la caravane, car les représailles du Bey étaient promptes et terribles.

Les chefs de tribus et, d'une façon plus générale, les familles possédant un certain crédit auprès du Maksén, ne se contentaient pas de jouer le rôle passif d'un organe de transmission (8). Eux-mêmes se livraient au commerce des grains et, par voie de conséquence, au commerce d'importation (9). C'est ainsi que certaines familles de Guelma purent mettre leur situation au service des troupes françaises lors de la retraite de 1836, après avoir contribué au ravitaillement des troupes expéditionnaires.

Quant aux Israélites, leur rôle était de tout premier plan. Cahen ne manque pas d'assurance sur ce point (10).

Lorsqu'il y avait pénurie de blé, dit-il, ils faisaient venir, *par ordre*, de nombreux navires chargés de grains; dans les années d'abondance, ils en faisaient l'exportation (sur ce côté de la question, l'auteur n'est guère très explicite...); mais, dans les années ordinaires, ils étaient obligés d'être très circonspects pour ce genre de commerce et, souvent, l'administration particulière des Juifs était forcée d'interposer son autorité et de recourir à l'excommunication des rabbins pour arrêter l'exportation des blés. Ces mises au ban de la synagogue n'étaient que temporaires et faites dans l'intérêt des communautés, car on avait à craindre quelque soulèvement populaire dont tous les membres de la Communauté devenaient indistinctement les victimes.

Dans ces conditions, des stocks importants de céréales ne durent jamais encombrer, au vu de la foule, l'emplacement

(8) Leur mission était facilitée par la poste de l'époque. La poste fonctionnait plus ou moins régulièrement. C'était un service dépendant exclusivement du Bey. Chaque localité importante possédait son « rekhas » (courrier) chargé de transporter lui-même le courrier et les plis chargés à son collègue le plus proche.

(9) Rappelons que les échanges affectaient la forme du troc, les grains, cuirs, peaux et laines étant livrés dans la très grande généralité des cas contre des tissus et des denrées coloniales (sucres, cafés, thés).

(10) CAHEN, op. cit.

bien exigü et incommode de « Rhabet Ez Zra », ni s'accumuler au fond de magasins. Plus que la foule, d'ailleurs, la cupidité du Makhzen était redoutable. Autre conclusion à tirer du texte ci-dessus : les Israélites n'étaient pas que les courtiers du Bey : ils travaillaient aussi pour leur compte personnel.

Réaliser des fins spéculatives n'embarrassait guère des gens rompus au métier. Ils jouissaient, du reste, de la faveur des pouvoirs publics. Nonobstant de terribles revers (11), l'influence des Israélites fut aussi grande à Constantine qu'à Alger (12).

Ils ont trouvé dans cette ville une amitié protectrice, s'étonnait le poète ; ils sont devenus hauts et puissants. Ils ont des vêtements et des palais qui stupéfient ! (13).

Certain Bey de Constantine, Mustapha El Ouznadji, dut sa fortune politique aux relations qu'il s'était créées chez eux et surtout grâce à l'appui qu'il trouva auprès de Bacri et de Busnach (14). Obéissant à leurs suggestions, il s'empressa, dès son arrivée au pouvoir et en dépit des traités en vigueur, d'interdire de livrer à l'Agence d'Afrique (la Compagnie Française) établie à Collo, les blés dont la France avait alors le plus grand besoin : le comptoir de Collo, à la suite de cette mesure et devant l'hostilité des tribus, fut abandonné des Français. Evidemment, c'était laisser le champ libre à Bacri et Busnach (15).

Ces négociants de l'époque n'ont-ils jamais pensé que pour maîtriser le pays il suffisait de posséder la clef de son élémentaire économie ? Il serait curieux, certes, de découvrir sous les tours de passe-passe des Bacri et des Busnach, des aspirations d'un ordre supérieur à leur intérêt particulier. Pour l'histoire, ils restent des usuriers habiles, corsaires à l'occasion, joueurs hardis en face d'associés redoutables (16). D'ailleurs, rarement talents aussi divers portèrent

(11) V. notamment MERCIER : *Histoire de Constantine*, p. 351.

(12) G. GAUTHEROT : *La Conquête d'Alger*.

(13) A. COUR : *Constantine en 1802*, op. cit.

(14) Le dit Mustapha devint très riche. Ses richesses eurent pour résultat d'exciter la cupidité du Dey. Il fut en conséquence étranglé par les fonctionnaires *ad hoc* le 25 décembre 1797.

(15) MERCIER : *Histoire de Constantine*, p. 301-302. La Compagnie d'Afrique fut rétablie dans ses privilèges en juin 1801.

(16) Cf. Gabriel ESQUER : *La Prise d'Alger*. Les créances Bacri.

Le Bey Ahmed Tobbal fut étranglé sur l'ordre du Dey Hadj Ali, en février 1811, pour avoir fourni à David Bacri trois chargements de blé. Comme l'on sait, les associés ne furent pas toujours d'accord. Cf. MERCIER, op. cit., p. 337.

des fruits plus abondants : le Bey de Constantine, désireux de faire un cadeau à la femme du Dey, s'adresse à Busnach qui lui vend 300.000 francs un bijou qui en vaut 30.000. Le Bey paie en mesures de blé au prix de 4 francs l'unité. Les 7.500 mesures que reçoit Busnach sont ensuite revendues par lui-même à la France au prix de 75 francs la mesure. Le bijou de 30.000 francs lui rapportait 3.450.000 francs (16). On laisse à imaginer le trouble qui dut s'emparer du Prophète, au sein des félicités paradisiaques, car, en somme, cette opération, pour laquelle la qualification d'usurairer constitue un élégant euphémisme, était née du caprice galant d'un croyant. Le Prophète, il est vrai, confessa l'amour qu'il avait des femmes et, au surplus, dans ce domaine si pittoresque de l'usure, que pourrait-on imaginer qui ne resterait purement algérien !

De son côté, le gênois Schiaffino se fit largement payer en monnaie du pays, autrement dit en grains, les faïences et colonnes de marbre qu'il avait livrées au Bey Hadj Ahmed pour la construction de son palais. L'énorme quantité de céréales reçue par Schiaffino, rapporte Féraud (17), fut prélevée sans aucune indemnité sur les récoltes des malheureux fellahs.

Ainsi, chacun mettait à profit les vices et l'incurie de l'époque.

(17) FÉRAUD : *Monographie du Palais de Constantine*. Dans Société Archéologique de Constantine, 1867.

CHAPITRE II

Formation, développement et déclin du marché aux grains de Constantine

L'évolution du marché aux grains de Constantine sous la domination française constitue l'un des phénomènes les plus remarquables de la vie économique locale.

L'histoire de ce marché est dominée par un ensemble de faits, dont certains se trouvent en rapport d'étroite dépendance : a) la pacification des territoires les plus riches, susceptibles de fournir au chef-lieu de grosses quantités de céréales et le développement du groupement européen constantinois; b) l'établissement sur la place de Constantine d'une industrie meunière importante; c) la création du port de Philippeville et l'ouverture du marché métropolitain sous les effets bienfaisants de la loi du 11 janvier 1851; d) la constitution du réseau ferré constantinois. — La minoterie constantinoise sera l'objet d'un chapitre particulier.

*
* *

En 1844, le commerce des céréales en est encore à ses débuts à Philippeville. Les exportations sont nulles. Le Gouvernement général les prohibe d'ailleurs rigoureusement. Les arrivages de blés sur le marché d'Alger, en provenance de la côte, ont pour origine la Métropole (Marseille, Cette), l'étranger (Gênes, Livourne, Palerme), l'Oranie (Mostaganem pour les orges). Stora n'effectue que des envois insignifiants (1). Les arrivages de grains sur le marché de Constan-

(1) Voir le mouvement du port marchand d'Alger. *Moniteur Algérien*. Notamment 15 octobre 1839, p. 1.

Une même semblent répondre surtout aux besoins propres de la localité (2).

Les modifications portées par la loi du 11 janvier 1851 au régime douanier algérien devaient agir énergiquement sur l'activité du marché colonial. A ce moment même, la connaissance exacte et pratique du blé dur se divulguait en France (3). Jusqu'en 1851, il n'était arrivé à Marseille que de très faibles quantités de blé dur (4).

Ce blé était à peine connu et apprécié, aussi se vendait-il avec beaucoup de difficulté, à un prix très bas et nullement rémunérateur. La boulangerie le repoussait ; les quelques rares acheteurs étaient des fabricants de pâtes. Mais, après des études mieux faites et par suite de l'insuffisance des blés français, le blé d'Afrique a été très recherché. La boulangerie a reconnu les qualités supérieures de sa farine... Les fabricants de pâtes ont déclaré que le blé d'Afrique était infiniment préférable à tous les blés employés jusqu'à ce jour pour la délicatesse et la conservation des pâtes... La semoule de Marseille fabriquée depuis quelques années avec ces blés à beaucoup de réputation ; elle est demandée dans les principales villes de France et plusieurs fabricants de Marseille ont réalisé, depuis 1850, des bénéfices considérables par suite des ventes de cette semoule. (5).

Les arrivages de blés durs algériens à Marseille passèrent de 60.640 hectolitres en 1851, à 547.520 hectolitres en 1855. Voici pour l'année 1855 une statistique comparée :

(2) Quelques chiffres relevés au *Moniteur Algérien*. Arrivages de céréales sur le marché de Constantine : de février à décembre 1843 : 18.381 hect. blé, 15.435 hect. orge ; 1844 : 123.536 hect. blé, 89.853 hect. orge. (415.860 indigènes se sont présentés sur le marché au cours de l'année). De janvier à octobre 1845 : 34.550 hect. blé, 24.368 hect. orge. D'après les *Etablissements Français*, ont été mesurés sur le marché de Constantine : 78.474 hect. blé en 1853, et 37.592 hect. d'orge. En 1852 : 167.262 hect. de blé, 129.243 hect. d'orge. Les arrivages sur le marché de Bône sont du même ordre.

(3) Voir au *Moniteur Algérien*, les articles concernant le blé dur, notamment n° du 25 décembre 1855. Dans le même sens, *Annales de la Colonisation Algérienne*, 1852, t. II, p. 59.

(4) « Depuis 1851, les blés constantinois se portent sur la France, auparavant sur Tunis et les provinces de l'ouest ». (*Annales de la Colonisation Algérienne*, 1853, p. 84).

(5) En 1857, le débouché s'étant considérablement élargi, on cote, sur le marché de Constantine, le blé marchand 24,50, le blé minot 26,50, l'orge de 11 à 11,50 (les 160 litres-saa de Constantine). (*Moniteur Algérien* du 30 octobre 1857. Bulletin Commercial de Constantine). Les cours en avril 1843 étaient pour le blé 8,75 pour l'orge 2,65 (les 100 litres). Ceci justifie entièrement les sévères observations des *Annales de la Colonisation Algérienne* (1853, p. 107).

EXPORTATION DE GRAINS EN 1855

	BLES		ORGES	
	Hectolitres	Valeur	Hectolitres	Valeur
Alger	170.475	2.557.125	120.640	844.270
Oran	123.529	1.852.935	143.505	1.004.521
Bône	206.183	3.092.700	21.842	152.894
Philippeville	248.506	3.727.590	61.243	428.701
Mostaganem	149.372	2.240.580	78.424	548.868
	898.065	13.470.930	425.654	2.979.254

Il est à noter que, cette même année, la valeur totale des exportations du port de Philippeville atteignit 6.139.000 fr. Les deux tiers de l'exportation étaient donc représentés par le seul trafic des grains, lesquels provenaient presque exclusivement de Constantine (6).

Quelle était, à ce moment, l'importance respective des divers marchés de la Province ?

Constantine occupe la première place, non seulement par l'abondance et la diversité des produits qui s'y déversent, mais surtout par la foule des indigènes qui fréquentent ses souks (7).

Les arrivages de grains sur le marché de Bône sont alors presque aussi importants que ceux accusés par la statistique sur le marché de Constantine (8). Mais le commerce bônois, spécialisé dans des affaires d'exportation (Tunisie, France, Italie) n'intéresse encore que quelques grosses firmes et ne suffit pas à situer Bône au premier rang des marchés indigènes de la province.

A Philippeville, le marché aux grains ne présentait guère d'intérêt (9). Il ne se développait qu'accidentellement, lorsque le prix du transport sur la route était assez élevé pour offrir aux producteurs une compensation à la longueur du trajet qu'ils étaient obligés de parcourir pour conduire la denrée. Normalement, les charges de grains étaient acheminées vers Constantine, les indigènes préférant vendre leurs

(6) Se reporter à la statistique, p. 66.

(7) De 600.000 à 700.000 individus par an.

(8) En 1855, 200.762 hect. de blé, 28.044 hect. d'orge, pour environ 5.000.000 de francs. L'ensemble des apports effectués en produits du pays atteint, sur le marché de Bône une valeur globale de 5.512.000 francs (Constantine : 15.700.000 fr.). De gros achats de grains étaient effectués par les négociants bônois à l'intérieur du pays. Les grains achetés de cette manière entraient en franchise de droits et ne figuraient pas sur la statistique du marché.

(9) Environ 500.000 francs de grains en 1855, année exceptionnelle, car l'armée expéditionnaire d'Orient nécessita la constitution de gros approvisionnements. (V. *Etablissements Français*, 1855).

grains moins cher sur cette dernière place où, par contre, ils trouvaient tous produits à leurs goûts. Pour peu que le prix du transport baissât ou restât stationnaire, il n'arrivait presque plus de grains sur le carreau de la halle de Philippeville.

Les plaines fertiles des environs de Sétif étaient tributaires du marché de Constantine. Plus les frais de transport entre Sétif et Constantine s'élevaient, plus les arrivages croissaient en nombre et en abondance sur cette dernière place.

En résumé, le mauvais état, l'absence même des routes, la position centrale de Constantine, la demande croissante des négociants européens établis au chef-lieu; d'autre part, l'attriance du chef-lieu sur le consommateur indigène, toutes ces causes font alors de Constantine le marché essentiel de la province. Seul, le marché de Bône conserve une indépendance marquée, ce qui s'explique par son isolement, la richesse de son hinterland et aussi par la persistance des courants économiques qui s'étaient formés bien avant la conquête.

*
**

LA HALLE AUX GRAINS

L'histoire du marché aux grains de Constantine se divise en deux périodes. La première va de 1843 à 1890 environ, la seconde de 1890 à nos jours.

Première période. — C'est l'époque héroïque, pendant laquelle Constantine attire sur son marché la plus grosse partie des grains disponibles du centre de la Province. C'est une époque où les échanges affectent une forme savoureusement archaïque. Constantine est un marché au sens matériel imagé, classique du mot. Acheteurs et vendeurs se trouvent en contact immédiat; les premiers, gros négociants pour la plupart, constituent charge par charge, tellis par tellis, des stocks considérables destinés tant à l'exportation et à la consommation indigène qu'à l'alimentation des moulins locaux. C'est, fatalement, l'âge d'or de la spéculation. Les vendeurs sont, en principe, les producteurs eux-mêmes. Après avoir prélevé le grain nécessaire à leur alimentation, ils acheminent les quantités « disponibles » à dos de chameaux ou de mulets, puis, à mesure que la route s'établit, au moyen de lourds chariots. Les Nomades sont alors d'excellents agents de transport.

Cette période est tout entière dominée par l'histoire de la « Halle aux grains ».

Un arrêté du Gouvernement général, en date du 1^{er} avril 1843, avait prescrit l'ouverture à Constantine, et dans diverses autres villes, de marchés distincts et, notamment, d'un marché pour les céréales et les légumes secs. Ce texte répond à un besoin d'ordre et au désir d'éviter des accaparements. Conformément à l'article 5 de l'arrêté du 28 juillet 1842, les droits de mesurage étaient fixés à 0 fr. 60 par hectolitre de blé, 0 fr. 40 par hectolitre d'orge.

À Constantine, le marché se fixa au pied de la colline du Coudiat. Mais l'emplacement manquait de commodité. Dans le courant de l'année 1851 des travaux de déblaiement furent entrepris en avant du Coudiat pour l'établissement définitif d'une halle aux grains, dont le principe avait été admis de bonne heure, mais dont la réalisation ne devait être acquise au négoce local qu'une dizaine d'années plus tard. On projetait également, à cette époque, de poursuivre l'aménagement économique de la ville en établissant la future gare au quartier du Bardo, c'est-à-dire à peu de distance du centre des affaires et à proximité du groupement européen.

La construction de la Halle aux grains ne fut adjugée qu'en janvier 1860; l'inauguration officielle eut lieu le 19 juillet 1863. De grandes fêtes données par la Municipalité marquent cette date.

L'aspect général du bâtiment était dépourvu d'élégance. C'était une immense salle, d'une superficie d'environ 5.000 mètres carrés, couverte d'une toiture en ardoises. Mais l'esthétique restait secondaire. Il suffisait à la Halle d'être vaste, claire, aérée et solide pour être utile. Alors les transactions se firent avec plus de sécurité et le contrôle des agents municipaux s'exerça plus régulièrement.

Nous ne possédons qu'un règlement général de la Halle aux grains. Il date du 3 septembre 1897; mais, en réalité, il consacre un état de fait bien antérieur. Voici l'analyse du document :

La grande Halle de Constantine, « destinée à la vente des céréales, laines et peaux », est ouverte et fermée à heures fixes; ces heures varient avec les saisons, les céréales y sont vendues soit à la charge de 160 litres (saâ de Constantine), soit au quintal, soit à l'hectolitre (unité administrative).

Le mesurage nécessite l'emploi de chevalets et de mesures. Les chevalets sont à double trémie. Leur ouverture d'écoulement a 60 millimètres de diamètre et se trouve pratiquée dans une planchette glissant dans une coulisse pratiquée au-dessous de chaque trémie. La hauteur d'écoulement au sol est de 57 cm. 5 millim. Chaque chevalet est pourvu de deux

doubles décalitres. Ce dernier instrument, en forte tôle, est muni dans sa partie supérieure d'une « radoire », lame pivotant autour de l'extrémité d'une tige fixée au centre de la mesure. Deux crans sont pratiqués aux extrémités de la radoire, débordant légèrement la mesure, afin de faciliter le mouvement rotatif. La mesure doit être posée sous le chevalet dans lequel les intéressés versent leur grain. De cette façon, le grain coule à une vitesse uniforme sur le pommeau qui se trouve au centre de la radoire. Ces diverses opérations doivent donc assurer au mesurage une régularité parfaite, et donner au double décalitre une valeur absolue.

Le règlement ajoute : « La mesure sera rigoureusement radée sous le chevalet avant d'avoir été déplacée ni touchée. Aucun sac ne doit être enlevé pendant le mesurage ». En fait, ces prescriptions sont restées lettre morte. L'usage laisse à l'acheteur le droit d'élever au-dessus de la mesure une pyramide de grains : l'indigène « fait la chéchia ». Cette « coiffure » qui sollicite toute l'attention puérile de l'acheteur, représente, selon l'habileté et la patience de ce dernier, de un à deux litres en sus du double décalitre (10).

Les droits de mesurage au seuil du xx^e siècle n'avait rien d'excessif :

0 fr. 50 par hectolitre, 0 fr. 80 par charge pour le blé.

0 fr. 25 par hectol., 0 fr. 40 par charge pour l'orge (11).

Quant aux droits de pesage, ils étaient établis sur ces bases. Il ne coûtait pas plus de faire peser le grain, puisque l'on avait déterminé le rapport moyen de l'hectolitre au quintal.

Malgré la modicité des droits, les finances communales étaient abondamment alimentées par le trafic de la Halle. En 1860, les opérations de mesurage et de pesage rapportèrent à la commune 222.000 francs, en 1873 467.000 fr. (12), en 1874, 453.000 francs. Ces chiffres dispensent de tout commentaire.

On conçoit que l'autorité municipale se soit appliquée à centraliser tout le commerce des grains sur le carreau de la Halle et, avant sa construction, sur le marché de la ville.

(10) Voir également VARLET : *Céréales d'Algérie*, chap. II, « Modes de vente et usages ». Alger, Giralt, 1900.

(11) L'arrêté du Gouverneur Général du 28 janvier 1857, avait fixé les droits de mesurage à 0 fr. 60 par hectolitre pour le blé, à 0.40 pour l'orge. Un arrêté du maire de Constantine du 28 décembre 1868 avait conservé les mêmes droits. (Pour le pesage, 0,70 les 100 kilos de blé, 0 fr. 60 les 100 kilos d'orge).

(12) Ce qui représente plus de 710.000 hectolitres de céréales.

Cette préoccupation, d'ailleurs, ne fut pas spéciale à Constantine. Une circulaire gouvernementale en date du 24 octobre 1856, dut rappeler aux généraux commandant les divisions et aux préfets, qu'il était bon, sans doute, de prévenir les accaparements ou toute manœuvre ayant pour but de provoquer une hausse injustifiée des prix, mais qu'il convenait de ne pas s'écarter des « principes régissant la matière ».

La loi du 9 Prairial an V, dit la circulaire, applicable à l'Algérie comme à la Métropole, a maintenu le principe d'une entière liberté pour la circulation et le commerce des grains dans l'intérieur du territoire... Personne n'est obligé d'apporter des denrées (sur les marchés communaux) pour les y vendre..., lesquels marchés ne sont pas institués « pour gêner et entraver d'une manière quelconque les opérations en dehors des marchés mêmes... »

Comme le décret du 28 juillet 1842 (aux termes duquel les huiles, céréales et légumes secs, arrivés soit par mer, soit par terre, ne pouvaient être vendus au public que dans des marchés déterminés) donnaient lieu à des difficultés, il fut abrogé le 23 mars 1861, et, de nouveau, le Gouvernement général rappela que la fonction de l'autorité municipale consistait exclusivement à prendre certaines mesures qui « tout en sauvegardant les intérêts des budgets communaux », tout « en facilitant la sincérité des transactions et prévenant les accaparements », devaient distinguer « entre les achats et ventes effectués publiquement » et les « opérations qui doivent demeurer libres, telles que les ventes qui peuvent se traiter de gré à gré entre l'acheteur et le vendeur dans leurs demeures ou magasins » (13).

Il n'y eut plus d'incident à Constantine même. Mais en août 1892, le Président de la Chambre de Commerce devait signaler au Préfet la persistance, dans l'intérieur du département, d'errements regrettables :

Notre Chambre de Commerce est journellement saisie de plaintes de négociants ou acheteurs de l'intérieur contre les Administrateurs, Maires ou Adjointes spéciaux voulant les obliger à payer des droits de marché pour les céréales achetées dans les douars ou sur échantillons et livrées directement dans leurs magasins... Cette prétention est illégale ; partout où des procès-verbaux ont été dressés, les juges ont débouté soit les Communes, soit les

(13) Lettre du Gouverneur Général aux Préfets des départements, du 25 mai 1861.

entrepreneurs. Mais les unes et les autres, tout en sachant fort bien que leurs prétentions seraient finalement repoussées, abusant de leur situation, procèdent par intimidation, vis-à-vis des indigènes surtout, et les obligent de payer des droits souvent excessifs comptant que le plus grand nombre, par crainte ou par ignorance, ne protesteront pas...

Le Préfet dut rappeler, une fois encore, toute la réglementation antérieure en ajoutant ces observations définitives :

...En l'état actuel de la jurisprudence administrative et surtout judiciaire, les municipalités ont le droit de rendre obligatoire, en principe, le transport aux halles et marchés des denrées qui pénétrant sur le territoire des Communes pour y être vendues. Elles peuvent, en conséquence, interdire absolument la vente de ces denrées sur la voie publique et même à domicile lorsqu'elles sont colportées de maison en maison à la recherche d'un acheteur. Ce principe subit deux exceptions : 1^o dans le cas où la livraison de la marchandise se fait directement au domicile d'un acheteur en vertu d'un contrat de vente précédemment intervenu; 2^o dans le cas où la marchandise est directement livrée dans les gares pour les exportations... Il est évident que ces deux restrictions apportées au pouvoir municipal causent un certain préjudice aux budgets des Communes. Mais les tribunaux invoquent le principe général de la liberté du commerce et de l'industrie, le principe général en vertu duquel les halles et marchés ne sont pas par essence, des sources de revenus pour les Communes.

Et le Préfet d'engager les municipalités à abaisser les droits de mesurage et de pesage. Conseil qui devait être, d'ailleurs, écouté par la Municipalité de Constantine.

*
* *

La police des marchés est particulièrement sévère à l'égard d'une certaine catégorie de commerçants désignée du terme assez vague de « revendeurs ». Il leur est interdit de se présenter avant midi sur les marchés de la ville, interdit de se transporter sur les routes et chemins pour y attendre les Arabes avant leur arrivée sur le marché public. Cette dernière disposition concerne, du reste, la généralité des marchands. Certains arrêtés défendent encore, avec la dernière énergie, de « vendre, marchander, acheter, arrher, déposer ou colporter aucune marchandise ou denrée sur la voie publique, dans les auberges, cabarets, fondoucks et autres lieux à ce non affectés » (14).

(14) Arrêté du Maire de Constantine du 20 mai 1878.

Le règlement de la Halle aux grains du 3 septembre 1897 fut féroce à l'égard des revendeurs, dont la profession, toujours indéfinie dans les textes antérieurs, avait cependant été l'objet d'une réglementation rigoureuse (15). Les « revendeurs » ne pouvaient en aucun cas pénétrer dans le vaisseau principal de la Halle, ni s'immiscer dans les transactions. Une place particulière leur était assignée et ils devaient attendre, sans en sortir, que les vendeurs vinssent leur offrir « les petites quantités non comprises dans le mesurage et restées disponibles »

Nous ne voyons pas comment ces mesures pouvaient contrecarrer les velléités d'accaparement des négociants, si toutefois ils en avaient eu. Pouvait-on même éviter que des intermédiaires marrons n'en s'immisçassent dans les transactions et ne fissent monter artificiellement les prix ? Car, si tels négociants avaient conçu de tels desseins, auraient-ils eu besoin de recourir à ces « revendeurs » pour les réaliser (16). Toutefois, dans le but de sauvegarder la régularité et la sincérité des transactions, les agents municipaux, lorsqu'ils en étaient requis, devaient inscrire contradictoirement sur un registre spécial, à la demande soit du vendeur, soit de l'acheteur, les ventes effectuées et le montant des arrhes reçues par le vendeur. En cas de contestation, les ventes portées au dit registre étaient communiquées à la justice sur la requête de l'une ou de l'autre partie. Enfin, aussitôt après le mesurage ou le pesage, l'acheteur devait procéder à l'enlèvement immédiat des grains, après avoir dûment acquitté les droits (17).

(15) Arrêté du 23 août 1897. Le « revendeur » doit se présenter devant le contrôleur des marchés, en recevoir l'autorisation de pratiquer son industrie, pour telles denrées déterminées, dans tel quartier, à partir de 9 heures du matin seulement. Le revendeur est inscrit sur un registre spécial et reçoit une plaque et un numéro matricule — ce qui anticipait, en somme, sur la loi du Registre du Commerce...

(16) On peut, du reste, arguer de l'histoire. Un arrêté du maire de Constantine, pris le 26 mars 1872, réglemente le marché aux laines, en faisant ressortir que le trouble était jeté sur le marché par des offres d'achat exagérées ou fictives émanant aussi bien de certains « acheteurs » que de « revendeurs ». Leurs offres d'achat acceptées, ces acheteurs disparaissaient ou refusaient de payer, reconnaissant ainsi l'exagération manifeste de leurs offres et leur mauvaise foi. D'où diverses mesures tendant, comme plus tard, pour les grains, à faire inscrire les ventes sur un « registre *ad hoc* ».

(17) Faculté est laissée aux gros négociants qui achètent divers lots dans la même journée de déposer leurs marchandises dans un endroit réservé et de ne solder les droits de mesurage ou de pesage qu'en fin de journée. Sauf cas d'encombrement, ils sont autorisés à laisser leurs sacs en dépôt sous paiement d'un certain droit. On notera que le règlement n'interdit pas de revendre ces marchandises sur le carreau même de la Halle.

On ne saurait mettre en doute la parfaite bonne foi de l'autorité municipale, dont la sagacité, tout en inspirant d'heureuses dispositions, n'en restait pas moins impuissante à introduire dans les affaires locales le principe absolu de la loi de l'offre et de la demande. Il y eut, jadis, sur la place de Constantine, des faillites retentissantes, dont furent victimes ceux-là mêmes qui, en dépit des sages conseils contenus implicitement dans les règlements municipaux, s'élevèrent contre les principes économiques les moins discutables.

Deuxième période. — Est-il besoin de souligner le caractère extrêmement original et vivant que présentait, naguère, le marché de Constantine ? Alors, de longues caravanes s'acheminaient vers la grande Halle. En 1900 encore, le passage des Nomades s'accompagnait d'un encombrement indescriptible des rues. On aime à citer l'arrêté municipal du 10 juillet 1900 : « Par suite du passage et du stationnement de convois de chameaux et de mulets apportant des denrées, et du dépôt, même provisoire, des tellis et des sacs sur la voie et les trottoirs, la circulation se trouve interrompue, les chevaux et les voitures ne peuvent passer, les bêtes effrayées par les cris des chameaux, causent des accidents dont sont victimes non seulement ceux qui les conduisent, mais même les passants; il en résulte des difficultés et une insécurité continuelles au détriment des grandes personnes et *a fortiori* des enfants se rendant aux écoles ou en venant... Cette situation a causé, dans ces dernières années, des réclamations incessantes et parfaitement fondées. (Mais) les mesures édictées ont été impuissantes à remédier à ces inconvénients ». En conséquence, l'arrêté interdisait aux convois de pénétrer dans toutes les rues du quartier du Koudiat Aty, lesquelles avaient perdu « depuis longtemps » le caractère de faubourg.

Aujourd'hui, le passage des Nomades reste inaperçu. Ce ne sont plus les chameaux, les mulets, ni même les ânes qui encombre les rucs de Constantine. Car le siècle est à l'automobile. On s'étonne, au seuil de l'été et au déclin de la belle saison, de voir surgir au coin de l'avenue de France ou de la rue Bienfait (18), le cou démesuré de quelque bête

(18) L'ancienne Halle était sise au point de jonction de ces deux voies. L'avenue de France n'est que le prolongement de la route nationale de Constantine à Alger et draine par conséquent les récoltes de l'ouest (Oued Athménia, Châteaudun, Sétif). La rue Bienfait, ancienne route de Philippeville, ouvrait la voie du Nord.

étrange. Impavide et impassible, sacrifiant aux traditions du passé et au rythme impérieux des saisons, sourde à la vie vulgaire du carrefour, elle enveloppé le pavé rude, sous ses pattes d'échassier monstrueux, d'une caresse nostalgique, faite pour les immensités claires, sonores et silencieuses.

L'aménagement de l'outillage économique de la province modifia rapidement la physionomie du marché local. La voie ferrée, en permettant l'acheminement direct des céréales sur les ports d'exportation, supprima la raison d'être de la Halle aux grains. L'ouverture de la ligne Philippeville-Constantine ne pouvait avoir évidemment qu'une influence bienfaisante sur l'activité propre de la Halle, puisque la très grosse partie des grains provenait de l'intérieur de la Province. Mais il n'en fut pas de même pour les autres lignes. Quelques années après le raccordement de Sétif avec Alger, on peut dire que la Halle aux grains entre en agonie. Après 1890, en effet, le volume d'affaires traitées sur son carreau s'affaisse brutalement.

Du même coup, une des sources les plus abondantes de recettes communales se tarit.

Il devient nécessaire de réduire certaines prévisions de recettes, écrit en 1898 M. Mercier, maire de Constantine, notamment celles de la Halle aux grains, descendues au chiffre le plus bas qu'elle ait encore atteint (19), par suite du manque de récoltes de ces dernières années. Nos ressources sont en effet constituées, pour une part considérable, par les recettes journalières qui dépendent naturellement de l'activité des affaires et des éventualités qui frappent l'agriculture et l'élevage. Il est donc bien naturel que la Commune se ressente de la crise que le pays traverse. (20).

Certes, la situation économique générale pesait, aux mauvais jours, sur la prospérité des finances communales. Mais en 1898 il eut été vain d'espérer en une renaissance de la Halle. En 1901, les droits de mesurage et de pesage ne s'inscrivent plus au compte de gestion que pour 16.500 francs. Et l'année suivante on jugea plus prudent d'affermir le marché.

■
* *

La Halle aux grains a été déplacée en 1927, à la suite de circonstances qui n'ont aucun rapport avec notre étude. La Halle ne présente plus d'intérêt au point de vue du com-

(19) 43.923 francs pour 1897, 46.845 francs pour 1898.

(20) Rapport du Maire au Conseil municipal. Budget de 1898.

merce des céréales. Les arrivages y sont sans importance. Toutefois, il est à noter qu'on y vend des blés d'une excellente qualité (21).

N. B. — A l'appui des développements ci-dessus figurent :

1° La courbe des droits perçus par la commune de Constantine sur le pesage et le mesurage des grains.

2° Un tableau indiquant le trafic du chemin de fer de Philippeville à Constantine de 1880 à 1925.

Ce tableau prouve bien que le commerce des grains n'a rien perdu de son importance. Le marché a simplement changé d'aspect. Les grains achetés chez le producteur par la minoterie ou pour le compte d'importantes firmes sont destinés, soit à l'alimentation des moulins, soit à la consommation provinciale (Kabylie et Sud notamment), soit au commerce d'exportation. Les mouvements de fonds entraînés par le règlement des contrats de vente se trouvent facilités par les banques qui, dans la généralité des cas, accréditent le vendeur au siège le plus rapproché de son domicile. Il suffit au vendeur de se présenter à la caisse de l'établissement financier, où il est réglé sur présentation et remise de documents.

Le règlement des accreditifs documentaires entraîne aux guichets des banques et notamment à la Banque de l'Algérie, des paiements élevés. Dans ce dernier établissement ces paiements se sont traduits, pour la période janvier 1928-janvier 1929, par une somme supérieure à 42 millions de francs. Des paiements élevés sont également assurés par le Bureau d'Aïn Beïda. Sur la place de Biskra s'opère, pour une forte part, la liquidation des expéditions effectuées par les producteurs de la riche plaine d'El Outaya (22) (orge principalement). Enfin, des décaissements massifs sont dus à l'usage du chèque (23).

(21) Ces blés sont généralement fournis par des fellahs peu éloignés du chef-lieu, qui puisent dans leurs réserves au fur et à mesure de leurs besoins. Ils sont revendus au détail, soit à des citadins, soit à des indigènes de passage à Constantine, quelquefois même aux minoteries locales. Le cours du blé sur la Halle est supérieur de quelques points au prix courant du marché, surtout en raison de la qualité des grains.

(22) Du 1^{er} janvier au 31 mars 1928 seulement, 46 accreditifs ont été payés (1.700.000 fr.). Du 1^{er} avril au 20 mai 1928, 2.140.000 francs en 91 accreditifs et il y avait à ce moment 1.500.000 francs d'accreditifs en cours.

(23) En pleine campagne surtout (juillet-août-septembre).

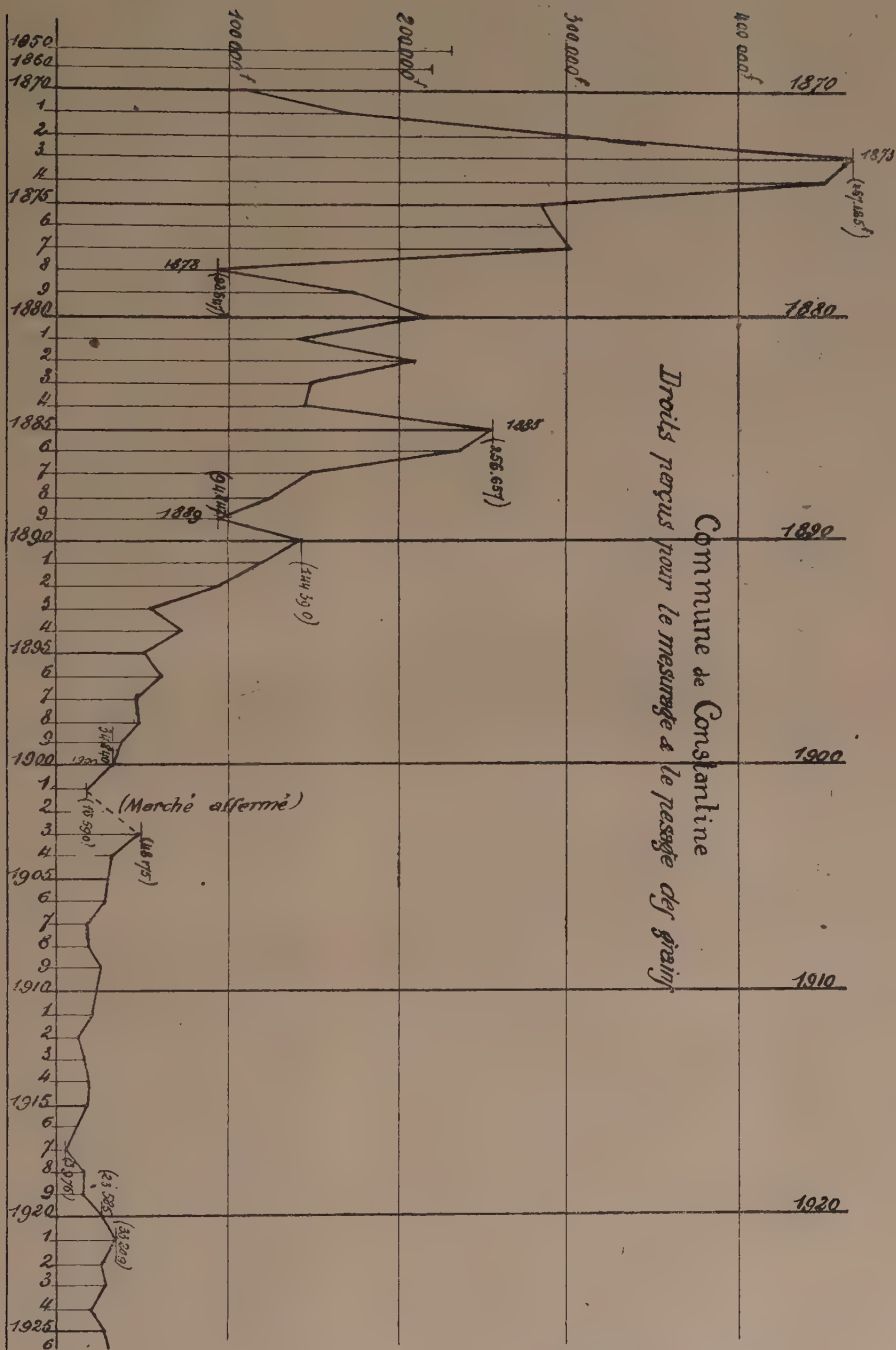


TABLEAU indiquant le trafic du chemin de fer de Philippeville à Constantine de 1876 à 1925

(D'après la Chambre de Commerce de Philippeville)

ANNÉES	RECETTES	TONNAGE	TONNAGE	RAPPORT
	annuelles	Total	de Céréales	entre le tonnage des céréales et le tonnage total
1876	1 939.402	107.002	53.668	0.52
1877	1 820.247	98.539	36.848	0.37
1878	1.772.212	92.870	16.857	0.18
1879	1 811.693	98.748	26.377	0.27
1880	1.879.653	100.139	34.469	0.34
1881	2.245.411	125.433	39.393	0.31
1882	2.683.641	153.824	52.968	0.34
1883	2.153.473	115.129	25.897	0.22
1884	2 256.099	123.352	34.519	0.28
1885	3.508.639	221.444	115.186	0.52
1886	3.500.629	219.792	107.404	0.49
1887	2.247.035	125.518	29.588	0.24
1888	1.930.420	108.088	22.129	0.20
1889	1.942.572	115.189	37.618	0.33
1890	2.942.506	194.718	116.481	0.60
1891	2.935.198	194.744	108.878	0.56
1892	2 577.329	202.681	89.467	0.44
1893	1.922.537	132.440	44.344	0.33
1894	2 082.828	143.604	68.592	0.48
1895	2.045.579	136.940	52.606	0.38
1896	1.740.935	111.489	30.177	0.27
1897	1.598.099	99.120	21.589	0.21
1898	1.684.063	103.606	30.246	0.28
1899	2.095.792	105.865	71.170	0.45
1900	1 827.506	135.602	51.537	0.38
1901	1 969.559	157.464	70.212	0.44
1902	2 416.577	205.051	103.961	0.50
1903	2.381.470	201.661	81.239	0.40
1904	2.124.223	173.901	53.212	0.32
1905	1.968.661	166.478	41.783	0.22
1906	2.607.768	248.610	102.716	0.41
1907	2.482.574	231.546	64.426	0.28
1908	2.032.807	174.973	24.772	0.14
1909	2.896.331	300.400	131.016	0.44
1910	3.068.275	318.591	143.050	0.45
1911	3.304.306	345.056	160.099	0.46
1912	2.747.819	263.641	70.547	0.27
1913	3.083.114	313.808	104.318	0.33
1914	2.493.559	246.229	74.626	0.30
1915	2.379.697	221.122	86.495	0.39
1916	2 739.587	264.277	97.159	0.37
1917	2.514.327	185.907	31.321	0.17
1918	3.106.990	216.968	84.922	0.39
1919	4 642.448	274.275	136.921	0.50
1920	5.263.987	225.653	68.098	0.30
1921	6.416.806	253.782	104.391	0.41
1922	5 620.494	214.291	56.464	0.26
1923	6.852.795	230.511	75.804	0.32
1924	5.992.216	229.407	33.801	0.14
1925	7.201.069	213.797	31.422	0.14

La Minoterie constantinoise

Ses débuts - le présent

Plus qu'à la richesse agricole du pays, la minoterie circéenne doit son heureuse fortune au torrent du Rhummel.

En 1838, à Constantine, où « l'industrie était dans l'enfance et à peu près au niveau des besoins qu'elle avait à satisfaire » (1), on comptait vingt-deux moulins à eau sis aux environs de la cité (2). Ces entreprises, en nombre relativement étendu, mais mal construites, produisaient peu, perdaient la meilleure partie de la force motrice, et donnaient des produits de qualité médiocre. Elles s'échelonnaient le long du Rhummel et se tenaient principalement à l'aval des cascades du torrent. La mouture se faisait aussi à l'intérieur de la ville, dans des établissements utilisant la force animale comme moteur (moulins à manège). Enfin, la plupart des maisons possédaient un matériel archaïque avec lequel on fabriquait tout ou partie de la galette quotidienne.

Il est à noter que E. Mercier, dans ses données topographiques de l'ancienne Constantine, n'a pas indiqué de moulins. Mention est faite de quelques fours banaux. Il existait dix-huit établissements de ce genre où l'on cuisait principalement la galette des troupes du Bey.

La meunerie était, en grande partie, une industrie familiale, ce qui s'explique à la fois par les conditions primitives de l'économie et par le souci de réaliser une épargne

(1) *Etablissements Français*, 1838.

(2) Salah Bey « poussa partout à la construction de moulins à eau et concéda des chutes d'eau à quiconque s'engagerait à construire une usine ». MERCIER, op. cit., p. 297.

sur la provision de grains dont se munissaient la plupart des foyers; car le meunier indigène, dont la fonction consistait simplement à moudre avec plus ou moins d'habileté le grain qu'on lui confiait, se payait en nature (3).

Le meunier de cette époque ne saurait, en rien, être comparé au minotier d'aujourd'hui. Il n'est qu'un artisan dont on s'efforce d'éviter les services. A part le matériel, il ne possède aucun capital. Il ne détient pas de stocks de grains et vit au jour le jour. Son rôle économique reste secondaire.

La profession de boulanger était, de son côté, assez peu exercée. On a même écrit qu'il n'y avait pas, avant la conquête, de boulangerie à Constantine. Mais c'est une erreur. A quel besoin aurait répondu l'institution d'un amin des boulangers ? D'où viendrait la considération dont bénéficiait ce personnage ? La place qu'il occupait dans la machine politique, en tant que pourvoyeur des Janissaires, ne suffit pas à l'expliquer. Après l'occupation, l'amin des boulangers reste un notable de la cité. Il se trouve fréquemment en rapports avec le Caïd El Blad, car la taxe de la galette et son poids sont alors l'objet d'une réglementation très minutieuse. A cette époque, la place Rhabet Es Souf avait déjà reçu le surnom de « place des galettes » et la population indigène constituait sa principale clientèle.

D'autre part, s'inspirant sans doute des arrêtés du 2 avril 1833 et du 6 janvier 1845, relatifs à l'exercice de la profession de boulangers, le Caïd El Blad Gasselin prit, le 18 septembre 1848, un arrêté par lequel les boulangers indigènes furent obligés, à leur tour, de conserver en réserve un approvisionnement de 3 saas de blé et de 1 saa de farine. Cet approvisionnement ne pouvait être entamé qu'après autorisation spéciale du Commissaire, délivrée par l'intermédiaire de « l'amin ». Dix ans après l'assaut, l'Administration française se trouve donc toujours en présence d'une corporation bien organisée, dont la fonction, semble-t-il, ne consistait pas uniquement, jadis, à cuire la galette des soldats turcs, mais aussi celle du peuple. Les témoignages de vieilles familles locales s'accordent d'ailleurs sur ce point.

Il n'en reste pas moins vrai, toutefois, que la boulangerie était une industrie essentiellement familiale, autant par respect pour les traditions que par souci d'économie. Il est certain que de nombreuses familles, et notamment celles qui

(3) Usage toujours en faveur dans nos campagnes, que l'entrepreneur soit européen ou indigène.

possédaient des terres autour de la ville, constituaient, à l'époque favorable, des approvisionnements de grains que chaque maître de maison s'empressait de confier à la discrétion des silos creusés en pleine roche. Ainsi se transmettait à travers les générations l'usage antique signalé par Edriss (4).

*
**

Dès les premiers mois de 1838, M. Lavie, précédemment établi à Bône, mettait à profit l'appui de l'autorité militaire, heureuse de voir s'étendre une industrie aussi utile, et aménageait les principaux moulins indigènes groupés en aval des chutes du Rhummel. L'activité plus grande et mieux éclairée des Européens, dans ce domaine particulier comme dans les autres, leur permit d'accaparer bientôt tout ce qui était exploitable.

En 1848, la minoterie Lavie se complétait d'une usine à huile susceptible de produire quotidiennement 500 litres de cette précieuse denrée. A cette époque, la ville comptait déjà vingt-quatre moulins, pouvant livrer chaque jour plus de 300 quintaux de farines. Les *Etablissements français*, en soulignant ce fait, ajoutaient :

Quelques-uns de ces établissements tirent un excellent parti des blés durs indigènes et rappellent par leurs procédés perfectionnés et leur importance les belles usines de France. Les quantités de farine fabriquées par ces établissements sont évidemment supérieures aux besoins de la localité ; mais l'industrie minotière de Constantine alimente plusieurs villes de la Province et, entre autres, l'Arrondissement de Philippeville tout entier.

L'industrie de Constantine l'emporte alors par le nombre des moulins sur celle des départements de l'Ouest.

	Moulins à eau	Moulins à vent	Moulins à manège	Moulins à vapeur
Alger.....	2	»	16	2
Oran.....	5	9	»	1
Constantine.....	13	»	11+16 en ter-mil	0
Philippeville.....	»	»	»	1
Bône.....	»	»	»	1
Province d'Alger..	33	13	25	2
» d'Oran...	17	11	1	1
» de Constantine.	15	»	24	2

(4) Cité par *Etablissements Français*, 1838.

En 1856, l'industrie minotière de Constantine est répartie sur six moulins : « Lavie, Nassans, Girard, Alem, Blanc, Meunier ». « Le moulin de M. Lavie, le plus ancien de la ville, est installé sur des proportions qui lui assurent le premier rang dans la minoterie algérienne ».

Il possédait alors 20 paires de meules, concourait parfois aux approvisionnements d'Alger, pouvait moudre 100 quintaux de blé en vingt-quatre heures, et livrait 50 balles par jour au commerce, tout en tenant deux paires de meules au service exclusif des Arabes.

En 1885, une statistique officielle donne pour les trois départements les chiffres suivants :

195 établissements	pour Alger,	occupant 590 ouvriers.
114	»	pour Oran, occupant 481 ouvriers.
801	»	pour Constantine, occupant 768 ouvriers.

Il n'est pas fait état dans ce tableau des nombreuses petites entreprises éparpillées sur l'ensemble du territoire.

*
* *
*

La prospérité de la minoterie cirtéenne n'a jamais cessé d'aller croissant, bien qu'elle ait été parfois touchée par des crises économiques locales ou générales, notamment en 1907. Ses débuts, toutefois, inspirèrent quelques réserves aux gens de métier, réserves, d'ailleurs, qui s'adressaient à la minoterie algérienne en général :

Quoiqu'il en soit de l'avenir réservé aux établissements actuels de la meunerie algérienne, écrivait E. Millon en 1855, ils ne présentent encore que des rudiments d'organisation. Mais convenons que les circonstances ne leur ont pas permis de se constituer sur d'autres bases ? Avec une population disséminée pouvoit-on fabriquer en grand lorsque, naguère, la sortie des gruaux et farines était interdite ?

Les prescriptions douanières agissaient évidemment sur l'essor de la minoterie. En limitant au seul marché intérieur l'action de l'industrie algérienne, on mettait un frein à ses progrès. Aussi bien, E. Millon put considérer comme la plus importante mesure qui ait été rendue en faveur de l'Algérie, le décret du 16 février 1855 levant la prohibition de l'exportation des farines.

La liberté de la boulangerie et du commerce des farines (questions qui passionnèrent ardemment l'opinion publique

algérienne) et surtout la consommation de plus en plus répandue, dans les milieux européens, des gruaux et pains de blés durs, devaient, de leur côté, assurer de nouveaux débouchés aux minoteries indigènes. Toutefois en ce qui concerne les entreprises constantinoises, l'importance qu'elles avaient acquise dès les premières années de la conquête démontre que la seule clientèle juive et musulmane avait pu et pouvait suffire à son extension.

Mais pour aussi prospères qu'elles fussent, ces entreprises avaient encore beaucoup à faire.

La meunerie de ce pays, écrivait E. Millon, n'est pas du tout en état de fonder des établissements considérables dont l'installation première n'est rien en comparaison des dépenses et des difficultés qu'entraîne aussitôt l'approvisionnement en blés. La Colonie a peut-être les hommes ; elle aura sans peine le matériel ; mais elle n'a certainement ni le capital, ni les relations nécessaires à ces vastes entreprises... La grosse meunerie de France ne lui viendra pas en aide. Elle serait plutôt disposée à la traiter en rivale. Et d'ailleurs, elle réussit trop bien chez elle pour se déplacer (5).

Restaient à résoudre, en effet, deux problèmes fort complexes : l'approvisionnement en grains, l'organisation à l'extérieur des services commerciaux, problèmes dépendant, l'un et l'autre, du capital et de la concurrence métropolitaine.

Longtemps, la minoterie locale dut s'adresser aux négociants établis sur la place et puiser dans leurs stocks au fur et à mesure de ses besoins, les grains destinés à la mouture. Mais elle trouva, par la suite, dans ses propres réserves, et dans l'aide bancaire, les moyens financiers suffisants pour éviter des intermédiaires coûteux et parfois gênants. Elle s'adressa alors directement au producteur, pour lequel elle devait forcément devenir un auxiliaire précieux en lui consentant d'utiles avances à des taux généralement très modérés. On peut dire que la grande minoterie a été, à Constantine, la première à appliquer le crédit agricole dans tous ses risques. Dans le monde agricole, ses bienfaits n'ont ja-

(5) *Moniteur Algérien*, 1855. Une série d'articles fort documentés sur les blés d'Algérie.

mais été contestés, surtout dans les milieux du fellah et du petit colon.

En étendant ses ramifications au cœur du pays, en stimulant l'énergie du producteur, par la sincérité de ses offres, par son aide et ses conseils, la grande minoterie a joué un rôle de premier plan dans l'essor économique local.

*
* *

Au point de vue des débouchés, le marché algérien resta pendant de longues années le principal client de la minoterie locale. Les plus grands espoirs étaient cependant permis.

En 1854, il était encore entré 14.480 quintaux métriques de farines dans les ports algériens. En 1855, l'importation s'est limitée au chiffre de 6.795 quintaux. C'est un véritable triomphe pour la minoterie locale.

Si la Colonie a la perception claire et le courage de sa destinée, ses farines remplaceront celles des Etats-Unis sur les marchés de toute l'Europe. (*Annales de la Colon. Alg.*).

Cet optimisme était manifestement forcé. A l'Exposition universelle de 1855, l'attention se porte exclusivement sur les blés algériens dont les qualités longtemps méconnues gagnent l'industriel métropolitain. Mais il n'est nullement question d'importer des farines ou des semoules algériennes, dont l'entrée en France était, au surplus, interdite à l'époque. La minoterie algérienne a un champ d'action suffisant : qu'elle s'y maintienne.

La colonie ne pouvait d'ailleurs pas se suffire à elle-même. On assiste parfois à une augmentation considérable des importations de farines, notamment en 1867, l'année de la terreur et de la faim. Cette année-là, il fut importé 147.340 quintaux de farines pour 5.156.000 francs, alors que six ans après, en 1873, la douane accuse un chiffre d'arrivages de 9.193 quintaux pour 321.000 francs.

De 1872 à 1881, on constate une progression sensible des importations de farines. Elles atteignent en 1881 163.997 quintaux pour près de 6.000.000 de francs. 242.322 quintaux l'année suivante; en 1890, elles fléchissent à 55.136 quintaux. Ce mouvement ne reflète, en somme, que l'irrégularité même des récoltes. De 1891 à 1900, voici le tableau des importations de grains et farines effectuées en Algérie (commerce général) :

IMPORTATIONS DE GRAINS ET FARINES

(Valeur en milliers de francs)

Années	Importations de France	Importations de l'Étranger	Totaux
1891.....	1.800	3.800	5.600
1892.....	3.500	2.600	6.100
1893.....	6.100	7.000	13.100
1894.....	7.300	6.200	13.500
1895.....	2.500	300	2.800
1896.....	5.300	1.700	7.000
1897.....	5.300	8.500	13.800
1898.....	8.300	12.900	21.200
1899.....	3.900	1.100	5.000
1900.....	5.400	300	5.700
	49.400	44.400	93.800

Or, on doit considérer comme envois de farines les importations de la Métropole et comme envois de grains les importations de l'étranger et il y a corrélation étroite entre ces deux catégories d'importations.

A l'heure actuelle, la minoterie algérienne suffit aux besoins essentiels du pays. Lorsque la récolte est déficitaire, il lui faut évidemment faire appel aux récoltes exotiques. Il est entré dans les ports algériens, en 1925, 395.804 quintaux de grains, dont 80.200 en provenance du Canada, 79.488 de la République Argentine, 77.237 d'Australie, 111.666 du Maroc Français, 45.319 de Tunisie et 1.638 seulement de la Métropole. Par contre, sur les 43.702 quintaux de farine de froment importés, 33.881 étaient en provenance de la Métropole. (Valeur totale des farines importées : 6 millions 758.000 francs en 1925, 5.691.000 francs en 1924, 7.980.000 francs en 1923). Quant aux importations de grains, elles sont insignifiantes (325.000 francs en 1924, 751.000 francs en 1925).

Les exportations de farines se sont développées lentement. Elles jouaient avant la guerre un rôle assez peu important dans le mouvement du commerce extérieur de l'Algérie. Mais, depuis, elles n'ont cessé de s'étendre. Les ports algériens et celui de Philippeville, particulièrement, contribuent surtout à l'alimentation des fabriques de pâtes alimentaires métropolitaines. Il y a une heureuse interdépendance entre l'industrie semoulière coloniale et cette belle industrie française.

En Algérie, le domaine de l'industrie des pâtes alimentaires est restée limité à la consommation locale. On peut noter toutefois quelques efforts en vue d'étendre son ressort. Dès l'année 1860, en même temps que quelques produits de la minoterie constantinoise, figuraient à l'Exposition internationale quelques échantillons de pâtes alimentaires fabriquées à Constantine (usine Bozzo). Cette branche, d'ailleurs fort peu développée à cette époque et « un peu primitive » quarante ans plus tard, n'était représentée en 1903, sur la place de Constantine, que par quatre affaires d'importance toute secondaire, dont une seule à signaler : établie au Hamma, elle pouvait produire 600 kilos de farines et pâtes par vingt-quatre heures.

a) “ Gruaux, Semoules et Pâtes Alimentaires ”

EXPORTATION

	Année 1920		Année 1921		Année 1925		Année 1926	
	Quintaux	Francs	Quintaux	Francs	Quintaux	Francs	Quintaux	Francs
Oran.....	9.209	1.696 000	9.637	1.269 000	27.311	3.245 000	21 690	6.044.000
Alger.....	12.653	2.467 000	13 853	2.440 000	8.124	1.923 000	21.970	7.009.000
Philippeville.	16.940	2.985 000	93.220	12.758.000	109 112	20.733.000	172 208	27.706 000
Bône.....	10.920	2.127 000	12.550	1.963.000	26.361	5.031.000	29.180	10.903.500

La presque totalité de ces exportations est destinée à la Métropole.

La presque totalité de ces exportations est destinée à la Métropole.

Par contre, à ce moment, des améliorations considérables et fort coûteuses étaient introduites dans l'outillage des grands moulins situés soit à Constantine même, soit au village du Hamma, à huit kilomètres du chef-lieu, remarquablement servi par l'abondance de ses sources. Les principales entreprises, au seuil du xx^e siècle, sont les suivantes :

1^o Usines Lavie. Elles peuvent triturer journellement 700 quintaux de grains. Leur production est le double de celle des années précédentes. Un funiculaire, construit en 1890, relie directement les usines aux bureaux et magasins sis avenue de France, en pleine ville, en traversant en diagonale le Rocher de Constantine. Longueur totale : 1.200 mètres. Ce funiculaire est une source précieuse d'économies. Il résoud parfaitement le problème du transport et du matériel.

La force motrice est fournie par l'utilisation des eaux du Rhummel conduites sur 5 points de chutes successifs superposés de 10 à 12 mètres. Le volume des eaux atteint 1.000 litres et plus à la seconde pendant six mois de l'année, mais tombe à 200 litres environ par la suite. La production annuelle atteint environ 170.000 quintaux de farines et semoules, 40.000 quintaux sont consommés dans le département, 50.000 dans les départements d'Alger (en Kabylie notamment) et d'Oran, 80.000 quintaux sont exportés à Marseille et sont destinés à peu près en totalité aux usines de pâtes alimentaires de Lyon, Toulouse, Valence, Grenoble...

Les usines Lavie occupent alors cent vingt ouvriers.

2° Usine Bouisson (Hamma), production par 24 heures : 250 quintaux.

3° Usine Barkatz (Hamma), production par 24 heures : 200 quintaux.

4° Usine Debono et Pisani (Hamma), production par 24 heures : 100 quintaux.

5° Usine Kaouki (Hamma), production par 24 heures : 200 quintaux.

6° Usines Vaudron (Pépinière), production par 24 heures : 50 quintaux.

On exporte en France, en grande quantité, outre les semoules et les farines, les bas produits de la meunerie. Les farines de deuxième qualité sont généralement expédiées dans des toiles sans marque au commerce de Marseille qui les exporte, ensuite, à des conditions avantageuses, dans les Echelles du Levant, comme production marseillaise.

Annuellement, le mouvement de production de la minoterie constantinoise atteint 17.000.000 de francs en prenant pour base les cours suivants :

30 à 33 francs les semoules et farines de 1^{re} qualité (la balle).

21 francs les farines de 2^e qualité.

12 francs les repasses.

7 francs les sons.

SITUATION ACTUELLE

La minoterie constantinoise est essentiellement semoulière. L'affaire type est représentée, à l'heure actuelle, par les « moulins Kaouki », la plus belle industrie de la province. Il est indispensable de l'étudier succinctement.

1° Alimentation du moulin.

Pour assurer méthodiquement l'amortissement du capital engagé, et pour répondre à la demande des marchés algérien, métropolitain et étranger, les moulins doivent fonctionner d'une manière très régulière au cours de l'année. La trituration mensuelle absorbant environ 22.000 quintaux de blés durs et 6.000 quintaux de blés tendres, soit une consommation annuelle de 350.000 quintaux, il est indispensable de constituer des stocks considérables, en faisant appel à la récolte des principaux centres producteurs et, au besoin, en important des blés exotiques.

a) Centres producteurs constantinois :

1° Bizot, Condé Smendou, Grarem, Fedj M'Zala, Mila; ces deux derniers centres fournissent à eux seuls une moyenne de 60.000 quintaux de grains par campagne.

2° Aïn Abid, Oued Zenati, d'une part; Chateaudun, Saint-Arnaud d'autre part. Moyenne : 150.000 quintaux.

3° Aïn Yagout, Aïn M'Llila, moyenne : de 30 à 40.000 quintaux.

4° Le Kroubs, Ouled Rahmoun, Aïn Bêida et Khenchela, moyenne : 30.000 quintaux.

Les approvisionnements donnent lieu à des opérations d'achat très actives de juillet à septembre. Ce sont les « stocks d'été ». Une période calme s'ouvre généralement avec les premières pluies et les travaux agricoles d'automne. Les achats reprennent à partir de février-mars chez les agriculteurs ou commerçants. A ce moment, les cours ont généralement tendance à hausser: D'autre part, c'est l'époque où doit s'éteindre une grosse part des crédits consentis aux colons. Aussi bien, les greniers et les silos se vident.

b) Les céréales exotiques sont importées du Canada (blés durs principalement) et de la Plata (blés tendres). Le volume de ces importations varie beaucoup d'une année à l'autre, selon les résultats de la récolte indigène. Le port de Philépéville a importé :

En 1924....	148.165 quintaux de céréales	} années déficitaires
En 1925....	102.639 » »	
En 1926....	1.253 » »	

En 1927, les moulins Kaouki ont dû importer 17.000 quintaux de blés exotiques,

L'emmagasiner des grains s'opère dans des docks situés soit à Constantine, soit à la gare du Hamma (20.000 quintaux), soit dans les principaux centres producteurs. Ces derniers, de beaucoup les plus importants, assurent à l'entreprise sa vitalité et constituent son organe le plus original.

Voici les principaux docks achevés ou en cours de construction :

Aïn Yagout (30.000 quintaux); Aïn M'Llila (120.000 quintaux); Saint-Arnaud (60.000 quintaux); Aïn Abid (75.000 quintaux), Oued Zenati (6).

Aux moulins mêmes sont annexés : 1° des magasins en maçonnerie ordinaire, à partie supérieure en briques à claire voie, afin d'éviter l'échauffement du grain. Contenance : 60.000 quintaux; 2° des silos à grains en ciment armé. Contenance : 30.000 quintaux.

2° Transport du grain à pied d'œuvre.

a) Des docks aux moulins par la voie ferrée, ou, en son absence, des centres producteurs aux moulins par camions automobiles. La minoterie est très heureusement desservie par le réseau de l'Etat Algérien. La voie ferrée Bizot-Djiddelli lui sera utile.

b) Le transport de la gare du Hamma (petite station à 7 kilom. de Constantine sur la ligne de Philippeville) à la minoterie est assuré par un chemin de fer aérien, comportant 900 mètres de câble porteur et 900 mètres de câble tracteur. Il permet d'effectuer, par heure, la montée de 15 tonnes de produits triturés et la descente aux moulins de 20 tonnes de grains (quantités moyennes). Peuvent être lancés 54 wagonnets par heure, chaque véhicule chargé à raison de 3 sacs de marchandise à la montée et de 4 sacs à la descente.

c) Répartition du grain à l'intérieur de l'usine. C'est là une question d'ordre essentiellement technique. La répartition s'opère au moyen d'un système très perfectionné de vis sans fin, transporteurs à rubans, chaînes à godets. Une pompe aspirante conduit 50 quintaux de grains à l'heure des magasins annexés aux moulins, soit aux organes de trituration, soit aux silos en ciment armé.

(6) Ces docks servent non seulement à abriter les grains destinés à la minoterie, mais on y pratique également le warrant. Les grains seront vendus tant à la minoterie qu'au commerce d'exportation ou dans les principales régions de consommation indigène (Kabylie, Sud notamment).

3° Force motrice.

Elle est obtenue au moyen de 4 turbines utilisant les eaux de source du Hamma canalisées.

La première turbine est installée dans l'usine même et la dernière à 3 kilomètres des moulins. La force produite par les dynamos s'élève, respectivement, à 50, 100, 250 et 125 HP au moment des pleines eaux.

4° Trituration du grain.

Extrêmement soignée, elle s'effectue à travers les phases principales suivantes :

a) Nettoyage du blé. Il est obtenu au moyen de tarares aspirateurs, des carters à disques et trieurs, puis d'un lavage et séchage du grain, après quoi l'on procède à de nouveaux triages et brossages mécaniques.

b) Mouture. Principe : moudre progressivement afin d'obtenir le plus fort rendement en semoules. Phases principales : 1) Passage aux cylindres broyeurs ou désagrégeurs. Le grain subit 7 broyages successifs et 5 passages aux désagrégeurs. Le son et autres impuretés sont peu à peu détachés du grain. — 2) Après chaque broyage, le produit est trié par les planchisters (au nombre de 9) grâce à un jeu de cascades. — 3) Il subit ensuite l'action des sasseurs (14 sasseurs débourseurs, 12 sasseurs à aspiration centrale).

5° Les produits fabriqués (farines de tuzelle, farines de blé dur, farines alimentaires, sons, semoules) s'écoulent lentement dans de vastes cuves en bois. Les sacs sont remplis mécaniquement et dirigés sur les lieux de consommation.

Cet organisme est d'une puissante homogénéité. Il réalise le maximum d'économies et de célérité. On compte une trentaine d'ouvriers spécialistes et 50 à 60 manœuvres. Tout est réglé automatiquement. L'homme semble obéir à la machine, et la machine elle-même est commandée par l'écoulement incessant du grain.

En dehors de certaines questions commerciales trop particulières pour être examinées ici, notons l'agencement des débouchés. Il est aussi touffu que la partie industrielle. Les villes et les principaux villages de la province de Constantine et des départements limitrophes sont tous dotés d'agences.

(7) On compte jusqu'à 15 calibres de semoules.

En France, la Société est représentée à Marseille et à Bordeaux. Les deux tiers de la production sont destinés aux fabriques métropolitaines de pâtes alimentaires : Lyon, Grenoble, Toulouse, Valence, Thonon-les-Bains, Paris. Les issues sont absorbées par les marchés de l'Orient. Au point de vue règlement, les livraisons sont couvertes par tirages à faible échéance (30 à 45 jours au maximum).

Les moulins Kaouki renforceront leur organisation par la mise en œuvre de deux minoteries en voie d'installation à Philippeville et à Bône. Le rendement atteindra 6.000 quintaux de produits fabriqués par 24 heures.

Les usines Lavie comportent aujourd'hui : 30 paires de meules, utilisées par la semoulerie, pouvant triturer 700 quintaux de grains par 24 heures, 10 paires de meules pour la fabrication des farines, susceptibles de consommer 150 quintaux de blés tendres par 24 heures. Les débouchés commerciaux n'appellent aucune remarque spéciale.

La minoterie Barkatz, au Hamma, a été transformée une première fois en 1895 et une seconde fois en 1907 (installation des cylindres). Elle est actionnée par 2 turbines hydrauliques (40 et 100 HP). Trituration par 24 heures : 250 à 300 quintaux.

La minoterie Debono (Hamma) peut broyer 100 quintaux par 24 heures.

*
* *

La minoterie constantinoise représente, à l'heure actuelle, la seule industrie locale digne de ce nom. A tous points de vue, elle constitue un organisme capital : au point de vue du commerce extérieur d'abord. Par la concentration des entreprises, la qualité des produits, les rendements obtenus, les prix, la semoulerie du département de Constantine rivalise avec les usines similaires installées en France, à Marseille notamment. Si la consommation des pâtes se développait dans la Métropole, il y aurait place encore pour de nouvelles affaires. Il n'en faudra pas moins observer la plus grande prudence dans la création de ces futures entreprises.

Au point de vue du crédit agricole, l'action bienfaisante de cette industrie ne saurait être niée.

Enfin, à Sétif et à Guelma, la semoulerie a donné lieu à un mouvement remarquable d'intégration, les principales mairies établies dans ces localités se livrant à l'industrie des pâtes alimentaires. Leurs produits jouissent d'une grande faveur dans la province. A Constantine, cette industrie se heurte à l'insuffisante qualité des eaux.

Il faut ajouter enfin que les gros moulins sont appelés à absorber progressivement les entreprises secondaires qui peuvent se trouver dans leur rayon d'action et qui souffrent de l'infériorité des rendements quantitatifs (8). Les petits moulins, dits moulins à « mouture indigène », situés dans les lieux de production et de consommation indigènes, disséminés sur tous les points de la province, sont encore assurés d'une certaine durée; mais ils disparaîtront à mesure que se modifiera l'économie encore primitive des populations rurales.

(8) Le nombre des moulins établis au Hamma ou le long du Rhummel ne cesse d'aller décroissant.

CHAPITRE IV

La Crise de 1929

Quelle que soit la valeur alimentaire et industrielle des blés d'Algérie, leur valeur commerciale est sous l'étroite dépendance des cours de Marseille et des fluctuations que subissent ceux-ci sous l'effet soit des jeux de bourse, soit des nouvelles optimistes ou pessimistes des pays producteurs, de la récrudescence de l'importation ou de toute autre cause économique (1).

Le marché aux grains de Constantine n'est, en somme, qu'une infime partie du marché mondial. L'indépendance qu'il pouvait posséder vers les premières années de la conquête s'est effritée avec l'assimilation douanière (1851-1867), le développement du réseau ferré, les perfectionnements apportés aux voies et moyens de communication.

On peut, sans se livrer à une étude technique de la question, admettre que la courbe des cours locaux épouse sensiblement celle des cours métropolitains. Evidemment, ces cours seront plus faibles à mesure que, s'éloignant du port d'embarquement, on pénétrera à l'intérieur de la province. A noter encore que, sous l'effet de récoltes exceptionnellement déficitaires, le marché local a pu accuser des tendances particulières, comme en 1868 notamment, où l'on a payé 40 francs le quintal de blé.

Or, quels ont été les cours du blé en France ?

On les a vus à 34,34 en 1867, 26,63 en 1870, 33,13 en 1871, 23,95 en 1875 ; un moment relevés en 1877, ils s'avilissent peu à peu d'année en année ; ils descendent à 19,21 en 1894, 19,14 en 1895, remontent légèrement à 25,37 et 25,80 en 1897 et 1898 et se dépriment complètement en 1899 pour en arriver à 19 (2).

(1) VARLET : *Céréales d'Algérie*, Alger, 1900, p. 44 et suiv.

(2) VARLET, *op. cit.*

Au seuil du xx^e siècle, un problème d'économie nationale se posait donc. Les tarifs douaniers portèrent à la précarité de la situation les palliatifs nécessaires. Le conflit mondial, à son tour, par la diminution des emblavures en France et l'augmentation des besoins qu'il entraîna, devait provoquer une hausse des cours que les interventions de l'État ne pouvaient enrayer. Enfin, la dépréciation du franc, autant que l'insuffisance des récoltes métropolitaines, porta le prix du quintal de blé à 250 francs en 1926.

Cet illusoire enrichissement a engendré une dangereuse ambiance. On a vécu à la hausse : hausse considérable du prix des terres, du fermage, hausse de la main-d'œuvre, transformation des méthodes culturales par l'emploi plus ou moins rationnel, du matériel mécanique. On a beaucoup immobilisé avant et après un affaissement des cours dont le point de départ coïncide avec l'apaisement monétaire. Et les cours, aujourd'hui, sont tels qu'ils resteraient à peine suffisants, même si les multiples éléments du coût de production avaient subi un fléchissement parallèle. Or, ni les fermages, ni les engrais, ni les machines n'ont baissé de prix.

Une certaine part de l'opinion publique incline trop dans cette grave question au scepticisme : des fortunes sont nées du sol et on les jalouse d'instinct. État d'esprit regrettable, contre lequel il faut s'élever. On oublie combien fut lente la formation des grands domaines. Conjonction de lots et de parcelles, laborieusement acquis, la plupart des latifundia modernes ne représentent que la patiente cristallisation d'une épargne chèrement réalisée. Au surplus, qu'on ne s'illusionne pas sur les bénéfices des grands propriétaires. Ils éprouvent plus de peines et de déboires qu'on ne saurait le soupçonner.

Quant à la petite et à la moyenne propriété, elle n'a jamais éprouvé de crise aussi aiguë. Les déceptions sont amères en nos campagnes, où se joue le sort du peuplement français.

Protestations des milieux intéressés, cris d'alarmes des syndicats, appels à la coopération, vœux des Conseils généraux, articles de presse véhéments, les manifestations d'un état d'esprit inquiet se sont donné libre cours.

Porté à la tribune du Parlement le 13 novembre 1929, le « problème du blé » a sollicité l'éloquence disert de très nombreux orateurs, provoqué des critiques acerbes, suggéré des observations extrêmement variées. Les comptes rendus des séances de la Chambre et du Sénat constituent une docu-

mentation d'une amplitude telle que l'on doit renoncer à l'analyser même succinctement. A noter cependant que l'unanimité s'est faite sur les causes de l'effondrement des cours : abondance de la récolte métropolitaine et importation massive de blés exotiques avant le relèvement des droits de douane. D'aucuns ont ajouté que le coût de production des céréales indigènes était grevé du prix excessif des engrais et des transports, des charges fiscales exagérées pesant sur la propriété foncière. On a, de plus, souligné l'insuffisante organisation du producteur, préconisé la construction de silos, étendu le problème à la question du crédit agricole, et, surtout, critiqué le régime de l'admission temporaire.

La durée de la discussion du projet de loi déposé par le Gouvernement, la diversité des opinions émises, le nombre des amendements plus encore que celui des interpellations qui ont ouvert le débat, suffisent bien à donner à la question du blé tous les caractères d'un problème complexe et étendu.

A ceux qui demandaient la prohibition absolue des importations exotiques, le Gouvernement a opposé la Convention internationale de Genève (juillet 1929), laquelle a décidé l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation. Aux thèses à effets plus ou moins lointains on a opposé l'urgence.

Aussi, les mesures qui font l'objet de la loi du 7 décembre 1929 ne sont-elles généralement considérées que comme transitoires. Leur but immédiat est de décongestionner le marché national, de protéger les blés indigènes par une réforme de l'admission temporaire, et de favoriser la consommation nationale, notamment par l'abrogation de la loi du 15 juillet 1922.

Pour le moment (janvier 1930) ces prescriptions sont restées sans effet sur les tendances du marché. Les transactions sont rares. Le malaise persiste. Il est à noter, du reste, que les blés durs constantinois sont tous, ou à peu près, vendus à l'heure présente. Le producteur prudent, s'il a cédé sa récolte à un cours moins élevé que par le passé, n'a pas eu à subir les conséquences de l'affaiblissement progressif du marché.

Cette observation infirme donc la plupart des thèses tendancieuses qui, à grand renfort d'imprécations contre la « spéculation » ont pour premier résultat d'affoler le colon, de compliquer la situation générale et de pervertir un problème d'économie pure en un problème social. Les effets pernicioeux de publications pour le moins imprudentes ont

d'ailleurs attiré l'attention du Parlement. On ne s'élèvera jamais avec trop d'énergie contre la virulence de propos où le mot spéculation est agité, non pas comme un épouvantail, mais avec des intentions plus que péjoratives.

Ne serait-ce qu'au point de vue particulier de la minoterie cirtéenne, les préoccupations d'ordre commercial et technique et le souci des débouchés suffisent largement à son activité. Même si l'on voulait spéculer, on se heurterait à d'infranchissables obstacles. Car

par suite de l'assimilation complète entre la Métropole et sa Colonie, les blés algériens ne peuvent bénéficier, en aucune circonstance, des combinaisons sur les blés étrangers que permet le système français des admissions temporaires ; car nos blés ne peuvent parvenir aux ports d'embarquement qu'au prix de frais très élevés (3).

C'est précisément pour mettre un terme à ces combinaisons que le système de l'admission temporaire a été modifié par la loi de décembre 1929. Toutefois, il reste à régler définitivement la question des entrepôts fictifs.

Quoi qu'il en soit des mesures ultérieures qu'on se plaît à espérer, les blés durs algériens, encore que leurs qualités paraissent mal connues au Parlement, ont fait l'objet d'une disposition spéciale dans la loi. D'après l'article 5, en effet, le Ministre de l'Agriculture fixera par décret la quantité minima de blés durs algériens, tunisiens et marocains (ces derniers contingentés), que l'on devra employer obligatoirement dans la fabrication des pâtes alimentaires, biscuits de mer, etc. On veut croire que l'emploi des blés exotiques sera réduit à un strict minimum. Rappelons d'ailleurs que les blés durs constantinois bénéficient d'un débouché immédiat dans la minoterie locale ou provinciale, laquelle supporte en définitive tous les soucis de l'écoulement des produits triturés et les conséquences des restrictions dont est susceptible la consommation métropolitaine et étrangère.

C'est précisément ce problème du débouché qui reste au fond du débat un point d'une angoissante gravité. Car il n'est pas prouvé que l'avenir ne réserve à la Métropole des récoltes aussi abondantes que celle de 1929. Il n'est pas prouvé non plus que l'usage de l'instrument législatif dont

(3) VARLET, op. cit.

on vient d'armer les Pouvoirs Publics n'amènera pas une extension de la culture du blé en France. En Algérie même, contrairement à certaines prévisions, les emblavures pour la campagne 1929-1930 paraissent au moins égales en étendue à celles des années précédentes, à cause, sans doute, du faible prix de la semence. Pour des raisons nouvelles, il est possible que les emblavures augmentent au cours des campagnes à venir.

Le problème du débouché est particulièrement grave en ce qui concerne une céréale bien algérienne : l'orge, dont la consommation, dans les milieux indigènes, accuse une tendance très nette à la restriction. Concurrencées sur les marchés du Nord et de l'étranger par les produits exotiques (4), les orges algériennes souffrent d'une crise de mévente dont on ne pouvait guère prévoir l'amplitude (5).

Sur le problème du débouché se greffe celui de l'organisation du producteur, dont les offres massives au début de la campagne auraient provoqué, en France, l'affaissement brutal des cours.

On vend, a-t-on dit encore aujourd'hui, le blé au marché, dans presque toute la France, comme la paysanne nous vend sa motte de beurre, son panier d'œufs ou sa douzaine de poires, sans entente, sans rien connaître des prix, et des tendances. Désarmés devant la documentation des acheteurs, l'immense majorité des producteurs vendent dans les plus déplorables conditions et font, par leur manque d'organisation, le jeu des spéculateurs (6).

Ces observations, dont nous n'avons pas à contester le bien fondé, ne paraissent pas devoir s'appliquer à la province de Constantine, où le producteur, même indigène, sait défendre ses intérêts.

Peut-être les défendrait-il mieux, — en admettant que le besoin s'en fasse sentir, — si l'usage s'étendait des docks coopératifs. Du reste, à cet égard, le chef-lieu est pourvu du nécessaire. La « Société des Docks Coopératifs de Constantine », formée en 1924, fonctionne d'une manière encourageante encore qu'un grand nombre d'individus restent à l'écart de son action.

(4) Notamment par les orges dites « orges du Danubé ».

(5) On cote les orges de 45 à 50 francs sur les marchés des Hauts-Plateaux. Les transactions sont insignifiantes.

(6) *Journal officiel*. Chambre des Députés, 2^e séance du 14 novembre 1929, p. 3.177.

Autant qu'on en puisse juger d'après les chiffres ci-dessous, l'usage du warrant n'est guère répandu sur la place de Constantine.

**CÉRÉALES ENTRÉES DANS LES MAGASINS GÉNÉRAUX
DE CONSTANTINE AU COURS DES ANNÉES 1926, 1927, 1928**

ANNÉES	BLÉS DURS		BLÉS TENDRES		ORGES	
	QUANTITÉS	VALEUR	QUANTITÉS	VALEUR	QUANTITÉS	VALEUR
	(Quintaux)	(milliers de fr.)	(Quintaux)	(milliers de fr.)	(Quintaux)	(milliers de fr.)
1926	22.380	4.801	Néant.	Néant.	18.715	2.083
1927	5.964	1.116	421	79.885	11.320	1.375
1928	2.909	503	Néant.*	Néant.	13.253	1.535

Ont été prêtés sur ces marchandises :

1° Blés durs : 329.000 francs en 1926.
407.000 francs en 1927.
23.000 francs en 1928.

2° Orges : néant en 1926.
» en 1927.
157.000 en 1928.

La modestie de ces chiffres est flagrante. Qu'en pourrait-on conclure ? Que le colon constantinois n'éprouve pas le besoin de confier ses récoltes à des docks ? Qu'il n'entend pas diminuer son profit de frais supplémentaires ? Qu'il est en mesure d'attendre un relèvement des cours, ou bien que, ayant en défiance l'usage du warrant, il se hâte de vendre son grain ? Il existe sans doute autant d'explications plausibles que d'individus. En principe, toutefois, la nécessité de régler ses échéances oblige le colon de vendre, encore qu'il jouisse d'une réputation bien assise de débiteur nonchalant.

La statistique ci-dessus n'apporte d'ailleurs qu'une indication très générale sur l'usage du warrant à Constantine seulement. Dans l'intérieur de la province, cet usage paraît s'être vulgarisé au cours de ces dernières années (7).

(7) Notamment à Aïn M'Lila, Aïn Yagout, Châteaudun, Saint-Arnaud, Sétif et Bordj Bou Arréridj.

Mais le fait de warranter ou de stocker ses récoltes a-t-il vraiment favorisé l'agriculteur ? On peut en douter. Il est même certain que le stockage pur et simple a provoqué des pertes. Depuis ces trois dernières années, ne voit-on pas les cours faiblir avec persistance ? Une fois de plus, l'expérience enseigne cette vérité : l'attente, cette attitude si profondément humaine, toujours regrettable quand elle n'est faite que de passivité, engendre autant de désillusions qu'elle comporte d'espoirs.

Isolée, l'attente resterait un leurre. Généralisée, ses résultats seraient désastreux. Disciplinée, « coopératisée », soumise à une volonté directrice, porterait-elle des fruits ?

Quoi qu'il puisse advenir dans ce domaine, quelles que puissent être, par ailleurs, les ressources du crédit agricole (et, pour aussi étendues qu'on se plaise de les rêver, leur aménagement n'en restera pas moins dominé par un principe de liquidité et de remboursement à échéance moyenne), on se heurtera toujours aux conditions générales du marché. En définitive, c'est à la recherche du débouché qu'il appartient dès aujourd'hui de consacrer ses efforts.

N. B. — On a négligé, dans cette étude, comme présentant un caractère purement technique, la réglementation des ventes et livraisons de céréales pour les besoins du commerce d'exportation. On trouve, sur ce point, de nombreux rapports dans les comptes rendus des séances de la Chambre de Commerce de Constantine. Le texte de cette réglementation, aujourd'hui uniforme pour toute l'Algérie, a été adopté par les groupements des négociants en céréales de l'Algérie et approuvé par l'Assemblée des présidents des Syndicats commerciaux et industriels d'Algérie, tenue à Alger, le 19 mai 1928. Par délibération du 4 juin 1927, il avait déjà reçu l'approbation de la Chambre de Commerce de Constantine. Les diverses questions examinées dans ce règlement concernent le mode de vente et la tare, les modes de livraisons, la livraison des grains importés, la constatation du poids, de la qualité et des déchets, diverses autres dispositions d'ordre particulier ou général. Le document est reproduit *in extenso* au *Bulletin de la Chambre de Commerce de Constantine*, avril-mai-juin 1925, p. 25-33.

(8) 250 en 1925-1926 (année anormale: prix faussés; gros déboires après la reprise du franc). 160 en 1926-1927; 150-155, en 1927-1928; 140 à 150 en 1928-1929; 140-130 et moins en 1929 et début 1930.

TITRE SECOND

LES TISSUS INDIGÈNES

On désigne sous le terme général de « tissus indigènes » toutes draperies, cotonnades et soieries, confectionnées en Europe, dont la contexture, les coloris et les motifs décoratifs intéressent spécialement la consommation indigène.

« Les tissus indigènes » ne représentent pas seulement le produit type des importations algériennes; ils ne sont pas seulement l'objet d'un commerce considérable; ils sollicitent encore l'étude par les perspectives curieuses qu'ils ouvrent sur la sociologie nord-africaine.

Ne serait-ce qu'à ce point de vue, le commerce des tissus mériterait bien qu'on y consacre une monographie complète.

Pour notre part, nous nous sommes bornés à examiner dans ses traits essentiels cette branche maîtresse de l'économie constantinoise. Les questions techniques, dont la connaissance est si précieuse en la matière, ont dû être négligées.

Nos observations, forcément succinctes, forment trois chapitres présentant la question :

Le premier, sous un aspect historique,

Le second, sous un aspect organique,

Le troisième, d'un point de vue dynamique.

Nous nous sommes attachés à faire des deux premiers chapitres une sorte de contribution à la sociologie algérienne.

CHAPITRE PREMIER

Considérations historiques

TISSUS DE LAINE ET COTONNADES. — IMPORTANCE DU MARCHÉ CONSTANTINOIS. — L'INDUSTRIE TEXTILE FRANÇAISE ET LE MARCHÉ ALGÉRIEN. — TISSUS « BELDI » ET « TISSUS EL BARANI ». — LA « PASSEMENTERIE » BRANCHE SECONDAIRE DU COMMERCE DES TISSUS INDIGÈNES. — L'AVENIR DE LA PASSEMENTERIE.

Tissus de laine et cotonnades. — La plus grosse part des tissus que l'on consommait, autrefois, dans le Beylick de Constantine était d'origine indigène. On se livrait, sur toute l'étendue du territoire, au tissage de la laine, le textile par excellence.

Cette industrie, essentiellement familiale, jalousement circonscrite au domaine féminin, assure alors au foyer un des premiers éléments de son existence et, parfois, un certain bien-être. Les ateliers des Hauts-Plateaux, ceux des Zibans, de l'Oued Rhir et du Souf, se recommandent par la diversité et la qualité de leur production. L'humble gourbi s'anime du geste patient des femmes. Sous la tente, le métier aide à perpétuer la lente tradition patriarcale (1).

Autant que les articles délicats de Tunis, les cotonnades anglaises sont articles de luxe, les soieries et velours livournais parures précieuses. Leur valeur se mesure aux soins dont on entoure leur possession. Au fond des coffres enluminés, on cèle religieusement les vêtements réservés aux jours de liesse privée ou de solennités publiques. Les magasins du Bey sont pourvus, avec une attention toute diplomatique, d'une foule d'objets de pacotille. On les dissimule

(1) Se reporter pour ces développements à la deuxième partie.

comme un trésor; on veille sur eux comme sur un secret d'Etat. De leur sage distribution, semble-t-il, dépendent la paix du harem et la quiétude ombrageuse du maître. Dans ce domaine, on pourrait beaucoup imaginer. Imaginer n'est malheureusement pas permis quand on interroge le passé sur le commerce des tissus. A cet égard, les textes sont muets, les témoignages imprécis. Sans doute, venait-il des cotonnades d'Alger — produits frauduleux de la course; il en venait certainement de Tunis. D'aucuns, retrouvant dans leur mémoire les récits de leurs pères croient se souvenir qu'un navire étranger relayait Collo, Stora ou Bône à peu près chaque semaine. On affirme que lorsqu'elles n'étaient pas troquées, les marchandises importées étaient payées comptant. D'où une pratique courante à Constantine, qui consistait à « faire crédit de bateau à bateau » (c'est peut-être là l'origine du prêt « à la petite semaine »... On a peine en tout cas à concevoir que ce soit l'origine de notre crédit moderne).

Importance du marché constantinois. — Pour aussi insuffisants qu'apparaissent les textes et la tradition sur ce point particulier de l'économie brutale, il est permis de penser que le commerce des tissus était prospère. Comme de nos jours, il devait avoir la réputation, plus ou moins justifiée, de bien nourrir son homme. On se plaît à faire de Constantine, centre de grosse consommation, le marché où se déverse le trop plein de la fabrication provinciale. On imagine aisément l'activité des transactions avec la grande banlieue et les riches tribus de l'Est et de l'Ouest. Du reste, l'énergie des courants d'affaires qui affluaient à la capitale politique devait consacrer rapidement son antique réputation commerciale.

Dès 1838, les statistiques douanières mesurent le volume de la consommation constantinoise. En 1837, l'Algérie importe 3.175.000 francs de cotonnades : en 1838, ce chiffre passe à 5.300.000 francs, soit une augmentation supérieure à 2.000.000. Plus tard, auraient été vendus au cours du second semestre de 1847 :

à Constantine.....	30.000 kgs	de tissus de coton	
à Alger	5.275	—	
à Oran	500	—	(2)

(2) D'après une statistique fournie par le *Moniteur Algérien*.

L'activité de Constantine surprend. Sans doute, la province de l'Est avait-elle sur ses voisines, où la lutte avec Abd el Kader touchait à peine au dénouement, l'avantage du calme politique. Certes, la province de Constantine est alors, comme de nos jours, la plus peuplée et les souks du chef-lieu exercent, à longue distance, leur force attractive. L'écart entre les trois villes n'en reste pas moins trop considérable à nos yeux. Cette statistique, comme tant d'autres, déforme la réalité. Il suffit d'admettre qu'en raison du peuplement, la consommation de tissus a toujours été plus importante dans cette province que dans les deux autres.

Le Constantinois, cependant, a toujours considéré sa ville comme la « Métropole du tissu ». Cette vieille illusion trouve son expression dans une formule naïve à force d'emphase : on dit de Constantine qu'elle est le « Rouen de l'Afrique du Nord ». Dès 1860, la Chambre de Commerce de Constantine prétendait avec énergie que le marché local des tissus l'emportait sur celui d'Alger et d'Oran. En 1862, elle dénonçait comme arbitraire le décret du 9 septembre 1861 qui, en ouvrant seulement le port d'Alger à la vérification et à l'acquiescement des droits *ad valorem*, « plaçait, disait-elle, le commerce constantinois sous la dépendance d'Alger » (3). Les Algérois dont l'initiative en la matière s'est de tous temps distinguée par une clarté de décision remarquable (4), auraient pu répondre, chiffres à l'appui, qu'ils n'avaient pas attendu la publication du texte incriminé pour étendre leurs affaires aux riches marchés de l'Est. De bonne heure, en effet, les importations de tissus effectuées par le port d'Alger dépassèrent celles de Philippeville. Du reste, il n'y avait pas motif à rivalité ni à concurrence. Dans l'exploitation du champ extrêmement fécond que la campagne d'octobre 1837 avait ouvert au commerce algérien, les plus larges appétits devaient trouver et leur place et leur satisfaction. Aussi, remarque-t-on sans surprise que la plupart des grosses maisons, établies naguère à Constantine, étaient d'origine algéroise.

L'industrie textile française et le marché algérien. — A mesure que l'usage du tissu de coton se diffusait dans les masses indigènes, l'industrie française se développait et s'adaptait aux besoins du consommateur. Mais, bien que

(3) Chambre de Commerce de Constantine, comptes rendus des travaux.

(4) On sait le rôle joué par David Schraeder.

protégé par des tarifs douaniers efficaces, le produit français éprouva de réelles difficultés à écarter du marché les cotonnades de Manchester dont les bas prix et les coloris violents jouirent longtemps d'une grande vogue. Au seuil du ^{xx}^e siècle seulement, l'industriel métropolitain finit par posséder la maîtrise absolue du débouché algérien.

En 1894, à l'Exposition Universelle de Lyon, où figuraient les articles de consommation algérienne, on constate que les tissus écrus ou blanchis proviennent exclusivement des usines françaises où l'on est parvenu à imiter parfaitement l'apprêt anglais. La substitution des cotonnades métropolitaines aux articles similaires suisses, italiens ou britanniques est alors acquise dans tous les compartiments de l'industrie textile, notamment au point de vue de l'impression. Cependant, quelques améliorations restaient à porter au coloris et à la confection des mouchoirs, article que l'indigène choisit avec le plus grand soin et qu'il destine aux usages les plus divers, sinon les plus inattendus (5).

A l'heure actuelle, l'industrie française commande le marché algérien. A signaler toutefois les efforts de firmes italiennes qui parviennent à vendre, avec des rabais sensibles sur les prix de la Métropole, des lots importants de tissus imprimés; ces articles répondent d'ailleurs parfaitement aux désirs du consommateur.

Les goûts : tissus « el barani » et « tissus beldi ». — La satisfaction de ces désirs a toujours été une tâche délicate. Puéril, très attaché aux traditions, l'indigène tient généralement en défiance tout article nouveau. Les fantaisies de la mode, si chères à l'Occident, n'ont guère de séduction pour lui, phénomène d'autant plus surprenant que la plupart des tissus sont destinés à la femme (6). Il faut beaucoup de prudence, de persévérance, d'habileté, une connaissance très sûre de sa mentalité pour l'amener à modifier ce qu'il tient pour l'expression supérieure de l'élégance. On ne doit donc pas s'étonner que les tissus dits « el barani » (pour les gens

(5) Chambre de Commerce de Constantine, 1895. Les tissus écrus ou blanchis viennent exclusivement de France. Rouen a la spécialité des cretonnes et des longottes. Les Vosges également. Pour les mouselines, gazes, tulles, les usines de Lyon, Tarare, Amplepuis, Saint-Quentin ont substitué leurs articles à ceux de l'Angleterre et de la Suisse. L'impression sur tissus de coton, laine et autres, a pris une grande importance à Rouen, Lyon, Epinal.

(6) Il est vrai que, le plus souvent, l'homme effectue lui-même les achats.

du dehors) conservent à notre époque une nature rustre, un aspect lourd, une vivacité de coloris primitive. Les teintes brutales jouissent de la faveur générale, les rouges surtout, dont la gamme s'étend à l'infini. On apprécie fort également les marrons (« kahoui », café), notamment à Guelma, à Souk Ahras, voire même à Bône (7). Le Sud, épris d'horizons limpides est voué à ces couleurs chatoyantes qui s'harmonisent avec l'éclat de la lumière, et le bariolage du vêtement féminin répond à la fête éternelle du ciel.

Cet instinctif mimétisme se retrouve à la ville. Mais évoluée et déjà délicate, la femme des villes apprécie avec un goût plus sûr et plus docile l'extrême variété des articles confectionnés à son intention. A vrai dire, les tissus « beldi » surprennent par l'agréable disposition du décor; ils sont d'une matière plus riche; les différences d'aspect avec les tissus européens s'atténuent de plus en plus. On se convainc d'ailleurs, à l'examen de toute collection (8) de l'évo-

(7) Ils sont au contraire peu recherchés dans la province d'Alger, sauf dans la région de Blida.

(8) Cet examen présente un vif intérêt. Toute collection complète constitue une sorte de traité de sociologie et d'ethnique algérienne. On ne saurait procéder à une énumération complète de tous les articles en usage. On note particulièrement : des tissus de finette (tissus d'hiver), en toutes teintes; des « cotonnades fantaisie » avec des rayures de soie artificielle (tissus légers remplaçant la mousseline laine, ce qui établit la substitution du coton à la laine. Les « lainettes » ne sont d'ailleurs que des tissus de coton légers pour la saison chaude), du « jacona » rayé (calicot avec rayures), vendu exclusivement dans le Sud; tissus légers, avec des filets de coton brodés; couleurs très vives, très nuancées et variées. Des « mousselines de laine », tissus légers; décor fleurs, couleurs délicates; article courant « beldi », également demandé par les gens des campagnes, mais en couleurs très foncées, et destiné alors à la confection des vêtements de fêtes. — Des « cretonnettes imprimées », articles pour lingerie, essentiellement fabriquées à Mulhouse. — Des coutils, article courant, sans originalité apparente. — Des « shantungs », des « veloutines », « tulles », « mousselines brodées ». — Des « franges soie », « plumetis », des « châles laine », « châles soie ». — Des « satins », type du tissu teint. *Article le plus courant et d'une très grande consommation.* Utilisé surtout pour la confection des gandouras de femme. Coloris très vifs. Pour les hommes : teintes sombres (bleu marine, noir et marron). — Des articles fantaisie : « mérinos de laine », « peau de taupe », « gabardines de coton » (article très courant, en toutes teintes), « carreaux écossais (article classique, à fond sombre, dessins combinés à l'infini). — Les « similis », tissés, à rayures, pour chemises d'homme. — Les « crépons » rayés, de couleurs très variées. — La « popeline », article introduit récemment dans les milieux indigènes (gandouras de femme). — Le « stambouli », article crépon, à rayures de couleur; largeur : 50 cm., originaire de Constantinople, cet article est resté dans l'usage et se vend invariablement par pièces de 13 mètres (confection des manches de gandouras). — Les « moires brochées », article beldi, coloris pâles et délicats. —

lution certaine de l'indigène vers nos goûts. Déjà, une foule d'articles, d'usage courant ou de fantaisie, semblent sortis des rayons de nos grands magasins. L'homme lui-même revêt volontiers pour le travail quotidien des vêtements européens que les fripiers lui auront fournis. Le citadin aisé, de son côté, s'habille volontiers « à la française ».

Serait-ce là les signes d'une assimilation que d'aucuns se plaisent à rêver ? Les signes ont un sens, certes; mais le proverbe est sage qui fait, dans son laconisme oriental, une distinction « entre la cruche et le vin qu'elle contient ». Hormis une élite qui, sans modification, a adopté notre costume (sans que, pour cela, on puisse préjuger de ses aspirations), la masse ne se détache qu'insensiblement de ses usages. On constate cependant, en faveur d'une évolution dont nul ne saurait prévoir le terme, que l'industrie du vêtement indigène ou « passementerie » ne marque guère de progrès sensibles, malgré l'accroissement du bien-être individuel. Sur ce point, il est bon de s'attarder un instant.

La passementerie, branche secondaire des « tissus indigènes ». — On désigne, à Constantine, sous le terme général de « passementerie », et la confection de certaines pièces du costume indigène (9) et leur ornementation au moyen d'un

Les « zéphirs » (pour l'été évidemment). — Les « Vichy » à carreaux, etc. Enfin, notons les tissus « susti », tissus de laine importés de Suisse, teints et imprimés à la main. Article riche et réputé. — La plupart des fantaisies et soieries proviennent de Saint-Etienne. Lyon, Roanne, Thizy, Tarare, Saint-Quentin; les coutils, tulles, toiles à matelas, du Nord. Quant aux tissus blanchis (calicots, percales, shirtings ou renforcés, longottes blanchies) et aux écrus, leur origine reste Rouen et les Vosges. Ce sont ces articles que l'homme consomme le plus : il en tire notamment ses « gandouras » et « serouals ».

(9) Il est bon de décrire sommairement ce costume. Le citadin aisé revêt une chemise et un seroual faisant office de caleçon, puis un gilet fermé sur lequel il passe un second gilet qu'il portera toujours ouvert. Ces vêtements sont tous pris sous un vaste seroual que l'individu serre à la taille au moyen d'une simple cordelette. Par coquetterie, on dissimule les inévitables pans de la cordelette, sous le « hazam », ou turban-ceinture, dont le volume, aux yeux de beaucoup, est un signe d'élégance, sinon de prospérité. Par dessus la paire de gilets, les uns endossent la « ghellila », ou petite veste à longues manches ouvertes sur les coudes; les autres préférèrent une petite veste européenne, de coupe particulière, sans broderies. Sur cet ensemble l'homme porte, quelle que soit la saison, le burnous « susti » de pure laine blanche. En hiver, il complète cet habillement en se recouvrant du gros burnous, de laine ou de drap de Sedan, avec capuchon. La coiffure, outre la chéchia, est représentée par le « chach », longue pièce de cotonnade blanche. C'est là, évidemment, un costume de riche. Les classes pauvres se satisfont de

entrelac de galons d'or, de soie ou de laine. La « passementerie » ainsi entendue forme la branche supérieure, la branche de luxe de l'industrie du vêtement indigène. A l'échelon inférieur, cette industrie est représentée, dans les principales localités de la province comme au chef-lieu (passage Jaïs, place des Chameaux, Bardo...), par ces nombreux tailleurs de « gandouras » et « serouals », dont tout le talent procède du sens de la ligne droite et du culte exercé de la pédale... Au-dessus de ces médiocres praticiens des ciseaux et de la machine à coudre, le passementier fait figure d'artiste. On le croirait parcimonieux de son art, car il ne l'applique qu'aux parties apparentes du costume : gilets et vestes d'homme, ceintures et gilets de femme (mais pour les manches seulement). Pour le burnous, l'ornementation se résume en un simple galon de soie bordant le vêtement et se terminant, au bout du capuchon, par une simple mèche (10).

Les motifs décoratifs qui mettent en valeur les poches, manches, dos, parements des gilets et ghelila, sont exécutés au moyen d'articles de passementerie (stricto sensu) dont la largeur et la richesse varient selon les régions auxquelles on destine le vêtement. On distingue parmi ces articles : 1° le « tel », fils de soie réunis en torsade et travaillés par des passementiers appelés « m'haoulis »; 2° le galon dit « charitt », large de deux à trois centimètres, en fils de soie, travaillé par le « chraïtti » au moyen d'une combinaison curieuse de cartes à jouer convenablement percées. Le « charitt » est spécialement utilisé dans la confection des burnous de drap; 3° le « kitan », cordon bien noué, rond, plus gros et plus compact que le « tel ». C'est, par excellence, l'article de passementerie. Comme les deux précédents, on le fabrique en toutes teintes. Les rouges et les jaunes sont particulièrement recherchés.

moins. L'homme des campagnes, notamment, porte un costume plus ou moins bizarre (sauf pour le burnous), que l'on désigne du terme quelque peu péjoratif de « costume chaouïa ». Quant à la femme, elle se revêt d'une série de gandouras dont la première, contre la chemise, est généralement de chaude satinette, et la dernière d'un tissu léger flattant le regard; c'est celle que l'on voit lorsqu'elle s'est débarrassée du vaste haïk dont elle s'enveloppe pour sortir du foyer. Sous cette dernière gandoura, se place un gilet dont les manches débordent sur le haut du bras. Les gandouras sont serrées à la taille par une ceinture de coton ou de laine, et les jours de fête, par une ceinture brodée.

(10) Les burnous algérois et marocains sont ornés de larges tresses; le capuchon se termine par un gland volumineux.

Comme toute industrie, la « passementerie » a bénéficié du progrès industriel. Après avoir longtemps utilisé la soie grège et la soie de Tunis, ou « yambour », le passementier met en œuvre aujourd'hui surtout la soie artificielle. L'introduction de cette matière sur le marché a permis de réduire sensiblement le prix de revient des vêtements brodés. Pour sa part, le machinisme, appliqué à la fabrication du « kitan » a donné quelque impulsion à l'industrie du vêtement indigène, car l'importance d'une maison de confection a toujours été subordonnée au volume d'articles de passementerie dont elle pouvait disposer. Or, le « kitan » n'était fabriqué naguère qu'au moyen d'appareils primitifs dont le rendement, faible, restait très coûteux (11). Aujourd'hui, le « tel » et le « charit » sont les seuls articles travaillés dans les familles israélites et musulmanes.

L'ouvrier brodeur israélite de Constantine a su, enfin, tirer un étonnant parti de la machine à coudre. C'est un spectacle curieux que de voir ces habiles spécialistes maintenir, sous l'aiguille lancée à toute allure, le vêtement et le « kitan » auxquels on imprime des mouvements les plus variés. On obtient ainsi des entrelacs, d'une exécution imparfaite (les broderies obtenues à la main sont plus « finies », mais dont le coût de production est considérablement diminué.

La rapidité avec laquelle on a pu orner le burnous a permis de diffuser l'usage du burnous de gros drap de Sedan ou d'Elbœuf qui semble devoir supplanter le burnous tissé par la femme indigène. Ces burnous, type du vêtement « beldi » masculin, se reconnaissent et à la texture du tissu et à leur teinte bleu marine, marron clair, violet. D'aucuns évaluent le nombre des articles de ce genre confectionnés sur la place de Constantine, à 5.000 environ par mois (12). Le débouché est assuré par la consommation locale et, de plus, par celle des départements de l'Ouest, notamment à Alger, Blida, Tlemcen et Oran.

L'avenir de la passementerie. — Malgré la faveur dont paraît jouir la broderie constantinoise et les progrès de la fabrication, la « passementerie » n'est exploitée que par de

(11) L'installation de machines à fabriquer le kitan, dans les entreprises constantinoises, ne date que d'une vingtaine d'années. On peut en voir fonctionner rue Combes. C'est un jeu très curieux de bobines entrecroisant les fils de soie.

(12) On confectionne une égale quantité de gilets. La fabrication des « ghelilas » est de peu d'importance.

médiocres entreprises ne disposant que d'un modeste capital. Cela tient, dit-on, surtout aux difficultés de recrutement des maîtres brodeurs israélites.

Ces derniers forment une sorte de corporation fermée, jalouse de son rôle, fière de ses prérogatives. Rétifs et capricieux, ils supportent mal l'autorité du patron. Par méfiance, ils ne se prêtent guère à la vulgarisation de leur technique. Naguère, on était brodeur de père en fils. Aujourd'hui, on rompt avec la tradition.

Quant au Musulman, la répétition *ne varietur* de modèles reçus par héritage semble avoir stérilisé son imagination. Par tempérament plus que par défaut d'éducation, il est incapable de broder à la machine. Le métier de brodeur répond rarement à une vocation artistique. Désertée, sans âme et dépourvue d'originalité, cette profession ne semble plus présenter qu'un avantage : favoriser le culte de la nonchalance.

Dans les « passementeries » locales, l'indigène ne joue qu'un rôle très effacé. On l'emploie à l'assemblage des doublures. A la rigueur, son rôle pourrait s'élever jusqu'à la coupe et à l'assemblage des pièces brodées, travail purement machinal. La prospérité de la maison de confections reste donc subordonnée au talent, à l'imagination et à l'assiduité du maître brodeur israélite. S'il néglige son travail ou s'il s'absente, l'atelier chôme, chômage dont le patron fait le plus souvent les frais, car il importe d'éviter la dispersion ou la désorganisation du personnel (13).

Dans ces conditions, n'est-il pas naturel que le confectionneur abandonne son affaire dès qu'il a constitué, à force de persévérance, le capital nécessaire à l'exercice d'un commerce où le problème de la main-d'œuvre est négligeable ! ceci suffirait bien à expliquer que d'anciens passementiers, très expérimentés, aient embrassé la branche voisine des tissus.

(13) On signale encore d'autres vices : 1° le défaut d'organisation. Telle entreprise est scindée en trois ateliers, ici l'on vend, plus loin on fabrique le kittan, plus loin encore, on brode. D'où un défaut de surveillance. Le « tel » et le « charit » font parfois défaut ; 2° le « coulage », très abondant que le patron feint d'ignorer pour ne pas irriter le maître brodeur ; 3° la concurrence « inéclairée » à laquelle se livrent les petits fabricants. Défaut d'entente dans la détermination des prix de vente. On hésite à développer la fabrication de tel article. Le patron est, de plus, gêné dans ses affaires par les intrigues fomentées par ses concurrents dans son propre atelier.

Au reste, l'indiscipline est-elle seule à peser sur l'activité de cette industrie ? Même organisée à souhait, serait-elle capable de vaincre le mouvement général qui fera, tôt ou tard, de l'indigène un berbère européenisé ? Un jour, sans doute, on ne portera plus de « ghelila » et les modestes broderies qui pourront orner les poches d'un « seroual » abâtardi rappelleront à peine l'art capricieux des maîtres d'autrefois.

Cette évolution sera longue, certes, et pour sa part, le burnous vivra longtemps encore. C'est dans la confection de ce vêtement qu'il appartient au passementier moderne de se spécialiser. Il lui faut se corriger du particularisme étroit qui paralyse son initiative. Peut-être aurait-il avantage à gagner, d'ores et déjà, l'appui le plus complet du négociant en tissus, dont on s'étonne qu'il n'ait pas fait son principal client.

CHAPITRE II

Les Organes du Commerce des Tissus indigènes

GROS, DEMI-GROS, DÉTAIL. — LES NÉGOCIANTS, « MANUTENTION » ET « TOUT FINI ». — LE MANUTENTIONNAIRE ET L'ŒUVRE GÉNÉRALE D'ÉVOLUTION. — LE DEMI-GROSSISTE. — LES DÉTAILLANTS : MOZABITES, ISRAÉLITES, KABYLES ET SOUAFA.

Le commerce des tissus, domaine de prédilection de l'Israélite et du Mozabite, forme une branche extrêmement vivante de l'économie nord-africaine. Ses agents, nombreux et bien répartis entre les trois provinces algériennes, peuvent se classer, selon la manière classique, en négociants, demi-grossistes et détaillants.

On ne saurait toutefois retenir cette classification pour complète. D'une part, il est bon de distinguer dans le premier groupe, les « manutentionnaires » et les « négociants en tout fini ». D'autre part, on doit ajouter aux organes du commerce proprement dit, ceux dont la fonction consiste à assurer, avec toute la souplesse désirable, le contact de l'industrie métropolitaine et du marché local. La fonction de ces agents, ou « représentants » (1), n'est pas faite que de passivité. Outre la grande activité qu'ils déploient pour assurer le succès de marques nouvelles et faciliter l'écoulement des marchandises, les représentants des principales usines françaises s'assignent pour but supérieur d'éclairer l'initiative de l'offre et de la demande.

Le caractère essentiellement technique de leur rôle les plaçant en marge du sujet que nous nous sommes proposé,

(1) Les principaux d'entre eux sont appelés « agents de fabriques ».

le présent chapitre sera consacré à l'étude toute générale du commerce de gros, de demi-gros et de détail.

*
**

Les négociants. « Manutention » et « tout fini ». — Le groupe des négociants domine la « hiérarchie des tissus » par la masse des capitaux qu'il détient et par sa fonction délicate de répartiteur du crédit. Dans ce groupe on distingue :

1° Les négociants qui font procéder en manufacture, pour leur compte exclusif, et sous certaines conditions (2), à la « manutention » ou mise en œuvre et transformation du textile en tissus écrus, blanchis, teints ou imprimés.

2° Les négociants qui achètent à des firmes métropolitaines spécialisées, voire même aux « manutentionnaires » de Constantine, des articles « tout finis », c'est-à-dire prêts à être livrés à la consommation.

La manutention complète comporte les phases principales suivantes :

a) Achat du coton brut.

b) Envoi du coton au filateur qui façonnera du filé selon des données indiquées (nombre de brins et poids; torsade).

c) Tissage, dont le duitage peut varier à l'infini, mais qui ne s'écarte guère, en pratique, de certains types.

d) Blanchiment, opération qui donne au tissu un apprêt spécial.

e) Impression ou teinture.

Le calibre et la torsade du filé, le duitage et l'apprêt confèrent au tissu sa contexture.

La manutention demande plusieurs mois et comme chaque opération est le plus souvent payée au comptant ou à très court terme, elle immobilise des capitaux élevés (3). Elle ne saurait donc être le fait que de firmes puissantes. Elle ne dépend pas, du reste, des seuls moyens financiers;

(2) Dont la principale consiste à s'engager à épuiser annuellement une quantité minima déterminée de l'article à fabriquer.

(3) Tous les manutentionnaires ne remontent pas nécessairement au coton brut; les uns se bornent à partir du filage, d'autres, les plus nombreux, du tissage seulement.

elle met surtout à l'épreuve une technique difficile (4). Aussi, les « manutentionnaires » forment-ils une véritable aristocratie du tissu. La manutention reste le privilège de rares personnalités dont la compétence ne cesse de se perfectionner avec l'expérience et au contact de l'industriel métropolitain. Les jeunes négociants constantinois s'imposent de longs stages dans les milieux spécialisés de France et peuvent figurer au premier rang de l'élite intellectuelle algérienne (5).

Le manutentionnaire et l'œuvre générale d'évolution. —

La manutention suppose encore une connaissance très sûre des goûts de l'indigène. Le choix du modèle est délicat, trop souvent malheureux. Il faut procéder avec prudence dans ce domaine réservé des aspirations populaires, ne pas s'écarter du plan d'évolution d'une société primitive. Mais, déjà, que de fantaisie dans les tissus ! Le petit dessin a fini par supplanter les fleurs énormes. Le manutentionnaire s'efforce d'éduquer le goût de l'indigène, de le détacher des formules grossières qui forment le fond de la décoration du tissu « tout fini ». Les motifs les plus en vogue ont perdu aujourd'hui de leur froide géométrie (6).

Cependant, si les articles « beldi », dans les fantaisies, crêtonnes, châles, mouchoirs... se rapprochent de l'article européen, le tissu « el harani » conserve une rusticité caractéristique, tout particulièrement au point de vue des coloris. Pour le dessin seulement, l'inspiration trahit une certaine recherche, un désir d'originalité. Certes, le choix du sujet est encore naïf. Les objets les plus familiers, ou suscepti-

(4) Toute marque nouvelle suppose une étude minutieuse et complexe du filé, du duitage et de l'apprêt. Le but que se propose le manutentionnaire ne consiste pas, évidemment, à obtenir seulement un article d'un prix au moins égal à celui des articles tout finis que les maisons métropolitaines sont susceptibles de livrer (articles omnibus), mais encore à concurrencer les firmes rivales de la place au moyen de marques réservées présentant une contexture riche et d'un prix de vente avantageux. Chaque négociant a ses secrets, chaque article ses mystères...

(5) On en peut dire autant de certains « agents de fabriques ».

(6) La composition des dessins revient généralement à des spécialistes métropolitains, dont le travail, d'ailleurs, est plus d'exécution que d'invention; les dessinateurs et graveurs s'efforcent, en effet, dans la majorité des cas, de réaliser les suggestions du négociant; ce dernier s'applique même, fréquemment, à composer le dessin, très rarement à combiner les coloris.

bles d'agir sur l'esprit du consommateur, décident généralement de la confection des tissus les plus appréciés. On cite volontiers « la gargoulette, l'amphore, la tasse et le moulin à café, la marmite, le domino, le dé à jouer, le flacon de parfum, le grelot, la graine de melon, le timbre poste, le poisson et, signes des temps nouveaux, la mitrailleuse, la grenade du bouton d'artilleur, la coupe de champagne et l'automobile »... Quant aux bracelets, perles, broches, et à l'inévitable main de Fathma, ils sont désuets, quoique toujours demandés.

Une tragédie muette se déroulera bientôt dans le commerce des tissus. Ce sera, sous une forme plus discrète, l'histoire des vieux turbans et des jeunes Algériens, l'eupéanisation lente du goût musulman.

A l'encontre de ce que l'on pourrait croire, les tissus blanchis (blancs) et les tissus écrus (cretonnes), ont excité à l'envi l'inépuisable imagination des manutentionneurs.

Au point de vue de la psychologie musulmane, il y a là une source de remarques curieuses. On s'est ingénié à donner une personnalité aux « blancs », articles très répandus et difficiles à différencier dans leurs qualités intrinsèques. On a voulu et retenu l'attention de l'acheteur et parler à son esprit, en frappant chaque coupon d'une ponce au choix de laquelle la plus étonnante fantaisie aura présidé. Lorsque ce choix procède d'une inspiration supérieure, l'article n'est plus connu de l'indigène que par le nom de la ponce, laquelle devient ainsi une formule saisissante renfermant toutes les vertus du tissu. C'est ainsi que l'on entoure d'une considération sacro-sainte et comme superstitieuse, le « djeld El Khir » (la meilleure « peau »), « El Boutor » (véritable peau de bœuf !), « El Tamsah » (peau de crocodile), marques affirmant la solidité à toute épreuve du tissu; « le sequin », le « louise », (net comme l'or), le « dollar » (riche comme l'Amérique), vantant la pureté de l'article; « el djemaa » (la mosquée), « el saâ » (la montre) attestant de son orthodoxie et de son intégrité. Une innovation récente a même fait donner le nom de « Clemenceau » à un article du genre (on serait tenté de comprendre « peau de tigre »...)

Ces quelques observations suffisent bien à caractériser la fonction du négociant manutentionnaire : elle est toute d'initiative. Outre le rôle considérable qu'il joue en tant que distributeur du crédit (sur ce point, il n'est guère besoin de s'étendre), cette fonction suffit bien à le placer au sommet de « la hiérarchie des tissus ».

Le demi-grossiste. — Limité dans ses moyens, le demi-grossiste exerce, avec les plus larges espérances, un métier aride et parfois décevant. Sorte de tampon amortisseur placé par les décrets providentiels entre le négoce et le commerce de détail, il supporte le premier les caprices du consommateur et les défaillances des petites entreprises. Certes, sa fonction ne se résume pas dans cette passivité critique. Il s'attache à conquérir la clientèle de choix en lui faisant des offres aussi avantageuses que celles du négociant. Il parvient souvent à ce résultat, à force de labeur et d'économie, en réduisant au strict minimum ses frais généraux. La lenteur et la persévérance sont les premières conditions de sa réussite. Son ascension est toujours précaire, car il constitue une sorte d'anomalie dans ce commerce où le négociant se trouve en contact immédiat avec le détaillant. Du reste, les demi-grossistes établis naguère à Constantine n'étaient pas nombreux, et leur multiplication, au cours de ces dernières années, a été provoquée par des circonstances exceptionnelles. Ce phénomène sera examiné ultérieurement dans ses origines et ses conséquences (7).

Les détaillants : Mozabites, Israélites, Kabyles, Souafa. —

Le commerce de détail est exercé par une foule de boutiquiers mozabites, israélites, kabyles et souafa, répartis dans tous les centres de la Province. Son agent par excellence est le Mozabite.

Le Mozabite a choisi avec soin son champ d'exploitation. Ses préférences vont aux cités prospères du Tell et des Hauts-Plateaux. Il dédaigne les petites oasis et réside volontiers à Biskra, Touggourt et Ouargla. Son industrie, sèche et froide, s'accommode aisément d'une méthode comptable. Il est prudent, sobre, soucieux de ses échéances, pondéré en paroles, mesuré en gestes; il sait lire les cours et les interpréter. Surtout, il sait ce que compter et escompter signifient. La djemaa s'impose à son respect par la netteté de ses décisions, car le Mozabite possède un sens aigu de la solidarité qui touche à une mystique redoutable. Souvent, du reste, la solidarité morale se traduit par une entr'aide efficace. Ce « puritain du Désert » possède toujours du bien. Mais il le cache jalousement et quant à mesurer et à préci-

(7) Voir chapitre III, « La crise ».

ser l'étendue de ses garanties immobilières, il n'y faut guère penser (8). Le M'zab est loin, Dieu est grand...

Le Kabyle, type du colporteur algérien, manifeste aujourd'hui un goût de plus en plus prononcé aux avantages de la vie sédentaire. Il a des comptoirs prospères à Constantine et dans les principaux centres de la Province. Sa pratique des affaires est sûre, son âpreté au gain légendaire.

Quant à l'Israélite, on le rencontre un peu partout, surtout le long de la ligne fertile du Tell, dans les villes et les oasis des Zibans. Son domaine d'exploitation se confond à peu près avec celui du Mozabite. Les mêmes considérations pouvaient-elles aboutir, pratiquement, à des résultats différents ?

On a laissé au Soufi, type par excellence du commerçant saharien, un rayon d'action dont il s'évade d'ailleurs fréquemment pour s'installer, avec plus de chances de succès, dans les centres prospères du Nord. Dans les oasis, les affaires ne paraissent guère le favoriser. Aussi détestable commerçant qu'excellent jardinier, aux prises avec des appétits dépassant ses moyens, se défendant mal des bons offices de prêteurs circonvenants, il ne présente généralement qu'une faible surface et ne redoute pas plus l'huissier que la procédure d'un Tribunal de Commerce dont les foudres le laissent aussi indifférent que la voracité de l'usure.

On lui fait encore crédit, quoique sa mentalité reste sans mystère. Sa bonne foi présente certaine affinité punique... (9). Sur ce point, les annales locales fourmillent de renseignements précis. En 1898, un groupe de négociants israélites de Constantine sollicite par pétition l'intervention de la Chambre de Commerce auprès du général commandant la division, « afin d'arriver au recouvrement sur les indigènes habitant les oasis » (10). En 1903, de nombreux

(8) On doit excepter certaines maisons établies notamment à Constantine, Sétif, Guelma et Souk Ahras. L'importance des affaires qu'elles traitent en fait d'ailleurs plus des maisons de demi-gros que de détail.

(9) Que d'Algériens, à cet égard, sont souafa !

(10) Ces négociants signalaient « le mauvais vouloir et même la mauvaise foi qu'ils rencontraient depuis deux ou trois ans chez leurs débiteurs, les frais onéreux qui devaient être exposés le plus souvent en pure perte, le gage disparaissant en cours de procédure... Les actions judiciaires à tous les degrés se heurtent (dans ces contrées de l'Extrême-Sud algérien) à de nombreux obstacles et aboutissent difficilement. Elles occasionnent aux débiteurs et, en définitive, aux créanciers, lorsque les premiers sont reconnus insolvables, des frais énormes hors de toute proportion avec l'importance des créances à

dépôts de bilan s'effectuent dans des conditions si « anormales » (11) que la même Compagnie, en appuyant auprès du Gouvernement Général les doléances des négociants en tissus et droguerie, ne craignait pas de dire que « les indigènes avaient cessé leurs paiements dans le but de garder les bénéfices réalisés ». Ils n'en avaient pas moins obtenu de quelques tribunaux « une indulgence peu justifiée » (12).

Les mésaventures du passé n'ont guère profité au présent. Après la guerre, de nombreux jardiniers sahariens se sont transformés en exportateurs de dattes tout en exerçant le commerce des tissus et des denrées coloniales. La hausse des cours surexcita leur appétit. Achetant des récoltes sur pied, et de ce fait à la merci de risques dépassant leurs moyens, contractant de lourds emprunts pour se procurer des fonds de roulement, mal représentés, mal organisés sur les marchés extérieurs, stockés à l'excès, la plupart d'entre eux ont fini par sombrer dans de lamentables faillites, après avoir grevé leur patrimoine de charges écrasantes.

Leur ruine n'est d'ailleurs pas la seule conséquence d'un sens des affaires inéclairé. Provoquée, au premier chef, par une série de récoltes déficitaires, trahissant les plus légitimes espoirs, elle laisse entrevoir toute la brutale simplicité de l'économie constantinoise, tous les vices qui s'attachent au manque de souplesse d'une économie purement agricole.

recouvrer » (Chambre de Commerce, 1898). Ces frais énormes, le commerce les redoute plus que jamais, même lorsque les affaires litigieuses se déclarent à Constantine ou dans le Tell. On juge trop lente la procédure consulaire. On recourt de plus en plus à la pratique du « concordat amiable ». Le syndicat des négociants en tissus de Constantine tend à devenir un véritable tribunal de commerce. Et sa fonction sera d'autant plus considérable qu'une crise très grave menace le commerce des tissus. Voir chapitre III *in fine*.

(11) ... « malgré la récolte belle et abondante » (Chambre de Commerce, 1903).

(12) ... « La loi des faillites elle-même ne suffit généralement pas aujourd'hui à retenir les commerçants indigènes, toujours pleins d'espoir dans la mansuétude des juges. Ne tenant pas d'écritures sérieuses, ils ont les plus grandes facilités pour dissimuler et détourner leur actif, et ce ne sont pas des considérations morales et des peines, le plus souvent du même ordre, qui peuvent les effrayer... » (Chambre de Commerce, 1903).

CHAPITRE III

La Dynamique des Tissus et l'Expérience contemporaine

EXPOSÉ THÉORIQUE : LE PRINCIPE MOTEUR : LA CONSOMMATION. — L'EXPÉRIENCE CONTEMPORAINE. — LA GUERRE; LES TROUBLES MONÉTAIRES; SITUATION DU MARCHÉ CONSTANTINOIS APRÈS GUERRE. — 1930 : LA CRISE; L'AMÉNAGEMENT DU CRÉDIT COMMERCIAL. — CONCLUSION.

§ I. — EXPOSÉ THÉORIQUE

Le principe moteur : la consommation. — Toute l'activité du commerce des tissus dérive du pouvoir d'achat d'une population exclusivement agricole (1). Elle est donc soumise à tous les caprices du climat et elle varie singulièrement dans l'espace et dans le temps. En fait, la faculté de consommation du pays et, par suite, la solvabilité des détaillants répartis dans la province, sont subordonnées à la richesse du milieu physique, et, surtout, aux récoltes plus ou moins heureuses que la culture des céréales enregistre. Les régions céréalières du Tell et des Hauts-Plateaux constituant le principal débouché du commerce des tissus indigènes, on peut dire de la monoculture qu'elle forme le point névralgique de l'économie cirtéenne.

Au début de la campagne des céréales, il faut que le négociant réunisse des renseignements très précis sur les possibilités de la récolte. Tout en tenant compte des moyens propres à chaque client, il doit adapter son chiffre d'affaires

(1) Les richesses algériennes sont d'ailleurs essentiellement agricoles, et l'activité économique de la colonie dépend, avant tout, de la situation agricole générale,

à la faculté de consommation présumée de chaque région. Mais ce principe se heurte à l'incertitude de l'industrie agricole et la technique commerciale la plus avisée est tenue en échec par des éléments imprévisibles et redoutables.

Lorsque l'on fait le tour de l'horizon constantinois, le principe de l'agriculture moteur du commerce prend une singulière signification. Indiscutablement, l'essor commercial de Guelma et de Souk Ahras n'est que l'expression d'une réputation agricole justifiée. Sétif, avec ses récoltes irrégulières, offre moins de sécurité aux transactions. La Petite Kabylie demeure au rang des débouchés secondaires. Les Hauts-Plateaux, le Sud surtout, retiennent l'attention, parce que sous la dépendance d'un seul élément : l'eau; à l'heure actuelle, il n'est pas de zone commerciale où la précarité ne vicie plus profondément les transactions.

Mais n'est-ce pas envisager la vie des échanges sous un angle étroit que de subordonner entièrement les risques à la situation agricole ? L'individu ne cherche-t-il donc pas à s'évader de l'emprise du milieu ? Sa force de réaction et sa capacité d'épargne ne sauraient-elles amortir l'excessive nervosité des éléments physiques ? Par malheur, les violents contrastes de la nature algérienne semblent avoir habitué les individus à tous les caprices du sort. Sous un climat sans souplesse, fait de douceur et de brutalité, l'homme vit l'heure présente sans interroger l'avenir. La mentalité du commerçant est imprécise. Le consommateur est taré d'appétits désordonnés. En période d'abondance, il dépense sans compter et, par là même, engage le commerce à passer des ordres plus importants en vue de la prochaine campagne. Toutes les branches du commerce sont largement exploitées, celle des tissus notamment, car renouveler le modeste trousseau familial est une nécessité qui comporte tout l'attrait du luxe. Par contre, une récolte mauvaise, une excessive mortalité décimant le troupeau provoquent de sévères restrictions. La disette et les privations entraînent une crise de mévente et des difficultés d'autant plus graves que les stocks sont plus lourds. Le détaillant, « faute de commerce », demande des prorogations, des renouvellements, suspend ses paiements, et, quand il ne dépose pas son bilan, sollicite des règlements transactionnels, véritables faillites occultes (2).

(2) Tels sont les préludes de la crise qui nous paraît sur le point de se déclarer avec une violence d'autant plus grave qu'on la contient depuis plusieurs mois.

Une crise générale de sous-consommation suffit donc à ruiner le commerce de détail. Elle menace toujours les maisons de demi-gros et, pour peu qu'elle persiste, elle risque d'entraîner la chute des négociants les plus engagés, quelle que soit la tenue des cours du tissu et pour aussi favorables que puissent être les conditions générales du marché des textiles.

Il reste à illustrer la théorie par les faits.

§ 2. — L'EXPÉRIENCE CONTEMPORAINE

Les techniciens du tissu ne parlent jamais sans une surprise persistante des perturbations fiévreuses qui ont agité le marché depuis 1915. La période 1915-1918 est, en effet, caractérisée par « d'exceptionnelles fluctuations ». Tandis qu'à la veille du conflit mondial les cours du textile présentaient une certaine régularité et se trouvaient commandés essentiellement par le principe offre-demande, on a vu les hostilités avec leurs énormes besoins, puis l'après-guerre avec ses troubles psychologiques, imprimer aux cours les mouvements les plus saccadés, les plus contradictoires.

La guerre. — Le début des hostilités, en provoquant l'arrêt des usines du Nord et de l'Est, provoque par là même un arrêt des transactions sur le coton. Le cours (3), fixé à 95 en juillet 1914 est incoté d'août à octobre. Le 4 décembre 1914, la cote indique 51, le point le plus bas qu'on ait noté ces quinze dernières années, compte tenu de la dévalorisation monétaire.

L'urgence des besoins à satisfaire nécessite la création de nouvelles usines. La consommation du coton augmente. D'où un mouvement de hausse très soutenu qui se poursuit au cours des années 1915-1916-1917-1918, avec pour maximum 400 en août 1918.

Les hostilités prennent fin : mouvement de retenue, diminution de la consommation, crise naissante. Le marché algérien est alors encombré de tissus anglais de qualité inférieure et d'écoulement difficile. La courbe des prix du coton s'infléchit, marque 280 en décembre 1918, faiblit de plus en plus, tombe à 180 en juin 1921. Après avoir vécu « à la hausse » durant près de quatre années successives (1915-1918), le marché des tissus connaît les heures difficiles de la crise générale de 1920-1921.

(3) Francs par 50 kilogs de coton. Moyenne des vendredis du mois, jour de bourse de Rouen.

Les troubles monétaires. — Mais la reprise des cours sera rapide. Elle affectera bientôt une extrême sensibilité au change, que seuls les chiffres peuvent mesurer :

*Points d'articulation de la courbe du cours des cotons
de 1921 à 1926*

Dates	Cours du coton	Cours de la livre
Septembre 1921.....	370	51,10
Avril 1922.....	240	48,04
Mars 1923.....	590	75,43
Mai 1923.....	510	69,65
1 ^{er} mars 1924.....	1.063	99
Avril 1924.....	620	71,93
Juin 1924.....	710	82,08
Décembre 1924.....	570	87,15
2 juillet 1926.....	1.163	238,50
Décembre 1926.....	420	123

Pour aussi directe qu'ait été l'action du change sur le cours, il est à noter que les prix du coton ont été influencés dans le sens de la retenue et par une demande circonspecte en présence d'un tel mouvement ascensionnel et par l'abondance du stock de matière première. Les récoltes américaines, notamment, qui de 1918 à 1924 ont accusé des chiffres variant de 11 à 12 millions de balles, jettent sur le marché 14.698.000 balles en 1925, 15.615.000 balles en 1926. En Algérie même, la superficie totale cultivée en cotonnier, qui n'était que de 500 ha en 1922, passait à 2.000 ha en 1924, à 6.108 ha en 1925, pour atteindre 8.453 ha en 1926, où la production s'éleva à 49.700 quintaux de coton brut (4). Cette abondance de matière première suffirait bien à expliquer qu'en décembre 1926 la cote du coton ait marqué 420, la livre étant à 123, alors qu'en mars 1923 le prix du coton était de 590, la livre valant 75,43. L'élément monétaire a donc faussé le marché d'une telle manière qu'aux yeux de beaucoup le commerce des tissus traversait une merveilleuse période de prospérité.

(4) Mais en 1927, les conditions économiques découragent les planteurs et la surface cultivée en cotonnier tombe à 4.000 hectares. Compte rendu du Gouverneur Général, 1927, p. 622.

Situation du marché constantinois après guerre. — Au point de vue du marché constantinois, cette opinion était assez justifiée par les disponibilités croissantes de la consommation. La hausse du cours des grains, des laines, des cuirs et du bétail donnait au fellah et au pasteur un pouvoir d'achat sans cesse accru. Obéissant en quelque sorte à l'instinct de conservation, on a, comme en 1916, préféré à des disponibilités liquides se dépréciant chaque jour, la possession de marchandises (ou la réalisation de ses avoirs en immeubles).

D'ailleurs, la période 1913-1926, en raison des exceptionnelles fluctuations de cours qui l'ont animée, n'a pas entraîné tout le monde sur la voie d'un enrichissement que d'aucuns pourraient même croire quasi-spontané.

Il y a eu des mécomptes, des inquiétudes, des caps dangereux à doubler, notamment en 1918, 1920, 1926, dates névralgiques de l'histoire économique de ces dernières années. En 1918, on enregistre un total général de 23 dépôts de bilan, 3 en 1920, 8 en 1921, 18 en 1922, 16 en 1923, 25 en 1924, 32 en 1925. L'orage passe : 7 dépôts de bilan sont effectués en 1928. Au point de vue particulier des tissus, du reste, on ne relève pas de nombreuses ni de graves défaillances. Les affaires qui disparaissent ne concernent que de médiocres entreprises de détail. La plupart des maisons de gros, habiles, prudentes, ont en effet constitué des réserves aisément mobilisables aux heures difficiles. La crise de 1920 s'est liquidée progressivement.

On conçoit donc que l'illusion ait pu s'accréditer du tissu nourricier du monde et générateur de la fortune, parfois même l'illusion malheureuse d'un enrichissement sans cause. Aussi le nombre des commerçants en tissus n'a cessé de s'accroître. Et c'est là le phénomène le plus remarquable de l'économie constantinoise d'après 1914. Alors que la plupart des entreprises ont obéi à un mouvement caractérisé de concentration, sinon d'intégration, la branche tissus s'est ramifiée en un grand nombre d'affaires secondaires. Si le nombre des manutentionnaires n'a guère varié, à cause des difficultés d'ordre technique et financier, auxquelles on se heurte en la matière, le nombre des « marchands d'étoffe » établis sur la place de Constantine est passé de 1 à 6. Dans l'intérieur de la province, Mozabites, Israélites, Kabyles, Souafa, ont créé de nouveaux comptoirs.

Parallèlement à cette « génération spontanée », les importations algériennes de tissus ont sensiblement augmenté. Au cours de ces dernières années, les importations de cotonna-

des effectuées par le port de Philippeville se sont maintenues aux environs de 30.000 quintaux. Mais celles d'Alger sont passées de 54.524 quintaux en 1925, à 72.112 quintaux en 1928. Que ces importations intéressent des firmes algéroises ou qu'elles soient destinées en partie à des maisons constantinoises, le fait en lui-même est négligeable. Il reste qu'un stock volumineux de cotonnades s'est déversé en Algérie depuis 1928, plus spécialement dans la province de l'Est, débouché par excellence du tissu indigène (5).

En résumé, le phénomène est celui-ci : multiplication des agents commerciaux, augmentation des importations. Incontestablement, on trouve à l'origine du mouvement une cause psychologique : l'appât du gain. Mais cette explication, par trop simpliste, a besoin d'être complétée par de nouvelles observations.

*
* *

1930. La crise. — Un mouvement de cette amplitude n'a rien de redoutable tant que les facultés de consommation du pays conservent la même énergie. Malheureusement, la situation générale de la Province est déficitaire depuis plusieurs campagnes. Les Hauts-Plateaux et le Sud ont particulièrement souffert de résultats médiocres depuis 1925. L'année 1929 s'est clôturée sur une chute perpendiculaire du cours des grains, des laines et des cuirs, jetant le plus grand désarroi dans tous les compartiments de notre économie. Chargé d'un stock s'alourdissant de campagne en campagne, le négoce des tissus s'avère impuissant à reprendre son élasticité en face d'une consommation notoirement dépourvue de réserves. Le mal est d'autant plus grave que l'accroissement du nombre des demi-grossistes et des détaillants a progressé précisément depuis ces trois dernières années, même en 1929, où la plus élémentaire circonspection imposait la réserve.

Il ne suffit donc pas de penser que l'installation de maisons nouvelles ait procédé du seul désir de liberté, du goût de l'entreprise et du risque. L'aide appréciable et bienveil-

(5) Pour la période 1902-1929, les chiffres les plus élevés d'importation sont :

1916 : 150.607 quintaux. On stocke à outrance. La consommation, sans absorber une telle quantité de marchandises, est bien soutenue. En 1918, elle est stimulée par des récoltes exceptionnelles.

1929 : 174.316 quintaux. La consommation se ralentit, notamment dans le Sud et les Hauts-Plateaux de la province dès la fin de 1927.

lante, que ces nouveaux élus aux lourdes responsabilités du commerce ont trouvée chez les grossistes leurs anciens patrons, laisse penser que ces derniers n'ont pas obéi seulement à la confiance qu'inspiraient leurs anciens employés, mais qu'ils ont vu de plus en eux un débouché immédiat et facile. Illusion dangereuse et regrettable, certes, le seul débouché qu'il importe de considérer étant la consommation. Quoi qu'il en soit, les « demi-grossistes » et même les détaillants ont bénéficié de larges facilités de crédit, en marchandises et en espèces.

Mais la multiplicité des intermédiaires a eu pour première conséquence de priver le grossiste, puis le demi-grossiste, d'une partie appréciable du profit qu'il était seul à réaliser naguère. Il s'est trouvé dans la nécessité de développer son chiffre d'affaires pour obtenir des résultats aussi lucratifs que par le passé : on a perdu la maîtrise de son stock. D'aucuns « ont fait du chiffre », allant jusqu'à envisager de gros déchets. Les principales maisons, déjà bien outillées, ont créé de véritables agences dans les centres de grosse consommation; elles ont choisi des représentants dans les villes; l'activité du commerce local s'est étendue au champ tunisien que l'assimilation douanière a si largement ouvert; des voyageurs ont rayonné dans tous les sens, et le négociant constantinois qui voyait autrefois d'un œil indifférent ses concurrents d'Alger empiéter sur son propre domaine, n'hésite plus aujourd'hui à diriger ses agents sur le département voisin, et, mieux, à gagner les marchés oranais. Ce sont là des efforts méritoires. Mais quelle sera l'issue d'un tel enchaînement de circonstances ? Quel sera le résultat d'une telle inflation de crédit et de marchandises, la fin d'une telle hypertrophie d'organes dont un trop grand nombre ne joue plus qu'un rôle parasitaire ?

*
**

Considérations rétrospectives. — La tentation du chiffre d'affaires est d'autant plus dangereuse en Algérie que le commerce est conditionné par un élément d'essence incertaine, précaire, instable, duquel on ne tiendra jamais un compte suffisant : l'élément agricole. Peut-on mieux démontrer que par des chiffres l'étroite dépendance du commerce et de l'agriculture ? Un retour aux années difficiles de 1867 et 1868 constitue un enseignement précieux. Cet enseignement, qui se dégage de lui-même à la lecture des chiffres suivants, se résume en une formule : les importations de tissus sont en fonction inverse de celles du blé.

**De quelques marchandises importées et exportées au cours
des années 1866 - 1867 - 1868 et 1869
par le port de Philippeville**

IMPORTATIONS

	1866	1867	1868	1869	Valeur en francs
Tissus de coton...	11 441 818	4.760.505	2.463.757	4.480.380	
— de laine...	1.235.998	1.239.252	960.538	1.199.198	
— de chanvre...	903.680	692.699	509.540	792.191	
— de soie...	1.587.261	849.450	203.928	867.654	
	15.168.757	7 541 906	4.137.763	7.339.423	
Farine de froment.	160.500	1.957.746	4.937.003	3.142.625	
Valeur totale des importations...	38.644.249	30.517.856	29.963.958	37.852.825	

EXPORTATIONS

Céréales	1866	1867	1868	1869
Froment (hect.)...	111.585	9 312	7.007	22.452
Orge —	12.638	2 385	4.368	4.338
Farine froment (kgs).	914 359	450.100	36.464	239.624
Légumes secs —	177.963	30.690	19.103	500.197
Cheptel et dérivés				
Bêtes à laine (tête)..	43 752	18.615	53.134	50.800
Peaux brutes (kgs)..	222.217	464.600	1.141.084	449.511
Valeur totale des exportations.....	20.018.136	14.681.063	18.616.935	20.455.795

Est-il rien de plus saisissant que cette stérilité inattendue provoquant une diminution si accusée des importations de tissus ? L'indigène a fait appel à toutes ses ressources : l'hiver 1866-1867 a détruit une partie de ses troupeaux, l'année suivante, il n'en livre pas moins à l'exportation la plus forte partie d'un cheptel à peine en voie de reconstitution; il vend également les laines et les peaux. Mais la source essentielle de son bien-être, les céréales, faisant défaut, le commerce stagne et périclité.

La demande reste donc le moteur du marché constantinois (6). C'est pour cette raison majeure que, sur la place de Constantine, le prix du tissu ne s'adapte que de loin aux prix de fabrique, tant à la baisse qu'à la hausse (7). Un détail qui illustre le principe : en juin 1929, les tarifs d'impression accusent dans la Métropole une hausse de 35 à 40 %; cette hausse n'est pas suivie à Constantine, où sévit la mévente. Ailleurs, dit-on, elle se serait même traduite par une baisse.

Quelle que soit sa prudence, le négociant spéculé toujours. Il n'est pas maître de son stock. Il subit la griserie des exercices brillants. Après le stockage, qui s'est effectué de 1925 à 1928, la restriction du pouvoir d'achat de l'indigène, résultat des déficits agricoles des Hauts-Plateaux et du Sud, et, surtout, de la mévente des céréales en 1929, a gravement compromis la sécurité des transactions.

Le pourcentage des valeurs impayées, par rapport à la masse des valeurs présentées au paiement, accuse pour les centres ci-après :

	Août 1928	Août 1929
Biskra (Sud).....	13,3 %	25,9 %
Aïn Beïda (Hauts-Plateaux)....	15,1 %	20,7 %
Constantine	3,2 %	2,3 %

Le chef-lieu, réservoir des capitaux, résiste; mais les défaillances provinciales, qui ne peuvent pas se multiplier et se précipiter, finiront par avoir de graves répercussions sur sa force de résistance, surtout en ce qui concerne les maisons secondaires.

*
**

L'aménagement du crédit commercial. — La part d'incertitude que les affaires reçoivent d'une économie agricole, s'aggrave du fait de l'aménagement à long terme du crédit en marchandises dont la plus grosse partie doit se liquider

(6) Elle est, d'ailleurs, le moteur essentiel de tout marché. Mais, sans souplesse, sans réserves, soumise à tous les caprices des éléments physiques, elle agit sur le marché constantinois avec une force singulière.

(7) Lorsque la baisse survient en période de sous-consommation locale on peut redouter une véritable débâcle. La hausse, en période de consommation normale, est généralement observée.

Commerce spéc

Importations de Tissus effectuées

	TISSUS	1902		1905		1910		1914		191
		Quantités (1)	Valeur (2)	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités
Alger.....	Coton..	51.822	17.371	58.807	20.139	54.915	25.409	41.363	19.154	92.773
	Laine..	2.137	2.208	2.888	2.610	2.637	2.929	3.184	3.293	1.020
	Soie..	64	453	87	654	63	560	79	726	65
Oran.....	Coton..	24.155	8.239	27.434	9.621	32.212	13.916	20.187	9.892	22.352
	Laine..	1.687	1.511	1.981	1.566	1.283	1.396	1.642	1.486	377
	Soie...	(A)	"	"	"	"	"	41	334	38
Philippeville..	Coton..	29.883	11.053	25.532	8.593	30.016	13.411	32.167	13.773	33.352
	Laine..	1.305	1.052	838	828	916	969	396	430	91
	Soie...	59	473	49	291	76	572	30	200	37
Bône.....	Coton..	1.129	444	2.281	1.041	3.030	1.678	3.142	1.586	2.130
	Laine..	585	529	650	546	396	477	206	201	83
	Soie..	mémoire		mémoire		mémoire		mémoire		mémoire
Cotonnades importées..		106.989	37.107	114.054	39.394	120.173	54.414	96.859	44.05	150.607

(1) Quintaux.

(2) Milliers de francs.

(A) Les chiffres statistiques 1902-1905-1910 n'ont pu nous être fournis.

OBSERVATIONS. — a) Commerce des soieries. Très prospère à ALGER, car les soieries, marchandises chères, sont surtout destinées aux citadins (articles Beldi). Le consommateur constantinois est pauvre.

b) Lainages. Même observation.

c) Cotonnades. Développement du commerce algérois qui prend part plus active dans les affaires de la Province de l'Est. Une certaine quantité de tissus importés par Alger est d'ailleurs destinée aux négociants constantinois, ou dirigée directement pour l'Algérie.

de l'ALGERIE

ar les principaux ports algériens

1918		1920		1921		1924		1925		1926		1928	
Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
180	107.535	68 833	164 292	33.208	56.295	49.492	132.821	54.524	158.586	58.767	205.203	72 112	316.051
183	3.859	4.104	32.081	1.324	5.564	1.177	9.744	861	6.357	1.324	14.764	2.450	18.068
45	546	742	21.139	102	2.514	123	4.934	110	4.441	86	4.012	323	15.400
84	17.867	25.831	50.138	14.998	23.959	26.869	61.209	26.762	64.627	24.861	78.016	34.211	141.438
17	491	1.348	9.907	323	1.518	401	2.595	342	2.404	325	3.171	650	5.569
33	448	414	11.692	92	1.891	269	9.967	136	7.015	104	5.332	148	5.674
75	19.740	23.675	50.168	16.819	26.502	30.921	78.948	36.263	100.957	31.064	108.860	30.671	123.004
90	409	415	2.585	120	518	79	500	105	662	113	909	304	2.866
58	443	496	14.339	56	1.294	8	308	14	481	18	817	42	1.487
23	967	2.581	6.896	1.072	1.871	1.259	3.089	2.017	5.022	2.318	7.782	1.822	7.002
99	464	313	1.704	99	611	36	205	93	617	65	342	62	391
mémoire		23	617	5	96	mémoire		mémoire		mémoire		mémoire	
62	146.159	120.920	280.494	66.097	108.627	108.541	276.067	119.566	329.192	117.010	399.861	138.816	587.495

pte sur le Sud et l'Extrême-Sud. Oran développe ses opérations
e le Maroc Oriental. On soulignera la diminution brutale des
ortations de tissus en 1921 (crise). L'augmentation de 1916 est due
hausse des cours et à une sorte d'apeurement. On stocke à
ance.

ta Bene. — En 1929, l'Algérie a importé :

Tissus de coton.....	174.316 quintaux
— de laine	4.951 quintaux
— de soie	720 quintaux
valeur du stock de tissus importé en 1929 est de :	
Tissus de coton.....	645.725.000 francs
— de laine	41.370.000 francs
— de soie	28.998.000 francs

peut juger, par ces chiffres, du « surstockage » actuel.

en Algérie à la réalisation des récoltes. Les crédits consentis en janvier, février et mars s'échelonnent sur juillet, août, septembre, soit six mois de terme. Certaines maisons vont même jusqu'à un an de terme. Le littoral, du reste, dont les productions sont relativement variées, règle généralement à 90 et 180 jours.

Mais la concurrence des maisons secondaires ne pouvant porter sur la qualité du produit (elles ne possèdent, en principe, que des articles omnibus et s'alimentent toutes aux mêmes sources), l'indigène, dilettante du crédit, a bientôt manifesté d'extraordinaires prétentions. Il a tiré parti, à sa manière, d'une offre plus abondante et plus pressante. Le crédit à moyen terme a donc dégénéré. Ce n'est, au surplus, un mystère pour personne que le Mozabite, de son côté, trouve un grand intérêt dans la division et l'éloignement de ses échéances. Car plus ses ventes à la consommation comporteront de terme, plus il se jugera autorisé à majorer les prix. Dans certaines régions, sa conscience, dit-on, reste en règle avec la loi coranique, lorsqu'il livre, à crédit, des tissus dont le prix est supérieur de 60 à 75 % au prix du comptant.

A ces pratiques défectueuses s'ajoute celle du « crédit marchandises-crédit espèces », si l'on peut dire, laquelle a toujours existé et reste l'apanage des maisons de gros. Elle consiste, de la part des négociants en gros, à consentir au demi-grossiste, momentanément gêné dans ses moyens de trésorerie, des découverts en marchandises et en espèces : le grossiste est, bien entendu, plus un marchand de tissus qu'un banquier. Sollicité, il ne saurait négliger l'occasion de s'alléger d'une partie de son stock. Le demi-grossiste fera donc face aux besoins les plus urgents, mais, chargé de marchandises nouvelles, — et ces marchandises ne sont pas le plus souvent des articles de choix, — il se trouvera dans l'obligation de développer intensément son chiffre d'affaires. A l'échéance, il se couvre chez son créancier au moyen d'un papier commercial d'une valeur assez discutable. Ce crédit d'escompte, que la crise actuelle devait fatalement enfler d'une manière démesurée, est d'autant plus dangereux qu'il se révèle comme une forme de la concurrence chez les gros firmes.

La majorité des négociants ne pouvait pas rester insensible aux vices redoutables que comportent ces usages. Dès 1926, le syndicat commercial de Constantine (section des tissus) avait décidé en principe une réforme générale du crédit commercial : acceptation préalable des valeurs, terme

court, notamment. Mais on se heurta à l'opposition catégorique des milieux mozabites. Par représaille, la djemaa aurait même frappé d'interdiction les firmes à qui incombait la responsabilité du mouvement, — responsabilité trop lourde, en vérité, pour être affrontée dorénavant à la lumière d'une discussion publique.

Au surplus, il ne faut pas exagérer la portée utile que pourraient avoir des mesures radicales. On pourrait même se demander dans quelle mesure elles seraient vraiment praticables et opportunes. Des nécessités économiques s'imposent qu'il faut savoir subir, auxquelles, d'ailleurs, on s'était parfaitement adapté naguère.

Conclusion. — Les tendances constructives que toute critique comporte ne se dégagent pas d'elles-mêmes en un domaine aussi vaste que mouvant.

Pour le moment, le syndicat des négociants en tissus consacre son activité à l'étude des demandes de règlements transactionnels dont il est saisi avec une singulière fréquence. On veut croire que ce tribunal occulte, et dont on ne saurait contester l'utilité, ne bornera pas son rôle à la liquidation des erreurs passées. On souhaite qu'une collaboration sincère des parties intéressées provoque une épuration et des méthodes et du milieu. Il serait regrettable, notamment, tant au point de vue particulier de la branche qu'au point de vue général, que le crédit commercial s'enlise dans ce vice dangereux : l'abus du terme, et, de plus, se trouve faussé par une concurrence excessive dont le résultat se traduit inévitablement par des découverts beaucoup trop lourds pour ceux qui en bénéficient sur le moment. Le commerce des tissus a besoin d'une diète : diète de marchandises, diète de crédit. C'est, hélas ! le meilleur remède que l'on ait trouvé aux crises.

Cellule active autant que passive du monde des affaires, le commerce des tissus se débat dans une crise sévère dont le dénouement approche. Des organes inutiles ou imparfaitement constitués subiront la loi d'élimination, phénomène d'ordre économique autant que biologique.

On veut espérer que l'expérience contemporaine portera ses fruits, et que son enseignement supérieur éclairera désormais l'intuition et l'empirisme étroit dont se contente le plus souvent l'initiative individuelle.

Appelons, enfin, de tous nos vœux le retour à la prospérité agricole, qui, seule, peut permettre la liquidation définitive des gros engagements en cours, — car, répétons-le,

le « grain » et le « tissu » représentent, l'un à l'actif, l'autre au passif, les deux postes capitaux du bilan économique local.

La dynamique de l'économie constantinoise demeure primitive. Elle se ramène au concept purement matériel de la balance du commerce. En faisant du blé, le produit-type de nos exportations, du tissu l'élément essentiel de nos importations, il faut souhaiter que le problème du blé soit résolu définitivement afin d'éviter que ne se pose, à brève échéance, le problème du tissu.

Conclusion

Nous voici au terme de l'étude que nous nous étions proposée. La matière, certes, est loin d'être épuisée. Telle n'était pas, d'ailleurs, notre prétention. Il nous reste à résumer nos observations. De plus, il est bon d'interroger l'avenir.

Considérée dans ses traits essentiels, l'évolution économique de Constantine sous la domination française s'est effectuée en trois temps, trois époques bien déterminées.

Après l'assaut, deux civilisations s'affrontent, deux modes économiques, dont l'un, en pleine fièvre de progrès, est retardé dans son œuvre d'absorption par l'hésitation du conquérant. Les corporations indigènes poursuivent leur industrie routinière. La colonisation privée se développe cependant autour de la ville. Pour des raisons majeures de ravitaillement et tirant parti d'exceptionnels avantages, la meunerie constantinoise s'organise. De son côté, le négoce s'ébauche. Cette période est celle de l'initiative individuelle.

Au seuil de la seconde période, se place l'arrêté du 8 février 1849, qui fait de Constantine le centre administratif de la province de l'Est. C'est une période d'organisation et d'essor qui s'ouvre, une époque de transition pleine de vie exubérante et originale. Dès 1856, la Banque de l'Algérie et la Chambre de Commerce contribuent à l'aménagement d'un mode économique qui s'est imposé. Le commerce de Constantine se localise sous la Halle aux Grains, centre d'affaires prospères, bourse de commerce ayant ses usages, ses règlements, voire même ses cours, pompe aspirante et refoulante, qui draine les grains, peaux, laines et huiles, produits où se reconnaissent les grandes divisions de la province, avant de les déverser soit à l'intérieur du pays, soit sur le marché métropolitain. La « Halle aux Grains » attire ainsi les populations les plus diverses, avec une énergie que n'ont jamais connue les souks de la vieille cité berbère. La Halle aux Grains constitue un trait d'union puissant qui rapproche, sur le terrain fécond des intérêts communs, des races rétives à l'interpénétration. Elle représente une sorte d'effort synthétique, inconscient mais considérable, combattant l'hétérogénéité des conditions économiques généra-

les. Bref, quoique l'Est Constantinois et le bassin de la Seybouse échappent à cette énergique attraction, Constantine demeure sans conteste la capitale de l'ancien Beylick turc.

Mais cet effort de coordination aura été vain. L'exécution du programme ferroviaire provoque la dislocation. Des divergences d'intérêts se révèlent entre le Centre et l'Est du département. A la fin du xix^e siècle, la Halle aux Grains n'est plus qu'un fondouck archaïque et encombrant. Déplacée, elle sert aujourd'hui de garage pour les voitures automobiles, d'entrepôt de machines agricoles. De petites entreprises s'y sont établies, — et des cafés maures. Cependant, chaque année, avec la campagne des laines et des peaux, le grand vaisseau de la Halle semble revivre comme autrefois. Fait notoire, ces transactions s'effectuent surtout pour le compte de maisons algéroises.

Cette ingérence de la capitale algérienne dans les transactions locales et provinciales paraît être un phénomène caractéristique de l'époque actuelle. « L'impérialisme algérois » ne s'est jamais traduit par de violentes « polémiques ferroviaires ». Il a cependant bénéficié singulièrement de la voie ferrée, puisque, par elle, il a pu prendre une part de plus en plus large à l'activité propre de Sétif et de la Petite Kabylie, puisque, par elle, il s'est étendu aux Hauts-Plateaux et jusqu'aux riches oasis de l'Extrême-Sud. Le trafic du port d'Alger est aujourd'hui alimenté, dans une certaine mesure, par les produits qui se déversaient autrefois sur le carreau de la Halle aux Grains.

Au point de vue économique, Constantine n'est plus la capitale de la Province de l'Est, au sens majeur que l'on veut prêter au terme. La nature a repris ses droits.

Il lui reste, cependant, une énergique vitalité : au point de vue industriel, elle possède de puissantes entreprises : la minoterie. Au point de vue commercial, elle est la maîtresse incontestée de la branche tissus, dans la province, et la rivale la plus directe d'Alger sur le marché algérien.

Certes, après un siècle d'occupation, le développement de la ville de Constantine, encore qu'il étonne, ne confond pas l'esprit au même point que le spectacle de la fiévreuse Alger en pleine hypertrophie constructive, en pleine rage immobilière, si l'on peut dire. Bône même s'entoure de plus de séduction et s'épanouit plus librement. Le développement de Constantine n'en paraît que plus pondéré, plus prudent, mieux équilibré. Elle n'a pas, à ses portes, l'opulence d'une Mitidja. Elle ne s'enrichit que lentement de la richesse des

territoires qui l'entourent, et cette richesse comporte encore plus de possibilités que de réalités.

* *

L'avenir économique de Constantine, pour mieux dire son avenir commercial, dépend uniquement des facultés de consommation du groupe indigène, groupe nombreux, encore que clairsemé, mais qui ne cessera d'aller croissant. Ce sont ces facultés qu'il faut développer d'une manière progressive.

Le consommateur indigène, dans la généralité des cas, n'est pas riche. Sa condition voisine du paupérisme. A Constantine même, rien ne matérialise mieux cette idée que l'aspect singulièrement funèbre de la femme indigène, drapée, voûtée, écrasée, sous le « tchar-tchaf » gris sombre. Ce n'est certes pas l'éclatante mauresque d'Alger, parée de soie, fraîche, élégante, blanche et claire comme la capitale qu'elle anime encore à la manière d'un être de légende. Non, cette ville berbère est rude, rude comme la nature qui a façonné les âmes à son image. Et les territoires immenses qui l'entourent restent encore plus frustes qu'elle-même. Sauf sous les murs de la ville, les paysages opulents ne se rencontrent pas. L'existence du laboureur des Hauts-Plateaux reste précaire. Le Kabyle et le Chaouïa, aux prises avec une nature âpre, poursuivent leur lutte sévère contre les éléments. Le Nomade et le jardinier des Oasis ne connaissent pas un sort plus clément. Pauvres, ces individus consomment peu. Et cependant, leur esprit s'émerveille du bien-être étonnant qu'ils pourraient acquérir.

En bien des circonstances, par malheur, l'indigène s'est révélé prodigue, faible; trop souvent, il s'est laissé séduire par des plaisirs que le Prophète n'a pas eu l'avantage de prévoir et de condamner. Indiscipliné, violent dans ses instincts, d'un appétit parfois monstrueux, l'indigestion, — qu'on nous passe le terme — est, à l'heure actuelle, la maladie qui l'a le plus fréquemment ruiné. Nous ne souhaiterons donc pas un brusque enrichissement des milieux indigènes. De cette hypertrophie de bien-être, ils ne jouiraient que temporairement. Pour préciser notre pensée au moyen d'un exemple, nous ne voudrions pas que chaque individu puisse acquérir aujourd'hui une automobile : la chose possède le seul prestige d'une monture de fantasia et ne serait pas utilisée comme un outil de production. Avant de doter chaque fellah d'un matériel perfectionné; avant de revêtir l'homme de somptueux burnous et la femme de haïks de soie, souhai-

tons que l'esprit s'éclaire, que la masse accède progressivement à la condition supérieure dont on a rêvé pour elle.

En définitive, c'est un problème social autant qu'économique qui se pose. L'un et l'autre ne constituent d'ailleurs que deux aspects d'une même question.

De quelque côté que l'on se tourne, ce ne sont pas les sujets qui manquent à l'étude et à l'initiative : problèmes agricoles, problèmes industriels, questions relatives au crédit, étude des débouchés, tout un programme de réalisations se précise, dont les plus graves, d'ailleurs, ont été prises en charge par le présent.

*
**

Quels que soient les soucis de l'heure présente, — et nous avons jugé de stricte probité d'en préciser quelques-uns, — nous avons confiance en la terre algérienne, terre féconde en énergies.

Le voyageur qui parcourt nos longues routes songe toujours à la légende du grenier de Rome. Toute terre a sa légende, certes; mais en est-il de plus lumineuse ? Toute terre a ses génies; en est-il de plus bienfaisant que le grain de blé ?

La gerbe tressée en ostensor, dont s'éclairent tant d'arrière-boutiques, symbole d'espoir; l'épi, dont la barbe encore verte franchit l'intimité du foyer au huitième jour de Pâques juives, symbole de renouveau; les mœurs autant que la nature ont fait de Cérès la déesse souveraine du pays.

Comme toute légende, celle du grenier de Rome prit souffle dans du réel. Sans doute, la tradition, amplifiée par des siècles crédules, a dénaturé les faits. Au temps de la Rome splendide, le poète qui remettait le sort de la Ville à la bonne volonté du Barbare, lui donna l'élan du rythme pour qu'elle vînt plus facilement jusqu'à nous.

Elle persiste profondément en notre esprit. Quelles que soient les désillusions qui ternissent le passé, quels que soient les chiffres de l'historien, elle n'a pas la laideur du mensonge.

Car, maître de la vie, l'épi dispense la galette frugale et, lorsqu'il se prodigue, le luxe. C'est de lui que procède l'énergie de chacun et, inconsciemment, la foi dont les hommes de ce pays ont illuminé l'avenir.

Il faut ardemment souhaiter que s'apaisent les maux dont il souffre aujourd'hui.

Bibliographie

Publications officielles et périodiques. — Documents divers.

Tableau des Etablissements Français dans l'Algérie, notamment années 1838 et 1840.

Statistique générale de l'Algérie.

Statistique commerciale et maritime de l'Algérie.

Statistique agricole de l'Algérie, notamment : campagnes agricoles 1901-1923.

Exposé des travaux de la Chambre de Commerce de Constantine.
Historique des travaux (manuscrit).

Exposé des travaux de la Chambre de Commerce de Bône. Séances des 18-24-25 juin 1898, 23 novembre 1898, 29 janvier 1906.

Banque de l'Algérie. Comptes rendus. Documents manuscrits.

ALQUIER. — Notices concernant les communes du Département de Constantine. Extrait du *Recueil officiel des actes de la Préfecture de Constantine*. N° 2, 1927.

Arrêtés du maire de Constantine.

Documents manuscrits du service des halles et marchés de Constantine.

Rapports du maire au Conseil municipal.

Annales de la Colonisation algérienne.

Moniteur de l'Algérie.

Journal officiel. Comptes rendus des séances de la Chambre et du Sénat (novembre-décembre 1929).

Ouvrages et Traités

1° ETUDES HISTORIQUES

a) *Histoire locale*

Ernest MERCIER. — *Histoire de Constantine*. Constantine, 1903.

— *Constantine avant la Conquête française*. Recueils des notices et mémoires de la Société archéologique de Constantine, 1878.

— *Constantine au xvi^e siècle. Elévation de la famille El Fegoun.* Recueils des notices et mémoires de la Société archéologique de Constantine, 1878.

Charles WARS. — *Cirta.* Recueils des notices et mémoires de la Société archéologique de Constantine, 1893.

VAYSETTES. — *Histoire des Beys de Constantine.* Recueils des notices et mémoires de la Société archéologique de Constantine, 1867-1868-1869.

CHERBONNEAU. — *Constantine et ses antiquités.* Recueils des notices et mémoires de la Société archéologique de Constantine, 1853.

Abraham CAHEN. — *Les Juifs de l'Algérie et de Tuggurt.* Recueils des notices et mémoires de la Société archéologique de Constantine, 1866.

— *Les Juifs dans l'Afrique septentrionale.* Recueils des notices et mémoires de la Société archéologique de Constantine, 1867.

FÉRAUD. — *Monographie du Palais de Constantine.* Recueils des notices et mémoires de la Société archéologique de Constantine, 1867.

Auguste COUR. — *Constantine en 1802, d'après une chanson populaire du Cheikh Belqâcem Er Rahmouni El Haddad.* Alger, 1919.

MEGNAOUA CHÉRIF. — *Le Registre du Caïd El Blad de Constantine.* Constantine, 1929.

b) Histoire générale

PÉLISSIER DE RAYNAUD. — *Annales algériennes.* Alger, 1854.

Stéphane GSELL. — *Histoire ancienne de l'Afrique du Nord.*

MASQUERAY. — *Formation des cités.*

E.-F. GAUTIER. — *Les siècles obscurs du Maghreb.*

DUREAU DE LA MALLE. — 1^o *Voyages de Tunis et d'Alger.* Peysonnel et Desfontaines. Paris, 1838.

— 2^o *Recueil de renseignements pour l'établissement des Français dans cette province.* Paris, 1838.

Campagnes d'Afrique (1835-1838). — *Lettres adressées au maréchal de Castellane.* Paris, Plon, 1898.

Alfred NETTEMENT. — *Histoire de la Conquête d'Alger.* Paris, 1856. Notamment livre I^{er} : rapports, traités et guerres de la France avec Alger avant 1789.

Gabriel ESQUER. — *La Prise d'Alger.* Larose, Paris, 1929.

Gustave GAUTHEROT. — *La Conquête d'Alger.* Payot, Paris, 1929.

2° ETUDES ÉCONOMIQUES ET SOCIOLOGIQUES

a) Economie locale

Marcel DELRIEU. — *L'industrie du cuir à Constantine*. Alger, 1924.

b) Etudes diverses

DEMONTÈS. — *L'Algérie Economique*. Gouvernement général de l'Algérie. Alger, 1926.

Maurcie GAFFIOT. — *Le régime douanier de l'Algérie avant l'occupation française*.

Raoul MESSERSCHMITT. — *Le régime douanier et le commerce extérieur de l'Algérie*. Alger, 1927.

Comte de MAS-LATRIE. — *Relations et commerce de l'Afrique septentrionale ou Maghreb avec les nations chrétiennes au moyen âge*. Firmin Didot, 1886.

CARETTE. — *Exploration scientifique de l'Algérie. Recherches sur la géographie et le commerce*. 1840-1841-1842.

BEL et RICARD. — *L'industrie de la laine à Tlemcen*. Alger, 1913.

Simon LABOUBÉE. — *Notes sur l'industrie en Algérie*. Alger, 1917.

VARLET. — *Céréales d'Algérie*. Alger, 1900.

Guy DUMÉNIL. — *La banque de l'Algérie. Etude sur son rôle économique et financier*. Paris, 1925.

René PASSERON. — *Les grandes sociétés et la colonisation dans l'Afrique du Nord*. Alger, 1925.

Antoine BERNARD. — *Les chemins de fer algériens*. Alger, 1913.

Yvan SAURIN. — *Les chemins de fer d'intérêt général de l'Algérie*. Alger, 1927.

A.-G.-P. MARTIN. — *Précis de sociologie nord-africaine*. Paris, 1920.

Lieutenant-colonel VILLOT. — *Mœurs, coutumes et institutions des indigènes de l'Algérie*. Alger, 1888.

Vu :

Alger, le 27 janvier 1930,

LE DOYEN,

Marcel MORAND.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE THÈSE,

Maurice GAFFIOT.

Vu et permis d'imprimer :

Alger, le 28 janvier 1930,

LE RECTEUR,

Charles TAILLIART.

Table des Matières

Propos. liminaires.....	5
-------------------------	---

PREMIERE PARTIE

Géographie et histoire.....	11
-----------------------------	----

DEUXIEME PARTIE

L'évolution économique de Constantine

CHAPITRE I

Les souks de Constantine.....	31
L'élément humain. Corporations. Haddars et berranis. La communauté juive de Constantine. Son rôle économique	36

CHAPITRE II

Etat du commerce au seuil du XIX ^e siècle.....	43
---	----

CHAPITRE III

Le lendemain de la conquête.....	55
Le développement de la colonisation autour de Constantine.	

CHAPITRE IV

L'évolution vers la fonction commerciale.....	69
Conclusion	82

TROISIEME PARTIE

Développement du ressort économique de Constantine.....	87
---	----

CHAPITRE I

Le chemin de fer.....	89
Premières difficultés.....	92
La question du chemin de fer Aïn-Beïda-Tébessa.....	97
Les lignes nouvelles.....	105
Relations ferroviaires avec le Sud.....	106

CHAPITRE II

Le ressort économique de Constantine, d'après quelques statistiques de la Banque de l'Algérie.....	111
Conclusion. Tableaux statistiques.....	119, 120

QUATRIEME PARTIE

Constantine, marché de grains et de tissus.....	129
---	-----

TITRE PREMIER

Les grains

CHAPITRE I

§ 1. — La culture des céréales dans la Province de Constantine	131
§ 2. — Aperçu rétrospectif sur le commerce des grains....	135

CHAPITRE II

Formation, développement et déclin du marché aux grains de Constantine.....	141
Première période : la Halle aux grains.....	144
Deuxième période.....	150

CHAPITRE III

La minoterie constantinoise.....	155
----------------------------------	-----

CHAPITRE IV

La crise de 1929.....	169
-----------------------	-----

TITRE SECOND

Les tissus

CHAPITRE I

Considérations historiques.....	177
Tissus de laine et cotonnades. — Importance du marché constantinois. — L'industrie textile française et le marché algérien. — Tissus « beldi » et tissus « el barani ». — La « passementerie », branche secondaire du commerce des tissus indigènes. — L'avenir de la passementerie.	

CHAPITRE II

Les organes du commerce des tissus indigènes.....	189
Gros, demi-gros et détail. — Les négociants « manutention » et « tout fini ». — Le manutentionnaire et l'œuvre générale d'évolution. — Le demi-grossiste. — Les détaillants : Mozabites, Israélites, Kabyles et Souafa.	

CHAPITRE III

La dynamique des tissus et l'expérience contemporaine....	197
§ 1. Exposé théorique : le principe moteur, la consommation. — § 2. L'expérience contemporaine : la guerre; les troubles monétaires; situation du marché constantinois après guerre. — 1930 : la crise; l'aménagement du crédit commercial. — Conclusion.	
Conclusion	211
Bibliographie	215

IMPRIMERIE DU CENTRE - TOULOUSE

